

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE PHARMACIE DE NANCY

POUR OBTENIR

le Titre de Docteur de l'Université de Nancy

MENTION "PHARMACIE"

PAR

MARC BESLIER

Pharmacien de la Faculté de Paris

né à Coulommiers, le 28 Juillet 1909

Contribution

à

l'Étude de la Pharmacie en Espagne

SON HISTOIRE, SES LOIS, SON RÉGLEMENT

Rapports pharmaceutiques franco-espagnols

Soutenue le 7 Février 1938, devant la Commission d'Examen

Président. . . .	MM. PASTUREAU
Juges. . . .	MEUNIER
	D ^r VERNIER

VILLEFRANCHE

IMPRIMERIE MODERNE. - J. LAMARSALLE

14, Rue de la République

1938

*Thèse Nancy
1938.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE PHARMACIE DE NANCY

POUR OBTENIR

le Titre de Docteur de l'Université de Nancy

MENTION " PHARMACIE "

PAR

MARC BESLIER

Pharmacien de la Faculté de Paris

né à Coulommiers, le 28 Juillet 1909

Contribution

à

l'Étude de la Pharmacie en Espagne

SON HISTOIRE, SES LOIS, SON RÉGLEMENT

Rapports pharmaceutiques franco-espagnols

Soutenue le 7 Février 1938, devant la Commission d'Examen

Président . . .	MM. PASTUREAU
Juges . . .	MEUNIER
	D ^r VERNIER

VILLEFRANCHE

IMPRIMERIE MODERNE. - J. LAMARSALLE

14, Rue de la République

1938

A MONSIEUR LE PROFESSEUR PASTUREAU

Doyen de la Faculté de Pharmacie

Qui m'a fait le grand honneur d'accepter
la présidence de cette thèse

A MES JUGES :

MONSIEUR MEUNIER

Chargé du cours de Pharmacie galénique

Qui m'a guidé dans l'exécution de ce travail

MONSIEUR LE DOCTEUR VERNIER

Chargé du cours de Zoologie

En témoignage respectueux de ma gratitude

A MONSIEUR MARC HONNORAT

Docteur en Droit

*Chargé du cours de Législation et de Déontologie
à la Faculté de Pharmacie de Paris*

En reconnaissance de ses conseils bienveillants

A MONSIEUR LE COLONEL JAMMES

Avec l'expression de toute ma reconnaissance

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MES PARENTS ET AMIS

AVANT-PROPOS

Mon père, pharmacien, possédait jadis une fabrique de produits pharmaceutiques. Vendant non seulement en France, mais à l'étranger, il exportait une bonne partie de sa fabrication en Espagne. Chaque jour, des lettres de clients arrivaient de ce pays. Pour les traduire, j'appris l'espagnol. Plus tard, après mes études en pharmacie, mon père n'avait plus son usine, mais, le souvenir des confrères espagnols, toujours vif en moi, me porta à m'intéresser à une nation qui goûtait tant les produits pharmaceutiques français. Une pharmacienne, Mademoiselle Secrétin, préparant à cette époque une thèse sur la pharmacopée anglaise et m'ayant parlé de sa prochaine soutenance devant la Faculté de Nancy, je n'hésitai plus à solliciter des maîtres de cette faculté l'autorisation de présenter un ouvrage sur la pharmacopée espagnole. L'accueil particulièrement bienveillant de Monsieur le Doyen, les conseils si éclairés de Monsieur le Professeur Meunier, ont été un grand encouragement pour me consacrer à une tâche pour laquelle j'ai fait de mon mieux, gêné par les circonstances politiques. N'ayant pu me rendre sur les lieux, je dois à l'obligeance de Monsieur le Colonel Jammes, pharmacien, et à Monsieur Sero y Badia, exportateur de spécialités pharmaceutiques, une grande partie des renseignements sur la pharmacie espagnole actuelle.

Voici la conception de cette étude :

Dans l'obligation de reproduire de nombreux textes de lois, j'avais songé à les intercaler dans la rédaction. Il m'a semblé qu'il pourrait en résulter une grande confusion pour le lecteur. J'ai donc divisé ce travail en plusieurs chapitres.

1° Une partie historique résume les étapes parcourues par la pharmacie en Espagne jusqu'à la période contemporaine. Je m'arrête à chaque occasion sur ses rapports avec la pharmacie française. J'ai insisté volontairement sur les périodes intéressantes et en ai négligé d'autres ;

2° Un chapitre envisage l'état actuel de la pharmacie espagnole :

- a) Ses institutions, ses lois, ses règlements, son aspect ;
- b) Ses rapports commerciaux avec la France ;

3° Enfin, j'ai traduit le texte des principales lois et des principaux règlements régissant l'exercice de la pharmacie en Espagne.

INTRODUCTION

... « *Sic rerum summa novatur
Semper, et inter se mortales mutua vivunt.
Augescunt aliæ gentes, aliæ minuuntur
Inque brevi spatio mutantur saecula animantum
Et quasi cursores vitæ lampada tradunt* ».

[(Lucrèce : *De natura rerum* - Livre II)]

La science est comme un flambeau qui se transmet au cours des siècles sans jamais s'éteindre... Deux fois, l'Espagne a tenu ce flambeau. D'abord au moyen-âge sous les Arabes, puis, au xvr^e siècle après la découverte de l'Amérique.

Nos sciences, et particulièrement nos sciences pharmaceutiques actuelles, ne seraient pas ce qu'elles sont sans l'impulsion prodigieuse que l'Espagne a fournie au monde civilisé.

Depuis le xvr^e siècle, ce flambeau de la science, l'Espagne l'a transmis à d'autres nations telles que la France. Dès lors la science espagnole profite du rayonnement de la science française. En échange, la législation pharmaceutique espagnole, plus complète que la nôtre, pourrait en de nombreux points inspirer nos législateurs.

I

LA PÉRIODE
HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

La civilisation avant les Arabes

Les Celtibères

Nous savons fort peu de chose sur les premiers habitants de l'Espagne. Ce furent des Celtes qui, fusionnant avec les Ibères devinrent des Celtibères. Chez eux, nos ancêtres pharmaciens étaient représentés par les druides. « Les druides administraient des remèdes naturels... mais avec mystère » [8, 11] ⁽¹⁾. « C'étaient les végétaux qui jouissaient de la plus grande vogue, parce que précisément c'étaient eux qui jouaient le rôle essentiel dans la mystique religieuse et sensuelle de ces collectivités primitives » [39, 22].

Les Phéniciens

Le premier peuple blanc mentionné dans l'histoire pour sa science est celui des Phéniciens. Navigateurs experts, les Phéniciens fondèrent des comptoirs chez les Celtibères. « Les Phéniciens, selon Hérodote apprirent des Babyloniens la coutume de mettre les malades dans les rues, places et passages publics pour que tous les passants puissent les examiner et leur prescrire les remèdes acquis par leur expérience en d'autres cas analogues » [22, 9]. Cette pieuse coutume passa aux Espagnols de qui les Grecs l'apprirent.

A cette époque, la jusquiane, la centauree et surtout l'herbe bétique (betonica) étaient les remèdes les plus utilisés. « Avec la betonica se préparait un vinaigre très employé dans certaines maladies des yeux et de l'estomac » [19, 136]. Les poudres, embrocations, cataplasmes et collyres représentaient les formes les plus usuelles.

Les Egyptiens

A la civilisation phénicienne, succéda la civilisation égyptienne. Peu de produits pharmaceutiques égyptiens ont dû passer en Espagne. Les Egyptiens honorant leurs morts les embaumaient pieusement pour pouvoir les conserver des siècles..., sans doute pour qu'ils fussent utilisés au moyen

(1) Voir page 170 (note).

âge et jusqu'aux temps modernes sous le nom de « Mums », d'abord en Espagne, puis en France et en Europe. Grâce à cet usage quelque peu imprévu, les Egyptiens servirent à la pharmacie future (1).

Les Grecs

D'Egypte, la science passa en Grèce. Aristote, surtout Hippocrate créèrent véritablement la science médico-pharmaceutique. A une certaine époque, les Grecs se mirent à voyager et à fonder des colonies. Ils apprirent certaines connaissances aux Espagnols. Hippocrate cite en un de ses livres un remède espagnol contre l'hydropisie [8, 14]. Mais les Espagnols, moins forts en littérature avaient plus de connaissances scientifiques qu'eux. Les Grecs apprirent beaucoup en Espagne, plus qu'ils n'y apportèrent de connaissances médicales [8, 14]. Les Espagnols leur enseignèrent la coutume d'écrire sur les maisons les maladies dont les habitants étaient affligés.

Dans la suite, leur civilisation prodigieusement évoluée eût sur tout le moyen âge une importance décisive.

Les Romains

Le prestige grec fut éclipsé par la poignée de cultivateurs devenus guerriers qui avaient fondé Rome. Les premiers Romains étaient très ignorants. Leur principal médicament était le chou. Ce n'est qu'après avoir colonisé la Grèce et l'Espagne qu'ils s'assimilèrent la science de ces deux pays. Le fils aîné de Sénèque, proconsul romain, né à Cordoue, laissa des œuvres médicales fameuses [8, 17]. Des Romains date la célèbre « Thériaca magna Andromaci » que les auteurs arabes propagèrent en Europe au moyen âge.

Les Bénédictins

A la chute de l'empire romain du vi^e au xi^e siècle, ce sont les couvents, surtout les Bénédictins, qui conservèrent la science en Occident [19, 145]. Cette époque est « l'âge des Bénédictins ». Mais, peu à peu, cette lueur s'assombrit et l'Occident devint d'une rare ignorance.

(1) Auraient-ils eu une grande influence sur les « médecines » du moyen âge ? Sternon [39 - 176] le laisserait supposer : « Les Egyptiens remarquèrent que l'ibis sacré puisait de l'eau de mer avec son bec et se le mettait au fondement pour lui ouvrir le ventre qu'il avait constipé. A la suite de cette observation, ils introduisirent les lavements dans la thérapeutique ».

Les Hébreux

Cependant, les Hébreux, chassés de leur pays par les Romains, étaient venus nombreux se fixer en Espagne. Les Juifs, polyglottes, traduisaient et connaissaient à fond Hippocrate et Galien, qu'ils enseignèrent aux Espagnols [8,22]. Ils ouvrirent des écoles à Tolède, Cordoue, Grenade. Ils savaient soigner les malades, mais n'ont laissé aucune œuvre à la postérité. En l'an 948, Rabi-Moseh et son fils Hanoc, fameux maîtres de la Perse, vinrent s'établir à Cordoue. Dans leurs écoles, les études duraient un an. Ils inventèrent deux examens correspondant aux actuels titres de licencié et de docteur. Un jury, composé de maîtres et de rabbins, présidait ces examens. La prépondérance de la médecine hébreuse-espagnole dura du second au sixième siècle.

Les Goths

Dès le v^e siècle, les Goths, originaires de Germanie, colonisèrent la Gaule et l'Espagne. Au lieu de s'assimiler la science espagnole, ils la combattirent. Les Juifs furent persécutés. La médecine devint une annexe de la religion. On guérit avec de l'eau bénite, des exorcismes, etc. Les gens mouraient comme des mouches, mais ils mouraient selon la tradition religieuse. Contre la peste, on organisait processions et rogations qui augmentaient soigneusement la contagion [8, 27].

CHAPITRE II

Les Arabes

A. *Les Arabes en Orient et en Espagne.*

Au VIII^e siècle, un fait décisif changea le sort de l'Espagne. Elle fut conquise par les Arabes. Avant eux, sa science n'était pas très brillante. Deux pôles l'orientaient :

1^o Les moines français, particulièrement ceux de Cluny et postérieurement ceux de Cîteaux [22,27].

2^o Les Juifs qui, bien que persécutés étaient toujours nombreux et actifs.

Tous deux s'inspiraient des connaissances romaines de la décadence. C'est de leur contact avec la civilisation arabe, qui leur était supérieure, que résulta la civilisation nouvelle. La pharmacie commença sa voie scientifique avec les Arabes.

Histoire des Arabes

Voici en quelques mots l'histoire des Arabes. Mahomet, né vers 570 de notre ère, fonda une religion nouvelle et donna ordre à ses sectaires de prendre les armes pour la défendre [19,120]. Afin de la propager, ses successeurs entreprirent la conquête du monde. Le premier, le calife Abu-Bekr s'empara de la Grèce et de la Syrie; Omar de la Perse et de l'Egypte. En Syrie et surtout en Perse, les Arabes trouvèrent les moines Nestoriens qui, très savants, s'adonnaient à la médecine et à la pharmacie. « Le divorce entre la médecine et la pharmacie fut, en effet, consacré par cette secte. Leurs deux professions furent traitées d'égale à égale. La pharmacie eût un programme spécialement arrêté, des statuts nettement établis. Les opérations furent réglées et codifiées dans le *Krabadin* » [39,83]. Les Nestoriens « livrèrent aux Arabes toute la documentation gréco-latine... Les Arabes saisirent tout de suite l'importance de ces écoles. Ils les adoptèrent et créèrent des centres d'enseignement similaires à Bagdad (fondée par Almanzor en 762) [19,122], Samarcande, Ispahan, Damas... C'est de Bagdad qu'essaimèrent plus tard les universités que les Arabes créèrent en Egypte, en Espagne, à Cordoue, Séville, Murcie, Tolède, etc... »

A leur établissement en Espagne, de 711 à 713, les Arabes, riches de la science des Nestoriens, avaient aussi traduit sur place, en Grèce, les œuvres scientifiques qu'ils y avaient trouvées. Maîtres de l'Espagne jusqu'en 1494, ils y firent prospérer une civilisation dont on se fait difficilement idée aujourd'hui. « Au milieu du VIII^e siècle [39,88, note] Cordoue comptait un million d'habitants, 200.000 maisons, 600 mosquées, 50 hôpitaux, 800 écoles publiques et 900 bains. Sur le bord du Guadalquivir seul s'étaient plus de 12.000 villages. L'Andalousie entière n'en contient actuellement plus que 800 ».

Drogues

Avant les Arabes, l'Espagne, comme la France, utilisait des drogues récoltées sur place. Les Arabes apprirent aux Espagnols l'usage des drogues orientales qui jouent aujourd'hui un si grand rôle dans la thérapeutique européenne.

Un des médicaments les plus employés du moyen âge fut la momie. L'usage de la momie fut répandu en Espagne par les Arabes qui lui ont donné son nom actuel : ammomum = mum = mummie = momie. Le Codex français la mentionna jusqu'au XIX^e siècle. C'est surtout l'asphalte l'entourant qui paraît avoir été recherché (1).

Les Arabes nous firent connaître le bezoard, ou bezoard oriental, qu'il ne faut pas confondre avec le bezoard d'Amérique.

Mais, ils ne nous ont pas transmis que des médicaments démodés. Ils introduisirent le musc, l'ambre, le camphre, le sucre qui supplanta le miel. La botanique fut une de leurs sciences de prédilection. Ils établirent des jardins botaniques (Cadix, etc.). Ayant en aversion les purgatifs violents, ils les remplacèrent dans la thérapeutique par des purgatifs doux tels que la casse, le séné, les tamarins, les myrobolans, les jujubes etc. [19,124]. Ils firent connaître des spécifiques comme le santal, des épices comme la noix muscade, le carvi, etc... Ils introduisirent en Espagne la culture de la casse, de la canne à sucre, du coton,

(1) Voici ce qu'en disent certains auteurs arabes : Abou Djoreidi [34 - I 542] : « La momie est salutaire contre les fractures et les faiblesses, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elle convient à la poitrine et aux poumons. Elle est d'une constitution à peu près tempérée. Cependant elle calme la douleur des fractures, administrée soit en potion, soit en embrocation, soit en injection. Elle est efficace contre les ulcères de la verge et de la vessie, prise à la dose d'un quirath avec du lait ». El Khanz : « C'est le médicament le plus efficace contre les crachements de sang..., etc. ».

du riz. Le safran, dont l'étymologie vient de l'Arabe « safarán », fut cultivé en Espagne dès le x^e siècle. Il ne fut introduit dans le Gâtinais qu'au xiv^e siècle par un gentilhomme du nom de Porchaires [30,224].

Le chanvre indien fut employé de longue date par les Hindous et les Chinois, mais non par les Grecs ni les Romains [30,284]. Les Arabes ne le connurent qu'assez tard venant de la Perse, mais l'usage s'en répandit très vite et leurs plus célèbres médecins (Ibn-Al-Awam et Ebn-Beithar) vantèrent l'usage du « haschich » ou « hachich ».

Découvertes pharmaceutiques

Des Arabes, les Espagnols connurent de nombreuses formes pharmaceutiques. Nous leur devons des opérations primordiales telles que la distillation, la sublimation, la coagulation, la calcination. Ils les découvrirent, poussés par la recherche des métaux rares et dans ce but distillèrent à tort et à travers tous ce qu'ils trouvaient. Ils créèrent ainsi l'alchimie. Or, de l'alchimie découla plus tard la chimie et notre science moderne. C'est donc avec juste raison qu'on les a appelés « créateurs de la pharmacie » [7,152].

Le premier résultat de l'alchimie fut que les Arabes ressuscitèrent l'alcool. Ce produit appelé par eux « alcool » ou « alkoal » paraît avoir été connu 384 ans avant l'ère chrétienne, sous Aristote. Interdit par la religion musulmane ⁽¹⁾, il ne réapparut que par la passion des alchimistes pour être employé au xi^e siècle en teintures et en élixirs par Avenzoar.

Les Arabes inventèrent les loochs. « Le mot looch est un mot purement arabe qui servait à désigner les médicaments mucilagineux ou émulsions d'amandes ou de semences » [6.IV].

La dorure et l'argenture des pilules sont dues à Avicenne [39,86, note], sans doute à cause de l'efficacité qu'il attribuait à l'or et à l'argent [19,125].

Prestige

Savants, les Arabes fondèrent de nombreuses écoles. Cordoue fut le principal centre instructif de l'Occident. A Séville, Tolède et Murcie [19,123], de célèbres écoles se

(1) « Notre étonnement grandit encore, en trouvant dans le « chapitre des pommades », que Cohen El Attar utilise la graisse de porc pourtant défendue par leurs religions, tant aux juifs qu'aux musulmans » [6-IV-49].

distinguèrent jusqu'à la fin de la domination arabe. Au ^x^e siècle, l'Espagne possédait douze bibliothèques. La bibliothèque de Cordoue à elle seule contenait 600.000 volumes [26,634]. « Des livres traitant exclusivement d'art pharmaceutique, parmi lesquels les œuvres d'Averrhoès de Cordoue et d'Ibn el Baïthar ⁽¹⁾ voient enfin le jour [39,87]. [Ce dernier]... décrit plus de 1.400 drogues végétales.... La séparation entre la médecine et la pharmacie est à ce moment tellement accusée que certains ouvrages tels que le livre de Koben-el-Attar ⁽²⁾ au ^{xiii}^e siècle donnent des règles de déontologie exclusivement à l'usage des pharmaciens. »

B. Auteurs Arabes d'Orient et d'Espagne.

Parmi les auteurs les plus célèbres nous devons faire deux catégories :

Auteurs non Espagnols

1° Les auteurs arabes non espagnols (qui eurent d'ailleurs en Espagne et sur le monde autant d'influence que les auteurs espagnols). Les plus célèbres sont :

Geber qui vécut on ne sait où ⁽³⁾, sans doute au ^{ix}^e siècle [19,126 et 7,158]. Il laissa plusieurs œuvres, traita de la potasse caustique, du safran de Mars, de l'acide nitrique, parla de l'eau forte, définit la sublimation. Voici par exemple, la préparation du sublimé corrosif [7,158]: « Prendre une livre de mercure, deux de vitriol, une d'alun de roche cristallisé, une livre et demie de sel commun et un quart de salpêtre; mêler le tout et après sublimation recueillir le produit dense et blanc qui adhère à la partie supérieure du vase. Conserver comme il a été dit. Dans le cas où le produit de la première sublimation serait sale et noirâtre, le soumettre à une nouvelle sublimation ».

(1) Ou Ebn-Beithar [19-133].

(2) Ou Cohen El Attar [6-IV-49].

(3) « Geber parvint à émailler intérieurement les pots de pharmacie, de sorte qu'ils se fabriquèrent dès lors en grand en Espagne et plus particulièrement à Mallorca, d'où le nom de Majoliques donné à certains de nos récipients parfaits en Italie » [34 - I 287]. (Il s'agit sans doute du deuxième Geber ayant vécu au ^{xiv}^e siècle et non du premier [voir : 19 - 126]. Cela explique que Reutter situe improprement Geber à Cordoue).

Mésué ou Mesueh ⁽¹⁾, médecin du Caire, mort vers 1015. Son antidotaire ou Krabadin fut le recueil officiel des universités du moyen âge. Ses œuvres traitent de toutes les formes pharmaceutiques : emplâtres, cérats, loochs, électuaires, sirops, pilules, poudres, décoctés. Il divise les médicaments selon leur mode d'action. Beaucoup de ses formules sont copiées textuellement par les formulaires postérieurs.

Rhazés (860-940), professeur à Bagdad, longuement commenté au moyen âge, aurait indiqué la préparation de l'acide sulfurique et de l'alcool rectifié. Certaines de ses œuvres sont à Paris, à la bibliothèque nationale.

Avicenne (980-1036), né en Perse, fut appelé « prince des médecins arabes » [19, 128]. Il connaissait le café, l'alcool, l'arsenic, l'onguent mercuriel. Ses théories sont voisines de celles de Galénus, mais ses formules plus simples. Son formulaire était si complet ⁽²⁾ qu'il formait à lui seul la moitié du programme des études de médecine des universités d'Europe. En 1650 il était encore en usage à l'université de Montpellier [6, V, 56].

Auteurs arabes d'Espagne

2° Les auteurs arabes-espagnols.

Abulcassis, né à Cordoue, où il mourut en 1122, a laissé moult traités dont un en trente volumes. Il décrit de nombreux médicaments, tant chimiques que galéniques, et ce avec une grande clarté.

Avenzoar ou Abenzoar, (en Arabe : Ibn Zohr) (1073-1162) exerça surtout à Séville. Ses œuvres traitent de plusieurs plantes vénéneuses et de l'action des médicaments sur les maladies d'estomac. Ce savant qui eût une réputation d'homme charitable [19, 132] était doué d'un rare esprit critique. Ses écrits semblent indiquer que la pharmacie n'était pourtant pas très en honneur à son époque...

(1) « Sous le général « El Mansour », des compilateurs avisés firent paraître une encyclopédie médicale d'inspiration galénique qui devait être en faveur jusqu'à la Renaissance sous le titre de « Canones universales divi Johannis Mesueh », espérant que la célébrité de Mésué le vieux assurerait le succès d'un ouvrage présenté comme l'œuvre de Mesueh le jeune... Telle est du moins l'opinion de Choulant basée avec beaucoup de vraisemblance sur ce fait qu'aucun des historiens arabes ne parle de cet élève prétendu d'Avicenne » [13 - 37].

(2) « Le liber de anima in arte alchimiae » ne serait pas d'Avicenne, mais de compilateurs postérieurs [35 - IV - 370].

« Quant à moi, dit-il, je suis atteint d'une véritable passion pour les manipulations pharmaceutiques, l'expérimentation des médicaments, l'obtention de leurs qualités et leur composition. J'ai suivi cette voie par inclination, malgré le peu d'honneur qui y est attaché, mais j'ai plaisir à le faire comme les autres ont plaisir à cultiver la terre ou à chasser » [15]. Avenzoar parle du bezoard « sorte de pétrification se formant dans l'intestin des chèvres sauvages de Perse » [34, I, 513] ⁽¹⁾ (sans doute des calculs de cholestérine).

Averrhoès de Cordoue (1126-1198), célèbre par des traités sur les aliments et les médicaments, qui nous sont précieux pour la synonymie hispano-arabe.

Ebn-Beithar (1197-1248), né à Malaga. Parmi ses nombreuses œuvres, le Français Le Clerc a traduit son « Kitab-al-Dscharni-al-Kabri » décrivant 1.400 drogues. Les Espagnols l'ont appelé le « Tournefort » des Arabes [19, 133].

(1) A ce propos, il arriva à Abenzoar une aventure fort curieuse. Voici ce qu'en dit García del Real : « Le roi de Cordoue Miramolin avait absorbé un venin très pernicieux. Comme on lui avait donné du bezoard, il fut complètement débarrassé du venin. Le roi promit alors son palais royal à qui lui remettrait la pierre l'ayant délivré de la mort. Ce fut Abenzoar, médecin mauro-espagnol entre Cordoue et Séville »... Si Abenzoar guérissait les Espagnols comme par enchantement, ses émules paraissent avoir réussi moins bien en France où les imaginations étaient sans doute moins fertiles..., car voici la suite de l'histoire de García del Real : « Il arriva que Charles IX passant un jour par Clermont-Ferrand se rencontra avec un « señor » récemment arrivé d'Espagne qui lui présenta un bezoard en lui affirmant qu'il était bon contre tous genres de venins. Ambroise Paré, qui était présent, bien qu'il fut simple chirurgien, eut la clairvoyance de nier toute efficacité à cette substance. Dans le doute, le roi décida de résoudre la question : il fit amener un pauvre diable de cuisinier condamné à être pendu pour avoir dérobé deux plats d'argent et lui promit de le gracier s'il se soumettait à une expérimentation. Le malheureux accepta le traité. Il absorba d'abord un venin très actif, puis, immédiatement, le bezoard. Presque tout de suite, il commença à vomir, malgré les bons offices du chirurgien qui essaya de l'aider par administration d'huile. Il expira au milieu de cruelles souffrances. Le bezoard était jugé, il fut jeté au feu » [22 - 81, d'après Christian, page 40].

C. *La civilisation hispano-arabe en France.*

Expansion arabe

Les premiers pays à bénéficier des bienfaits de la science espagnole furent naturellement les plus proches. Le premier centre d'inspiration arabe qui rayonna en France fut Montpellier.

Dès le VIII^e siècle, il y eût à Montpellier des hôpitaux, des dispensaires et des cours créés par des Arabes [2,70]. En 1025, des Juifs arabisants, disciples d'Abon, rabbins dont la plupart étaient médecins, fondèrent à Montpellier des cours de médecine. L'enseignement était donné en hébreu et en arabe [22,37]. Au XII^e siècle, le latin et le provençal se substituèrent à l'hébreu et à l'arabe. Le 17 août 1220, le cardinal Conrad octroyait une charte organique à l'école de Montpellier [34,1,238]. Dès lors, il ne s'agissait plus de cours épars, mais d'une véritable faculté. Son orientation resta longtemps judéo-arabe. En 1340, le programme des études débute par « le premier livre du « Canon » d'Avicenne, pris dans sa totalité » [13,94]. En 1550 ne peuvent être lus et interprétés « que les livres et auteurs vraiment approuvés comme sont : Hippocrate, Galien, Avicenne, Mesueh, Razés, Paul Aeginette et Dioscoride » [13,163].

L'université de Montpellier acquit rapidement un grand prestige et devint le modèle des universités françaises. « Les inspections de pharmacie [y] précédèrent d'un siècle et demi celles qui furent ordonnées à Paris. La raison en est facile à comprendre, car, les inspections des boutiques de drogues existaient, paraît-il, à Bagdad, centre scientifique le plus important des Arabes. Cette institution avait donc rayonné en Espagne et d'Espagne en France le plus naturellement » [2,70].

Montpellier possédait sa pharmacopée bien avant Paris. Jacob Hacoton, qui savait l'hébreu, l'arabe, le latin et le provençal [22,37], traduisit la pharmacopée de Montpellier dont l'auteur, Nicolas, était contemporain de Jéhuda et fut comme lui doyen de cette faculté de médecine. Elle contient 181 formules différentes.

De Montpellier, les Arabes créèrent des écoles juives à Narbonne, Lunel, Pasquièrre, Béziers et Arles. L'arabisme s'infiltra dans les écoles déjà existantes. Paris comme Montpellier inscrivit l'expérimentation à la base de son

programme [39-93]. « A Paris et dans la plupart des facultés de médecine [26,635] l'enseignement de l'école qui consistait à peu près uniquement dans la lecture et le commentaire par le professeur des écrits de médecine, utilisait en même temps que les grands auteurs grecs : Hippocrate, Galien, qui d'ailleurs, eux-mêmes, provenaient bien souvent de traductions de l'arabe, les grands auteurs arabes mis sur le même pied : Avicenne, Rhazés, Abulcassis, etc. ». A la suite des Arabes, Paris se lance dans l'alchimie... et même dans les analyses d'urine. « De multiples gravures de l'époque nous montrent le praticien examinant dans un verre *ad hoc* les urines au chevet du malade [39,98]. Les variations de couleur, d'odeur et de goût, la formation plus ou moins abondante d'un sédiment, la disposition de ce dépôt, étaient autant d'éléments indicatifs précieux pour le diagnostic. »

Drogues, commerce

Les nouveaux médecins de Paris, comme ceux de Montpellier, recommandent les drogues utilisées par les Arabes. Leur besoin d'importation se fait sentir. Aux produits locaux se substitue la mode des produits de l'Orient. Les grandes foires de France prennent naissance. Grâce aux Arabes, le commerce de la France se métamorphose. C'est alors que Montpellier, Marseille, Beaucaire, puis les villes de Champagne et de Brie : Troyes, Bar-sur-Aube, Provins et Lagny connaissent une prospérité qu'elles n'ont pas toutes retrouvée. Ces quatre dernières villes deviennent les principaux centres commerciaux de l'Île-de-France ⁽¹⁾ [34, I, 173]. Barcelone exporte du safran, des épices, du riz, du musc, des raisins secs, de l'encens, de la myrrhe, etc...

Parmi les produits vendus à Paris, en 1498, on cite [34,I,280] :

- ...Cyre d'Espagne en bales et hors bales.
- ...Blancs d'Espagne et du Puille.
- ...Figues de melite et de Maillobres.
- ...Figues et raisins d'Espagne.

(1) « Au XIII^e siècle, les Espagnols avaient à Provins une maison commune et des maisons particulières. On trouve dans cette ville en 1238 un Espagnol qui était devenu bourgeois de la commune. A Troyes, les marchands venant d'Espagne avaient l'habitude de descendre dans la rue de la Clef-de-Bois et ils occupaient ce quartier conjointement avec les négociants de la province de Languedoc » [18 - 34].

Montpellier consomme ⁽¹⁾ : « la graine d'écarlate » (ou cochenille du chêne), le kermès venant de Valence en Espagne..., l'essence de violette faite de fleurs d'Espagne ou d'Orient..., le safran d'Espagne ou d'Orient..., l'anis de Valence et le cumin, etc... [35,IV,226].

Relations entre Flandres et Espagne

La France est traversée par des commerçants espagnols allant aux Pays-Bas et des pèlerinages flamands se rendent au fameux sanctuaire de Saint-Jacques de Compostelle. Le plus souvent, les marchandises espagnoles passent aux Pays-Bas sur des bateaux. Elles font escale en France, surtout à la Rochelle. Mais il en vient par terre. L'itinéraire est alors : Pampelune, Bayonne, Bordeaux, Limoges, Poitiers, Tours, Orléans, Paris, Compiègne, Baupême, Arras, Douai, Tournai, Bruges [18, 12]. Nul doute que les commerçants les convoyant ne cherchent quelque profit dans les villes où ils s'arrêtent. Ils y font connaître leurs produits, leur civilisation. « A la fin du ^{xiii}^e siècle, les marchands de la péninsule ibérique occupaient à Bruges une place importante [18,22]. Au ^{xiv}^e siècles les guerres entre France et Espagne contre Angleterre ralentirent fortement le commerce espagnol »... qui reprit d'ailleurs son activité à la fin du siècle. « Le comte Louis de Mâle fit vendre à l'Ecluse, le 25 août 1371, les marchandises des Anglais prises avec leurs vaisseaux ou saisies en Flandre... parmi elles on remarque... des amandes importées du midi de la France, d'Espagne, d'Italie..., du cumin provenant du royaume de Castille et de Léon..., du bois de réglisse venant d'Espagne..., du bois de santal venant des Indes..., du vert de gris et du rouge d'Espagne, etc... ». Au ^{xv}^e siècle le commerce entre Flandre et Espagne est extrêmement prospère. Le safran est un des principaux articles d'exportation de Catalogne en Flandre.

Auteurs

De nombreux auteurs illustrèrent les rapports franco-espagnols :

Gerbert d'Aurillac [7,172 et 26,635], mort en 1003, fit ses études dans les écoles arabes de Cordoue. D'abord sim-

(1) Si Montpellier s'approvisionnait en Espagne, ses apothicaires y vendaient aussi. « Non contents d'aller à Beaucaire [35 - IV - 246], ils suivaient parfois les armées, comme il advint en 1238 lorsque Jacques le Conquérant, roi d'Aragon et seigneur de Montpellier mit le siège devant Valence. D'après une ancienne chronique, les « especiaires » montpeliérains étaient venus s'établir dans le camp des assiégeants pour vendre leurs marchandises, tant aux bien portants, qu'aux malades ».

ple moine, il fut maître d'Hugues Capet. Accusé de magie, il triompha de ses ennemis et devint pape sous le nom de Sylvestre II (en 999). Il propagea l'arabisme espagnol en France, en Allemagne et en Italie. C'est lui qui introduisit en France les chiffres dits arabes.

Raymond d'Agen, évêque de Tolède de 1130 à 1150 [26,635], provoqua et dirigea à Tolède le grand travail des traductions d'arabe en latin.

Egide, né à Corbeil [7,172] fut un disciple distingué de l'école de Salerne. Après avoir voyagé, il fut nommé à Paris médecin de Philippe-Auguste. Il connaissait les eaux distillées des Arabes, qu'il appliqua à la thérapeutique, différents sirops, le sucre qu'il appelait « zucera », etc....

Blasium [34.I,238], médecin de Philippe le Bel et élève des Arabes, ajouta ses commentaires aux canticos d'Avicenne.

Raymond Lulle, né à Majorque en 1232 (décédé en 1315) [19,190], étudia l'arabe puis combattit les Musulmans. Réfugié à Paris où il composa quelques œuvres il finit lapidé en Algérie. Il fit connaître l'alcool rectifié, les huiles essentielles, etc...

Arnaud de Villeneuve (Arnaldo de Villanova) fut la figure la plus marquante de ces savants hispano-français. Né en 1235 [19,189] ou en 1240 [22,31] à Villeneuve en Languedoc [35, n° de mars 1936] ou plutôt à Cervera (province de Lerida), il étudia à Barcelone puis à Paris et enfin à Montpellier, où il fit sa médecine. Après un séjour à Salerne, il exerça la médecine à Barcelone. En 1285, il fut appelé à Villafranca del Panadas pour soigner Pierre III d'Aragon (qui en mourût). Après plusieurs voyages, il périt dans un naufrage en 1313. Ses œuvres, nombreuses, furent pour la plupart imprimées à Lyon en 1504. Il indiqua la préparation de plusieurs essences, mit les eaux distillées à la mode dans la thérapeutique [8,57 et 35,IV,288]... tout au moins en Espagne, car elles ne furent que plus tard en faveur à Montpellier. Il est très intéressant de remarquer qu'on lui doit l'une des plus anciennes spécialités connues en France. « Il a été le premier à préparer l'alcoolat de romarin qui plus tard devait s'appeler « Eau de la reine de Hongrie » car Isabelle, épouse de Charles I. de Hongrie, l'avait employé avec quelque succès » (1) [19,190].

(1) L'existence de la reine de Hongrie est d'ailleurs contestée [34 - II - 142].

« Le mérite de Villanova fut en outre [34,I,169] d'avoir incité son maître⁽¹⁾ à doter les sciences médicales de règlements qui furent pendant de nombreux siècles le modèle de ceux qui leur succédèrent ; ceux-ci stipulent que les médecins ne pourraient dorénavant plus délivrer de médicaments, ceux-ci devant être toutefois placés sous leur surveillance directe, de par des visites à parfaire par eux chez les apothicaires les détenant ; ils ajoutent qu'aucune association ne pouvait être conclue entre médecin et pharmacien et que le nombre des pharmacies devait être réglementé ; puis que leurs propriétaires devaient tenir un livre de récepture, à jour et ne pas surfaire leurs prix de vente ; ceux-ci devant être taxés. Ces règlements prévoyaient que la vente des poisons ne pouvait se parfaire librement, et que celle des abortifs était interdite ; ils stipulaient en outre que nul ne pouvait vendre de médicaments s'il n'avait pas été reconnu, de par des examens, capable de les reconnaître, de les apprécier et de les contrôler »...

Un auteur espagnol à qui il arriva, en France, une aventure bien curieuse fut Fernand de Cordoue. Voici son histoire [22,44]. « Le fameux curé espagnol Fernando de Cordoba, encore très jeune, vint à Paris en 1445. Il surprit et effraya les docteurs de la Sorbonne par son érudition des langues les plus diverses, en médecine, en droit, ses connaissances sur les arts et les sciences. On le soupçonna d'avoir fait un pacte avec le démon. Il dut fuir en Flandre, puis, se retira à Rome ».

D. *La pharmacie en Espagne des Arabes aux grandes découvertes.*

Décadence

Au xv^e siècle, les Juifs, sans doute trop actifs, furent exclus de Montpellier. Les marchands espagnols étaient concurrencés par des Portugais et des Italiens.

L'école de Salerne, en Italie, devint alors célèbre. Fondée à la chute de l'empire romain, sans doute par des moines Bénédictins, cette école resta assez longtemps obscure. Mais au xv^e siècle, l'arabisme d'Espagne ternissait. Salerne devint l'école à la mode. Puis, Montpellier et surtout

(1) Frédéric II, empereur d'Allemagne (1194-1250) qui vécut surtout en Italie.

Paris, qui surent mieux s'assimiler les connaissances arabes, supplantèrent à leur tour l'école de Salerne « laquelle s'effaça devant elles pour avoir trop longtemps méconnu l'importance du mouvement musulman [39, 93] ». La suprématie de Paris commencée dès l'avènement d'Abélard, s'affermir. Les écoles d'Espagne, encore brillantes certes, passaient pour quelques années au second rang... pour quelques années seulement, car la célèbre année 1494 est à la fois celle du décret d'expulsion des Arabes d'Espagne et celle de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Un monde disparaissait, qu'un autre tout différent allait remplacer.

Etat de la pharmacie

A la fin du moyen âge les apothicaires appelés « boticarios » formaient en Espagne une classe séparée.

Depuis Alphonse X au ^{xiii} siècle, les médecins, trop absorbés, leur avaient abandonné la préparation des médicaments. La première mention connue du mot « boticario » en Espagne [19,156] date de l'an 1217 (documents des archives de Burgos ⁽¹⁾). Quiconque voulait être apothicaire devait accomplir un long stage, suivre les cours d'une université, passer ses examens devant le protomedicato ou un collège spécial.

Une fois établi l'apothicaire était affilié à un collège, sorte de confrérie aux lois de laquelle il devait se soumettre. Avait-il commis quelque délit professionnel que le protomédicato le jugeait. Les lois déjà précises réglementaient la vente des toxiques, interdisaient la vente des marchandises avariées, protégeaient la profession pharmaceutique.

Législation pharmaceutique

En 1272, Jacques le Conquérant avait promulgué les premières lois applicables en Espagne [19,161]. Elles furent suivies d'autres en 1283, 1359, 1376.

Collèges de pharmacie

« Au ^{xiv} siècle, les anciennes corporations d'apothicaires se constituèrent en collèges (toujours existants). Quiconque exerçait la profession devait obligatoirement s'y inscrire [6,IV,253]. Ces collèges avaient pleins pouvoirs

(1) A Marseille, on trouve mentionné le mot « apothicaire » en 1211 [34 - I 186].

administratifs et judiciaires en matière de pharmacie. Ils organisaient des examens pour les étudiants, déterminaient la durée du stage, imposaient des tarifs, surveillaient l'exercice de la profession, établissaient les formules. Il en existait à Barcelone, Valence, Saragosse, et dans quelques autres villes ». Les collèges de pharmacie d'Espagne sont les plus anciens d'Europe. On ne trouve rien d'analogue en France avant 1777 (*) (et la durée de ce collège français fut très courte).

Le protomedicato

« Au xv^e siècle (le premier document s'y rapportant date de 1477 [19,162]) les rois catholiques établirent le « Royal protomédicato » [6,IV,253] dans la Castille où n'existait aucun collège ». Ce protomédicato était un tri-

(1) Voici, à titre d'exemple, l'histoire du Collège de Valence [7 - 738]. « Créé en 1329, ce collège concéda aux apothicaires de Valence le privilège de « pouvoir créer les maîtres apothicaires qui, à l'avenir, devraient exercer la profession dans cette ville et dans le royaume ». Ils devaient tenir au moins quatre réunions par an. Tous ceux ayant apothicairerie à Valence ou dans les environs devaient en faire partie. Pour les apothicaires pauvres, les frais d'inhumation et de sépulture étaient aux frais de la communauté. L'apothicaire resté trois ans sans exercer, ne pouvait plus exercer sans passer un nouvel examen. Cela afin que l'apothicaire soit toujours au courant et n'exécute que de parfaites préparations. ...La patronne du collège était Sainte Marie-Madeleine. Tous les systèmes de poids devaient être unifiés entre les apothicaires du collège. Les prud'hommes (prohombres ó mayores) pouvaient infliger des peines à tous les délinquants. Les apothicaires ne pouvaient acheter des huiles ou des eaux distillées (sauf quelques rares exceptions) qu'à d'autres apothicaires. Ils ne pouvaient exécuter la thériaque qu'en présence des prud'hommes. Aucun ne pouvait vendre de somnifères ni d'opium, ni autres choses froides sous peine de cent sous d'amende. Aucun apothicaire ne devait admettre dans sa maison ni juif, ni converti, ni maure. Le Collège célébrait ses assemblées dans le couvent des sœurs de Sainte-Marie-Madeleine. Il eut les titres d' « honorable » et d' « insigne ». En 1494, le collège s'adjoignit un secrétaire et décida que: ... les prud'hommes et examinateurs seraient présents à la préparation de la thériaque de Mithridate, la surveilleraient et la goûteraient. Ils devaient jurer avec tous les assistants qu'elle ne serait plus vendue quand elle daterait de plus de six mois... que les tarifs des médecines les plus importantes seraient examinés par les prud'hommes anciens et nouveaux, les examinateurs, les conseillers et d'autres membres, mais que chacun vendrait à sa volonté les médecines simples...

En 1522, on exigea des apothicaires huit ans de pratique au lieu de six pour s'établir. En 1601, le collège publia la « pharmacopœa Valentina » (pharmacopée de Valence). Il publia le règlement des examens qui devaient se passer aussi honnêtement que possible. Le candidat devait avoir 25 ans accomplis, n'avoir pas été condamné, être croyant et baptisé, savoir Mésué, Dioscorides, etc... Il avait les attributions de surveiller les professeurs, de poursuivre les droguistes et les moines qui s'adonnaient à la pharmacie. Ses statuts défendaient de changer le nom des médicaments et régissaient tout ce qui avait rapport à la tenue, à la renommée et à l'intérêt de ses membres.

Le collège resta florissant jusqu'en 1736, date à laquelle la plupart des ses prérogatives revinrent au protomédicato. Il fut dissout en 1819 ».

bunal réglant les différends entre pharmaciens. « D'abord, il n'y entra aucun pharmacien, mais au xvi^e siècle, on en nomma un, lorsqu'on chargea le protomédicato d'examiner les candidats à la maîtrise de pharmacie ». Tribunal et jury d'examen, il avait aussi comme attribution de rédiger les lois se rapportant à la pharmacie. Le protomédicato prit donc une très grande importance. Il n'eût jamais son équivalent en France.

Universités

L'Espagne connut de bonne heure des universités prospères [19,149]. La première fut celle de Palencia qui existait au xii^e siècle. Celle de Salamanque fut créée par Alphonse IX de Léon et reconnue officiellement comme université par Alexandre IV en 1255.

L'université de Valladolid hérita de la succession de celle de Palencia et fut sacrée université en 1346 par le pape Clément VI d'Avignon. L'université de Lérída date de 1300. Celle de Valence, créée en 1450 par Saint Vincent Ferrer, ne put conférer des grades qu'à partir de 1502 (Concession d'Alexandre VI).

Pharmacopées

Les formulaires employés étaient, jusqu'au xv^e siècle, les auteurs latins et surtout les auteurs arabes. Tous avaient été médecins et à titre accessoire préparaient ou faisaient préparer des médicaments chez eux.

Au xv^e siècle, l'Espagne eût l'honneur de posséder le premier ouvrage écrit pour les pharmaciens, par un pharmacien. Son auteur Pedro Benedicto Mateo était un petit apothicaire de Barcelone. Il écrivit en 1497 la pharmacopée que son fils publia en 1521, quelques années après sa mort (1). C'est la seule œuvre purement pharmacutique antérieure à la découverte des produits du nouveau monde. Elle forme un volume de 178 folios, imprimé en latin avec des caractères gothiques. Résumé de toutes les connaissances de l'époque, inspiré surtout de Galenius, Mesué, Avicenne, Sérapion, Platearius, Simon Juanensis, etc., elle se compose de huit parties. On y trouve un antidotaire et la

(1) « Luculentissimi viri ac sacræ apothecariæ artis divini profesoris, Petri Benedicti Mathei, liber in examen apothecariorum in multorumque etam adolescentium eruditionem, a filio ejusdemque praedicti Petri Benedicti Mathei in lucem traditus incipit. » C'est-à-dire : Livre pour l'examen des apothicaires et aussi pour l'enseignement de nombreux adolescents par l'illustre Pierre Benedict Mateo professant l'art sacré et divin de la pharmacie, publié par le fils de l'auteur [23].

préparation de la thériaque avec tous ses composants. « A la fin du xv^e siècle et au début du xvi^e (écrit Francisco Gelpi en 1892), la pharmacie espagnole se met à la tête des autres nations ; pendant que les pharmaciens étrangers recevaient des médecins les formulaires pour la préparation des médicaments, les Espagnols se libéraient de cette tutelle. Notre biographe, Pedro Benedicto Mateo, membre du collège d'apothicaires de Barcelone fut le premier à donner l'exemple d'une si noble indépendance » [23,13 et 7,224].

CHAPITRE III

La pharmacie espagnole après la découverte de l'Amérique

La conquête de l'Amérique

Le xvi^e siècle marque l'apogée de l'Espagne.

Voici les principales dates de son histoire : 1492 : Christophe Colomb découvre l'Amérique avec trois caravelles battant pavillon espagnol. Il rentre en Espagne en 1493. Il fait trois autres voyages de 1493 à 1502 et comme beaucoup d'hommes de valeur meurt méprisé de ses contemporains. Ses successeurs Fernand Cortez et Pizarre colonisent l'un le Pérou et les pays voisins, l'autre le Mexique. Ils y trouvent des peuples aussi civilisés que l'Espagne d'alors, possédant d'immenses richesses, une population nombreuse. Fernand Cortez décrit Mexico avec admiration « — La ville est aussi grande que Séville et Cordoue, les rues principales sont très larges et très droites. Il y a plusieurs grandes places qui servent de marché. Il y en a une, entre autres, plus grande que la ville de Salamanque, entourée de portiques, où plus de 60.000 âmes achètent et vendent en quantité de tous les comestibles et de toutes les marchandises qu'on trouve dans le reste de l'Univers... Il y a des herboristes chez qui l'on vend toutes sortes de plantes et d'herbes médicinales ; il y a des pharmaciens chez qui l'on se procure des médecines toutes prêtes à prendre [25,348]... »

Malheureusement, fils de l'Espagne mauresque, les quelques aventuriers qui colonisèrent l'Amérique possédaient la brutalité et l'avidité des européens alliées à la cruauté et au mépris de la vie des Orientaux. Ayant trouvé des peuples qui ne leur étaient inférieurs que par les armes, ils les massacrèrent et en quelques années réduisirent leur population des quatre cinquièmes.

En revanche ramenant en Espagne de nombreuses drogues ils firent progresser considérablement la matière médicale.

Drogues

A l'usage du bézoard oriental se substitue celui du bézoard occidental importé d'Amérique. Alors que le premier était un calcul de cholestérol, le célèbre bézoard occidental est un calcul de phosphate de chaux et de magnésie dû à l'*auchenia vicunna* [34.I,512] ⁽¹⁾.

Parmi les matières premières d'origine américaine utilisées aujourd'hui, la plupart furent connues en France par l'intermédiaire des Espagnols.

En 1520, après un voyage en Amérique du Sud où il avait constaté que l'on prisait et que l'on chiquait, le médecin Francisco Hernández introduisit le tabac en Espagne [30.1228]. Monard décrivit la plante et en indiqua les usages. Celle-ci eût tout de suite un succès fou en Espagne ⁽²⁾. En France, en 1556, un moine cordelier, André Thivet, fut le premier à cultiver du tabac aux environs d'Angoulême. Nicot, ambassadeur au Portugal, en rapporta plus tard de ce pays pour le donner au roi François II, à la reine Catherine de Médicis et à toute la cour. « Dès lors, cette poudre qui n'avait été d'abord qu'un remède, eût le plus grand succès, on prisait bientôt dans toutes les classes (François de Lorraine, grand prieur de France, prisait, dit-on, jusqu'à trois onces par jour) et on allait à la cour avec une râpe à tabac [30.1229]. »

La coca fut connue des Espagnols dès leur arrivée en Amérique. Pizarre, pénétrant au Pérou, la vit employer

(1) Voici ce que Monard dit du bezoard [12 - 717] : « On nous apporte de la Nouvelle-Espagne, une pierre qu'on dict être grandement utile aux suffocations de la matrice. Elle est noire, bien polye, pesante, longue et ronde pour la plupart. C'est une chose étrange de ce qu'on en dict : car une dame d'honneur et de grande auctorité, laquelle en a usé, l'a portée sur le nombril si fort attachée, comme s'elle avoit esté collée et m'a assuré qu'elle avoit été guérie et allégée des grâdes douleurs qui la tourmentoyent auparavant qu'elle l'eusse appliquée sur la dicte partie ».

(2) « Les adorateurs de cette nouvelle coutume se recrutaient particulièrement parmi le clergé [34 - II - 476] mais, celui-ci exagéra tellement que le pape Urbain VIII dut intervenir par sa bulle du 30 janvier 1642 afin de satisfaire le chapitre du Dôme de Séville qui se plaignait à juste titre que non seulement les laïques, mais aussi les prêtres se permissent de fumer pendant les offices dans l'église et que, non contents de répandre une mauvaise odeur dans ces saints lieux, ils se permissent de les salir tant en crachant à terre qu'en y jetant leurs cendres et détritüs. Le pape menaça d'excommunier toute personne qui fumerait, priserait ou chiquerait dans l'église, mais, son successeur Innocent X alla plus loin, car il déclara et décréta que tout prêtre ayant fumé ou prisé le matin serait considéré comme étant non à jeun et qu'il ne pourrait lire ou dire sa messe. On enferma même vivants, selon Tiedemann, cinq moines espagnols dans les tours de l'église de Séville, afin de les y laisser mourir de faim, vu que ceux-ci s'étaient permis de fumer pendant les offices de nuit. »

par les Incas et par les chefs comme masticatoire. Pierre Martyre raconte que plusieurs Espagnols se mirent à mastiquer cette drogue sensorielle, non seulement dans le nouveau monde, mais aussi dans leur mère patrie [34,II,517]. Les vertus de la coca furent publiées en Europe lors de la traduction du livre de Garcilaso Inca de la Véga sur le Pérou et ses habitants en 1688. Des spécimens de la plante furent envoyés à Paris en 1750 par Joseph de Jussieu [30,636].

Christophe Colomb, arrivant en Amérique, y vit pour la première fois le cacao qui servait de monnaie aux Indiens. Cortès nous apprend que cette graine était utilisée non seulement comme monnaie, mais comme drogue sensorielle. En 1519, il trouva [30, 611], dans le palais de l'empereur Montezana une « Casa de cacao » contenant plus de 40.000 charges de 24.000 amandes. Les conquistadores en envoyèrent des échantillons en Espagne dès 1520. « Les Français [34, II, 575] n'apprirent à connaître le chocolat que plus tard, par Anne d'Autriche ⁽¹⁾, fille de Philippe III d'Espagne, et épouse de Louis XIII, mais, cette nouveauté alimentaire y eût aussi dès lors ses détracteurs, puisque Mme de Sévigné... pouvait écrire... « Le chocolat vous flatte pour un temps, puis il vous allume tout d'un coup une fièvre continue, qui vous conduit à la mort »... et dans une autre lettre « La marquise de Coëtlogon [39, 166] prit tant de chocolat, étant grosse l'année passée, qu'elle accoucha d'un petit garçon noir comme le diable, qui mourut »... Jusqu'en 1750, la préparation du cacao devait rester l'apanage du pharmacien.

Le peyotl, la « plante qui fait les yeux émerveillés », est employé depuis les temps les plus reculés par les indigènes du Mexique. Les conquérants espagnols en firent des récits étonnés. Francisco Hernández qui séjourna au Mexique de 1571 à 1577, prétend que, sous l'action de cette drogue, les indigènes parvenaient à savoir l'avenir [34, II, 503].

L'ipéca fut utilisé contre la dysenterie par les premiers voyageurs qui étudièrent la matière médicale américaine. Louis XIV acheta pour mille écus d'or le secret de cette drogue.

Le quinquina ne paraît pas avoir été utilisé en Amérique avant l'arrivée des Espagnols, mais les premiers conquérants ayant essayé avec succès son écorce amère con-

(1) Ou plutôt au moment du mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse [30-611].

tre la fièvre, l'usage de cette drogue se répandit rapidement. « En 1638 eut lieu la première guérison retentissante, celle de la comtesse del Chinchon, qui habitait alors à Loxa; souffrant gravement de la fièvre, elle dut sa guérison à l'écorce de quinquina [30, 1368]. La comtesse, reconnaissante, acheta et distribua cette précieuse écorce qui, dès 1639, apparaissait en Espagne sous le nom de « poudre de la comtesse ». Elle y fut employée d'abord à Alcalá de Henares, près de Madrid, puis se répandit avec un tel succès qu'on crut à une invention satanique; mais les jésuites la prirent sous leur protection; il est même probable que la découverte des propriétés fébrifuges de l'écorce du quinquina leur est due ». En France, la drogue fut connue par l'intermédiaire du charlatan anglais Talbot, qui employait l'écorce à forte dose dans du vin. Louis XIV lui acheta son secret 2.000 louis d'or et une pension de 2.000 livres.

Une drogue assez curieuse par son histoire est la passiflore. A la mode en France depuis le ^{xx}^e siècle seulement, elle fut rapportée d'Amérique par des moines espagnols. « Pedro Cieza de León ...vit dans les organes floraux de cette plante, la représentation des principaux instruments de supplice employés dans le crucifiement de Jésus le Nazaréen [39, 171] : les cinq lances, la couronne d'épines, les trois clous, les marteaux, l'éponge et les fouets. C'est ce qui valut à cette plante son nom de passiflore... De tels caractères mystérieux séduisirent l'imagination du peuple... on en fit une panacée universelle. »

On ne peut énumérer toutes les drogues américaines que les Espagnols firent connaître à la France et au monde. Pour en finir, voici l'histoire du gayac. Rapporté en Europe par les Espagnols vers 1508 avec la squine, la salsepareille et le sassafras, sa vogue comme antisypilitique fut telle, qu'on l'appelait « lignum sanctum »... C'est que les Espagnols, Christophe Colomb le premier, venaient de gratifier la vieille Europe

...d' « un mal qui répand la terreur... »

...Ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés »...

L'histoire du gayac nous est si savoureusement racontée par Nicolas Monard et évoque si bien l'art publicitaire de nos modernes spécialistes qu'il paraît intéressant de la transcrire en entier. Voici : « Le Guyacan (gayac) appelé par les nostres Bois Indien, croist à foison en l'Isle Saint-

Dominique qui fut la première des Terres-Neuves occupée par les Espagnols; l'usage duquel nous fut premièrement cogneu en ceste manière. Il y avoit un Espagnol tourmenté de grandes douleurs de la Verolle (laquelle il avoit prise avec une femme indienne); son serviteur indien de nation, faisant du médecin en ce pays-là, lui fit boire de l'eau de guayac, par le moyen de la quelle, non seulement il le deslivra de ses douleurs très-grandes, mais encores il le remit en sa première santé. [12, 545].

Plusieurs Espagnols atteints de mesme maladie, furent à l'exemple de cestuy-cy guéris par semblable remède. La cure de ceste maladie fut incontinent divulguée en la ville de Séville, par ceux qui venoyent de ceste Isle, d'icy par toute l'Espagne, et de là, par tout le monde qui se trouvait pour lors esprits de cette rongne. Et pour en dire la vérité, il n'y a médicament plus certain et plus asseuré pour la guérison d'icelle : car si on faict ceste cure comme il faut, et qu'on fasse boire de cette eau au temps requis, c'est une chose très asseurée, qu'on guérit parfaitement de telle maladie, et que celui qui en est atteint ne craindra point une récidue pourveu que derechef il ne se vautre en ceste bourbe ».

Prospérité de l'Espagne

Le xvi^e siècle marqua pour l'Espagne une ère de prospérité supérieure aux temps les plus glorieux de l'occupation arabe.

Prospérité financière : l'Espagne était gavée de l'or américain.

Prospérité territoriale : l'Espagne, ayant acquis les possessions portugaises possédait le plus grand empire du monde.

Prospérité commerciale : le commerce avec l'Amérique était si actif que l'Espagne n'avait même plus le temps de s'occuper des Pays-Bas.

Prospérité maritime : les navires espagnols étaient les plus nombreux et les plus grands ⁽¹⁾.

Prospérité littéraire : le xvi^e siècle fut celui de l'immortel Cervantès, le plus célèbre écrivain de langue espagnole.

Prospérité médicale et pharmaceutique : les colons avaient rapporté d'Amérique et de nouvelles maladies et

(1) A Séville la « Casa de contraction » exigeait que tout navire partant ou arrivant du nouveau monde fit escale dans cette ville pour y contrôler ses chargements [34 - II - 53].

de nombreux remèdes. Si le xvi^e siècle représente « l'âge d'or de l'Espagne » il est aussi « l'âge d'or de la médecine espagnole » (1).

Aspect de la science

Dans cette Espagne, modèle des autres nations de l'époque, l'esprit scientifique et l'esprit critique paraissent être bien peu en honneur. L'empirisme est seul maître. On emploie « du poil de lièvre réduit en poudre et coupé bien menu, des crottes de brebis avec de l'huile rosat et de la craie, etc... [6, I, 14], de l'essence d'urine, de l'huile de petits chiens (2). Là thériaque est toujours le médicament de choix. En 1686, l'école de Saragosse écrit à celle de Montpellier une longue lettre pour lui demander « s'il vaut mieux, pour préparer la thériaque faire cuire les vipères dans du sel et de l'aneth et les pétrir pour en former des trochisques avec du pain, ou de les faire dessécher et pulvériser, et quel est le mode qui donne une thériaque plus fine » [5, 48].

« Les principaux remèdes employés par les médecins espagnols pour le traitement des diverses maladies épidémiques [22, 211] [il faut ajouter à la syphilis : la peste, le typhus exanthématique, la fièvre sudorifique et le « garotillo » (sorte d'angine), toutes propagées par la saleté de l'époque] étaient : l'eau froide, en boissons et en lotions, le vinaigré camphré, les ventouses, les opiacés, le bol d'Arménie, la fameuse thériaque et diverses autres drogues et électuaires. Comme moyen de désinfection, nous devons mentionner les fumigations aromatiques pratiquées au moyen de brasiers dans les rues ! ».

Les seuls remèdes intéressants furent ceux dûs à l'Amérique (tel le gayac) et le mercure, extrait des mines d'Espagne. Les Espagnols furent les premiers à utiliser ce métal contre la syphilis. Les succès remportés contre la première grande épidémie en 1494 conduisirent à des excès [22, 95]. Devant un tel danger de contagion, les rois

(1) C'est ainsi d'ailleurs que l'appellent les auteurs espagnols [voir par ex. : 22 - 80].

(2) Voici comment se prépare ce produit [5 - 43] : « De petits chiens nouvellement nés n° 3, jetés dans de l'huile d'olive chaude, faites-les cuire jusqu'à dissolution des ligaments et de leurs os, coulez-les avec expression, ajoutez à la colature encore chaude les sommités d'origan, de serpolet, de pouliol et de millepertuis, de marjolaine, faites infuser, coulez et exprimez. Comme les chiens nouvellement nés sont plus gros les uns que les autres, il faut les employer icy plus ou moins selon leur grandeur. Elle est fort bonne pour fortifier les nerfs, pour la sciaticque, pour la paralysie. »

permirent à tout le monde de traiter la syphilis... « Ainsi par exemple [22, 96] à Séville, à l'hôpital Saint-Sauveur, un simple tisserand, appelé Gonzalo Diaz, réussit à soigner un grand nombre de malades au moyen d'un onguent, dont il n'a pas révélé la composition, mais qui devait certainement contenir du mercure ».

Rapports franco-espagnols

En France, c'est d'Espagne que viennent tous les médicaments nouveaux et les éléments de la civilisation nouvelle. On juge nécessaire pour le salut de la France que ses rois Louis XIII et Louis XIV épousent des princesses espagnoles. Les rapports entre érudits sont fréquents. Un manuscrit datant du règne de Louis XIV stipule [6, IV, 59] « que le Sr Caraffe, médecin espagnol qui est à Paris, qui veut donner connaissance de quelques remèdes, a besoin d'un fourneau pour y travailler. Le Roy trouve bon qu'il en ait un pendant six mois sous la veüe de Messieurs de l'Académie des sciences..., etc... ».

A Montpellier, après le décret d'expulsion des Maures, se sont réfugiés de nombreux Juifs arabes. Plusieurs sont apothicaires, mais la population les juge très inférieurs, d'où leur nom de « Marrans » (c'est-à-dire pourceaux) [35, IV, 277]. Convertis de force au christianisme par Ferdinand le Catholique, ils sont chassés de France en vertu de l'art III des statuts de 1572: « Parce qu'au pays de Barcelone, en Catalogne et à Valence, nul Catalan connu comme Marran ne peut tenir boutique d'apothicaire, ni exercer l'office de notaire-courtier, de marchand d'apothicairerie-médecine, ni être poivrier et que, depuis quelque temps, plusieurs d'entre eux ont quitté leur pays pour venir habiter à Montpellier, qu'on ne connaît pas ces gens là et qu'on ne sait ce qu'ils sont, il a été décidé et conclu qu'inhibition et défense seront faites à tous Marrans d'ouvrir boutique du dit art d'apothicairerie. S'ils l'ont ouverte, il leur sera ordonné de la fermer ».

Grâce à des rapports d'une nature toute spéciale, les Espagnols gratifient la France de la syphilis. C'est d'Espagne que nous viennent le mercure et les spécifiques américains essayés avec des succès divers contre la terrible maladie.

Auteurs

Les auteurs de cette époque décrivent les drogues nouvelles et rapportent des récits plus ou moins merveilleux

sur leurs vertus. Nicolas Monard (1493-1588), médecin de Séville, contribua à divulguer les drogues américaines. Ses œuvres sont nombreuses : traités sur le bézoard, le baume du Pérou, de Tolu, les purgatifs, le gayac, la sal-separeille, etc... Il fut, dit Cuvier, le premier à décrire le tabac. S'il n'alla pas en France, les traductions de ses œuvres y furent largement diffusées (Colin à Lyon en 1602, etc...) [7, 263].

André Laguna (1494-1560), né à Ségovie, étudia la médecine à Salamanque, puis à Paris, où il fut reçu docteur (il l'était également à Tolède). On l'appela à Metz, en 1540, pour y exercer. En 1542, il lutta contre l'épidémie de peste puis se rendit à Cologne, à Nancy et enfin à Rome. Sur ses instances Philippe II établit à Aranjuez un jardin botanique : le premier d'Espagne, antérieur à ceux de Montpellier et de Paris.

Francisco Hernandez [19, 238] que Philippe II envoya en Amérique de 1571 à 1577 fut l'un des écrivains qui contribuèrent le plus à faire connaître en Europe la matière médicale américaine. Savant avisé, il rechercha ce qui existait en Amérique avant l'arrivée des Espagnols, trouva de nombreux ouvrages et des planches en couleurs. Ayant visité les jardins botaniques mexicains, il en fit des récits émerveillés qui incitèrent ses compatriotes à en créer en Espagne.

Fray Esteban de Villa [19, 280] moine de l'ordre de Saint Benoît, laissa sur les examens et le matériel pharmaceutique de son époque (1^{re} moitié du xvii^e siècle) des œuvres d'un grand intérêt.

Jaime Salvador y Pedrol [19, 382 et 7, 426], né à Barcelone, en 1649, étudia en Espagne puis en France à Montpellier, Marseille, etc. Il se prit d'amitié avec plusieurs savants français de l'époque, correspondit avec eux, attira Tournefort en Catalogne.

Son fils (1683-1726) alla à Paris, habita chez Tournefort, fit connaître sa flore à Boerhave, se lia d'amitié avec Jussieu, avec qui il parcourut l'Espagne. Tous deux réalisèrent un herbier fameux contenant 5.000 espèces.

II

L'ÉPOQUE ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER

L'Espagne du xvi^e siècle à nos jours

Au xvi^e siècle, l'Espagne atteint son apogée sous Philippe II après l'annexion du Portugal. Première puissance en Europe avec toute la péninsule ibérique et les Pays-Bas maîtresse des colonies américaines, africaines et asiatiques, « il suffit que l'Espagne remue pour que la terre tremble » [25, 469].

Mais, sa force n'est qu'apparente. L'intransigeance de Philippe II l'entraîne dans des guerres. Elle perd rapidement le Portugal et son empire. Après des luttes sanglantes, les Pays-Bas s'en détachent. L'Amérique est convoitée par les Anglais et rêve de devenir indépendante. Les flottes espagnoles périssent vaincues par l'Angleterre triomphante. Au xvii^e siècle, la couronne revient à un petit fils de Louis XIV. La politique espagnole se met à l'ombre du prestige français. Après avoir été gavée de richesses, l'Espagne devient d'une pauvreté pitoyable. Le commerce et l'agriculture sont abandonnés par les habitants devenus paresseux. La population diminuée par les guerres et surtout l'émigration est décimée par les tortionnaires de l'Inquisition (1). Au xviii^e siècle l'Espagne est un pays aride et peu peuplé. Au xx^e, elle se relève lentement, mais des gouvernements faibles la conduisent à une guerre civile qui pour l'instant l'isole du reste du monde.

L'histoire de la pharmacie est à l'image des faits historiques. Au xix^e et au xx^e siècle, les spécialistes espagnols s'inspirent des formules étrangères; le peuple espagnol réclame des produits venant de l'extérieur, particulièrement de France.

Heureusement, la pharmacie espagnole du xvi^e siècle était organisée. Elle avait ses lois, ses collèges, ses écoles. Du xvii^e au xx^e siècle, ces diverses institutions se sont développées. L'Espagne actuelle nous donne l'exemple d'une organisation professionnelle et d'une législation que pour leur profit, les pharmaciens français devraient mieux connaître.

(1) « Ces millions d'hommes égorgés, rompus, pendus, ce pyramidal bûcher, ces masses de chair brûlées... La seule inquisition d'une des provinces d'Espagne établit dans un document authentique qu'en seize ans elle brûla vingt mille hommes. » (Michelet).

CHAPITRE II

Le protomédicato

Créé au xv^e siècle, le protomédicato a une importance croissante jusqu'au xviii^e.

En 1580, Philippe II décrète que nul ne pourra plus exercer la médecine ou la pharmacie à la cour sans avoir passé un examen devant le protomédicato [19, 201]. En 1689, le protomédicato exige des apothicaires qu'ils ne prennent que des élèves sachant le latin. En 1694 et 1699 il leur rappelle qu'il leur est interdit d'avoir plusieurs officines [19, 265]. Vers la même époque, il stipule que les ordonnances ne devront porter aucune dénomination fantaisiste et que les apothicaires auront à refuser l'exécution de celles qui ne porteraient pas la signature d'un médecin. En 1743, le protomédicato rédige les instructions sur les visites d'officines que le roi approuve.

Au xviii^e siècle, la juridiction du protomédicato est étendue à toutes les régions d'Espagne. Le 13 avril 1780, les apothicaires sont affranchis de la tutelle des médecins. Le protomédicato est divisé en trois chambres : [19, 318 et 6, IV, 253] médecine, chirurgie et pharmacie. Celle-ci est dirigée exclusivement par des pharmaciens. Elle prend le nom de protopharmaceuticato.

En 1799, le protopharmaceuticato est supprimé (ordonnance promulguée en 1800). Il est remplacé par « l'Assemblée supérieure gouvernementale de Pharmacie » qui hérite de toutes ses prérogatives, sauf de son droit de justice qui est dévolu aux tribunaux de justice.

L'Assemblée supérieure gouvernementale de pharmacie qui dure de 1800 à 1839 a donc des pouvoirs très étendus. Composée de sept membres, elle distribue les titres universitaires, nomme les inspecteurs de pharmacie et leurs aides, veille au privilège de la vente des produits pharmaceutiques, etc. De 1811 à 1814, elle est provisoirement remplacée par le protomédicato rétabli dans sa forme d'avant 1780 [19, 401].

En 1839, un décret royal supprime les assemblées gouvernementales de pharmacie. Leurs attributions passent d'une part à la « Direction générale des études » s'occupant de tout ce qui se rapporte à l'enseignement de la pharmacie et d'autre part à « l'Assemblée suprême de Santé ». Cette dernière instituée par le décret de 1840 est chargée de l'hygiène publique et de la politique médicale.

CHAPITRE III

Les Collèges de pharmacie

Aux collèges de Barcelone, Valence, Saragosse et Gérone s'ajoutent après la découverte de l'Amérique ceux de Pampelune, Séville, Madrid, Tudela, Tarragone, etc... [19, 166]. Congrégations religieuses, puis centres d'enseignement, ils deviennent finalement des académies scientifiques. Tous ont à peu près la même histoire.

Voici par exemple celle du collège de Madrid (d'après Folch y Andreu) [21]:

Créé en 1589 sous le nom de congrégation et collège des apothicaires de Madrid et placé sous la protection de Saint Lucas et de Notre-Dame de la Purification, il remplissait à la fois des fins religieuses et professionnelles. Ses statuts furent approuvés le 16 novembre 1589 par D. Gaspar de Quiroga, archevêque de Tolède. Philippe IV promulgua en 1650 une pragmatique déclarant la profession art scientifique et donnant à ceux qui s'y adonnaient, privilège de noblesse. Philippe V se prévalut de cette association pour constituer les apothicaires en corporation officielle.

A l'approbation des statuts de 1737, le collège royal des apothicaires de Madrid conserva le nom qu'il gardait depuis 148 ans, mais n'eût plus dans sa constitution que des fonctions et des fins purement scientifiques. En effet, le statut 1^{er} dit : « La fin principale et l'idée générale du collège des apothicaires de Madrid sera la culture et l'avancement de la pharmacie, chimie, botanique et histoire naturelle. A cet effet, sera créé un jardin botanique et un laboratoire de chimie où se feront tous les ans pour ses membres un cours d'opérations chimiques et un autre de démonstrations de plantes et de drogues exotiques ». Le 25^e statut indique que « tous les mois, il y aura des sessions littéraires », le 37^e que « le collège fera une communication et un commerce littéraire avec les professeurs de chimie et de botanique qui pourront leur être de quelque utilité pour l'accomplissement des buts visés

au premier statut ». Jusqu'à aujourd'hui, l'esprit de ces statuts s'est conservé au collège, sans altération.

En 1751 commencent les cours de chimie et de botanique. En 1800, ces cours fonctionnent parfaitement. L'État les déclarant officiels, ils constituent l'école de pharmacie de Saint-Fernand.

Le collège royal, sur rogation du protomedicato, corrige et édite la première édition de la pharmacopée Matritense de 1739 (la 1^{re} édition de la Pharmacopœa Parisiensis est de 1638), puis, la deuxième édition en 1762 (2^e édition parisienne : 1732). L'édition de 1794 est l'œuvre du protomedicato mais le collège fut consulté pour son édition. (Ce Codex de 1794 réimprimé en 1797 et en 1803, réimpression dont la Faculté de Paris possède un exemplaire, est le premier Codex national du monde).

Tous les gouvernements de toutes les époques sollicitent les conseils et la collaboration du collège. On le charge à la fois de commissions, de fournitures, de rapports et d'analyses de caractère pharmaceutique, spécialement à l'époque des guerres et des épidémies. Son œuvre maîtresse est la création à ses frais, dans un édifice spécial, des enseignements pharmaceutiques. Pendant un siècle environ, il se préoccupe de l'enseignement. La vie corporative dépend de lui. Il touche les revenus du privilège de la préparation de la « Thériaca Magna Andromaci ». Sans aucun secours officiel, il entretient ses cours, un jardin botanique, un laboratoire de chimie et une bibliothèque.

Après 1830, date de l'émancipation de l'école de pharmacie, le collège se trouve un peu désemparé. Il devient le représentant de la profession dans l'exercice de sa carrière, renseigne les pharmaciens sur la création des subdélégués, les ordonnances nouvelles, etc. Il célèbre des sessions littéraires en relation étroite avec les sociétés nationales et étrangères, publie un dictionnaire de pharmacie et sa « flore Matritense ». Il organise des congrès de pharmacie et, en 1882, une grande exposition pharmaceutique. En 1895, il est déclaré corporation officielle. En 1898, l'inscription à un collège de pharmacie devient obligatoire pour tous les pharmaciens. L'ancien collège de Madrid ne voulant pas assumer des fonctions professionnelles, il faut créer un nouveau collège à caractère obligatoire. Tous les anciens collèges sont dissous ou transformés en collèges obligatoires. Le collège de Madrid devient :

« Académie nationale de Pharmacie ». Cette académie dont les statuts ont été publiés par l'ordonnance du 16 juin 1932 est une société savante dotée de pouvoirs étendus.

En France, il n'existe aucune académie de pharmacie, mais seulement une académie de médecine admettant quelques pharmaciens dans son sein. En Espagne, l'Académie de Pharmacie ne se livre pas qu'à des discussions purement scientifiques. Elle organise des congrès, des expositions, des concours, des conférences, des visites de laboratoires ou d'hôpitaux. Elle possède un musée, correspond avec les autres académies du monde. La lecture de ses statuts et ceux des collèges obligatoires de pharmacie (1) pourront être pour le pharmacien français une révélation dont il ne saurait que profiter.

(1) Voir plus loin, page 73.

CHAPITRE IV

Les études en pharmacie

Au début du xix^e siècle, l'enseignement pharmaceutique était, comme nous l'avons vu, assuré par les collèges de pharmacie. Les ordonnances de 1800 donnent le plan des études qui duraient quatre ans (deux de pratique, deux de théorie). On pouvait acquérir le titre de licencié ou celui de docteur en chimie ⁽¹⁾.

En 1830, les facultés espagnoles étaient libérées de la tutelle des collèges. En 1843, un plan qui n'eût pas de suite mêlait les études de pharmacie avec celles de médecine. Depuis, le programme des études fut modifié en 1845, 1852, 1857, 1866, 1871, 1880, 1884, 1886, 1900, 1902, 1913, 1917 et enfin 1928. Les trois statuts principaux datent de 1857, 1886 et 1900.

A la fin du siècle dernier, il y avait quatre facultés : Madrid, Séville, Barcelone, Saint-Jacques de Compostelle. Elles enseignaient : l'histoire naturelle, la physique, la chimie, la matière médicale et la pharmacie expérimentale. Les études duraient six ans : deux ans de pratique dans une officine et quatre ans dans une faculté [29, 423]. Les titres décernés étaient : le baccalauréat, la licence et le doctorat en pharmacie.

Le titre de bachelier ne permettait d'exercer que dans des villages dont la population était inférieure à 5.000 âmes. Pour avoir le droit d'exercer dans tout le royaume, il fallait être licencié ou docteur et pour professer docteur.

Voici le cérémonial accompagnant la réception d'un docteur [29, 423] : Le corps académique suivi du récipiendaire et de son parrain est introduit processionnellement dans l'auditoire au bruit des instruments de musique exécutant une marche triomphale. Après la soutenance de la thèse, l'impétrant prête serment d'exercer avec honneur et de se dévouer au service de l'humanité. Le parrain lui passe l'anneau en signe d'alliance avec la faculté, lui donne des gants

(1) Après 1804, ce titre fut remplacé par celui de docteur en pharmacie [19 - 406, note]. (En France, on a attendu l'année 1920 pour décerner le titre de docteur, rendant, aux yeux du client, le pharmacien égal au médecin.)

blancs, lui ceint l'épée, preuve de la noblesse et de la dignité au titre de docteur, lui remet le Codex son guide dans la pratique, le proclame docteur et lui en accorde tous les honneurs. Il le fait asseoir au banc de ses collègues et lui adresse une allocution. Le nouveau docteur se lève et embrasse tous les professeurs présents [19, 409]. Finalement, l'assemblée se retire au son d'une fanfare.

De nos jours, l'octroi du titre de docteur ne donne plus lieu à une cérémonie pompeuse. Le titre de bachelier en pharmacie a été supprimé. L'ordonnance du 10 mars 1917 a enlevé au stage son caractère obligatoire [6, IV, 253]. Le candidat pharmacien doit être bachelier ès-arts. Les études (dont le programme nous est fourni par l'ordonnance du 3 août 1928 et le décret du 24 septembre 1930) durent cinq ans. La première année ou année préparatoire est employée à l'étude des mathématiques, de la physique, de la chimie. Après examen, le candidat est admis à suivre les cours de pharmacie d'une durée de quatre ans. Certains de ces cours sont professés par la faculté des sciences. A l'issue des études, le candidat qui a passé avec succès ses examens de fin d'année, obtient le titre de licencié en pharmacie. Il peut alors, le nombre des officines étant illimité, exercer librement sur tout le territoire espagnol.

Les études de la période du doctorat, obligatoirement effectuées à la faculté de Madrid embrassent : la chimie biologique, la microbiologie et la préparation des sérums et des vaccins, l'analyse spéciale des médicaments organiques, l'histoire de la pharmacie, l'étude comparative et l'histoire des principales pharmacopées. Le diplôme de docteur est nécessaire pour devenir professeur. Il y a des facultés de pharmacie à Madrid, Barcelone, Grenade (qui a remplacé Séville) et Saint-Jacques de Compostelle.

CHAPITRE V

Lois et réglemens régissant l'exercice de la pharmacie en Espagne

A. *Lois organiques.*

1^o Antérieures à 1904.

A l'époque où la France publiait la loi de germinal, la pharmacie espagnole s'enrichissait des ordonnances de 1800 et de 1804.

Ordonnances de 1860

Les ordonnances de 1804 reprises et développées par celles du 28 novembre 1855, furent à leur tour remplacées par les ordonnances de 1860 partiellement en vigueur à l'heure actuelle. Ces dernières réservent le monopole de la vente de tous les produits pharmaceutiques au pharmacien qui a même le privilège de la vente des eaux minérales. Pour s'établir, le pharmacien doit faire une demande accompagnée de son diplôme, du plan des lieux où il désire se fixer et de la liste des médicaments s'y trouvant. Il lui faut inscrire ses noms et titres en toutes lettres sur sa devanture. Il est tenu de résider là où il exerce, de ne pas s'absenter plus d'un mois sans autorisation et de ne vendre que des produits pharmaceutiques. Cette loi sage, sans limiter le nombre des pharmacies, assure (au moins théoriquement) à l'Espagne de ne voir s'ouvrir que des officines dignes de ce nom.

Comme la loi de germinal, les ordonnances de 1860 interdisent la vente des remèdes secrets. Elles limitent la vente des stupéfiants. Par contre, elles permettent aux veuves d'exercer la pharmacie pendant la durée de leur veuvage et aux orphelins tout le temps de leur minorité, à condition toutefois qu'ils aient un gérant diplômé. Cette législation, toujours en vigueur, est très différente de la nôtre. Si elle peut être utile à l'orphelin mineur pour faire ses études, il paraît dangereux de laisser une veuve exercer des années avec un gérant.

Les ordonnances rendent obligatoire et officielle la pharmacopée espagnole. Elles y prévoient l'annexion du « petitorio » et d'un « tarif officiel ».

Le petitorio est « le catalogue des substances simples et des médicaments officinaux d'utilité la plus notoire... ainsi que des instruments, récipients et appareils les plus indispensables pour leur préparation. Toute officine doit les posséder comme minimum », (art. 30)

Le tarif officiel (art. 32) « fixe les prix maxima de vente des substances et des médicaments inscrits au petitorio et établit les bases générales de ceux qui ne sont pas compris dans ce catalogue ».

Enfin, les ordonnances précisent les formalités des inspections de pharmacie exécutées par les subdélégués, les inspections des drogues médicinales en douane et réglementent le commerce de la droguerie et des plantes médicinales. A l'encontre de notre loi de germinal, elles prévoient des sanctions pour les délinquants.

Ordonnances diverses

De nombreuses ordonnances ont, par la suite, plus ou moins complété ou altéré les ordonnances de 1860. En 1894, les pharmaciens perdent le privilège de la vente des eaux minérales et en partie des spécialités, car « la vente des eaux minérales et des spécifiques quand elle a lieu hors des stations thermales, fabriques et pharmacies, pourra se faire dans des dépôts autorisés par l'administration ».

Si le mal ne paraît pas très grand pour les eaux minérales, il est beaucoup plus dangereux de laisser vendre des spécialités par des non diplômés. Une ordonnance du 21 janvier 1931 comble heureusement cette lacune en restituant aux pharmaciens le privilège de la vente des spécialités.

2° Instruction générale de santé de 1904 et règlements ultérieurs.

Cumul des professions

Alors que les ordonnances de 1860 interdisent l'exercice simultané de la pharmacie et de la médecine, même par quiconque possède les deux diplômes, l'Instruction générale de Santé de 1904 déclare (art. 68) que « pour l'exercice simultané de la médecine et de la pharmacie, il faudra une autorisation spéciale du collège provincial au complet ».

Age de l'exercice

Ces ordonnances ne mentionnent aucun âge pour l'exercice légal. Il est logique d'en déduire, comme l'a fait l'ordonnance du 29 septembre 1917, que tout pharmacien se conformant aux règlements en vigueur (art. 82 des ordonnances de 1860) peut exercer, quel que soit son âge. Mais, on ne peut en Espagne être contribuable, c'est-à-dire exercer une profession que si l'on est majeur ou émancipé. Quiconque est diplômé exerce donc librement à vingt et un ans ou avant en cas d'émancipation. Le pharmacien espagnol est en cela l'égal de son confrère anglais. En France, le médecin, seul, est jugé digne du même privilège.

Inspecteurs et subdélégués

L'Instruction générale de Santé de 1904 ébauche la structure de toute l'organisation sanitaire en Espagne.

La santé publique dépend du ministère de l'Intérieur (Ministerio de la Gobernacion). Elle est surveillée par deux inspecteurs généraux, des inspecteurs provinciaux et des inspecteurs municipaux. Ces inspecteurs répriment les divers délits professionnels.

Dans chaque arrondissement les ordonnances prévoyaient trois « subdélégués » dont un de pharmacie. Celui-ci, pouvant être en même temps inspecteur de santé, surveillait les pharmaciens de sa circonscription. Il délivrait les autorisations nécessaires à l'ouverture des pharmacies et à l'enregistrement des spécialités. Une fois par an ou une fois tous les deux ans il devait effectuer la visite correspondant à celle que fait en France le pharmacien-inspecteur. En cas de plainte contre un pharmacien, le subdélégué devait faire une enquête et la remettre à l'Inspecteur de Santé. Depuis le 3 septembre 1933, le corps des subdélégués de santé est supprimé. L'enregistrement des diplômes et l'inspection des pharmacies reviennent aux inspecteurs de pharmacie. (Les subdélégués en exercice sont maintenus, mais ne seront pas remplacés).

Collèges obligatoires

La loi de santé reconnaît les collèges de pharmacie comme corporations officielles. Ces collèges ne doivent pas être confondus avec les anciens collèges, supprimés ou totalement transformés (voir plus haut, p. 34).

Les articles 84 à 89 prévoient leurs attributions. Ils veillent à l'exercice professionnel, défendent les pharmaciens dans l'exercice de leur profession, pénalisent les fautes et délits ou en rendent compte aux inspecteurs provinciaux de santé. L'inscription à ces collèges est obligatoire pour tous les pharmaciens (loi de 1898). L'ordonnance de 1917 précise leurs devoirs et leurs obligations. Tout pharmacien indigne ne peut faire partie du collège et se voit par suite refuser l'exercice de la profession.

En France, il existe des syndicats libres ou s'inscrit qui veut. La radiation d'un membre n'est suivie d'aucune sanction. Le pharmacien espagnol mieux protégé est aussi mieux châtié. Le bureau d'administration des collèges fonctionnant comme jury de discipline peut décerner directement des peines orales (admonestations) ou déférer les délinquants devant les tribunaux civils qui les condamnent en vertu du code pénal (le dernier code pénal date du 27 octobre 1932).

Pharmaciens inspecteurs municipaux (ex-pharmaciens titulaires)

A la suite du chapitre sur les collèges, l'Instruction de 1904 prévoit l'assistance aux indigents. En 1904, cette assistance était assurée par les pharmaciens titulaires (titulaires). En 1930, l'appellation de pharmacien titulaire a été remplacée par celle de « pharmacien inspecteur municipal ».

Les « pharmaciens inspecteurs municipaux » sont tenus de résider dans la commune où ils exercent. Ils surveillent le trafic des stupéfiants, autorisent l'ouverture des pharmacies et l'enregistrement des spécialités, font des enquêtes ⁽¹⁾, assurent les services de désinfection et d'inspection.

La délivrance gratuite des médicaments aux indigents incombe aux municipalités. A défaut d'hôpital assurant ce service, la commune doit entretenir une pharmacie municipale. Celle-ci est dirigée par le pharmacien inspecteur municipal qui reçoit un traitement fixe et se fait rembourser, d'après le tarif officiel, les médicaments et analyses nécessaires aux assistés. Comme en France, les indigents n'ont pas droit aux spécialités (sauf celles désignées nominalement sur une liste spéciale).

(1) Dans les circonscriptions seulement où les subdélégués ont cessé d'exister, leurs prérogatives reviennent aux pharmaciens inspecteurs municipaux.

Les pharmaciens non fonctionnaires ont également le droit de délivrer les médicaments aux indigents. Ils doivent se contenter de l'indemnité prévue au tarif officiel à l'exclusion de tout traitement fixe.

Les pharmaciens inspecteurs municipaux ont droit à une retraite à cessation de leurs fonctions. Le dernier règlement les concernant date du 14 juin 1935. Il n'a pas d'équivalent en France.

Pharmacies de secours mutuels

En Espagne, il est admis que le pharmacien fonctionnaire n'est pas propriétaire de son officine. Cela constitue une dérogation aux anciennes ordonnances (confirmées pourtant par une ordonnance du 3 octobre 1924 spécifiant que « les établissements de pharmacie doivent être la propriété des pharmaciens les dirigeant »). Cet « accommodement » va plus loin. Le décret du 2 octobre 1931 autorise l'ouverture de pharmacies de secours mutuels. Ces pharmacies sont dirigées par un pharmacien, membre d'un collège obligatoire et non intéressé aux bénéfices. En France, les lois du 15 juillet 1850 et du 1^{er} avril 1898 [32, 73] contraignent à la loi de Germinal ont porté la même atteinte au principe du pharmacien-propriétaire.

Botiquines

Dans les villages où n'existent pas de pharmaciens, l'Instruction générale de Santé prévoit une forme originale d'assistance aux indigents. C'est l'institution des « botiquines » dont le fonctionnement est prévu en détail par l'ordonnance du 26 juin 1915.

Les « botiquines » sont des boîtes de secours de la taille d'une « armoire avec portes en bois » contenant le matériel et les produits énumérés par cette ordonnance. Le service du « botiquin » est assuré par le médecin titulaire le plus proche et toujours à titre gratuit pour les malades indigents qui en ont besoin. Le réapprovisionnement du « botiquin » doit être fait obligatoirement par un pharmacien, d'après le tarif officiel.

Cette institution mettant les médicaments à la portée de tous les indigents n'a aucun équivalent en France.

Propharmacie

Le « botiquin » comme le propharmacien espagnol doit se trouver au moins à dix kilomètres de la pharmacie la

plus proche. En France, où les propharmaciens foisonnent à volonté pourvu qu'il n'y ait pas de pharmacie sur la commune où ils exercent, l'installation de botiquines et la réglementation de la propharmacie telle qu'elle existe en Espagne constitueraient certainement un gros avantage pour les malades ⁽¹⁾ et pour les pharmaciens.

Instituts d'hygiène

L'Instruction générale de santé de 1904 prévoit la création de laboratoires d'hygiène et d'instituts de vaccination. Ces laboratoires et ces instituts sont actuellement régis par le règlement du 27 avril 1930. Leur rôle est à peu près celui des dispensaires français. En plus (ordonnance du 17 décembre 1930 et circulaire du 8 janvier 1931) ils instruisent les pharmaciens inspecteurs municipaux dans la pratique chimique et bactériologique. Comme en France, hélas! le jeune pharmacien, sortant de la faculté, manque de pratique pour les analyses. Cet enseignement, donné par les instituts d'hygiène, est donc très profitable... aux pharmaciens espagnols.

Règlements divers

Quelques dispositions ultérieures complètent l'Instruction de 1904.

La loi du 12 juillet 1912 accorde des pensions aux pharmaciens invalidés au cours de leur carrière.

Une autre du 12 août 1921 oblige à mettre un cachet et le prix des médicaments sur toutes les ordonnances délivrées. En France, cette formalité n'est exigible que pour les assurés sociaux (Les assurances sociales n'existent pas en Espagne).

L'ordonnance du 20 février 1922 réglemente la copie des ordonnances sur un registre analogue à celui employé en France pour cet usage.

Sans doute inspiré par le succès de l'Office National Français des Matières premières, le gouvernement espagnol a institué, par ordonnance du 13 mai 1932, un « Comité national des plantes médicinales » dont le rôle est à peu près le même que celui de notre office national.

Enfin, dans le cadre de l'assistance contre les maladies, figure la lutte contre le paludisme. Cette maladie qui n'existe en France que dans les colonies, est encore très

(1) Est-il moral de voir un homme ordonner uniquement les produits qu'il a chez lui et qui sont généralement les plus profitables à sa bourse?

répandue en Espagne. Des lois récentes datant du 13 décembre 1924 et du 16 juillet 1931 assurent aux indigents et aux travailleurs la quantité de quinine qui leur est nécessaire. Les pharmaciens doivent obligatoirement délivrer cette drogue qui leur est ensuite remboursée par les communes et les propriétaires fonciers. Cette législation nous montre l'état précaire où vivaient certaines régions d'Espagne.

B. Législation concernant les spécialités pharmaceutiques.

En France, les maigres lois du 14 septembre 1916, du 13 juillet 1926 et du 2 janvier 1927, d'un intérêt exclusivement fiscal donnent droit de cité aux spécialités pharmaceutiques.

En Espagne, le 6 mars 1919, un décret de 23 articles réglementait la préparation, la vente et l'enregistrement de toutes les spécialités à usage humain. Il est actuellement remplacé par le décret du 9 février 1924. Les spécialités sont enregistrées à la Direction générale de Santé. D'origine étrangère, elles sont en plus garanties par un pharmacien espagnol. Toute spécialité doit être vendue conditionnée : son nom, son prix de vente, sa formule détaillée, le nom du pharmacien préparateur, s'il y a lieu, le nom du pharmacien garant doivent obligatoirement figurer sur le conditionnement.

Avant 1931, les spécialités pharmaceutiques pouvaient être vendues en Espagne par des drogueries ou magasins autorisés. L'ordonnance du 31 janvier 1931 réserve aux pharmaciens, ce que, vu leur compétence, ils sont seuls aptes à débiter. S'il existe en Espagne des « magasins de spécialités » n'exécutant pas les préparations, ils doivent dorénavant avoir un pharmacien à leur tête.

Depuis 1919, toutes les spécialités espagnoles sont enregistrées après enquête du pharmacien inspecteur municipal (1). En France, un organisme enregistre les spécialités : le Laboratoire national de Contrôle des Médicaments, créé par arrêté du 23 juin 1926 ; mais, son enregistrement, facultatif, ne porte que sur la composition du médicament. Quant aux spécialités à usage vétérinaire, en France, parentes pauvres de la pharmacie, elles sont vendues indifféremment par les pharmaciens ou les vétérinaires.

(1) Ou du subdélégué là où il en subsiste.

naires. En Espagne, la loi du 14 mai 1934 institue un règlement très précis, analogue à celui du 9 février 1924 sur les autres spécialités. Le pharmacien seul a le privilège de leur débit au public.

C. Législation concernant les vaccins et les sérums.

Les spécialités constituées par des vaccins ou des sérums sont soumises à une législation spéciale.

Les principales ordonnances réglementant la préparation, l'importation et la consommation des sérums et vaccins datent de 1919, 1920, 1929. Les fabricants doivent être autorisés par la Direction générale de Santé (décret du 10 octobre 1919). Ils sont soumis à un contrôle sévère. Sur le conditionnement des vaccins et des sérums figurent le nom et la date d'autorisation du préparateur. Depuis le 30 janvier 1929, il faut y ajouter l'activité du produit en U. A. (unités antitoxiques.) Aucun sérum ou vaccin n'est considéré comme efficace cinq ans après sa préparation (ordonnance du 23 mai 1929).

Un « Institut technique de contrôle », créé en 1927, et s'appelant depuis 1931 « Institut technique de pharmacobiologie » est chargé de surveiller très attentivement la préparation et la vente des vaccins et des sérums et aussi de recueillir et de conserver les vaccins et sérums étalons. Il contrôle les produits opothérapiques, les succédanés du lait, les désinfectants et diverses spécialités.

Cette législation ressemble à celle établie en France le 25 avril 1815 et le 14 juin 1934. Notre Institut Pasteur remplit le rôle dévolu en Espagne à l'Institut technique de pharmacobiologie.

D. Législation concernant les eaux minérales, la saccharine, l'alcool, etc.

Outre les spécialités, les sérums et les vaccins, quelques produits sont soumis en Espagne à une législation spéciale.

Les eaux minérales, considérées en 1860 comme des médicaments vendus uniquement en pharmacie, sont, depuis 1904, de vente libre pour toute personne autorisée. Les eaux minérales ne peuvent être vendues qu'en récipients clos à la source. Un pharmacien surveille leur mise en bouteille. Le régime des eaux minérales est à peu

près identique en France et en Espagne. Il en est de même pour les sirops et les boissons. Leur vente est libre, toutes fois qu'ils ne sont pas vendus dans un but curatif.

La saccharine fut réglementée en Espagne par l'ordonnance du 3 avril 1889 et la loi du 19 décembre 1899. Son importation et sa vente furent tolérées sous certaines conditions par les ordonnances du 24 décembre 1903, du 9 janvier 1904 et du 24 novembre 1921. En 1924, la fabrication, sous contrôle, a été autorisée en Espagne.

Le pharmacien espagnol ne peut acquérir plus de deux kilogs à la fois ni posséder chez lui plus de quatre kilogs de saccharine. C'est là, la principale différence entre la législation espagnole et la loi française du 30 mars 1902.

L'alcool éthylique est, comme en France, soumis à des impôts élevés qui ont pour but de lutter contre l'alcoolisme. L'alcool servant à la préparation de produits pharmaceutiques ou d'éther éthylique est exonéré d'impôts. Les essences destinées à la préparation des liqueurs sont soumises à une restriction sévère, semblable à celle qui, en France, a provoqué la fermeture de certaines usines d'apéritifs. Les principales ordonnances sur l'alcool, les essences et liquides alcoolisés datent du 18 août 1917, du 28 juillet 1920 et du 4 octobre 1924.

E. Législation concernant les stupéfiants.

L'opium connu depuis la plus haute antiquité, fut propagé en Europe par les Arabes. Mais, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, il y était peu employé. En 1804 la morphine était isolée par les Français Derosnes et Seguin. Au cours du siècle, le nombre des stupéfiants augmentait en même temps que se répandait leur néfaste abus.

Règlements antérieurs à 1918

Durant le XIX^e siècle, on ne trouve pas de législation spéciale limitant l'abus de ces drogues. En Espagne, les ordonnances de 1855, de 1860 et même de 1904 ne considèrent les stupéfiants que comme des toxiques ne devant être délivrés qu'à bon escient. L'article 20 des ordonnances de 1860 spécifie que « même sur ordonnance, les pharmaciens ne délivreront pas de stupéfiant en dose anormale sans consulter avant le diplômé qui a rédigé l'ordonnance et sans exiger qu'il ne la ratifie. Celle-ci restera en possession du pharmacien ».

Décret du 31 Juillet 1918

Le 31 juillet 1918, l'Espagne publie le premier décret réglementant la fabrication et le commerce de l'opium et de ses dérivés, de la coca et de la cocaïne, des produits antithermiques tels que l'antipyrine et... de l'éther éthylique.

La fabrication de ces produits est étroitement surveillée, l'importation ne s'effectue que par des douanes nominalelement désignées. Le pharmacien n'a droit d'en posséder qu'une quantité limitée. Il ne peut les délivrer que sur ordonnance signée d'un médecin. Cette ordonnance non renouvelable, doit rester en possession du pharmacien qui l'a exécutée.

Décret du 30 Avril 1928

Le décret du 30 avril 1928 crée un service public appelé « Restriction ». Dépendant de la Direction générale de Santé et de l'Institut technique de contrôle, la Restriction possède « le droit exclusif d'importation et de répartition des substances et préparations nationales ou étrangères » considérées comme stupéfiantes. Elle revend les stupéfiants aux pharmaciens en exercice. Ceux-ci font leurs demandes sur des feuilles extraites d'un carnet à souche officiel. Les médecins formulent obligatoirement les stupéfiants sur des « ordonnances officielles » extraites également de carnets à souche délivrés par la Restriction. Des inspecteurs spéciaux surveillent attentivement le trafic des stupéfiants.

Règlements postérieurs

Le règlement du 8 juillet 1930 confirmant celui de 1928 y ajoute : interdiction totale en Espagne de l'opium à fumer, possibilité d'acquérir des stupéfiants pour les laboratoires et droguistes autorisés par la loi et se conformant aux règlements (ils doivent être couverts par un pharmacien responsable). La « Restriction » fournit un livre spécial à toutes les pharmacies, y compris les pharmacies militaires. Sur ce livre, le pharmacien « notera toutes les prescriptions formulées sur l'ordonnance officielle ». Chaque semestre, les inspecteurs fournissent à la « Restriction » une statistique des stupéfiants consommés dans leur circonscription.

Une ordonnance du 10 août 1933 oblige également les laboratoires et pharmaciens employant des stupéfiants à remettre chaque semestre un rapport détaillé sur le mou-

vement des produits et spécialités à base de stupéfiants qu'ils auraient employés.

Un décret du 13 novembre 1928 donne la liste des stupéfiants soumis à la « Restriction » à cette époque :

Opium et ses dérivés (morphine, héroïne, narcéine),
Cocaïne et ses dérivés,
Chanvre indien et ses dérivés,
Ether éthylique,

et la liste des spécialités qui, par leur teneur en stupéfiants, sont soumises à la « Restriction ».

Un décret du 2 septembre 1933 (conformément à la Convention de Genève) ajoute à cette liste la dionine et la codéine. (Pour ces deux produits, l'ordonnance officielle n'est pas obligatoire).

Un décret du 3 août 1932, confirmé par l'ordonnance du 10 août 1933 interdit formellement l'importation, la fabrication, la prescription et la vente de l'héroïne en Espagne.

Comparaison avec la législation française

Comme on le voit, cette législation est différente de la législation française.

En France, la loi du 14 septembre 1916 crée les tableaux A, B et C. Les lois espagnoles de 1918, 1928 et 1930 ne portent que sur les stupéfiants inscrits en France au tableau B. Aucune législation spéciale (hors les lois organiques de 1800, 1804, 1855, 1860, 1866, 1904, etc.) ne visent nommément les toxiques inscrits en France aux tableaux A et C.

La législation française ne croit pas utile de lutter contre « l'éthéromanie ». La vente de l'éther, libre en France, est sévèrement contrôlée en Espagne.

La France n'applique aucune mesure spéciale à la vente de l'antipyrine et des antithermiques. Malgré une toxicité relative (plus sensible peut-être pour le pyramidon que pour l'antipyrine), ces produits ne figurent à aucun des trois tableaux de la loi de 1916.

A la suite de la convention de Genève, l'Espagne a cru devoir incorporer la codéine à la « Restriction » des stupéfiants. En France, cet alcaloïde ne figure qu'au tableau A.

L'Espagne (suivant en cela l'exemple des Etats-Unis d'Amérique) a interdit l'héroïne. La France s'est contentée de l'inscrire au tableau B.

La « Restriction » achète tous les stupéfiants importés ou fabriqués en Espagne. Les laboratoires de recherches, droguistes et détaillants, ne peuvent être fournis que par elle. En France, bien que très surveillé, le trafic des stupéfiants ne donne lieu à aucun monopole.

En Espagne comme en France, l'ordonnance signée du médecin et non renouvelable doit être copiée, et recopiée par le pharmacien qui la conserve. Mais, en Espagne, l'ordonnance, le livre de copie et le bon de toxiques sont des papiers officiels délivrés par la « Restriction ».

A moins de 0,20 % de morphine ou 0,10 % de cocaïne, les préparations ne sont pas soumises au régime spécial des stupéfiants. (Liberté de vendre du sirop de Pantopon, en Espagne comme en France).

CHAPITRE VI

Pharmacopées

Historique

L'Espagne possède le premier ouvrage écrit pour les pharmaciens par un pharmacien: Pedro Benedicto Matéo. Elle a toujours eu, depuis, de bonnes pharmacopées résumant les connaissances pharmaceutiques de leur époque.

En 1603, le roi Philippe III [19, 268] approuvait l' « *Officina medicamentorum (et methodus recte eadem componendi cum variis scholis et aliis quaemplurimis, ipsi operi necessariis, ex sententia Valentinorum Pharmacopolarum)* » éditée par le collège des apothicaires de Valence. Imprimée à Valence, cette pharmacopée comprend 412 pages. Elle traite des drogues simples et composées.

En 1686 paraissait à Barcelone la « *Pharmacopœa cathalana sive antidotarium Barcinonense* » œuvre du médecin Juan Alós. Au XVIII^e siècle, l'Espagne s'enrichit des deux pharmacopées dites « *Matritenses* » (comparables à la « *Pharmacopœa parisiensis* »). La première datant de 1739 est l'œuvre du Protomedicato [19, 320]. La seconde fut éditée en 1762 par le collège royal des apothicaires de Madrid, autorisé par le Protomedicato. En 1760, Léandro de la Véga avait fait imprimer à Cadix la « *Pharmacopœa de la Armada* » (pharmacopée de l'armée).

Pharmacopée de 1803

En 1794, en avance de 24 ans sur la France, l'Espagne publie sa première pharmacopée nationale : la « *Pharmacopœa Hispana* ». Elle fut rapidement suivie de deux autres éditions en 1797 et en 1803.

La Faculté de Paris possède un exemplaire de l'édition de 1803. Œuvre du Protomédicato de Madrid, elle est rédigée en latin. L'introduction déclare que tous les pharmaciens du royaume doivent la posséder. Elle comprend

un chapitre sur les synonymes, un sur les poids et mesures et quarante-quatre sur les diverses formes pharmaceutiques. Les mesures employées sont :

La livre qui vaut 12 onces ;
L'once qui vaut 8 drachmes ;
Le drachme qui vaut 3 scrupules ;
Le scrupule qui vaut 24 grains ;
L'obole qui vaut 12 grains ;
La silique qui vaut 4 grains ;

Le grain (granum) = « quot aequat pondus grani hordei modice crassi » (c'est-à-dire l'équivalent d'un grain d'orge de taille moyenne). Un « nota bene » indique que ces mesures sont approximatives, répondant à un poids moyen qui ne peut être très exact !

Parmi les préparations simples, le Codex espagnol cite : les vipères préparées.

En voici le mode de préparation :

VIPERAE PRAEPARATAE

« Viperæ forcipe apprehendæ caput, caudamque abscinde : eam excoria, et exentera, atque pinguedine ad alios usus seposita, truncum adhibe ad jacula, aut in aëre, umbraque exsicca, et in vaso clauso, loco sicco, repone. »

VIPÈRES PRÉPARÉES

D'une vipère tenue par une pince, arrachez la tête et la queue. Enlevez la peau et les intestins et la graisse réservée à un autre usage. Transformez le tronc en bouillon ou bien exposez-le à l'air, à l'abri du soleil et conservez-le en vase clos, dans un lieu sec.

Les principales formes pharmaceutiques sont les poudres, les infusions, les vins médicamenteux, les décoctions, (de cornes de cerf ! de diverses graines ou racines), les bouillons, (de poule et de vipère), les huiles, les sirops, les conserves, les électuaires, les pilules, les emplâtres, les teintures, les sels métalliques, etc., etc... Comme végétaux, figurent la plupart des plantes alors connues (c'est-à-dire les mêmes que de nos jours, sauf celles du centre et du sud africain).

Un chapitre énumère les produits zoologiques employés. Parmi eux, on peut citer : l'âne, le bézoard, le bœuf (excréments récents), le chat domestique, la colombe (petits vivants), le coq (excréments), le bouc (sang de mâle, lait, fromage), l'hirondelle (sang frais, nid), l'homme (momie, axonge, crâne ou occiput, lait de femme)... « Homo... nosce te ipsum = hombre (homme) », le loup (intestins assaisonnés), l'ours, etc...

Les préparations les plus originales sont :

Les bouillons de poule et de vipère, l'huile de scorpion ⁽¹⁾, les cataplasmes de nids d'hirondelle (avec mauve, guimauve, eau et farine), l'électuaire thériacal magnum dont la formule couvre trois pages, l'emplâtre de grenouilles (composé de 40 grenouilles vivantes), etc...

Comparaison avec le Codex français de 1818

Le Codex français paru en 1818, soit quinze ans après l'édition espagnole de 1803, semble en réalité être beaucoup moins loin de nous.

Egalement rédigé en latin, il utilise les anciennes mesures pharmaceutiques. Ce sont :

La livre qui vaut 12 onces ;
L'once qui vaut 8 gros ;
Le drachme qui vaut 3 scrupules ;
Le scrupule qui vaut 24 grains ;
L'obole qui vaut 12 grains ;
La silique qui vaut 4 grains.

Mais au lieu de correspondre à un grain d'orge de poids variable, les mesures françaises ont leur correspondance exacte dans le système métrique depuis peu en usage. Avant 1812, la livre vaut 489 gr. 50 et après 1812 = 500 gr. Avant 1812, l'once vaut 30 gr. 50 et après 1812 = 31 gr. 2.

Au chapitre zoologie, le Codex français mentionne bouquetin, cloporte, escargot, huitre, lombric, sèche, etc... Ce chapitre est beaucoup moins développé que celui de l'édition espagnole. Si le Codex français énumère des formules archaïques comme le bouillon de vipères ou de colimaçons, les cataplasmes de mie de pain, etc..., ces formules sont beaucoup moins nombreuses que dans le Codex espagnol. Par contre, certains produits modernes y sont décrits : telle la préparation de la morphine. Il y a un chapitre sur la récolte, la dessiccation, la conservation des plantes, etc...

(1) Voici la façon de la préparer :

« Scorpiones vivos centum
Olei olivarum libros tres
Scorpiones suffoca in oleo, coque
cum aquae paxillo et cola. »

« Cent scorpions vivants
Trois livres d'huile d'olives
Asphyxiez les scorpions dans
l'huile. Faites cuire dans très peu
d'eau et passez. »

Editions ultérieures

Le Codex espagnol de 1803 (3^e édition nationale) a été suivi d'autres éditions en 1817, 1822, 1865, 1884, 1905 (réimprimé en 1915) et 1930 (1).

En 1822, il est encore en latin, mais le docteur Pedro Luis Aguilón en publie en 1844 une traduction espagnole augmentée de nombreuses observations. Les éditions suivantes, rédigées en espagnol, ont adopté le système métrique français.

Pendant ce temps, la France ne voyait que cinq éditions en 1818, 1837, 1867, 1884 et 1908.

Edition de 1930 et comparaison avec la pharmacopée française

Le Codex espagnol de 1930 a un volume très voisin du Codex français de 1908 (1.037 pages au lieu de 999). Les produits y sont classés alphabétiquement d'après leur appellation latine. Il commence ainsi par « acaciae gummi » pour finir par « zincum ». Le nom latin est suivi de sa traduction en espagnol.

S'il ressemble au Codex français de 1908, il en est aussi le perfectionnement. En vingt-deux ans, la science a beaucoup évolué. Le Codex espagnol contient des chapitres, des formules ou des produits qui font défaut au Codex français.

Voici par exemple, la façon de présenter un même produit : l'acide gallique.

Codex espagnol (Edition 1930)	Codex français (Edition 1908)
Acidum Agallicum	Gallique (Acide)
Acido agálico	Acide pyrogallol carbonique
OH (1)	Acidum gallicum
OH (2)	
OH (3) + H ₂ O = 188,10	C ₇ H ₆ O ₅ + H ₂ O = 188
COOH (5)	(OH) ³ 1.2.3. ≡ C ⁶ H ² —CO ² H ⁵ + H ₂ O
Fenotriol, 1-2-3. Metanoico, 5.	
Acido dioxisalicílico	néant
Acido galico.	
Obtention	néant
Caractères	(à peu près semblables au Codex espagnol)
Conservation	— id. —
Doses { en 1 fois	néant
en 24 heures	
néant	— Essais - Emploi.....

(1) Pourtant, un pharmacien français présentant à Paris en 1872 une thèse sur les pharmacopées, écrit [43 - 42]: « Un médecin de Barcelone m'ayant assuré qu'il n'existait pas de pharmacopée officielle en Espagne, j'ai eu recours pour l'étude de cette pharmacopée à un formulaire récent publié à Madrid en 1871 par José Sanchez »... et plus loin « ...L'Espagne n'ayant pas de Codex... »

Beaucoup de produits non inscrits à la pharmacopée française, le sont au Codex espagnol. Ainsi : l'acide phényl-barbiturique (luminal), l'acide phénylquinoléine-carbonique (atophan), le chlorhydrate d'amylocaïne (stovaine), l'huile de chaulmoogra, le salvarsan, le novarsénobenzol, le citrate de caféine, le sulfate d'ésérine, etc., etc., de nombreux sérums, des vaccins, des sirops, tels que le sirop de gäïacosulfonate de potassium, d'hypophosphites composé, de lactophosphate de chaux, etc., des solutions tels que le Dakin, le soluté de phosphore à 1 %, de trinitrine, etc., des sparadraps comme le sparadrap caoutchouté, le sparadrap au cantharidate de soude, etc. (seul le sparadrap d'ichthiocolle est commun avec le Codex français), des tablettes de codéïne, etc., des teintures : teinture chloroformique de cantharides (vésicatoire liquide), etc.

Ce Codex comprend en outre des chapitres sur les injections, les réactifs, les indicateurs, l'appareil de Marsh, le pouvoir rotatoire, les indices (d'iode, de saponification, etc.). Sa dernière page est réservée aux « erreurs les plus importantes remarquées ». Le Codex français, il faut lui rendre cet hommage, ne comporte pas d'erreurs (il s'agit du Codex de 1908 et non de ses suppléments).

Formulaires et journaux

Quant aux formulaires espagnols, leur étude ne présente pas un gros intérêt. Beaucoup de pharmaciens possèdent l'édition espagnole du Dorvault. Ils ont en plus les traductions des meilleurs formulaires français et étrangers.

L'Espagne, par contre, possède des journaux pharmaceutiques remarquables. Les principaux sont : le « Restaurador Farmaceutico » lancé en 1844 (l'un des plus anciens journaux pharmaceutiques du monde), la « Farmacia Española », la « Farmacia Moderna », le « Monitor de la Farmacia y de la Terapeutica », la « Revista de Farmacia », la « Voz de la Farmacia », etc.

CHAPITRE VII

La pharmacie contemporaine en Espagne

Au xx^e siècle, siècle de relations faciles, l'aspect des pharmacies varie peu d'un pays à l'autre. Les pharmacies espagnoles ne diffèrent donc pas beaucoup des nôtres. Comme en France, ce qui se rapporte à la pharmacie est interprété dans un sens assez large. Le pharmacien vend des accessoires, des produits de beauté, etc. (rarement des produits photographiques).

En 1922, il y avait en France 6.750 pharmacies pour 40.000.000 d'habitants [ex. : Dorvault, édit. de 1923, page 1708] soit une pour 5.900 habitants et en 1935 environ 10.700 pharmacies pour 42.000.000 d'habitants soit une pour 3.900 habitants.

En 1926, l'Espagne possédait 5.800 pharmacies pour 21.900.000 habitants, soit une pour 3.775 habitants [19, 436]. Depuis, le nombre des pharmacies n'aurait pas augmenté, mais la population est passée à 24.000.000 d'habitants. La densité de population étant plus faible en Espagne qu'en France, il y a moins de pharmacies par kilomètre carré.

L'Espagne, comme la France, souffre d'avoir des pharmacies coopératives et des propharmaciens (mais, en Espagne, le propharmacien doit se trouver à dix kilomètres au moins d'une pharmacie, ce qui, hélas ! n'existe pas en France (1)).

Si l'Espagne assure l'assistance pharmaceutique aux indigents et possède des « botiquines », elle ne connaît pas encore les assurances sociales. Elle possède un grand nombre de pharmaciens fonctionnaires. Ce sont les pharmaciens inspecteurs. C'est là une ébauche de nationalisation de la pharmacie.

A part quelques lois récentes, le pharmacien espagnol possède un ensemble de lois supérieures aux lois françaises (dont les deux principales datent de 1777 et de 1803) ! Malheureusement, les lois ne sont pas toujours respectées. De nombreuses ordonnances gouvernementales essaient

(1) En France (article 27 de la loi de Germinal), le médecin peut délivrer des médicaments au lieu de sa résidence, dans toutes les communes où il n'y a pas de pharmacie.

de lutter contre l'intrusion (accaparement de la profession pharmaceutique par d'autres professions) sans y parvenir complètement.

Le pharmacien ne jouit pas toujours du prestige auquel tout pharmacien devrait prétendre. Les médecins méprisent parfois les pharmaciens avec lesquels ils devraient honnêtement collaborer ⁽¹⁾. Ce sont généralement eux qui font les analyses ou les envoient à des laboratoires spécialisés. Pourtant, le pharmacien espagnol est un homme aimable. En Espagne, avant la révolution, les pharmacies de province étaient les derniers salons où l'on causait.

Le principe des honoraires payant le pharmacien français du caractère scientifique de son intervention est moins admis en Espagne. Le prix des préparations s'en trouve sensiblement inférieur. Il est vrai, qu'en général, le pharmacien espagnol se contente d'une vie modeste. D'ailleurs, les préparations ne constituent plus (comme en France) qu'une faible partie du chiffre d'affaires. La ristourne laissée par la vente des spécialités est à peu près la même en Espagne et en France.

(1) Malgré son peu de tenue littéraire, cette anecdote rapportée par le « Journal de pharmacie de Belgique » [année 1930, page 39] donne une idée de la mentalité des médecins espagnols :

« ...Les morticoles madrilènes... croyaient dur comme fer que les pharmaciens, non seulement étaient incapables de préparer convenablement une ordonnance, mais encore, ne se faisaient aucun scrupule de remplacer par n'importe quoi un produit prescrit qu'ils ne possédaient pas ou dont ils ne parvenaient pas à lire le nom... Au cours d'un banquet, les médecins outre-pyrénéens décidèrent de faire aux pharmaciens, leurs concitoyens, une bonne blague. Ils firent une cinquantaine d'ordonnances renfermant toutes un produit inexistant. Les prescriptions seraient présentées dans cinquante pharmacies différentes... Résultat... presque toutes les ordonnances furent exécutées, sans aucune demande de renseignements... Mais les produits fournis l'avaient été à des prix fantastiquement salés... On découvrit que les pharmaciens avaient été informés de ce qui allait se passer... A malin, malin et demi. »

CHAPITRE VIII

Le commerce pharmaceutique

Causés de son développement

Le commerce avait été prospère sous les Arabes et au xvi^e siècle, parce que l'Espagne, plus civilisée que les autres nations leur fournissait de nombreuses drogues.

Depuis le xvii^e siècle, les connaissances empiriques de jadis ont cédé la place au prodigieux développement de la science moderne. Au xviii^e siècle, la France est la patrie de Lavoisier, promoteur de la chimie. Au xix^e siècle, les colons français et étrangers, créant les empires coloniaux d'Afrique, livrent au monde l'immense droguier africain. En 1804, Derosnes isole la morphine, premier des alcaloïdes. Vauquelin découvre les glucosides, Byla prépare les produits opothérapiques. La bactériologie, les sérums, les vaccins ne peuvent être évoqués sans rappeler le nom de Pasteur. Le sol français se couvre d'usines fabriquant tous ces produits. Les anciennes formes pharmaceutiques jadis connues (emplâtres, sparadraps, extraits, sirops, teintures, pilules, etc.), sortent des usines beaucoup mieux présentées, d'une fabrication plus constante et à un prix tel que le pharmacien n'a plus aucun intérêt à les fabriquer.

A la fin du xix^e siècle, la période empirique qui durait depuis des siècles est révolue. On ne soigne plus avec une thériaque ou un elixir comprenant des dizaines de composants : le pharmacien délivre un cachet de quinine ou des gouttes de digitaline soigneusement dosées ⁽¹⁾ et dont un fabricant garantit la pureté. De laboratoire, la pharmacie de détail est devenue un dépôt de spécialités.

Jusqu'à ces dernières années, l'Espagne possédait peu d'usines. Le pharmacien espagnol devait se fournir à l'étranger. La France, pays le plus voisin de l'Espagne, patrie de nombreuses découvertes, fabriquant des produits d'une grande réputation, devint le fournisseur naturel du pharmacien espagnol.

(1) Depuis quelques années, la pharmacie tend à perdre « l'exagération scientifique ». De la poudre de quinquina est ajoutée à la quinine et les extraits totaux sont employés concurremment avec des principes purs.

Importance du commerce

A la fin du siècle dernier, en 1898, l'Espagne achetait à la France, son principal fournisseur, pour 504.845 francs de spécialités pharmaceutiques [1, 185]. Depuis, bien que le chiffre des affaires se soit considérablement développé, l'importance relative des ventes françaises a été de moins en moins forte. C'est en 1929 que l'Espagne a le plus acheté de spécialités pharmaceutiques. Les années suivantes, ses achats en France ont sensiblement diminué. Voici le détail des chiffres fournis par les douanes espagnoles (entrée en Espagne des spécialités étrangères): (1).

IMPORTATION DE L'ESPAGNE EN SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

(Valeur exprimée en pesetes-or)

I. N° 982 du tarif espagnol : pilules, capsules, dragées, comprimés, granules.

	1913		1929	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	4.464	48.434	196	4.508
Etats-Unis	4.775	51.809	»	»
France	16.844	182.757	352	8.096
Grande-Bretagne	1.168	12.673	»	»
Hollande	»	»	185	4.255
Suisse	»	»	70	1.610
Autres pays.....	203	2.203	»	»
Total	27.454	297.876	803	18.469

	1932		1935	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	158	2.720	131	2.351
Etats-Unis	»	»	»	»
France	213	2.780	174	2.376
Grande-Bretagne	33	269	»	»
Hollande	134	3.577	»	»
Suisse	15	259	»	»
Autres pays.....	»	»	153	2.616
Total	553	9.639	458	7.343

(1) Les chiffres fournis par les douanes françaises à la sortie sont toujours inférieurs à ceux des entrées en Espagne. C'est que les marchandises ne payant pas de droits à leur sortie ne peuvent pas être estimées exactement. Le chiffre espagnol porte sur des réalités et non sur des évaluations.

Voici les chiffres fournis par les statistiques françaises (exportation de spécialités pharmaceutiques à destinations de l'Espagne [1 - 185] :

551.000 francs en 1913;

15.508.000 francs en 1929;

11.000.000 francs en 1932 [36].

D'après ces mêmes statistiques, l'exportation totale de la France (colonies comprises) aurait été de [36] :

20.141.400 kilogs d'une valeur de 448.681.000 francs en 1929, et seulement

10.616.600 kilogs d'une valeur de 252.224.000 francs en 1932.

II. N° 983 du tarif espagnol : vins médicinaux.

	1913		1929	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	356	1.922	»	»
Etats-Unis	1.622	8.759	»	»
France	1.475	7.965	212	1.272
Autres pays.....	60	324	»	»
Total	3.513	18.970	212	1.272

	1932		1935	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	64	59	»	»
Etats-Unis	»	»	»	»
France	90	465	8	26
Autres pays.....	»	»	98	411
Total	154	524	106	437

III. N° 984 du tarif espagnol : spécialités contenant eau, sucre et analogues sans alcool.

	1913		1929	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	638	6.922	18.201	364.020
Autriche	»	»	»	»
Belgique	»	»	3.918	78.360
Danemark	»	»	»	»
Etats-Unis	1.152	12.499	7.624	152.480
France	27.418	297.486	5.799	115.980
Grande-Bretagne	3.199	34.709	»	»
Hongrie	»	»	»	»
Italie	610	6.619	5.743	114.860
Portugal	231	2.506	»	»
Suisse	»	»	»	»
Tchéco-Slovaquie	»	»	45.272	905.440
Autres pays.....	21	228	»	»
Total	33.269	360.969	86.557	1.731.140

	1932		1935	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	7.481	211.496	24.447	866.569
Autriche	4	78	»	»
Belgique	45	108	»	»
Danemark	5	97	»	»
Etats-Unis	3.768	73.775	2.910	83.176
France	33.422	608.824	20.251	497.578
Grande-Bretagne	6.059	145.802	4.566	100.052
Hongrie	121	2.358	25	700
Italie	»	»	1.062	11.534
Portugal	»	»	»	»
Suisse	10.343	277.610	11.697	459.439
Tchéco-Slovaquie	25	487	»	»
Autres pays.....	»	»	573	29.929
Total	61.273	1.320.635	65.531	2.048.977

IV. N° 985 du tarif espagnol : spécialités contenant : eau, sucre et analogues avec alcool (non dénommés ailleurs).

	1913		1929	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	811	8.799	331	8.275
Etats-Unis	441	4.785	282	7.050
France	5.907	64.091	6.690	167.250
Grande-Bretagne	21	228	5.881	147.025
Suisse	11	119	790	19.750
Autres pays.....	79	858	168	4.200
Total	7.270	78.880	14.142	353.550

	1932		1935	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	176	7.016	335	13.744
Etats-Unis	200	2.021	»	»
France	8.092	141.366	3.431	60.187
Grande-Bretagne	797	3.872	259	1.225
Suisse	»	»	»	»
Autres pays.....	»	»	160	858
Total	9.265	154.275	4.185	76.014

V. N° 987 du tarif espagnol : sérums et vaccins.

	1913		1929	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	»	»	1.011	33.363
Etats-Unis	»	»	38.714	1.277.562
France	»	»	12.253	404.349
Grande-Bretagne	»	»	367	12.111
Italie	»	»	425	14.025
Suisse	»	»	»	»
Autres pays.....	»	»	1.925	63.525
Total	»	»	54.695	1.804.935

	1932		1935	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	2.101	93.980	11.694	368.619
Etats-Unis	27.840	638.553	30.192	478.175
France	16.071	399.950	16.491	456.186
Grande-Bretagne	24	6.672	60	5.591
Italie	624	25.346	880	34.621
Suisse	232	6.366	343	13.120
Autres pays.....	3.940	109.134	3.362	94.101
Total	50.832	1.280.001	63.022	1.450.413

VI. N° 986 du tarif espagnol : autres spécialités pharmaceutiques.

	1913		1929	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	61.613	332.710	44.118	1.632.366
Argentine	4	22	810	29.970
Belgique	1.300	7.020	1.550	57.350
Etats-Unis	19.790	106.866	25.233	933.621
France	146.090	788.886	117.402	4.343.874
Grande-Bretagne	36.561	197.429	24.472	905.464
Italie	2.339	12.631	17.515	648.055
Portugal	44	238	»	»
Suisse	1.113	6.010	11.753	439.861
Autres pays.....	10.213	55.150	5.165	186.105
Total	279.067	1.506.962	248.018	9.176.666

	1932		1935	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	41.661	2.073.651	91.169	4.565.348
Argentine	1.888	67.102	1.122	39.826
Belgique	1.528	22.799	699	9.296
Etats-Unis	9.483	298.594	10.019	214.479
France	92.419	2.420.298	61.277	1.847.559
Grande-Bretagne	14.021	471.506	8.537	201.701
Italie	12.427	389.240	18.369	439.671
Portugal	1	33	551	23.839
Suisse	21.388	946.297	38.648	1.891.446
Autres pays.....	1.498	82.254	2.615	122.606
Total	196.314	6.771.774	233.006	9.355.771

**VII. Importation totale de l'Espagne (en pesetes-or)
en spécialités pharmaceutiques. (1)**

	1913		1929	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	67.526	396.865	63.857	2.042.532
Belgique	1.300	7.020	5.468	135.710
Etats-Unis	26.158	175.959	71.853	2.370.713
France	196.259	1.333.220	142.496	5.039.549
Grande-Bretagne	40.949	245.039	30.720	1.064.600
Italie	2.990	19.695	23.683	776.940
Suisse	1.124	6.129	12.613	461.221
Autres pays.....	10.754	60.760	53.525	1.193.495
Total	347.060	2.244.687	404.215	13.084.760

	1932		1935	
	Kilogs	Pesetes-or	Kilogs	Pesetes-or
Allemagne	51.577	2.388.863	127.776	5.816.631
Belgique	1.573	22.907	699	9.296
Etats-Unis	41.291	1.012.943	43.121	775.830
France	150.217	3.573.218	101.624	2.863.886
Grande-Bretagne	20.934	628.121	13.422	308.569
Italie	13.051	414.586	20.311	485.826
Suisse	31.978	1.230.532	50.688	2.364.005
Autres pays.....	7.616	265.154	8.561	314.475
Total	318.237	9.536.324	366.202	12.938.518

(1) C'est-à-dire nos : 982, 984, 985, 986 et 987 du tarif espagnol. Le n° 983, portant surtout sur des produits en vrac, ne figure pas ici.

En 1913, la pesete-or valait un franc-or. De 1929 à 1936 elle vaut 4,92 francs français. En francs, le chiffre des exportations françaises est donc de :

1.333.220	francs en 1913
24.794.531	francs en 1929
17.580.232	francs en 1932
14.090.319	francs en 1935

Pendant cette période, l'Espagne a exporté en France [37, tarif 313] :

13.000	francs en 1932 (200 kilogs)
7.000	francs en 1935 (400 kilogs)

Ces chiffres étant négligeables, la balance est donc toute au profit de la France. Mais ce profit baisse chaque année, au bénéfice, semble-t-il, de l'Allemagne. En effet, l'Allemagne a fourni à l'Espagne :

396.551	francs de spécialités en 1913
10.049.257	— — en 1929
11.753.205	— — en 1932
28.615.612	— — en 1935

En 1913 l'Espagne achetait environ 60 % à la France et 18 % à l'Allemagne. En 1935, c'est l'Allemagne qui fournit 45 % et la France 22 %. La Suisse, exportant de plus en plus vient au 3^e rang avec 18 %.

Causes du déclin français

Quelles sont les causes de ce déclin des exportations françaises ?

1° Ce n'est pas le dédain du public espagnol pour nos produits. La science française jouit encore en Espagne d'un grand prestige.

2° Par contre, les fabricants français habitués à se laisser solliciter, se déplaçant peu, connaissant mal les besoins du marché espagnol, se sont contentés d'attendre les ordres de leurs agents ou des droguistes de Barcelone et de Madrid. Pendant ce temps, des pharmaciens étrangers, surtout allemands, faisaient sur place une active propagande. Ils vendaient des produits bien présentés, répondant au goût espagnol. Tandis que les lettres de leurs concurrents français portaient des clauses draconiennes et des délais de livraison exagérés, ils étaient toujours prêts à fournir rapidement.

3° Enfin, l'augmentation constante des droits de douane ⁽¹⁾, les formalités à accomplir ⁽²⁾, rendant les produits étrangers de plus en plus chers, ont encouragé le développement de la fabrication nationale en Espagne. Pour se défendre contre cette concurrence, plusieurs fabricants français (ils étaient une centaine en 1936) ont construit en Espagne, surtout à Barcelone, des usines fabriquant sur place leurs produits. Les Français ne sont pas les seuls à avoir créé des usines en Espagne, mais ils sont les plus nombreux. Leurs usines fonctionnant avec des capitaux et des techniciens français, doivent être garanties par un pharmacien espagnol. Celui-ci peut répondre de plusieurs usines appartenant à des firmes différentes. (Il peut même posséder une officine).

Les produits fabriqués à Barcelone ne figurent évidemment pas sur les tableaux des douanes. La baisse des importations françaises est, en partie, compensée par la fabrication sur place. Cependant, la France abandonne un peu chaque année, la place prépondérante qu'elle occupait jadis.

Droguistes et fabricants espagnols

Avant la guerre, tous les grands droguistes se trouvaient à Barcelone (plus accessible aux produits français). Depuis une dizaine d'années une décentralisation très nette s'est opérée. Les « Espagnols » ne veulent plus de la tutelle des « Catalans ». Tous les droguistes ont des succursales ou même leur siège social à Madrid. Dans toute la péninsule, les droguistes sont les maîtres du commerce pharmaceutique de gros.

La fabrication des spécialités par les pharmaciens espagnols se développe rapidement. A l'heure actuelle, il y a en Espagne des spécialités nationales pour toutes les maladies. Les formules marquées sur le conditionnement des spécialités étrangères a pu inspirer certains fabricants. Leurs propriétés théoriques sont donc les mêmes que celles des produits importés.

(1) Par la convention du 6 mars 1934, la France jouissait d'un tarif préférentiel. Ce tarif a été dénoncé le 30 avril 1935. Depuis le 10 juillet 1935, les droits étaient de 3 pesetas-or par kilogramme de spécialité (soit 14 fr. 75) pour le n° 987 ; 4 pesetas-or (soit 19 fr. 70) pour le n° 984, et 4,5 pesetas-or (soit 22 fr. 15) pour les autres numéros. En 1936, tous ces chiffres ont été majorés de 20 %.

(2) Pour entrer en Espagne, toute spécialité doit être munie d'une déclaration de douanes en triple exemplaire, transitée par un consignataire, garantie par un pharmacien espagnol, enregistrée à la Direction générale de Santé.

Pourtant, il est curieux de voir qu'elles ne s'adressent généralement pas à la même clientèle. On sait qu'il y a trois principales sortes de spécialités :

1° Spécialités vantées directement au public par la publicité dans les journaux.

2° Spécialités confraternelles, conseillées par les pharmaciens.

3° Spécialités médicales prescrites par les médecins. (Le médecin ne peut décemment conseiller le sirop vanté à la sixième page d'un quotidien) (1).

Les spécialités françaises et étrangères particulièrement prisées du médecin espagnol, mais d'un prix plus élevé, sont prescrites par lui à sa clientèle riche. Les spécialités confraternelles sont surtout celles fabriquées en Espagne. Les spécialités s'adressant directement au public, sont en grande partie d'origine étrangère. Mais, les producteurs espagnols développant leur publicité tendent à se substituer à ces dernières.

(1) Des spécialistes français paraissent méconnaître cet état de choses, qu'ils respectent en France.

CONCLUSION

Il n'existait pas d'ouvrage de langue française sur la pharmacie espagnole. L'étude faite ici essaie de combler cette lacune.

Depuis son origine, la pharmacie espagnole fut deux fois la première du monde. La pharmacie française qui lui a succédé en renommée semble maintenant être en péril. Nul ne sait ce que réserve l'avenir. Le pharmacien et le législateur français doivent se documenter sur la pharmacie des divers pays du monde.

Les lois très nombreuses régissant la pharmacie en Espagne (bon nombre se répétant ou se contredisant ne figurent pas ici) sont plus complètes que les lois françaises. Sont-elles implacablement appliquées ? Les gouvernements qui se sont succédé en Espagne depuis un siècle l'ont toujours désiré. Seul, leur manque de force a pu, parfois, causer leur manque de rigueur.

La condition du pharmacien espagnol est-elle supérieure à celle de son confrère français ? C'est peu probable. Si les lois sont inférieures en France, les coutumes, dans les campagnes surtout, attribuent au pharmacien français, un prestige que son collègue espagnol n'a pas encore partout.

Quant aux relations pharmaceutiques entre la France et l'Espagne, elles devraient, dès que les circonstances le permettront, être de plus en plus suivies.

Que cette étude y contribue, même pour une très faible part, et son but sera atteint.

III

TRADUCTION DES TEXTES LES PLUS IMPORTANTS
CONCERNANT LA LÉGISLATION PHARMACEUTIQUE
ESPAGNOLE

CHAPITRE PREMIER

Collèges de pharmacie et Académie de pharmacie

ORDONNANCE ROYALE DU 6 DECEMBRE 1917 Statuts des collèges pharmaceutiques obligatoires

CHAPITRE PREMIER Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Dans chaque capitale de la péninsule et des Iles Baléares et Canaries sera créé un collège de pharmacie avec attributs de corporation officielle, où il sera obligatoire de s'inscrire pour exercer la profession dans l'une quelconque des localités de la province respective.

ART. 2. — Tout pharmacien pourra volontairement faire partie du collège, mais il devra obligatoirement s'y inscrire s'il exerce civilement la profession, dans l'une quelconque des formes déterminées par les dispositions suivantes.

ART. 3. — La participation obligatoire comme membre a pour objet : l'amélioration, l'appui mutuel et l'instruction de la classe pharmaceutique, les pouvoirs disciplinaires pour maintenir l'union et le prestige professionnels étant octroyés aux collèges.

ART. 4. — Pour le bon ordre de chaque collège, il y aura un bureau d'administration appelé « de gobierno » assujéti aux dispositions des présents statuts.

CHAPITRE II Des membres du collège

ART. 5. — Pour être admis dans un collège, on sollicitera du bureau d'administration correspondant, l'inscription s'y référant, en fournissant le diplôme ou sa copie officielle. Si l'on a appartenu à un autre collège, on y ajoutera le certificat de sortie.

Le Collège fera savoir, dans un délai maximum d'un mois, s'il procédera à l'admission du requérant, après avoir fait les enquêtes qu'il jugera opportunes, auprès des autres collèges, autorités sanitaires, etc...

L'admission étant notifiée, l'intéressé s'acquittera de sa cote-part d'entrée et remplira alors sa feuille d'inscription comme document prouvant qu'il appartient au collège depuis cette date.

Ce document devra être montré au subdélégué, condition indispensable pour l'ouverture d'une pharmacie ou prise de possession d'une gérance.

ART. 6. — Seront des motifs de refus à l'admission :

1° Avoir quelque empêchement légal à l'exercice de la pharmacie.
2° Ne pas être réhabilité d'une peine quelconque, affligeante ou correctionnelle, établie par le Code pénal.

3° Avoir commis, avant de solliciter son admission, quelque faute de probité professionnelle notoirement évidente.

ART. 7. — L'inscription devra être refusée, un rapport fait et notifié à l'intéressé, qui pourra recourir devant les Assemblées provinciales de santé, et si elles confirment le refus, au Ministère de l'Intérieur, qui jugera en audience du Conseil royal de Santé.

Pour que soit admis un tel recours, il faudra recourir dans un délai de trente jours à partir de la notification, pour la péninsule et de deux mois si l'intéressé réside dans les Iles Baléares ou Canaries.

ART. 8. — Quand les membres du collège transféreront leur résidence à une autre province, ils remettront leur feuille d'inscription au collège dont ils avaient jusqu'alors fait partie, et l'échangeront pour un certificat de sortie. Ce certificat mentionnera, s'il y a lieu, les châtimens ou les récompenses qui leur auraient été dévolus.

ART. 9. — Les pharmaciens membres du collège, sont soumis aux obligations suivantes :

1° Notifier au bureau d'administration, dans un délai de quinze jours, les changemens de domicile, ou leur incorporation à un autre collège.

2° Assister aux assemblées générales du collège et s'acquitter des charges ou des missions que celui-ci leur demanderait.

3° Verser les cotisations ordinaires ou extraordinaires s'y référant.

4° Accomplir ce qu'ordonnent les présens statuts et les délibérations de leur collège, ainsi que tout ce que prévoient les dispositions sanitaires en vigueur.

5° Ne se livrer à aucun acte professionnel dont puisse résulter un amoindrissement de la probité ou du prestige de la collectivité.

CHAPITRE III

Des collèges

ART. 10. -- Les attributions des collèges sont les suivantes :

1° Représenter en toute gestion l'intérêt général de la profession, en demandant au gouvernement de réaliser ce qu'il croit profitable.

2° Défendre leurs adhérens dans les questions se rapportant à l'exercice professionnel en se constituant partie devant les tribunaux.

3° Envoyer les rapports qu'ils feraient sur des sujets de leur compétence, aux autorités, sauf ceux demandés aux académies de médecine.

4° Organiser entre leurs adhérens des concours sur la tenue des pharmacies ou sur ses sciences auxiliaires.

5° Attribuer des prix ou proposer au Gouvernement l'attribution de récompenses pour mérites extraordinaires dans l'exercice de la profession.

6° Faciliter l'accomplissement des buts du corps des pharmaciens titulaires, et créer une caisse de secours pharmaceutique en établissant les rapports opportuns entre les entités correspondantes.

7° Compléter l'article 80 de la présente loi de santé en constituant le jury de qualification quand ils le jugeront utile.

8° Veiller à l'accomplissement des dispositions sanitaires, en blâmant plus spécialement les fautes ou délits d'intrusisme (1), en faisant aux autorités les plaintes et les dénonciations nécessaires et en proposant les moyens d'y remédier.

9° Les bureaux d'administration représenteront la totalité des membres du collège dans l'accomplissement de leurs fonctions, mais, ils devront au préalable prendre avis de l'assemblée générale selon ce qui a été prévu au paragraphe V de cet article.

CHAPITRE IV

Des jury de discipline

ART. 11. — Quand quelque faute grave a été commise par un pharmacien (faisant ou non partie du collège) hors des dispositions prévues ici, ou si son caractère privé l'exige, elle est portée à la connaissance de l'assemblée. Celle-ci se constitue en jury de discipline.

L'intéressé sera cité. Il comparaitra en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant. L'acte d'accusation signé par le président et le secrétaire lui sera notifié.

Il lui sera accordé un délai de trente jours pour réunir les preuves de sa défense. S'il ne comparait pas, pour une raison valable, il sera de nouveau cité quand cette raison sera disparue. S'il ne se présente pas alors, on estimera qu'il renonce à sa défense.

(1) Exercice illégal.

ART. 12. — L'intéressé pourra récuser par écrit la moitié plus un des membres du conseil d'administration constituant le jury, et, dans ce cas on tirera au sort le ou les remplaçants entre les membres du collège, en n'admettant plus à ce moment de nouvelles récusations.

ART. 13. — A l'audience de décharge on pourra faire comparaître tous genres de témoins, toutes preuves de défense, aussi bien les arguments en faveur de la défense que ceux de l'accusation, ainsi qu'en fera foi l'acte signé par les parties, dont l'intéressé pourra, s'il le sollicite, se faire délivrer une copie.

ART. 14. — Toutes les délibérations du jury se feront à la majorité absolue et au vote secret. La publication d'informations relatives à la procédure, ainsi que du nom de l'intéressé est interdite avant la sentence.

La sentence sera communiquée par écrit, et sera signée du président et du secrétaire.

ART. 15. — Quand une décision n'aura pu être prise et que le litige passera aux tribunaux ou autorités administratives, le jury fera un rapport, qui accompagnera la copie de l'acte auquel se rapporte l'art. 13.

CHAPITRE V

Des châtiments

ART. 16. — Les châtiments qui pourront être infligés par les conseils d'administration des collèges, constitués ou non en jury de discipline seront :

I. — L'admonestation privée.

II. — L'admonestation publique, insérée dans les journaux professionnels.

III. — La dénonciation aux autorités ou tribunaux de justice (1).

ART. 17. — Quand le fait se rapporte à d'autres dispositions administratives, le Collège se contentera de le soumettre à la connaissance des autorités. Il se constituera partie civile, s'il le juge utile, dans les actes qui auraient lieu.

Disposition transitoire

1° Dans les capitales de provinces où il y a des collèges de pharmacie officiels, se conformant aux dispositions de l'art. 85 de l'instruction générale de Santé en vigueur — ceux-ci, s'établiront, avec caractère obligatoire, dans un délai maximum de 30 jours.

Dans celles où il n'en existe pas, les gouverneurs civils et les inspecteurs provinciaux de santé, aidés des subdélégués de pharmacie, procéderont dans les délais exprimés, à la constitution desdits collèges, qui éliront leurs assemblées définitives conformément à ce qui est prévu dans les bases ci-dessous.

Disposition finale

Les dispositions s'opposant à l'accomplissement des présents statuts sont abrogées.

BASES GENERALES

pour le fonctionnement administratif des collèges et la rédaction de leurs règlements d'ordre intérieur

1° Les assemblées des Collèges correspondant aux capitales de première classe, seront constituées : du président, cinq membres (qui se distingueront par leur numération corrélatrice), un secrétaire, le comptable et le trésorier. Dans les autres capitales par le président, trois membres (qui se distingueront de même façon), un secrétaire, le comptable et le trésorier.

Le président ou le premier membre, le secrétaire et le trésorier, résideront dans la capitale de la province tout le temps que durera leur gestion. Les autres pourront résider à l'extérieur mais seront obligés d'assister aux sessions.

Quand il y aura quatre vacances ou plus dans les collèges des capitales de première classe, et trois ou plus dans ceux de deuxième ou troisième

(1) Voir l'ordonnance royale du 12 août 1921, page 99.

classe, on y pourvoira, à titre intérimaire, jusqu'à de nouvelles élections de membres du collège que nommera l'assemblée.

2° Les charges de l'assemblée sont obligatoires. Elles s'accomplissent gratuitement et durent quatre ans, renouvelables par moitié tous les deux ans. Le collège prévoira dans son règlement la forme sous laquelle devront se faire les renouvellements successifs.

3° Seront électeurs tous ceux qui sont inscrits sur la liste des collèges. Ils exerceront personnellement leurs droits, sans que l'on admette des remplaçants délégués.

Seront éligibles indistinctement à toutes les charges, tous les membres du collège, sauf ceux qui n'exercent pas la profession et ceux qui ont été l'objet d'un châtiment de la part du jury de discipline.

4° Les élections pour le renouvellement partiel des assemblées auront lieu le premier dimanche de juin de l'année où elles doivent avoir lieu. Quinze jours avant, sera envoyée la lettre de convocation, accompagnée de la liste des membres du collège. Les conseils d'administration introduiront les nouveaux élus. Le troisième dimanche de juin les sortants cesseront leurs fonctions.

Dans les renouvellements partiels, on pourvoira également aux postes vacants depuis la précédente élection, mais, dans ce cas, les élus ne rempliront leur charge que le temps dévolu à ceux ayant produit la vacance pour achever leur mandat.

Le premier renouvellement aura lieu le premier dimanche de juin, qu'elle qu'ait été la date de constitution des assemblées.

5° Les conseils d'administration remettront tous les ans, avant le mois d'octobre, aux subdélégués respectifs de chaque district, la liste des pharmaciens faisant partie du collège (en signalant ceux qui n'exercent pas et ceux qui sont gérants) en spécifiant le lieu de leur résidence et les disparitions par transfert ou par décès survenues depuis l'année précédente.

6° Les assemblées ordinaires ont lieu la deuxième quinzaine de janvier et les extraordinaires sur décision du conseil d'administration ou sur pétition de dix individus dans les provinces de première classe et de sept dans les autres.

7° Constituent les revenus du collège :

I. — La quote-part d'entrée que tout pharmacien devra verser à son incorporation. Elle sera fixée par chaque collège d'après ses propres règlements d'ordre intérieur.

II. — La cotisation annuelle, déterminée de même façon.

III. — Les droits sur la régularisation des prix des médicaments quand des particuliers réclament l'intervention du collège pour un règlement amiable. Ces droits ne dépasseront pas 3 % de la quantité totale définitivement fixée.

IV. — Le montant des publications qu'il pourra éditer.

V. — Les dons, subventions ou legs de sociétés ou de particuliers appartenant ou non à la profession pharmaceutique.

VI. — Les cotisations éventuelles accordées en assemblée générale.

Les frais de chaque collège seront fixés, dans les divers cas, par les règlements d'ordre intérieur.

Madrid 6 déc. 1917. —

ORDONNANCES ROYALES DU 13 MARS 1918

1° L'ordonnance du 6 déc. 1917 ne s'applique qu'à l'Espagne continentale. Elle est donc nulle au Maroc.

2° Les présidents des collèges ne peuvent être membres des assemblées provinciales de santé.

ORDONNANCE DU 16 JUIN 1932
Statut de l'Académie nationale de pharmacie

TITRE I

CHAPITRE UNIQUE
Définition de l'Académie

ARTICLE PREMIER. — L'Académie nationale de pharmacie est la société qui existe sans interruption depuis 1589 sous les noms suivants :

Congrégation et collège d'apothicaires de Madrid, sous l'évocation du glorieux évangéliste Saint-Luc et Notre-Dame de la Purification (1589). — Congrégation de Notre-Dame des Desemparados (abandonnés) et collège de Saint-Luc (1721). — Collège royal d'apothicaires (1737). — Illustre collège de pharmaciens (1880). — Collège royal des pharmaciens de Madrid (1920). — Académie espagnole de pharmacie (1931). — Et Académie nationale de pharmacie (1932).

ART. 2. — En vertu de l'ordonnance royale du 30 septembre 1895, l'Académie est une corporation officielle. Elle dépend du Ministère de l'Instruction publique et des Belles Lettres. Elle a un caractère científico-professionnel et est constituée de docteurs et de licenciés de la faculté de pharmacie.

ART. 3. — Son but principal, sans altérer l'esprit de sa fondation, est d'aider et de propager l'avancement de la science pharmaceutique, d'entretenir la culture et de contribuer au décorum et au prestige de la profession pharmaceutique.

Pour y arriver, elle pourra utiliser les moyens ci-dessous :

- a) La coopération avec les pouvoirs publics ;
- b) La représentation de l'Académie dans les assemblées, commissions et corporations officielles ;
- c) La fondation d'académies correspondantes dans d'autres pays ;
- d) La collaboration avec d'autres entités scientifiques nationales et étrangères ;
- e) La célébration de congrès et d'expositions ;
- f) L'organisation de cours pratiques et de conférences ;
- g) La célébration de concours et de sessions scientifiques ;
- h) En instituant un prix national de pharmacie ;
- i) En visitant des musées, des laboratoires, des fabriques, des hôpitaux, des cliniques, etc...
- j) En créant des enseignements pharmaceutiques ;
- k) En publiant les Annales de l'Académie nationale de pharmacie ;
- l) En se proposant de resserrer les relations avec les pays américains et le Portugal ;
- m) En installant un laboratoire chimique, clinique et bactériologique ou en coopérant à un autre déjà existant ;
- n) En organisant un musée pharmaceutique ;
- o) En aidant la culture des plantes médicinales ;
- p) En célébrant des sessions nécrologiques ;
- q) En étudiant les modifications et les progrès de la science pharmaceutique dérivée de la pratique professionnelle ;
- r) En contribuant à l'étude de la faune, de la flore et de la géologie des différentes régions de la nation ;
- s) En contribuant à la divulgation des applications thérapeutiques peu connues des végétaux, des noms vulgaires des plantes, etc...
- t) En établissant un herbier espagnol des plantes médicinales ;
- u) En publiant une seconde édition du dictionnaire de pharmacie ;
- v) Et par tout autre moyen jugé utile par l'académie.

TITRE II Organisation

CHAPITRE I Des Académiciens

ART. 4. — La corporation est composée :

- a) D'académiciens honoraires;
- b) d'académiciens titulaires;
- c) d'académiciens correspondants;

A) Seront membres honoraires les Espagnols ou étrangers, qu'ils soient ou non pharmaciens, qui auraient rendus des services notoires à la profession ou à la corporation; qui se seraient distingués, de façon notable, dans quelque branche de la science pharmaceutique; ou qui, par des actes spéciaux d'une importance extraordinaire, se seraient rendus dignes d'une si haute distinction.

B) Seront académiciens titulaires les pharmaciens résidant à Madrid, exerçant ou non la profession, soit qu'ils sollicitent leur admission, soit qu'ils soient proposés par l'académie et réglementairement admis.

C) Seront académiciens correspondants les pharmaciens qui réglementairement admis ne résident habituellement pas à Madrid, et les académiciens titulaires qui transféreraient leur résidence à une autre localité.

La catégorie d'académiciens d'honneur sera limitée au nombre fixé par le règlement. Le nombre des académiciens titulaires et correspondants sera illimité.

ART. 5. — L'académicien titulaire le plus ancien sera appelé « doyen ». Il sera exempt de cotisations et de tous les autres devoirs assignés aux académiciens.

ART. 6. — Les droits des académiciens, communs pour les trois catégories sont :

Concourir à tous les actes de la corporation; profiter de la bibliothèque — en se conformant aux dispositions réglementaires — et des autres dépendances et services de l'Académie. Porter la médaille de l'Académie et obtenir les certificats dus à leurs mérites et aux services académiques.

Les académiciens honoraires, en outre, peuvent être élus présidents s'ils sont pharmaciens et résident à Madrid. Ils peuvent représenter l'Académie dans d'autres villes ou nations, assister aux assemblées générales avec droit de vote, occuper par préférence des places dans tous les actes de l'Académie et être exempts de tous genres de cotisations.

Les titulaires auront voix et droit de vote dans les assemblées et seront éligibles aux charges de l'assemblée et des sections.

Les membres correspondants représenteront l'Académie dans les villes où ils résident. Ils pourront assister aux assemblées générales avec voix délibérante et passer dans la catégorie de titulaires, après un mois de résidence fixe à Madrid. Ils ne paieront pas les cotisations ordinaires.

ART. 7. — Il est du devoir de tous les académiciens d'ennobler la profession par leurs actes, de contribuer par leurs travaux aux progrès de la science pharmaceutique, de veiller au prestige de l'Académie, de défendre leurs droits et leurs prérogatives là où c'est nécessaire, et d'envoyer les rapports et de s'acquitter des commissions qui leur sont confiées.

Les académiciens titulaires contractent, en outre, l'obligation de contribuer au soutien de l'Académie par leurs cotisations d'entrée, d'acquitter la cotisation ordinaire dont parle le règlement et les cotisations extraordinaires que l'on établit, et d'accepter les charges auxquelles on les nomme, sauf empêchement grave.

Les académiciens correspondants ne verseront que les droits d'entrée.

ART. 8. — Les droits d'académicien titulaire et correspondant sont déchués si l'on n'acquitte pas les droits d'entrée et les cotisations ordi-

naires dans le temps fixé par le règlement (par renonciation et par sanction réglementaire).

Ceux qui solliciteront leur réintégration perdront leur droit d'ancienneté et se conformeront aux mandements du règlement.

ART. 9. — Dans les actes publics, tous les académiciens pourront, comme insigne, porter une médaille du modèle approuvé.

ART. 10. — L'Académie, ses dépendances, effets et biens, appartiennent aux académiciens titulaires qui constituent une entité indivisible.

CHAPITRE II

Régime de l'Académie

ART. 11. — L'Académie célébrera des sessions scientifiques et des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. Les sessions scientifiques seront bi-mensuelles. Le bureau d'administration pourra les augmenter ou les suspendre pour une raison justifiée.

Seront assemblées ordinaires celles qui ont lieu au mois de janvier pour l'approbation des comptes de l'exercice antérieur et de décembre pour l'élection aux charges et approbation du budget pour l'année suivante.

Quand il y aura un nombre suffisant de matières ou une proposition pour des académiciens d'honneur, on célébrera les assemblées de caractère ordinaire que le gouvernement croira utiles.

Les assemblées extraordinaires auront lieu sur l'initiative du bureau d'administration ou lorsque dix académiciens le demanderont par écrit. On ne pourra y traiter que des matières mentionnées à l'ordre du jour.

ART. 12. — La corporation sera régie par un bureau d'administration, composé de neuf membres: un président, trois vice-présidents, un commissaire aux comptes, un trésorier, un bibliothécaire, un secrétaire général et un vice-secrétaire.

Pour être élu président il faudra obligatoirement avoir été membre titulaire pendant cinq ans sans discontinuité.

Pour remplir les autres charges il faudra avoir été, sans interruption, membre titulaire pendant deux ans.

ART. 13. — Les charges seront biennales avec rééligibilité. On y pourvoira chaque année, par moitié, conformément aux stipulations du règlement.

Les membres du bureau d'administration qui auraient manqué, sans cause justifiée avec preuves, à un tiers des assemblées célébrées au cours de l'année, perdraient leur charge à la première élection, même si leur mandat n'était pas à échéance. Ils seront remplacés et ne pourront être réélus à aucune charge active avant un délai de quatre ans.

Le secrétaire, avec le livre des présences, et sous sa responsabilité, témoignera à l'assemblée générale de ce renouvellement, faute de quoi la réélection d'aucun membre du bureau ne sera validée.

ART. 14. — Il appartient au bureau d'administration:

1° De représenter l'Académie et de l'administrer;

2° D'admettre les académiciens titulaires et correspondants, le passage d'une classe à une autre et les disparitions réglementaires.

3° De proposer à l'assemblée générale, dans les termes réglementaires, l'admission d'académiciens d'honneur;

4° D'admettre les démissions des membres, et de pourvoir, à titre intérimaire, jusqu'au premier renouvellement, aux charges vacantes au cours de l'année;

5° D'élire les commissions prévues au règlement;

6° De convoquer les assemblées générales.

ART. 15. — Le bureau d'administration pourra nommer les académiciens titulaires à des charges auxiliaires de ses fonctions, chaque fois que les nécessités de l'Académie l'exigeront.

En les nommant, on devra fixer la durée de leur mandat qui, échu, pourra être renouvelé à la même personne ou donné à une autre si cette prolongation est utile.

ART. 16. — Le président de l'Académie assume la plus haute autorité directrice et sa représentation dans ses relations avec l'Etat et les autres corporations.

Les attributions de chaque charge sont définies et limitées dans le règlement.

ART. 17. — Les mois de juillet, d'août et de septembre seront considérés comme mois de vacances. On n'y célébrera des sessions générales ou d'administration, que sur l'avis du président et dans des cas extraordinaires. Cependant, le bureau d'administration ne cessera pas son activité avant que tous les sujets n'aient été épuisés et après avoir désigné parmi ses membres une « commission de vacances » composée de trois membres rééligibles et chargée de l'administration de l'Académie jusqu'au début d'octobre.

ART. 18. — Il y aura deux commissions permanentes :

a) Economique: Elle sera formée du commissaire aux comptes, président de droit, et de six académiciens titulaires, élus chaque année. Elle examinera les comptes et budgets, et tout ce qui touche au régime économique de la corporation.

b) D'admissions: Elle comprendra le secrétaire général, président de droit, et quatre académiciens titulaires qui feront connaître au bureau d'administration les demandes d'entrée et tout ce qui affecte les personnes des académiciens.

CHAPITRE III Régime économique

(Traite des revenus et des dépenses de l'Académie.)

.....

TITRE III Fonction scientifique

CHAPITRE I Sections :

ART. 23. — L'Académie se composera des sections suivantes:

- 1° Sciences physico-chimiques,
- 2° Sciences naturelles,
- 3° Analyses,
- 4° Hygiène et bactériologie, avec sérums et vaccins,
- 5° Législation et déontologie,
- 6° Histoire et bibliographie,
- 7° Pharmacie galénique et industries pharmaceutiques.

Les académiciens des diverses catégories de l'Académie feront partie de chacune de ces sections, en raison de leurs propres spécialités.

Chaque section élira son président, son vice-président et deux secrétaires. Le règlement déterminera la fonction de ces sections ainsi que les attributions de leurs bureaux.

CHAPITRE II Travail scientifique

ART. 24. — Le 16 novembre de chaque année, on célébrera une session commémorative de la fondation, en 1589, du primitif collège d'apothicaires de Saint-Luc. Cette date sera celle de l'ouverture du cours, à moins qu'il n'ait eu lieu avant conformément au programme détaillé au règlement et indiqué par le bureau d'administration.

On célébrera également des sessions extraordinaires publiques pour la réception d'académiciens, des veillées funèbres, des hommages, remises de prix ou autres actes déterminés par le bureau d'administration.

ART. 25. — L'Académie est qualifiée pour l'organisation de petits cours destinés au perfectionnement technique ou général des pharmaciens ou pour l'établissement de disciplines pour les étudiants en pharmacie.

Elle chargera de cette mission les académiciens désignés pour ces enseignements sous la forme prévue par le bureau d'administration.

ART. 26. — Le bureau d'administration sur la proposition d'une ou de plusieurs sections, instituera un concours avec prix, chaque fois que l'état économique de la corporation le permettra, conformément aux dispositions du règlement.

Le prix national de pharmacie sera remis chaque année avec la plus grande solennité, de façon à en faire une suprême récompense. Il sera octroyé sous la forme déterminée par le bureau d'administration, comme étant la plus haute récompense à l'étude et la plus haute estime décernée aux pharmaciens.

ART. 27. — Sous le titre d' « Annales », l'Académie publiera une revue. Y figureront des travaux scientifiques et professionnels, en sus de ceux que l'Académie croira pertinent de divulguer ou de conserver à l'antique collège de pharmaciens.

Elle publiera également, à la fin de chaque année, par ordre d'ancienneté et en suivant les catégories, la liste des académiciens, avec leur domicile et la section à laquelle ils sont inscrits. Le bureau d'administration déterminera les travaux qui doivent être publiés pour le compte de l'Académie ou avec son autorisation.

ART. 28. — Il appartient à l'Académie d'émettre les opinions qui lui seraient demandées tant par le gouvernement national que par des étrangers, ou par les centres et corporations le désirant et qui dépendraient d'elle.

L'Académie donnera également toutes les consultations de sa compétence qui lui seraient demandées.

Elle fera des rapports, quand elle le jugera utile, sur l'état de la corporation ou de la pharmacie en indiquant les réformes qu'il faudrait proposer au gouvernement ou aux Cortès.

ART. 29. — Tous les académiciens peuvent user de la bibliothèque. Ils ont le droit de proposer au bureau d'administration, l'acquisition de livres et de revues et de tout ce qui peut contribuer à son progrès.

Le règlement établira son régime.

ART. 30. — L'Académie établira et entretiendra des relations scientifiques avec les autorités et les corporations d'Espagne et de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses membres, soit par des correspondants dans les diverses villes ou nations. L'Académie coopérera à la fondation d'Académies filiales dans les pays hispano-américains. Elle aiguillera ces relations dans l'intérêt des sciences pharmaceutiques et en vue d'un rapprochement spirituel des pharmaciens espagnols avec ceux de ces pays.

Le règlement établira les bases de la création de ces académies et la forme de leurs relations avec la corporation fondatrice.

ART. 31. — L'Académie convoquera, quand elle le jugera utile, des congrès nationaux ou internationaux, des journées pharmaceutiques, des expositions scientifiques, etc... sur proposition du bureau d'administration, autorisé par l'assemblée générale.

TITRE IV

Réforme du statut et règlement

CHAPITRE I

Réforme du statut

ART. 32. — Le statut de l'Académie ne serait réformable dans sa totalité que s'il s'agissait de modifier essentiellement l'objet de la corporation.

Il sera réformable partiellement s'il s'agit de modifier d'une façon substantielle les moyens de réaliser son but ou d'altérer radicalement son organisation ou sa fonction scientifique... (etc., formalités à remplir pour l'accomplissement de ces réformes)...

CHAPITRE II

Réforme du règlement

ART. 36. — Elle peut avoir lieu sur l'initiative du bureau d'administration ou de vingt académiciens.....

Dispositions générales

ART. 37. — Sur l'emblème de la corporation figurera continuellement l'écu approuvé par son statut du 21 août 1737 : Une ruche dans un jardin, avec diverses fleurs et des abeilles, illuminé par un soleil resplendissant. Comme devise « Medicamenta non mella » (Pline, livre 2, chapitre 14).

ART. 38. — Dans des cas extraordinaires, l'Académie pourra célébrer une session et inviter tous les pharmaciens de Madrid, qu'ils soient ou non académiciens. Elle leur accordera le droit de délibération et de vote. Dans ce cas on considérerait les accords pris par la profession mais non par l'Académie.

Le compte rendu de la session ne serait pas fait sur le livre de la corporation, mais sur un registre spécial ouvert à cet effet. Néanmoins, la présidence devra être occupée par le président de l'Académie ou par son remplaçant réglementaire.

La section de législation et de déontologie peut, dans des circonstances exceptionnelles prêter l'appui de l'Académie à des corporations de caractère professionnel, après accord avec le bureau d'administration, si celles-ci n'ont pu assumer la défense des intérêts de la profession, dans la forme signalée au paragraphe antérieur.

ART. 39. — Les cas imprévus ou douteux qui devraient être résolus d'urgence le seraient par le bureau d'administration dans la forme prévue au règlement.

ART. 40. — La proposition de dissolution de la société sera traitée en assemblée générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet. S'il se trouve vingt-cinq académiciens s'y opposant et se chargeant de l'administration et des finances de l'Académie, la dissolution ne pourra avoir lieu.

Si celle-ci est prononcée par l'assemblée, cette dernière indiquera l'affectation du mobilier, de la bibliothèque, des effets et des fonds de l'Académie. Si après liquidation de toutes ses obligations il lui restait un boni, elle l'offrira au Ministère de l'Instruction publique, pour être affecté à des études ou à des œuvres de bienfaisance en rapport avec la profession pharmaceutique.

ART. 41. — Sont abrogés tous les statuts et règlements antérieurs...

CHAPITRE II

Etudes en pharmacie

CHARTE ET ORDONNANCES ROYALES pour le régime et l'administration de la faculté de pharmacie, faites d'accord avec l'assemblée générale de la faculté royale réunie. Elles définissent l'autorité du conseil supérieur d'administration de cette faculté dans tous les domaines de S. M. (Sa Majesté), le plan des études que doivent suivre ceux qui s'adonnent à cette science et les grades et prérogatives qui leur sont concédés.

ANNEE 1800

Charte :

1° D'après les statuts que préparent ses maîtres, d'accord avec l'assemblée générale d'administration de la faculté réunie, pour qu'il n'y ait aucune contradiction dans son régime et dans ses prérogatives, la pharmacie se gouvernera indépendamment et séparée de cette faculté.

2° Ceux qui se destinent à la faculté de pharmacie devront étudier deux ans dans l'un quelconque des collèges royaux de la faculté réunie. Ils devront préalablement avoir le grade de bachelier ès-arts, grade qu'ils pourront recevoir dans ces mêmes collèges, de la même façon que ceux qui s'inscrivent aux classes de physique. En outre, ils feront deux ans de pratique avec un apothicaire ayant officine ouverte.

.... 4° Outre le titre de licencié, les pharmaciens pourront avoir ceux de bachelier ou de docteur en chimie...

Ordonnances

(Portent création de l'assemblée supérieure d'administration et délimitent leurs prérogatives : signer les diplômes, censurer les œuvres pharmaceutiques, etc...)

DECRET DU 6 FEVRIER 1869 — (Déclare que les études effectuées dans les établissements d'enseignement portugais sont valables en Espagne.)

DECRET ROYAL DU 22 SEPTEMBRE 1925

Sur les études et l'exercice des étrangers en Espagne

ART. 1. — Pour que les étrangers ou Espagnols possédant des diplômes étrangers puissent exercer leur profession en Espagne dans les cas où les dispositions en vigueur exigent la possession du titre universitaire correspondant, il sera indispensable d'obtenir préalablement le titre espagnol qui sera délivré une fois accomplis les mandements suivants :

1° Avoir obtenu la nationalisation espagnole.

Feront exception :

a) Les naturels de pays de langue espagnole, qui accordent ou accorderont les mêmes avantages par traités de réciprocité.

b) Les étrangers des pays n'exigeant pas cette condition des Espagnols.

2° Satisfaire par un examen à toutes les disciplines du plan des études dans les facultés respectives de l'université centrale ou dans l'école spéciale correspondante, dans les formes mêmes établies pour les épreuves du cours pour les élèves espagnols.

ART. — 2. — Les études accomplies et les titres obtenus à l'étranger ne pourront être validés en Espagne que dans les cas suivants :

1° Les études accomplies et les titres obtenus à l'Université de Bologne dans les collégiales espagnoles de Saint-Clément, fondées par le cardinal Carrillo de Albornoz, etc...

2° Les pays de langue espagnole accordant la réciprocité...

ART. 6. — Chaque fois qu'ils accomplissent une noble cause, les étrangers pourront obtenir des autorisations provisoires pour exercer leur profession. Pour ces autorisations, on ne délivrera aucun diplôme. Sur l'ordonnance royale de concession sera consignée la validité de l'autorisation qui ne pourra dépasser quinze jours. On y mentionnera aussi le cas concret pour lequel elle a été délivrée.

Etc...

ORDONNANCE ROYALE DU 3 AOUT 1928

« Approuvant la proposition des Doyens pour la distribution des enseignements obligatoires des différentes facultés. » Faculté de pharmacie:

1^{re} Année

Compléments de physique (enseignement alternatif) (1).

Compléments de chimie.

Minéralogie et zoologie, appliquées à la pharmacie (enseignement quotidien).

2^e Année

Botanique pharmaceutique, 1^{er} cours (enseignement alternatif).

Compléments de mathématique (enseignement alternatif).

Application de la physique et de la chimie-physique (enseignement alternatif).

Chimie inorganique descriptive appliquée à la pharmacie (enseignement quotidien).

3^e Année

Chimie organique descriptive, cyclique et acyclique appliquée à la pharmacie (1^{er} cours) (enseignement alternatif).

Botanique pharmaceutique, second cours (enseignement alternatif).

4^e Année

Chimie organique descriptive, cyclique et acyclique appliquée à la pharmacie (2^e cours) (enseignement alternatif).

Matière pharmaceutique végétale (enseignement quotidien).

Hygiène (enseignement alternatif).

5^e Année

Pharmacie galénique (enseignement quotidien).

Analyses chimiques et en particulier d'aliments, médicaments et poisons (enseignement alternatif).

— Les inscriptions que les facultés rendront obligatoires auront lieu en 3^e et en 5^e année.

Prélation et incompatibilités. — *Chimie inorganique* : incompatibilité avec les trois inscriptions de « complément » et prélation avec la minéralogie.

Chimie organique : incompatibilité avec l'inorganique et avec les applications de la physique et de la chimie-physique.

Matière pharmaceutique végétale : incompatible avec la botanique pharmaceutique et avec le premier cours d'organique.

Pharmacologie expérimentale : en prélation avec l'organique.

Pharmacie galénique : incompatible avec les deux cours d'organique avec la pharmacie végétale et avec la pharmacologie.

Analyse chimique : incompatible avec les deux cours d'organique.

L'élève ajourné ou qui ne s'est pas présenté à un examen, à une ou deux inscriptions d'un groupe, pourra s'y inscrire ainsi qu'à celles de l'année suivante qui ne seraient pas incompatibles. En aucune façon, il ne pourra prendre d'inscriptions qui porteraient sur deux années consécutives du programme annoncé.

Dans le même esprit, on admettra que les facultés qui ont proposé d'autres inscriptions complémentaires, en supplément aux cadres des disciplines fondamentales de chaque faculté ou section, cadres établis par

(1) Un jour sur deux.

l'art. 5 du décret royal cité, reproduiront leur proposition au moment opportun et conformément aux préceptes des art. 6 et 7 du dit décret royal. Il doit en être de même pour ce qui a trait à l'organisation des enseignements de langues en idiomes modernes, selon ce qui est prévu à l'art. 9 du décret royal et d'accord avec celui du 18 février 1927.

ORDONNANCE ROYALE DU 7 AOUT 1930, corrige quelques erreurs ou omissions commises dans celles du 1^{er} « Le complément de mathématiques qui figure à la seconde année, devra être reporté à la première. De telle façon, les enseignements professés la première année seront les suivants :

1^{re} Année

Compléments de mathématiques (enseignement alternatif).

Compléments de physique (enseignement alternatif).

Compléments de chimie (enseignement alternatif).

Minéralogie et zoologie appliquées à la pharmacie (enseignement quotidien) ».

DECRET ROYAL DU 24 SEPTEMBRE 1930

Sur les études

..... ART. 14. — *Faculté de pharmacie*. — Disciplines fondamentales pour le titre de licencié en pharmacie : compléments de mathématiques. Idem de physique. Idem de chimie. (Ils seront professés à la faculté des sciences, selon programme établi d'accord par les deux facultés). Pharmacologie expérimentale. Hygiène (professé à la faculté de médecine). Application de la physique et de la chimico-physique. Chimie descriptive (inorganique et organique) appliquée à la pharmacie. Analyse chimique et en particulier d'aliments, de médicaments et de venins. Minéralogie et zoologie appliquées à la pharmacie. Botanique et matière pharmaceutique végétale. Bactériologie.

Le minimum de scolarité est de quatre ans.

L'enseignement des compléments de mathématique, de physique et de chimie, sera professé à la faculté des sciences, c'est-à-dire dans la classe de caractère le plus élémentaire de cette faculté et discipline. Le professeur développera le travail magistral pour tous les élèves indistinctement. Mais, l'indice des travaux et des études à exiger des élèves de chaque faculté sera élaboré d'un commun accord entre les conseils académiques respectifs.

Les enseignements d'hygiène, applications de la physique, de la chimico-physique et de la bactériologie pourront être considérés comme des enseignements du type B. A. de spécialité professionnelle avec petit cours élémentaire et préliminaire, qui sera obligatoire...

CHAPITRE III

Lois constitutionnelles de la profession pharmaceutique

LOI ORGANIQUE DE SANTE DU 28 NOVEMBRE 1855
et modifications du 24 mai 1866

(La loi de 1855 modifiée en partie par celle de 1866 comprend 92 articles.)

Elle institue l'enregistrement obligatoire du diplôme pour exercer la profession.

Elle détermine le nombre et les attributs des subdélégués de santé qui remplirent un si grand rôle en Espagne. Elle établit également la charte des pharmaciens titulaires. Elle attribue au pharmacien le privilège de la vente des médicaments, et en se conformant à certaines formalités, des toxiques.

Finalement elle traite de l'inspection des produits médicinaux par des inspecteurs spécialement nommés.)

ORDONNANCES DU 18 AVRIL 1860
pour l'exercice de la profession pharmaceutique, le commerce des drogues et la vente des plantes médicinales

CHAPITRE I

Classification des sortes de médicaments et personnes qualifiées pour les vendre.

ARTICLE PREMIER. — Ces ordonnances divisent les drogues médicinales en :

1^o *Médicaments* : Ce sont les substances simples ou composées déjà préparées et disposées pour leur usage médical immédiat.

2^o *Drogues*, objets naturels et produits chimiques employés comme matières premières dans la préparation des médicaments.

3^o *Plantes médicinales indigènes*.

ART. 2. — La préparation et la vente des médicaments constituent le privilège exclusif des pharmaciens autorisés et pourvus du diplôme légal pour l'exercice de leur profession.

Seront cependant de préparation et de vente libre les sirops simples ou pour rafraîchissements comme ceux de verjus, groseille, orgeat, limon, orange, fraise, framboise, etc..., mais non les sirops composés et proprement médicinaux (1).

La préparation des eaux minérales artificielles devra être dirigée nécessairement par un pharmacien, et la vente de ces eaux, ainsi que celle des eaux naturelles se fera uniquement et exclusivement dans les apothicaireries ou pharmacies (2).

La vente des objets naturels, drogues et produits chimiques est le domaine du commerce général appelé de droguerie et est libre.

Est également libre la vente au public des plantes médicinales ou indigènes qui constituent l'industrie spéciale des herboristes.

ART. 3. — Le droit professionnel exclusif des pharmaciens et la liberté du commerce et de l'industrie des droguistes et des herboristes, seront cependant soumis, quant à leur exercice, aux prescriptions de ces ordonnances.

(1) Voir les lois spéciales sur les boissons et eaux minérales.

CHAPITRE II

De l'exercice de la pharmacie

ART. 4. — La profession pharmaceutique s'exerce :

- 1° En établissant une officine publique;
- 2° En acquérant la propriété d'une officine déjà établie;
- 3° En prenant à sa charge, en qualité de gérant, l'officine de quelque personne ou corporation autorisée pour en avoir une.

ART. 5. — Tout pharmacien qui désirerait établir une officine publique ou ouvrir à nouveau celle qu'il aurait établie et qui aurait été fermée plus de trois mois, ferait au maire de la localité, une demande accompagnée des documents suivants :

Le diplôme de pharmacien ou sa copie littérale et authentique.

Un plan géométrique et un croquis des pièces et locaux destinés à préparer, conserver et débiter les médicaments.

Un catalogue des médicaments simples et composés dont il disposerait pour l'assortiment de l'officine, et un autre des appareils, instruments et ustensiles du laboratoire, conformément au « pétitorio » en vigueur.

ART. 6. — Le maire transmettra sans aucun retard, l'expédient au subdélégué de pharmacie de l'arrondissement, et ce dernier se mettra immédiatement d'accord avec cette autorité pour procéder à la visite d'inspection prescrite à l'article 42 de ces ordonnances.

ART. 7. — L'autorisation d'ouvrir une officine étant accordée, le pharmacien placera extérieurement, au-dessus de la porte, une enseigne disant : « Pharmacie du... » (licencié ou docteur) D. N. N. (nom et prénom).

Il possédera un cachet avec l'inscription « Pharmacie de... (le nom) » qui devra obligatoirement être imprimé ou apposé sur toutes les ordonnances qu'il délivre ainsi que sur les étiquettes des vases et récipients de l'officine, et sur les récipients, boîtes, papiers, etc., contenant les médicaments et autres articles qu'il délivre.

ART. 8. — Les pharmaciens conserveront soigneusement enfermés dans une armoire spéciale, les substances vénéneuses et les médicaments à effet notoirement héroïque (1).

ART. 9. — Les pharmaciens devront obligatoirement habiter dans leurs établissements, diriger personnellement les opérations du laboratoire ; délivrer en personne ou sous leur responsabilité immédiate les médicaments et les ordonnances, et garder en leur possession la clef de l'armoire aux poisons et aux stupéfiants.

ART. 10. — Les pharmaciens possédant une officine ouverte ne pourront s'absenter plus d'un mois de la localité où ils sont établis sans laisser un gérant ou pharmacien agréé les remplaçant dans la direction et la responsabilité de l'officine.

Pour des absences n'atteignant pas un mois, ils pourront laisser le soin de l'officine à une personne compétente, à condition qu'un autre pharmacien de la localité ou des environs surveille l'officine et s'en occupe.

ART. 11. — Que ce soit dans la même ou en plusieurs localités, aucun pharmacien ne pourra posséder ou gérer plus d'une seule officine.

ART. 12. — Dans les officines publiques, les pharmaciens ne pourront vendre d'autres articles que des médicaments, des produits chimiques ayant avec eux une relation immédiate, et ce à la dose thérapeutique, et des appareils, ustensiles et objets à application curative et à usage immédiat pour le traitement et la guérison des malades.

ART. 13. — Les pharmaciens ayant officine ouverte ne pourront exercer simultanément la médecine ou la chirurgie, même lorsqu'ils possèdent le diplôme légal pour l'exercice de ces dernières professions.

(1) Voir l'art. 74 de l'instruction générale de santé et les dispositions sur la restriction générale des stupéfiants.

ART. 14. — Les pharmaciens ne peuvent posséder ni gérer d'officine dans les villages où il n'y a qu'un seul médecin ou un seul chirurgien et que celui-ci est lié avec eux par une parenté de consanguinité ou d'affinité au premier degré.

On tiendra compte de cette circonstance en accordant l'autorisation pour l'établissement ou le transfert de l'officine. Lorsque le pharmacien est déjà établi, la défense d'exercer dans la même localité sera imposée à son parent médecin ou chirurgien désirant s'y établir.

ART. 15. — Les pharmaciens sont responsables de la bonne qualité et préparation des médicaments galéniques ou de composition non définie qui sont préparés dans leurs officines, ainsi que des médicaments ou produits médicinaux chimiques de composition définie, même quand ils les acquièrent dans le commerce. Dans ce dernier cas ils sont tenus de reconnaître scientifiquement leur nature et leur état, et en cas de besoin de les soumettre à la purification convenable.

ART. 16. — Reste absolument prohibée, selon la loi de santé, la vente de tout remède spécial secret, spécifique ou préservatif de composition ignorée, quelle que soit sa dénomination (1).

ART. 17. — Reste également prohibée l'introduction et la vente de tout remède ou médicament galénique ou composé étranger, ne se trouvant pas nominalelement consigné au tarif officiel des douanes (Arancel).

ART. 18. — Pour que cette consignation, que le ministre de l'Intérieur autorise, ait lieu au tarif officiel, il faut une demande d'un médecin ou d'un pharmacien en exercice, accompagnée de deux exemplaires de la pharmacopée, du formulaire, de l'œuvre ou journal de médecine ou de pharmacie mentionnant la composition du médicament étranger dont l'introduction est désirée. Une enquête de l'Académie royale de médecine de Madrid et un jugement du conseil de santé statueront sur ces demandes (2).

ART. 19. — Les pharmaciens ne délivreront sans ordonnance de diplômé légalement autorisé, que les médicaments qui sont d'un usage courant dans la médecine domestique et ceux qu'ont coutume de prescrire verbalement ces mêmes diplômés : médecins, chirurgiens ou vétérinaires.

ART. 20. — Même sur ordonnance, les pharmaciens ne délivreront pas de stupéfiants en doses anormales sans consulter avant le diplômé qui a rédigé l'ordonnance et sans exiger qu'il ne la ratifie.

Les ordonnances ratifiées resteront la possession du pharmacien. Celui-ci tiendra un livre de copie ou registre journalier des autres ordonnances. Il l'exhibera chaque fois que l'autorité compétente le requerra.

ART. 21. — Il est interdit aux pharmaciens, qui ont seulement le privilège de la vente des remèdes et médicaments, de faire de la publicité à leur sujet en d'autres journaux que ceux de médecine, chirurgie, pharmacie, art vétérinaire.

ART. 22. — Le pharmacien qui acquerra par achat ou transfert, une officine déjà établie, soumettra au maire de la localité une demande accompagnée des mêmes documents que ceux prévus à l'article 5 de ces ordonnances. La demande sera suivie des formalités consignées à l'article 6.

ART. 23. — Les veuves et fils mineurs de pharmaciens décédés en les laissant héritiers ou propriétaires d'une officine ouverte, pourront maintenir cette officine ouverte à condition qu'elle soit gérée par un pharmacien légalement approuvé et autorisé. Les veuves ne pourront user de ce droit qu'à condition de ne pas quitter leur veuvage et les fils durant leur minorité.

ART. 24. — Pour le cas prévu à l'article antérieur, la veuve ou les mineurs adressent une demande au maire de la localité, en faisant valoir

(1) Voir législation des spécialités pharmaceutiques.

(2) Voir le décret du 9 février 1924.

leur droit et en joignant à cette demande celle du pharmacien qui doit gérer l'officine, avec les documents énumérés à l'article 5. Ce dossier sera soumis aux formalités prévues à l'article 6.

ART. 25. — (Ce numéro a été omis à la publication des ordonnances !)

ART. 26. — Les pharmaciens gérants contractent les mêmes obligations et une responsabilité identique à celles imposées aux propriétaires de leurs officines par les articles 9 et suivants de ces ordonnances.

ART. 27. — Les officines du patrimoine royal dans les domaines royaux et celles des hôpitaux civils et militaires devront être gérées par des pharmaciens autorisés (1)

ART. 28. — Les hôpitaux ne pourront avoir des officines que pour leur service particulier. Cependant, les officines des places militaires continueront leur débit au public.

ART. 29. — Les officines ou boîtes de secours (botiquines) des lazarets, établissements de bains minéraux distants des agglomérations, hospices, etc., seront fournis en médicaments par un pharmacien autorisé, et leur distribution sera, dans la mesure du possible, à sa charge ou à la charge d'une personne suffisamment compétente.

CHAPITRE III

Du « petitorio », de la pharmacopée et du tarif officiel

ART. 30. — Le gouvernement entreprendra la publication, sous le nom de « petitorio », d'un catalogue des substances simples et des médicaments officinaux, d'utilité la plus notoire et la mieux expérimentée dans la pratique médicale, ainsi que des instruments, récipients et appareils les plus indispensables pour leur préparation. Toute officine débitant au public et toutes les officines des hôpitaux devront les posséder comme minimum (2).

ART. 31. — Sous le titre de « Pharmacopée espagnole », sera publié un recueil officiel, où seront consignés non seulement les règles et préceptes devant être observés pour la préparation des médicaments officinaux, mais encore les autres principes et indications habituels de telles œuvres. Ce recueil devra servir de norme et de règle obligatoire pour l'élaboration des préparations galéniques ou à composition non définie et de guide pour la préparation des produits chimiques ou à composition définie.

ART. 32. — Enfin, il sera publié un Tarif officiel, fixant les prix maxima de vente des substances et des médicaments inscrits au « Petitorio » et établissant des bases générales pour la taxation de ceux qui ne sont pas compris dans ce catalogue. On tiendra compte de tous les cas et de toutes les circonstances.

Les pharmaciens, en sus de signer les ordonnances qu'ils délivrent, selon les prescriptions de l'article 7, y marqueront le prix qu'ils auront perçu.

ART. 33. — Il incombera à l'Académie centrale de Médecine (celle de Madrid) de veiller à l'élaboration, rédaction, impression et vente du Petitorio, pharmacopée et tarif, en conformité avec les prescriptions des articles suivants.

ART. 34. — Ces trois ouvrages officiels seront rédigés par une commission composée de quatre médecins membres de l'Académie et de quatre pharmaciens dont deux ayant une chaire à la faculté de pharmacie de Madrid et deux pharmaciens ayant officine ouverte dans la capitale. Les quatre membres médecins seront élus par l'Académie, et les quatre pharmaciens nommés par le gouvernement sur la proposition du Conseil de santé. Le président de la Commission sera celui de l'Académie, et le secrétaire sera le membre le moins âgé.

(1) Voir art. 70 et 71 de l'Instruction de Santé.

(2) Le « Petitorio » se trouve dans la pharmacopée officielle et le tarif est du 20 juillet 1905.

ART. 35. — Les travaux de cette commission seront examinés et discutés par l'Académie. Les membres de la commission qui ne seraient pas académiciens auront le droit d'assister, avec voix délibérative, aux sessions au cours desquelles ces travaux seront examinés et discutés.

ART. 36. — Le Petitorio, la pharmacopée et le tarif étant approuvés par l'Académie seront transmis au Conseil de santé qui donnera son avis, et finalement au gouvernement.

ART. 37. — Ces œuvres étant approuvées par le Ministre de l'Intérieur seront retournées à l'Académie pour qu'elle procède à leur impression et à leur diffusion.

ART. 38. — Tous les dix ans ou avant, si le gouvernement le juge utile, le Petitorio, la pharmacopée et le tarif officiel seront révisés, sur la proposition du Conseil de santé. Une commission, nommée conformément aux dispositions de l'article 34, procédera à cette révision en satisfaisant aux formalités prescrites aux articles 35, 36 et 37.

ART. 39. — Ces travaux de révision serviront de matière pour un appendice officiel à la dernière édition, ou seront à la base d'une nouvelle édition, selon ce qui paraîtra le plus convenable.

ART. 40. — Après amortissement des frais de rédaction, d'impression et autres frais matériels, l'Académie jouira des bénéfices qu'elle attribuera à des prix ou autres objectifs propres à son institution. Elle rendra des comptes justificatifs sur tout, au gouvernement.

ART. 41. — Tous les pharmaciens ayant une officine ouverte seront obligés de posséder un exemplaire du Petitorio, de la pharmacopée et du tarif en vigueur et s'il y a lieu, de leurs appendices officiels.

CHAPITRE IV De l'inspection des officines

ART. 42. — A réception de l'expédient mentionné à l'article 6 de ces ordonnances, les subdélégués de pharmacie, d'accord avec le maire de la localité où doit s'ouvrir une officine, iront examiner celle-ci et se rendront compte de l'exactitude des documents, plans et catalogues qui doivent accompagner la demande du pharmacien.

Pour cette visite, le Secrétaire de la municipalité où va s'ouvrir l'officine remplira le rôle de secrétaire assisté, à titre de témoins exceptionnels, des médecins, chirurgiens et vétérinaires de 1^{re} classe exerçant en ce lieu.

ART. 43. — Le secrétaire portera acte de cette visite. Le subdélégué et les témoins signeront. Le tout sera joint à l'expédient.

Le subdélégué exposera son opinion à la suite de l'acte, en déclarant que l'ouverture de l'officine peut être autorisée, ou qu'elle ne doit pas avoir lieu pour les raisons qu'il fournira.

ART. 44. — L'expédient et l'acte portant l'avis du subdélégué étant remis au maire, celui-ci délivrera au pharmacien un certificat de l'acte et de l'avis. Si ce dernier est favorable, il servira d'autorisation pour l'ouverture ultérieure de l'officine. Si l'avis n'était pas formellement favorable, l'intéressé remédierait aux manquements observés et l'officine ne pourrait être ouverte avant que le subdélégué n'ait déclaré, après avoir fait une nouvelle visite, qu'il a été remédié aux manquements observés. Les honoraires afférents à cette seconde visite, seront à la charge du pharmacien intéressé et égaux à ceux signalés à l'art. 48.

ART. 45. — Dans le cas où l'intéressé ne se conformerait pas à l'avis du subdélégué, le maire transmettra l'expédient au gouverneur de la province. Celui-ci entendant préalablement l'Académie de Médecine du district ou l'Assemblée provinciale de santé, jugera les expositions du subdélégué et de l'appelant.

ART. 46. — Quand le subdélégué est empêché, absent ou parent de l'intéressé, il ne peut pratiquer la visite. Le maire transmet alors l'expédient au pharmacien licencié ou docteur le plus ancien de l'arrondissement, ou, s'il n'y en a pas possédant ces titres, au subdélégué de

l'arrondissement judiciaire le plus proche pour qu'il remplisse les fonctions de visiteur.

ART. 47. — Après avoir accordé l'autorisation, on retournera à l'intéressé le titre ou diplôme, s'il avait accompagné la demande. Une copie autorisée par le secrétaire de la municipalité restera avec l'expédient.

ART. 48. — Le subdélégué ou le pharmacien visiteur percevront 100 réaux ⁽¹⁾ pour chacune de ces visites, et 20 réaux en sus pour chaque lieue séparant l'agglomération du chef-lieu de l'arrondissement ou de la résidence du visiteur. Le secrétaire percevra une somme fixe de 50 réaux.

Le montant de ces honoraires sera à la charge du trésor municipal du lieu ou va s'ouvrir l'officine inspectée, quand celle-ci appartient à la classe de celles mentionnées à l'article 5 ; mais, si les visites ont lieu d'après ce qui est prévu aux articles 22 et 24, le montant des honoraires sera réglé par les intéressés.

ART. 49. — L'intérêt de la santé publique exigeant que les officines fussent dûment assorties et régies ou administrées, non seulement à leur ouverture, mais, en tous temps, les subdélégués de pharmacie, conformément au règlement des subdélégués, et vu leurs attributions de fonctionnaires « scientifico-administratifs », veilleront et s'occuperont du strict accomplissement de ces ordonnances, et principalement de ce qui est prévu aux chapitres II, V et VII, en accomplissant les visites qu'ils estimeront convenables, sans être assujettis à des dates fixes.

Ils accompliront ces visites d'eux-mêmes et sans recevoir aucun honoraire.

ART. 50. — Dans les cas de plainte grave et fondée contre le pharmacien propriétaire, gérant ou chargé d'une officine, le gouverneur de la province fera une visite extraordinaire pour justifier la plainte et, en attribuer, s'il y a lieu, la responsabilité au pharmacien.

ART. 51. — C'est le docteur ou licencié en pharmacie nommé par le gouverneur qui sera chargé de ces visites extraordinaires. Il entendra l'assemblée provinciale de santé. Le secrétaire de l'assemblée provinciale de santé sera son secrétaire. Le maire ou le président de la municipalité de la localité où se trouve située l'officine visitée assisteront à titre de témoins exceptionnels.

ART. 52. — Le gouverneur prendra les décisions prévues par les lois et règlements en ce qui concerne la plainte déposée, l'acte de la visite, l'avis porté par le « visiteur » à la suite de l'acte, les explications de l'intéressé et l'enquête demandée à l'assemblée provinciale de santé ou à l'Académie de Médecine du district.

ART. 53. — Pour chacune de ces visites extraordinaires, le « visiteur » percevra 200 réaux et le secrétaire 100 réaux et tous deux 40 réaux en sus pour chaque lieue séparant leur résidence de la localité où se trouve l'officine.

Le montant de ces honoraires sera pris sur les fonds du budget provincial, sans préjudice de les faire verser ultérieurement par le pharmacien dont l'officine aurait été visitée, si l'on peut prouver les faits allégués contre lui, ou par la personne qui aurait déposé une plainte si celle-ci se trouvait sans fondement. Dans ce dernier cas, l'accusateur (s'il n'est pas une assemblée officielle) sera poursuivi selon les mandements du Code pénal sur la calomnie.

CHAPITRE V

Du commerce de droguerie

ART. 54. — Les droguistes peuvent vendre en gros ou au détail, en entier ou pulvérisés, tous les objets naturels, drogues et produits chimiques, utilisés dans les arts, même s'ils le sont également en médecine. Cependant, les substances qui sont à la fois d'un usage industriel et médicinal ne pourront être vendues au détail ou pulvérisées quand

(1) Un réal valait 0,25 (franc or).

on constate ou suspecte qu'elles sont destinées à un usage thérapeutique.

ART. 55. — Pourront également être vendus les objets naturels, drogues et produits chimiques exclusivement médicaux, mais toujours en gros et sans aucune préparation, même celle de la pulvérisation. Les droguistes ne pourront vendre ces articles au détail qu'aux pharmaciens les demandant par un écrit portant leur signature. Même dans ce cas, ils devront les délivrer sans aucune préparation.

ART. 56. — De par ces ordonnances on entend par vente *en gros*, celle d'une quantité ou d'un poids de substance dont la valeur n'est pas inférieure à 20 réaux.

ART. 57. — Les droguistes ne pourront vendre aucune substance toxique, qu'elle soit ou non médicale, que ce soit en gros ou au détail, ni au public, ni aux pharmaciens sans exiger une note datée et signée par une personne connue et responsable, exprimant en toutes lettres la quantité de substance demandée et l'usage auquel on la destine.

ART. 58. — Reste absolument prohibée dans les locaux ou magasins de droguerie, la vente de tout article appartenant à la catégorie des aliments, condiments et boissons.

ART. 59. — Vu les articles 55 et 57 on déclare articles « exclusivement médicaux » ceux du catalogue n° 1, annexé aux présentes ordonnances, et « substances toxiques », celles du catalogue n° 2.

ART. 60. — Les fabricants de produits chimiques, et, en général, toute personne vendant parfois des drogues médicales ou des substances vénéneuses, même si elle ne s'adonne pas spécialement ou habituellement au commerce des drogues, sont assujettis à l'accomplissement des mandements de ce chapitre et exposés aux peines prévues par les infracteurs au chapitre VIII.

CHAPITRE VI

De l'inspection des drogues médicales en douane

ART. 61. — Les objets naturels, drogues et produits chimiques, nationaux ou étrangers qui sont exclusivement médicaux sont sujets à une autorisation facultative pour leur introduction dans le royaume.

Pour ces substances et celles inscrites au tarif officiel des douanes en vertu de l'article 18 de ces ordonnances, on établira et publiera un catalogue qui servira de guide aux administrateurs des douanes et aux inspecteurs des drogues médicales (1).

La rédaction de ce catalogue et sa révision périodique seront à la charge de la commission mentionnée à l'article 34 de ces ordonnances. Les formalités prévues aux articles suivants pour les autres travaux, seront suivies.

ART. 62. — Sont exemptés de l'autorisation facultative prescrite à l'article ci-dessus les drogues et produits ayant quelque emploi dans les arts, même s'ils sont également employés en médecine ou en pharmacie.

ART. 63. — Les inspecteurs des produits médicaux en douanes doivent être docteurs ou au moins licenciés en pharmacie.

Ils seront nommés par le gouvernement, sur la proposition des gouverneurs de provinces, qui présenteront une liste de trois candidats, à la formation de laquelle participeront l'Académie de médecine du district et l'assemblée provinciale de santé.

ART. 64. — Il y aura deux inspecteurs dans les douanes de première classe et un dans les autres.

L'inspecteur le moins ancien (ou le second) dans les douanes de première classe seules, remplira sa charge pendant les absences et les maladies de l'inspecteur le plus ancien qui sera appelé le premier.

(1) Voir le tarif officiel des douanes indiquant les produits soumis à l'autorisation pharmaceutique. Voir aussi l'ordonnance du 21 nov. 1934.

Quand la charge de ce dernier sera vacante par démission ou autrement, le second deviendra premier.

ART. 65. — Les inspecteurs se trouveront aux douanes aux heures fixées d'accord avec l'administrateur pour examiner les articles assujettis à leur autorisation. Ils ne laisseront passer, quant à eux, que ceux qui seront de bonne qualité et sans aucune altération naturelle ou intentionnelle.

Les produits médicinaux altérés ou adulterés seront confisqués par les douanes qui aviseront immédiatement le gouverneur de la province qui fera ce qu'il jugera convenable d'après les cas.

ART. 66. — Le service des inspecteurs sera rémunéré par un droit d'un demi-réal pour cent, sur la valeur des produits examinés pour le commerce d'importation de l'étranger et d'un quart pour le commerce de cabotage.

En même temps que sera délivrée l'autorisation, ces droits seront versés par les propriétaires ou les consignataires de ces articles ou produits.

ART. 67. — Les inspecteurs seront obligés d'examiner sans aucune rétribution les articles de droguerie, produits chimiques et autres exempts d'autorisation facultative, sur réquisition de l'administrateur de la douane, afin de vérifier des noms, de rectifier des dénominations ou d'acquérir des connaissances utiles à l'amélioration des services.

CHAPITRE VII

De la vente des plantes médicinales (1)

ART. 68. — Les herboristes ou marchands d'herbes (herbolarios o hierberos), sédentaires ou ambulants, pourront vendre en gros ou au détail, fraîches ou sèches, les plantes médicinales indigènes comprises au catalogue n° 3 annexé à ces ordonnances.

Ce catalogue et les deux mentionnés à l'article 59 seront révisés périodiquement et opportunément par la commission instituée à l'article 34.

ART. 69. — Les plantes médicinales non comprises au catalogue officiel sont déclarées actives ou toxiques. Les herboristes procéderont à leur vente dans la forme prescrite pour les articles exclusivement médicinaux et pour les substances vénéneuses aux articles 55, 56 et 57.

ART. 70. — Chez les herboristes et marchands d'herbes on ne pourra vendre aucun article de la catégorie des aliments, condiments ou boissons.

ART. 71. — Les herboristes ou marchands d'herbes qui annexeraient à la vente des plantes indigènes, celle d'autres articles médicinaux ou de substances toxiques, seront soumis, quant à cela, aux prescriptions des articles antérieurs sur le commerce de droguerie.

CHAPITRE VIII

Peines prévues contre les infracteurs à ces ordonnances

ART. 72. — L'observation ponctuelle de ces règlements est recommandée à l'autorité des gouverneurs et des maires, au soin et à la vigilance des académies royales de médecine et aux subdélégués de santé, principalement à ceux de pharmacie.

ART. 73. — Les Académies, par l'intermédiaire de leurs commissions permanentes de santé et de police médicale et les subdélégués de pharmacie en personne, infligeront d'office et par la voie judiciaire, le châtiment aux infractions qui constituent un délit ou une faute prévue par les lois de santé ou par le Code pénal. Ils tiendront compte des dispositions de ce dernier, articles 7, 253, 254, 255, 256, 485 n°s 4 et 9 et 486 n°s 6, 7 et 8 (2).

(1) Voir l'ordonnance du 6 août 1908.

(2) Se rapporte au Code pénal de 1850 correspondant à celui de 1870, réformé par la loi du 27 oct. 1932, articles 7, 326, 346, 347, 348, 349, 567, 568, 571.

ART. 74. — Les Académies de médecine et les subdélégués de pharmacie infligeront d'office et par la voie administrative, en s'adressant aux gouverneurs ou aux maires, le châtimént aux infractions à ces ordonnances non prévues au Code pénal.

ART. 75. — Le châtimént officiel à ces infractions consistera en répression privée ou publique, amende de 5 à 15 douros ⁽¹⁾ et arrestation de 5 à 15 jours, sans dépasser ces maxima, vu les mandements de l'article 505 de ce Code ⁽²⁾.

ART. 76. — Les Académies et les subdélégués en dénonçant quelle qu'une de ces infractions aux gouverneurs et aux maires, proposeront en même temps le degré de la peine selon la gravité de l'infraction.

ART. 77. — Les gouverneurs devront publier dans le « Bulletin » et autres journaux officiels, les infractions dénoncées et la peine infligée à chaque cas.

ART. 78. — Sont abrogées les ordonnances de pharmacie et autres dispositions en vigueur jusqu'à ce jour sur la police pharmaceutique, les droguistes et les herboristes.

Le Ministre de l'Intérieur : José de POSADA HERRERA.

Le 18 avril 1860.

ORDONNANCE ROYALE DU 19 DECEMBRE 1867

Sur les intrusions et la vente des médicaments

1° Vous recommande le plus strict accomplissement de tout ce que prévoit la législation en vigueur sur la vente des médicaments et sur les intrusions. Cette recommandation s'applique aux Académies de médecine, assemblées de santé, subdélégués et autres fonctionnaires de la profession, afin qu'ils emploient tout leur soin et toute leur vigilance pour supprimer radicalement ces abus. Elle a pour but d'éviter que les professions médicales ne commettent des abus et n'exercent hors de leurs attributions.

..... 3° Prévenez toutes les classes de diplômés, médecins et chirurgiens, résidants en cette province, de ce qu'ils doivent s'astreindre exclusivement à formuler, et en aucun cas à administrer des médicaments sans l'intervention d'un pharmacien. Cette obligation est confirmée par l'article 81 de la loi de santé et par l'esprit général de la législation se rapportant à la profession, etc....

ORDONNANCE DU 5 NOVEMBRE 1881

Sur l'absence des pharmaciens

1° Aucun pharmacien ne pourra s'absenter plus de 48 heures de la localité où il réside sans le faire savoir au subdélégué de pharmacie de l'arrondissement. Il doit indiquer le nom du confrère auquel il confie son officine.

2° Le non accomplissement de ces dispositions entraînera pour les pharmaciens, les subdélégués de pharmacie et les maires, la responsabilité prévue dans les ordonnances en vigueur (art. 72 à 77 inclus).

3° Vous devez énergiquement réprimer dans cette province les intrusions dans l'exercice de la science de soigner en punissant officiellement la première fois et en faisant intervenir les tribunaux ordinaires en cas de récidives, etc....

(1) Le douro ou piastre valait 5 francs or.

(2) Art. 599 du Code pénal du 27 oct. 1832.

MODIFICATIONS AUX ORDONNANCES DE 1860

1° Du 12 juin 1894 (Voir eaux minérales).

2° Du 19 juillet 1901.

1° L'ART. 12 sera rédigé ainsi qu'il suit :

« Dans les pharmacies ouvertes au public les pharmaciens ne pourront vendre d'autres articles que des médicaments, des produits chimiques ayant avec eux une relation immédiate, et des appareils, ustensiles ou objets à application thérapeutique ou à usage immédiat pour le traitement ou l'aide aux malades, dans les limites prévues aux articles 82, 83 et 84 de la loi de santé et aux articles 16, 19 et 20 de ces ordonnances. »

2° Les pharmaciens peuvent pratiquer dans leurs laboratoires, et au cours de l'exercice de leur profession, les analyses chimiques et bactériologiques propres à leur exercice pour faciliter le diagnostic des maladies.

3° Les pharmaciens peuvent préparer dans leurs officines des médicaments de composition non définie pour les distribuer à d'autres pharmaciens. Ceux qui les acquièrent sont obligés de reconnaître scientifiquement la nature et l'état des préparations et de répondre de leur composition s'ils les mettent en vente.

4° On entendra par médicaments à composition non définie auxquels se rapporte le décret du 12 avril 1869, ceux que, d'après les ordonnances de pharmacie, article 19, ont coutume de prescrire verbalement les médecins diplômés, chirurgiens ou vétérinaires, sauf les préparations pharmaceutiques qui, vu leur composition seraient d'un emploi dangereux.

Ces dernières ne pourront être délivrées par les pharmaciens sans ordonnance d'un diplômé légalement autorisé.

INSTRUCTION GENERALE DE SANTE DU 12 JANVIER 1904

ARTICLE PREMIER. — Les services de santé et d'hygiène publique s'effectueront sous la surveillance du Ministre de l'Intérieur....

ART. 2. — Formeront l'organisation spéciale de la santé publique : Les assemblées et corporations consultatives, les inspections, les jurés et collèges professionnels, les subdélégués... et les médecins des eaux minérales.

TITRE II

CHAPITRE IV (résumé) Inspecteurs généraux de santé

ART. 31. — (Il y aura deux inspecteurs généraux de santé sous les ordres immédiats du Ministre de l'Intérieur).

ART. 32. — (L'un s'occupera de l'inspection générale de santé *extérieure* : ports, stations sanitaires des douanes et frontières, importations, rapports internationaux ; l'autre sera chargé de l'inspection générale de santé *intérieure*.)

.... ART. 34. — (Ce seront des médecins nommés au concours.)
Etc...

CHAPITRE V Inspecteurs provinciaux de santé

(Un inspecteur par province : 13 articles délimitent ses attributions et privilèges.)

CHAPITRE VI Inspecteurs municipaux de santé

(...Il y aura un inspecteur par municipalité.)

TITRE III
Professions sanitaires

CHAPITRE VII
Organisation des professions sanitaires libres

Paragraphe I
Dispositions générales

ART. 62. — On entend par profession sanitaire la médecine et la chirurgie, la pharmacie, l'art vétérinaire, l'art des accouchements, celui du praticien, celui du dentiste, et, en général, ceux qui pourront se créer dans cette branche. Toutes ces professions seront l'objet de la vigilance des subdélégués, quant à ce qui se rapporte à la légitimité des titres et à leur libre exercice.

ART. 66. — L'Académie royale de Médecine rédigera une liste des substances médicamenteuses dont la vente doit être absolument interdite hors des pharmacies ; une autre liste des spécifiques, avec définition du concept de ces derniers, et une troisième des substances ou préparations qui par leur double emploi, industriel et médicamenteux, et par leur innocuité, peuvent être répandues hors des pharmacies.

Le Conseil royal de santé rédigera également les règles pour la surveillance de ces produits, en réservant aux pharmaciens, avec pharmacie autorisée, le débit des substances comprises dans les deux premières listes.

Reste prohibée dans les pharmacies et hors d'elles, la vente de tout remède spécifique dont la composition et la dose des constituants principaux n'est mentionnée ni sur les récipients ni sur les prospectus et ne se trouve pas dans la pharmacopée officielle. On peut tenir secret le procédé de préparation.

Les contraventions applicables seront celles prévues au chapitre XVII de cette Instruction.

ART. 67. — Personne ne pourra exercer une profession sanitaire sans le diplôme exigé à cet effet, selon les lois et règles du royaume... (sous peine de condamnation par les tribunaux)..... Celui qui désire exercer une desdites professions, devra enregistrer son diplôme devant le subdélégué correspondant..... Il devra renouveler cette formalité pour exercer sa profession hors de la localité indiquée.

ART. 68. — La possession de différents diplômes donne droit à l'exercice des professions correspondantes. Pour l'exercice simultané de la médecine et de la pharmacie, il faudra une autorisation spéciale du collège provincial au complet.

ART. 69. — Seuls, les médecins qui exercent dans des localités dépourvues de pharmaciens pourront être autorisés par le collège provincial à posséder un « botiquin » ⁽¹⁾ pour l'usage exclusif de leurs malades et les indications d'urgence.

On entendra qu'une pharmacie fait défaut quand la plus proche est distante de plus de 10 kilomètres de la localité où se trouve le médecin...

ART. 70. — Les « botiquins » ⁽¹⁾ des hôpitaux devront être dirigés par un pharmacien. Les pharmacies des hôpitaux, asiles et autres établissements de bienfaisance ne pourront administrer des médicaments qu'à leurs hôtes.

ART. 71. — Les « botiquines » des hôpitaux et maisons de santé qui, par des circonstances spéciales ne pourront défrayer un pharmacien, devront être inscrits à une pharmacie de la même localité et surveillés par le subdélégué de pharmacie du district.

ART. 72. — (Remplacé par le décret du 11 juillet 1909.)

ART. 73. — Tous les pharmaciens auront en vue dans leurs officines, à la disposition du public, la liste des médecins exerçant dans la commune, d'après la liste communiquée annuellement par les subdélégués et d'après ses suppléments.

(1) Voir ordonnance du 26 juin 1915.

ART. 74. — Les pharmaciens, droguistes et marchands de produits chimiques conserveront en un lieu séparé et sûr les substances vénéneuses et explosives. Ils auront soin de ne les délivrer qu'à des personnes compétentes.

PARAGRAPHE II

Subdélégués

ART. 75. — Conformément aux dispositions de l'art. 60 de la loi de santé, il y aura, dans chaque arrondissement ou district judiciaire, un subdélégué de médecine, un autre de pharmacie et un autre pour l'art vétérinaire.

.....

PARAGRAPHE III

Collèges et jury professionnels

ART. 84. — Les médecins, pharmaciens et vétérinaires pourront se réunir en collèges, ensemble ou séparément, pour l'amélioration, l'appui mutuel et l'instruction de leurs classes respectives.

Ils faciliteront la création des Institutions d'instruction, des caisses de secours et des sociétés de secours.

ART. 85. — Les collèges résidant dans les capitales de provinces qui peuvent compter parmi leurs membres plus des deux tiers du nombre de médecins ou de pharmaciens exerçant dans toute la province, seront considérés comme corporation officielle, et jouiront des facultés et prérogatives suivantes :

1° Ils établiront la liste des médecins ou pharmaciens et autres individus exerçant des professions sanitaires dans la province. Ils enverront les listes de chaque district aux subdélégués respectifs.

2° Ils veilleront à l'exercice professionnel, pénaliseront les fautes ou délits d'exercice illégal, en rendront compte aux subdélégués, assemblées municipales et provinciales respectives, selon le cas, et représenteront dans tous les cas l'intérêt général de la profession.

3° Leurs bureaux d'administration constitueront les jury professionnels prévus à l'art. 80 de la loi de santé.

4° Ils rédigeront leurs règlements respectifs, signalant à leurs membres les obligations, devoirs et facultés qu'ils estimeront convenables pour l'accomplissement de leur tâche. Ces règlements seront soumis à l'approbation des assemblées provinciales de santé.

ART. 86. — Ils soumettront aux inspecteurs provinciaux les plaintes pour inobservation des règlements et prescriptions sanitaires dont ils auraient connaissance.

De même, ils proposeront pour les récompenses prévues par les lois et dispositions en vigueur, les médecins, pharmaciens et autres individus qui se distingueront par des services extraordinaires, des actes d'héroïsme ou des sacrifices pécuniaires ou par toute autre action en vue de la santé et de la bienfaisance publique.

.....

ART. 88. — A ces jury seront soumis tous les cas et questions qui ne sont pas textuellement prévus par les règlements en vigueur, ou tous les cas qui l'exigeraient par leur caractère privé, spécialement, ceux de morale médicale, probité professionnelle et évaluation d'honoraires.

Le jury, et pareillement l'assemblée directrice du collège d'une même circonscription, auront des pouvoirs disciplinaires sur les diplômés exerçant dans la province, pour maintenir l'union, le respect mutuel et le prestige du corps.

ART. 89. — Quand la médiation des jury ne sera pas acceptée par les parties soumettant un différend ou un litige, qui de ce fait passera aux tribunaux et aux autorités administratives, le jury émettra son avis motivé.

.....

CHAPITRE VIII

Organisation des professions officielles

ART. 93. — Dans chaque municipalité de plus de 2.000 habitants, il y aura au moins une pharmacie où l'on trouvera une provision de médicaments pour les malades pauvres. S'il y a plusieurs pharmacies, toutes auront le droit de rendre ce service si leurs propriétaires acceptent les conditions stipulées par le Conseil municipal. Les familles pauvres restent libres de s'approvisionner en médicaments à la pharmacie de leur choix.

ART. 94. — Si par manque de ressources, ou pour d'autres motifs, on ne pouvait établir, dans chaque municipalité, une officine de pharmacie, les Conseils municipaux limitrophes se grouperont et se concerteront.

Les Conseils municipaux devront rendre compte à l'inspecteur provincial de santé de ces réunions et délibérations. Le collège provincial, en cas de divergence, signalera le lieu où devra être située la pharmacie destinée à servir de conserve plusieurs villages et s'occupera des autres incidents de caractère sanitaire qui se produiront dans ce service.

.....

CHAPITRE IX

..... PARAGRAPHE IV

..... ART. 134. — Les embaumements devront être pratiqués par un médecin et un pharmacien ou son aide, en présence ou avec l'autorisation du subdélégué du district.....

CHAPITRE XIII

Diplômés et établissements d'eaux minérales

ART. 161. — Le régime des eaux minérales, le soin de leur administration et leur vente continuera sous la dépendance du Ministère de l'Intérieur et l'inspection générale de santé intérieure. Les médecins qui, actuellement, composent le corps des directeurs des eaux minérales comme propriétaires, conserveront leurs droits et seront soumis aux mêmes devoirs que ceux consignés dans les règlements en vigueur.

..... ART. 176. — Les propriétaires de sources d'eaux minérales déclarées d'utilité publique, conformément aux prescriptions en vigueur, pourront les débiter en bouteilles sans autre autorisation que celle de l'inspecteur du district correspondant. Celui-ci édictera les règlements nécessaires pour que la mise en bouteilles soit faite dans des conditions adéquates pour conserver les propriétés et vertus des eaux et en garantir l'authenticité contre les fraudes ou invitations. Pour remplir cet office, l'inspecteur n'aura aucune autre rémunération que celle prévue à l'art. 170. Les sources autorisées pour vendre seulement leurs eaux en bouteilles, ne pourront être utilisées par les malades là où elles jaillissent.

ART. 177. — Chaque bouteille d'eau minérale destinée à la consommation publique devra porter une étiquette qui, en caractères bien visibles, indiquera :

1° Le nom de la commune ou de la localité où jaillit la source;

2° Le nom sous lequel chaque source a été reconnue d'utilité publique; et:

3° La composition des eaux en formules abrégées et selon la nomenclature officielle en vigueur.

Etc.....

CHAPITRE XIV

Statistiques sanitaires

CHAPITRE XV

Laboratoires d'hygiène et Instituts de vaccination

ART. 190. — Selon les dispositions des articles 21 et 22, toutes les capitales de province auront un laboratoire d'hygiène et un institut de vaccination, etc... (règlements à cet usage).

.....

CHAPITRE XVII Infractions et pénalités

..... ART. 200. — Le fait, pour le délinquant, d'exercer la médecine, la pharmacie, l'art vétérinaire..... constituera une circonstance aggravante pour l'application des sanctions qu'il y a lieu d'infliger pour fautes sanitaires commises au cours des fonctions sanitaires respectives.....

Disposition finale

Sont abrogés tous les règlements et autres dispositions administratives s'opposant à l'accomplissement du présent décret.

Madrid, le 12 janvier 1904.

ORDONNANCE DU 20 JUILLET 1905

Petitorio et tarif officiel

I. — **PETITORIO.** — 1° Les pharmaciens seront obligés, d'avoir pour le service public, outre les substances simples et les préparations officinales comprises au petitorio, toutes celles que les professionnels qualifiés pour l'exercice de la médecine jugeront convenables d'utiliser pour le traitement des malades. Il faudra, à cet effet, que ces professionnels viennent le pharmacien, en temps voulu, par un écrit signé, afin que celui-ci s'en pourvoie et en prépare. Fautes d'avis, il serait irresponsable.

2° Le pharmacien aura soin de s'approvisionner en temps opportun des plantes ou parties de plantes fraîches, ainsi que des produits nécessaires aux préparations médicinales, qui ne figureraient pas au petitorio.,

II. — **TARIF OFFICIEL.** — 1° Les prix établis pour les substances simples sont ceux des sortes les meilleures quant à la pureté, la bonne conservation et autres circonstances que requiert l'usage médical. On doit évaluer pareillement les préparations pharmaceutiques conformément à la préparation et aux conditions prévues par la pharmacopée en vigueur.

2° La taxation des substances simples non comprises au tarif se fera comparativement aux semblables. On tiendra compte non seulement de leur prix, mais aussi des circonstances de leur purification, conservation, consommation et rénovation probable. L'évaluation des préparations médicinales non mentionnées au tarif se fera en ajoutant la somme des prix des composants aux manipulations. On tiendra compte des caractères spéciaux des médicaments.

3° Pour les médicaments délivrés à une heure extraordinaire de la nuit, après la fermeture de l'officine, le pharmacien pourra majorer le prix de tarif de 50 %, si la valeur est supérieure à une peseta et du double si la valeur n'excède pas cette somme.

DECRET ROYAL DU 11 JUILLET 1909

Sur les formalités d'ouverture et de fermeture des officines

ARTICLE UNIQUE

L'Art. 72 de l'Instruction générale de santé approuvée par décret royal du 12 janvier 1904 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'autorisation pour l'ouverture d'une pharmacie sera décernée par le maire de la localité, selon les formalités établies par les ordonnances du 18 avril 1860. »

Le subdélégué de pharmacie, effectuant la visite... les honoraires et frais de voyage seront payés par le propriétaire de la nouvelle pharmacie quand celle-ci n'aura pas de contrat avec la Municipalité, et par la Municipalité s'il y a un contrat.

Dans le cas de déplacement d'une pharmacie, le subdélégué de l'arrondissement où elle va fonctionner, la visitera. Cette visite se limitera à l'inspection du nouveau local. Le subdélégué fera savoir au maire si elle réunit ou non les conditions requises pour que ce dernier donne l'autorisation légale.

..... Le rapport du subdélégué et l'autorisation du maire sur tous les cas exposés, seront portés à la connaissance du gouverneur de la province. Il les fera mettre aux archives de l'inspection de santé.

Le gouverneur de la province pourra décréter la fermeture de toute pharmacie ne remplissant pas les conditions de local strictement nécessaires pour préparer, conserver et délivrer les médicaments au public. Il agira de même si le pharmacien ou une personne qualifiée n'habite pas constamment l'officine, ou si un diplômé ne la dirige pas effectivement.

Pour prononcer la fermeture il faudra suivre ces formalités, entendre l'intéressé. Le subdélégué de pharmacie de l'arrondissement et l'inspecteur de l'assemblée de santé provinciale devront fournir leur enquête.

Dans les dix jours suivant la résolution gouvernementale, on pourra faire appel devant le Ministre de l'Intérieur.

LOI DU 11^e JUILLET 1912

accordant des pensions aux pharmaciens

ARTICLE PREMIER. — A un droit effectif à une pension de l'Etat, le diplômé qui serait devenu incapable d'exercer sa profession dans l'avenir à la suite de services extraordinaires rendus contre une épidémie déclarée officiellement, qu'elle soit indigène ou exotique, chaque fois que son incapacité sera due à son service dans la « bienfaisance provinciale », municipale ou générale ou dans l'exercice de sa profession, quand il a rendu ces dits services sur rogation directe du gouverneur civil ou du Ministre de l'Intérieur.

Cette pension annuelle sera comprise entre 800 et 1.500 pesetas, selon les circonstances que devra déterminer le règlement. Elle ne sera pas transmissible à la veuve ou aux descendants.

ART. 2. — (Les veuves, orphelins ou filles célibataires de diplômés morts en exercice dans les circonstances de l'art. antérieur, auront droit à la même pension.)

ART. 3. — (Dans les mêmes conditions s'appliquera la même pension aux conseillers de santé, aux membres de l'Académie royale de médecine et aux inspecteurs généraux de santé.)

ART. 4. — (Tout subdélégué ayant rempli sa tâche avec satisfaction pendant 30 ans, aura 800 à 1.000 pesetas de pension.)

DECRET ROYAL DU 5 JANVIER 1915

(Approuvé avec caractère définitif la loi du 12 juillet 1912 sur les pensions, la précise et la développe.)

ORDONNANCE DU 26 JUIN 1915

Règlement des *Postes pharmaceutiques de secours* (Botiquines) dans les agglomérations ne possédant pas de pharmacie.

ARTICLE PREMIER. — Les autorisations pour l'établissement de botiquines seront concédées dans les termes prévus par l'art. 69 de l'Instruction générale de santé. Les botiquines existant sans cette autorisation seront fermés par l'autorité gouvernementale.

ART. 2. — Pour installer un « botiquin » dans un village où il n'y aurait pas de pharmacie (et l'on entendra qu'il n'y a pas de pharmacie quand la plus proche est située à plus de dix kilomètres du domicile du médecin), le médecin titulaire et le maire, au nom du Conseil municipal, en demanderont l'autorisation au gouverneur. Ils exposeront les

faits qui le motivent dans le village, ainsi que la forme sous laquelle sera établi le « botiquin ». Ils indiqueront quel est le pharmacien chargé de son installation et de son entretien.

ART. 3. — La demande sera remise à l'assemblée provinciale de santé. Celle-ci contrôlera les renseignements fournis. Elle demandera une enquête au subdélégué de pharmacie du district et entendra le pharmacien qui doit installer le « botiquin » avant de prendre une résolution sur la demande formulée.

ART. 4. — Une fois l'accord affirmatif adopté par l'assemblée provinciale de santé, il sera publié au « Bulletin officiel » de la province, afin que ceux qui s'estiment lésés puissent formuler des réclamations dans un délai de dix jours.

ART. 5. — Une fois l'autorisation d'établir un « botiquin » communiquée au médecin titulaire, celui-ci se mettra d'accord avec le maire afin d'en réaliser l'installation.

ART. 6. — Le « botiquin » sera sous la surveillance du médecin titulaire, et ne servira que pour les malades de la localité et les usagers ou les secours en cas d'accident.

ART. 7. — Le service des médicaments du « botiquin » rendu aux malades par le médecin titulaire sera toujours gratuit. La Municipalité allouera à cet effet un crédit déterminé au médecin.

ART. 8. — La fourniture des médicaments pour installer et entretenir le « botiquin » sera faite par le pharmacien qui aura passé un contrat avec la localité pour ses services. Il sera payé par la Municipalité, d'après le tarif de bienfaisance municipale sur les fonds de bienfaisance sanitaire.

ART. 9. — Chaque mois, le pharmacien fera le réapprovisionnement en médicaments, d'après une note du médecin, visée du maire. Cela n'empêchera pas que les médicaments nécessaires puissent être demandés à tous moments, dans les conditions prévues. Le pharmacien devra également remplacer les médicaments altérés.

ART. 10. — Les « botiquines » seront visités une fois l'an par le subdélégué de pharmacie du district. Les Municipalités correspondantes lui verseront les frais de voyage. Le subdélégué, s'il observait quelque anomalie dans le service du botiquin, fera un rapport qu'il enverra au gouverneur de la province pour que celui-ci fasse le nécessaire, relativement à la fermeture du « botiquin ».

ART. 11. — Du moment où une officine de pharmacie se sera établie dans la localité où existe un botiquin ou dans une agglomération voisine, distante de moins de dix kilomètres, le « botiquin » sera fermé sur simple demande du pharmacien adressée au maire. Si le maire refuse de fermer le « botiquin », le pharmacien se plaindra au gouverneur civil de la province.

ART. 12. — Les ustensiles et médicaments composant ces « botiquines » sont les suivants :

Ustensiles et appareils

Une armoire de capacité suffisante pour contenir les médicaments et appareils, avec portes de bois pouvant fermer à clef.

Une balance de force de 1 kilo et sensible au 1/2 gramme.

Un trébuchet de force de 20 grammes et sensible au centigramme.

Une capsule en fer émaillé de 15 centimètres de diamètre.

Une lampe à alcool.

Deux entonnoirs de verre. L'un contenant 100 cc. et l'autre 250 cc.

Un support à anneau, adéquat pour la capsule et l'entonnoir.

Un mortier de verre de 10 à 15 centimètres de diamètre.

Un verre à pied gradué de 100 cc.

Deux cuillères non en métal : une grande et une petite.

Deux spatules : une en métal et l'autre en corne.

Une plaque de porcelaine, d'environ 4 décimètres de superficie.

Un litre d'alcool à brûler.

Deux compte-gouttes.
Six gros pinceaux de poil et six petits.
Plusieurs feuilles de papier filtre et de papier ordinaire.
Plusieurs flacons en verre de tailles différentes pour la délivrance des médicaments.
Une boîte de cachets vides (taille moyenne).
Une table.

Médicaments :

Huile camphrée 250 grammes.
Huile camphrée en ampoules de 1 cc.: 10 ampoules.
Huile d'olive: 250 gr.
Huile de ricin: 300 gr.
Acétate de plomb liquide: 250 gr.
Acide borique: 250 gr.
Acide citrique: 100 gr.
Acide phénique liquide: 1.000 gr.
Acide nitrique: 50 gr.
Acide sulfurique dilué: 100 gr.
Acide tannique: 25 gr.
Eau de chaux: 500 gr.
Eau sédative: 500 gr.
Eau distillée: 5.000 gr.
Amidon en poudre: 250 gr.
Ammoniaque: 200 gr.
Antipyrine: 100 gr.
Sucre: 500 gr.
Soufre pulv.: 1.000 gr.
Benzoate de soude: 50 gr.
Bicarbonate de soude: 250 gr.
Bromure de potassium: 50 gr.
Chlorate de potasse: 200 gr.
Chloroforme en ampoules de 30 gr.: 300 gr.
Chlorure d'ammonium: 2.000 gr.
Chlorhydrate de cocaïne: 2 gr.
Chlorure mercurique: 50 gr.
Chlorure mercureux à la vapeur: 30 gr.
Chlorhydrate de morphine: 5 gr.
Collodion: 100 gr.
Ergot de seigle, frais: 50 gr.
Digitale pulv.: 50 gr.
Sparadrap de cantharides: un mètre.
Ergotine: 10 gr.
Essence de térébenthine: 150 gr.
Sparadrap caoutchouté adhésif: un mètre.
Ether: 200 gr.
Glycérine: 500 gr.
Gomme arabique pulv.: 300 gr.
Hydrate de chloral: 50 gr.
Chlorhydrate de cocaïne: 10 ampoules pour injections hypodermiques.
Ergotine pour injections hypodermiques: 10 ampoules.
Ipecacuanha pulv.: 300 gr.
Farine de lin: 3.000 gr.
Farine de lin (cataplasmes Hamilton): 4 boîtes.
Farine de moutarde: 1.000 gr.
Crayons de nitrate d'argent: 25 gr.
Sous-nitrate de bismuth: 100 gr.
Opium pulv.: 50 gr.
Magnésie: 200 gr.
Sinapismes en feuilles: 30 feuilles.
Salicylate de soude: 100 gr.
Solution alcoolique d'iode: 100 gr.
Solution de perchlorure de fer: 100 gr.
Sérum anti-diphthérique: 2 tubes.
Sérum artificiel de Hayem: 2 ampoules de 250 gr.

Alun crist.: 250 gr.
Sulfate d'atropine: 1 gr.
Sulfate de magnésie: 500 gr.
Sulfate neutre de quinine: 10 gr.
Sulfate de zinc: 25 gr.
Tartrate dipotassique: 500 gr.
Vaseline: 300 gr.
Vin d'opium composé: 100 gr.
Iodoforme: 50 gr.
Coton hydrophyle: 10 paquets de 100 gr.
Gaze hydrophyle: 2 paquets de 5 mètres.
Bandes de crêpe de $5 \times 0,05$: 10 bandes.

ORDONNANCE ROYALE DU 12 AOUT 1921

Obligation d'apposer un cachet et le prix sur les ordonnances

1° Tout pharmacien est obligé, d'une façon formelle, d'apposer son cachet et le prix exigé sur les ordonnances. Quand l'ordonnance comportera plusieurs prescriptions, il devra spécifier le prix de chaque prescription qui ne pourra excéder celui du tarif officiel.

2° Les collègues officiels de pharmaciens peuvent, sans préjudice de sanctions ultérieures par les autorités, infliger aux délinquants les sanctions prévues à l'art. 16 de leurs statuts.

3° Les subdélégués de pharmacie devront veiller très attentivement à l'exécution ponctuelle de ces dispositions.

ORDONNANCE ROYALE DU 20 FEVRIER 1922

réglementant la façon de copier et de délivrer les ordonnances

1° Sur le livre de copie ou registre d'ordonnances, on devra transcrire intégralement, et dans la forme même où elle a été rédigée, toute l'ordonnance avec le nom du médecin signataire dont on devra indiquer les honoraires ou spécifier pourquoi ils ne figurent pas, et mentionner le prix que l'on a demandé.

Le livre de copies d'ordonnances devra être folioté et timbré par le subdélégué qualifié.

De même en sus du numéro de la prescription et du nom du médecin qui l'a rédigé, on copiera sur les étiquettes les principales indications que l'ordonnance précise.

Il est formellement interdit d'employer des mentions, signes ou phrases convenues pour dissimuler la composition du médicament ou d'écrire seulement le numéro d'ordre de la prescription.

2° Tous les jours, après avoir copié la dernière ordonnance, le livre-registre sera signé par le pharmacien propriétaire ou par le pharmacien qui le remplace pour un motif quelconque.

3° Les ordonnances prescrivant des médicaments narcotiques, anesthésiants, ou contenant des substances très actives, resteront la possession du pharmacien. On en remettra une copie intégrale signée de celui qui exerce et faite sur un carnet à souche. Cette copie sera remise avec le médicament.

Sur ces ordonnances le médecin devra mentionner si la prescription peut être renouvelée.

4° Il est interdit de transcrire les ordonnances dans un ordre autre que celui de leur délivrance, de laisser des blancs ou des espaces vides et de faire des grattages. Les entre-lignes et les corrections seront expliquées à la fin de la copie ou de la feuille. Il est également interdit de mutiler quelque partie du livre, d'arracher des feuilles ou d'altérer la reliure ou la foliation, et de signer en blanc le livre d'ordonnances ou le carnet à souche pour les copies d'ordonnances.

5° On ne pourra apporter aucune modification dans la confection des ordonnances sans être d'accord avec le médecin qui l'a prescrite. Cette

modification devra être mentionnée sur le livre de copie d'ordonnances et signée du pharmacien.

6° Si le pharmacien observe dans la formule des incompatibilités ou des erreurs de rédaction, facilement compréhensibles, il les évitera en l'exécutant selon ses connaissances, et rendra ensuite discrètement compte de son intervention technique au médecin.

7° Au cas où le pharmacien propriétaire ne serait pas dans l'officine, un autre pharmacien, spécifiant sa condition de licencié ou de docteur en pharmacie, ou une personne suffisamment au courant de la vente, que le pharmacien autorise sous sa responsabilité, pourront signer les copies d'ordonnances.

8° En cas d'absence exceptionnelle et justifiée, supérieure à un mois, le pharmacien se substituant au propriétaire dans la direction et la responsabilité de l'officine, devra enregistrer son diplôme à la subdélégation, et accomplir les devoirs incombant au propriétaire.

9° Pour des absences inférieures à un mois, les pharmaciens devront envoyer une note au subdélégué. Ils lui indiqueront qui est chargé de la vente, et quelles sont les raisons qui ont motivé ce choix. Ils joindront l'acceptation du pharmacien qui s'occupera de la pharmacie ou la surveillera.....

ORDONNANCE DU 23 JUILLET 1925

Eclaircissements sur les laboratoires annexés à des pharmacies

1° Par laboratoire annexe ou annexé à une pharmacie on entendra uniquement ceux qui sont installés dans la pharmacie même ou à côté, à condition de communiquer directement avec elle. (Etc. : formalités d'ouverture, de déplacement ou de fermeture de ces laboratoires).

..... 5° Le laboratoire annexé à une pharmacie ne peut servir qu'à préparer des spécialités appartenant à son propriétaire. Si ce mandement n'est pas respecté, on procédera à la fermeture du laboratoire. Toutes les spécialités qui s'y préparent seront interdites et ses propriétaires frappés d'une amende de 100 à 300 pesetas....

DECRET DU 2 OCTOBRE 1931

Approuvant le règlement établi par le décret-loi du 4 juillet 1931 sur les coopératives

..... ART. 21. — Parmi les coopératives de consommateurs, on distinguera :

... 3° Les coopératives sanitaires (secours, assistance médico-pharmaceutique, hospitalisation, enterrements).

.... ART. 86. — Les coopératives sanitaires pourront avoir des pharmacies et des laboratoires de produits pharmaceutiques sous la direction, la surveillance et la responsabilité professionnelle d'un titulaire membre d'un collège.

Pour pouvoir posséder des pharmacies, elles devront en outre se conformer aux conditions suivantes :

1° Qu'il ne soit pas crédité d'intérêts au capital social et qu'il ne soit pas réparti un excès de perception.

2° Que le rendement de chaque exercice, après avoir tenu compte de la formation du fonds de réserve qui ne peut être réparti sera destiné à l'amélioration des services et à des œuvres sociales de caractère sanitaire.

3° Que la coopérative sera constituée exclusivement en vertu des attributions de ce présent décret sur les coopératives à caractère spécial. La relation avec des coopératives d'autres classes pourra avoir lieu si la coopérative sanitaire reçoit d'elles des subventions, des secours ou une aide, mais jamais dans le sens inverse.

ORDONNANCE DU 13 MAI 1932

Règlement du comité national des plantes médicinales

(Ce règlement riche de 46 articles institue un comité analogue à l'Office national français des matières premières. En voici les principaux passages :)

CHAPITRE I

But et organisation

ARTICLE PREMIER. — Le Comité national des plantes médicinales aura pour mission : étudier la production et la récolte économique de ces espèces botaniques en Espagne, ses colonies et pays de protectorat, tant pour affranchir la nation des importations de plantes, de leurs parties ou produits dérivés, que pour favoriser l'exportation de types espagnols et de tous ceux que produit notre climat varié, en propageant et en encourageant leur culture sur le sol espagnol.

ART. 2. — Pour y réussir, ce Comité organisera l'étude méthodique et analytique de l'acclimatation, la culture, la genèse, la classification, la récolte, l'établissement, la dessiccation, la conservation et le transport des plantes médicinales, de l'économie de leur production, de leur richesse en principes actifs et des modifications que la culture y apporte; des maladies qui les affligent et enfin de leur commerce et de leur contrôle.

ART. 3. — Le Comité publiera tous les travaux réalisés et pourra proposer aux directions d'agriculture et de santé, toutes les dispositions qu'il jugera utiles pour l'amélioration de la culture des plantes médicinales, la récolte des plantes sauvages, le contrôle de la pureté et de la qualité de celles qui circulent dans le commerce, et, en général, pour tout ce qui se rapporte directement ou indirectement à sa mission spéciale.

ART. 4. — Le Comité sera composé :

Des titulaires des chaires de botanique, matière pharmaceutique végétale, chimie organique et analyse de médicaments organiques de la faculté de pharmacie de l'Université centrale.

Le titulaire de la chaire de thérapeutique de la faculté de médecine et celui de botanique de la faculté des sciences de la même université.

Les titulaires des chaires d'agriculture, d'arboriculture et de genèse de l'école des ingénieurs agronomes.

Le directeur du jardin botanique de Madrid.

Un représentant de l'Union pharmaceutique nationale, un autre de l'Académie espagnole de pharmacie et un autre de l'Académie de médecine.

Les ingénieurs, directeurs des stations de pathologie nationale, d'essais des semences et d'agronomie centrale.

L'ingénieur en chef de la section d'agronomie de Madrid.

Un inspecteur d'enseignement primaire désigné par sa direction générale.

Le directeur du laboratoire pharmaceutique militaire.

Un représentant de la Chambre d'agriculture.

Trois pharmaciens et deux experts agricoles désignés librement par la direction générale d'agriculture.

ART. 5. — Le Comité nommera une assemblée permanente et directrice prise parmi ses membres et composée d'un président, un vice-président, un secrétaire, un vice-secrétaire, un trésorier et deux membres....

ART. 6. — Pour son bon fonctionnement, le Comité se divisera en sections ainsi qu'il suit :

a) Acclimatation, culture et genèse;

b) Récolte et classification;

c) Stabilisation, dessiccation et conservation;

d) Propagande et économie.

e) Chimie et pharmacologie;

f) Pathologie des plantes médicinales, commerce et contrôle.

Ces sections seront formées des membres du Comité, convenablement groupés selon leurs spécialités. Chaque section devra se composer de trois membres au moins. Un même membre pourra appartenir à plusieurs sections.

ART. 7. — A mesure que le Comité national le jugera convenable, on organisera dans chaque capitale de province (sauf à Madrid), dans la capitale du protectorat espagnol au Maroc et dans les territoires de la Guinée espagnole, une assemblée des plantes médicinales. Toutes dépendront du Comité national.

CHAPITRE II Des Membres

ART. 14. — Pourront s'inscrire comme membres individuels ou collectifs du Comité national des plantes médicinales, toutes personnes ou sociétés désirant adhérer et coopérer à cette organisation.

ART. 15. — Les inscriptions de membres individuels pourront se faire dans les assemblées provinciales; celles de membres collectifs au Comité national. L'organisme où se fait l'inscription percevra sa quote-part.

ART. 16. — Les assemblées provinciales remettront trimestriellement ou annuellement au Comité national 25 % des apports versés par leurs affiliés. Le reste servira à payer leurs frais.

CHAPITRE III De la commission permanente

CHAPITRE IV Du comité au complet

CHAPITRE V Des charges du comité national et régime administratif

CHAPITRE VI Charges des assemblées provinciales et régime administratif

CHAPITRE VII Sections (Attribution des charges des différentes sections créées à l'art. 6.)

CHAPITRE VIII Relations du comité national avec les assemblées provinciales

CHAPITRE IX Essais et démonstrations des centres agricoles dépendant de la direction générale de l'agriculture

ART. 43. — Quand le Comité national estimera opportune la réalisation d'essais ou de démonstrations dans quelque centre dépendant de la direction générale de l'agriculture, il le demandera à cette dernière. Si la proposition mérite d'être approuvée pour la réalisation de tous les travaux, il se mettra directement en rapport avec l'ingénieur-directeur du centre correspondant.

ART. 44. — Pour obtenir l'établissement de ces études, les assemblées provinciales le demanderont au Comité national.

ART. 45. — Le Comité, avec la collaboration des assemblées provinciales, des correspondants et des centres agronomiques, rédigera au fur et à mesure qu'il se procurera les éléments indispensables, la carte botanique de l'Espagne et les cadres de la classification des plantes médicinales.....

..... Les groupes locaux et les correspondants feront également des herbiers avec les espèces médicinales de la localité et de la région. Ils serviront à l'éducation des enfants.

A cet effet, on donnera aux écoles des planches murales avec les espèces les plus intéressantes à connaître.

.....

LOI DU 27 OCTOBRE 1932 — CODE PENAL

(Prévoit le tarif des peines pour les divers délits.)

ART. 326. — (L'exercice sans diplôme est condamné de prison.)

ART. 346. — (Pour la vente de toxiques sans autorisation : amende et prison.)

ART. 347. — (Même peine pour celui qui, autorisé, ne se serait pas conformé aux règlements.)

ART. 348. — (Toujours même peine aux pharmaciens qui délivraient des médicaments avariés ou en place d'autres médicaments.)

...ART. 417 et 420 inclus. — (Punit celui qui a causé un avortement d'une forte amende et de la prison. La nature et la durée de la détention et le montant de l'amende, sont en rapport avec le consentement ou la contrainte de l'opérée et son état de santé ultérieure.)

Etc.....

DECRET DU 22 DECEMBRE 1933

Réorganisation de la Direction générale de Santé

(Par suite de la suppression du corps des subdélégués, ses pouvoirs se trouvent augmentés. Elle comprendra quatre sections : santé intérieure, santé extérieure, institutions sanitaires, comptabilité. Chaque section aura à sa tête un inspecteur général de santé. Leur ensemble étend la surveillance de la direction à tout ce qui concerne la santé publique. La préfecture technique de la pharmacie doit agir d'accord et en relation avec la direction générale de santé.)

DECRET DU 19 AVRIL 1934

Réorganisation du Conseil national de Santé

« Créé comme organe consultatif unique de l'Etat en matière de santé et d'assistance publique. Sa résidence est à Madrid et sa dénomination : Conseil national de santé et d'assistance publique ». Deux commissions :

1^o Commission centrale de santé

C'est une commission consultative divisée en 16 sections : santé extérieure, tuberculose, paludisme..., etc... Son secrétaire sera l'inspecteur général de santé intérieure.

2^o Commission centrale d'assistance publique, présidée par le directeur général de l'assistance publique.

Elle comprend huit sections : assistance publique municipale, assistance médico-pharmaceutique collective de caractère commercial, assistance médico-pharmaceutique collective de caractère mutuel, assistance médicale et pharmaceutique de régime « iguala » (égalitaire), etc...

CHAPITRE IV

Subdélégués de pharmacie

REGLEMENT POUR LES SUBDELEGATIONS DE SANTE INTERIEURES DU ROYAUME

approuvé par S. M. le 24 juillet 1848

CHAPITRE I

Objet des subdélégations, nombre, qualités et nominations des subdélégués de santé

ARTICLE PREMIER. — Pour veiller à l'accomplissement et faire appliquer les lois, ordonnances, décrets, règlements, instructions et ordres supérieurs, relatifs à toutes les branches de la santé qui comprend également l'exercice des professions médicales, celui de la pharmacie, de l'art vétérinaire, la préparation, l'introduction, la vente et l'application des substances que l'on peut employer comme médicaments ou considérer comme toxiques, on instituera dans les provinces des délégués spéciaux du gouvernement qui s'intituleront subdélégués de santé.

ART. 2. — Dans chaque arrondissement judiciaire, même dans les localités qui en comportent plusieurs, il y aura trois subdélégués de santé, dont l'un professera la médecine ou la chirurgie, un autre la pharmacie et le troisième l'art vétérinaire ⁽¹⁾.

ART. 3 et 4 (remplacés par l'art. 82 de l'Instruction générale de santé.)

ART. 5 et 6 (Pourvoient au remplacement des subdélégués.)

CHAPITRE II

Obligations générales et spéciales des subdélégués de santé

ART. 7. — Les obligations générales, des subdélégués seront :

1° Veiller incessamment à l'accomplissement de ce que disposent les lois, ordonnances, règlements, décrets ou ordonnances royales en vigueur sur la santé, particulièrement sur celles se rapportant à l'exercice des professions médicales et à la préparation et à la vente des substances médicamenteuses ou toxiques, dans les termes et par les moyens signalés par ces mêmes dispositions législatives ou gouvernementales ou de la façon prescrite par le gouvernement pour des cas particuliers.

2° Faire attention à ce que personne n'exerce, en tout ou en partie, la science de soigner, sans posséder le diplôme correspondant. S'assurer de ce que ceux qui professent se limitent à l'exercice des facultés et à la jouissance... des droits qui leur sont ordinairement dévolus, sauf seulement en cas de grave, urgente et absolue nécessité ⁽²⁾.

3° Faire respecter l'observation scrupuleuse des lois, ordonnances et autres dispositions en vigueur sur les conditions d'introduction, de préparation de mise en vente ou d'administration des substances des corps médicamenteux ou toxiques ⁽³⁾.

4° Présenter aux gouverneurs et aux maires toutes les réclamations qu'ils jugeront nécessaires pour les fautes ou contraventions qu'ils vote-

(1) Voir l'art. 75 de l'Instruction générale de santé.

(2) Voir les art. 67 et 77 de l'Instruction générale de santé.

(3) Voir : Ordonnances de pharmacie, législation sur les toxiques et les spécialités.

ront, tant en ce qui a trait à l'accomplissement des lois ou règlements gouvernementaux afférant aux professions médicales et autres branches de la santé, qu'en ce qui concerne l'observance des principes généraux d'hygiène publique.

5° Examiner les titres de ceux qui professent, exercent ou désirent s'adonner à la science médicale dans le district de leur subdélégation respective, percevoir les sceaux et les signatures de ceux décédant en exercice, quitter à les retourner ensuite à leur famille si elles les réclament.

6° Etablir les listes générales et nominales de ceux qui professent ayant leur résidence habituelle dans le même district et noter à la suite ceux qui y exercent sans y résider, ceux qui sont morts ou ont transféré leur domicile à un autre district. Les subdélégés de la capitale remettront ces listes chaque année au mois de janvier et au mois de juillet directement aux gouverneurs et les autres par l'intermédiaire des maires, présidents des assemblées de santé d'arrondissement.

7° Faire les enregistrements nécessaires pour former opportunément et exactement les listes et notes mentionnées au paragraphe antérieur.

8° Satisfaire aux commissions et postes particuliers que leur confieraient les gouverneurs ou les maires et communiquer les renseignements qu'on leur demanderait sur quelque point de cet article.

ART. 8. — (Rappelle les obligations des subdélégés.)

ART. 9 et 10. — (Se rapportent aux subdélégés de médecine.)

ART. 11. — Les subdélégés de pharmacie s'occuperont spécialement de l'inspection et de la surveillance ayant trait à l'accomplissement de tout ce que prévoit l'art. 7 au sujet des pharmaciens, herboristes, droguistes, épiciers, et tous ceux qui préparent, vendent, introduisent et administrent des substances ou corps médicamenteux ou toxiques.

ART. 12. — Ils devront visiter dès à présent, munis de l'autorisation de l'autorité compétente, toutes les officines neuves et celles qui, ayant été fermées, viennent à être rouvertes, après un délai raisonnable. Ils se conformeront, pour ces visites aux mandements des ordonnances sur la profession, et, rendront compte des mandements observés à l'autorité respective, dans les termes et conséquemment aux règlements de l'art. 20 de ce règlement.

ART. 13 et 14. — (Ont rapport aux subdélégés d'art vétérinaire.)

ART. 15 à 18. — (Attributions diverses des subdélégés de santé et documents qu'ils doivent laisser à leurs successeurs.)

CHAPITRE III

Relations des subdélégés de santé avec les autorités

(Comprend les art. 19, 20 et 21.)

CHAPITRE IV

Droits et prérogatives des subdélégés de santé

ART. 22. — Dans les localités ayant deux ou plusieurs subdélégés appartenant à une même faculté, ceux-ci pourront se réunir tant pour fournir de concert leurs rapports, enquêtes ou relations que pour faire les réclamations ou observations relatives à leurs charges.

ART. 23. — (Les subdélégés de plusieurs facultés ou de plusieurs arrondissements pourront aussi se réunir dans le même but.)

ART. 24. — Les subdélégés de santé seront considérés comme représentant leurs confrères en exercice résidant dans leur district. Ils présideront dans les consultations et autres actes propres de la profession tous ceux qui ne seraient ou n'auraient été membres des conseils de santé et de l'instruction publique, de la direction générale des études, de l'assemblée suprême de santé, des supérieurs de médecine, chirurgie et pharmacie, des médecins de chambre de Sa Majesté, titulaires de chaires, académiciens des Académies de sciences ou de médecine, et membres des assemblées provinciales de santé.

ART. 25. — Les subdélégués de santé seront membres des Académies de médecine et de chirurgie durant tout le temps que durera leur mandat.

ART. 26. — (Tous ceux qui professent les sciences médicales devront faire viser leurs titres par les subdélégués et leur fournir tous renseignements utiles.)

ART. 27. — (Avantages pécuniers accordés aux subdélégués.)

DECRET ROYAL DU 27 MAI 1855

Présentation des titres professionnels

Tous ceux qui professent la jurisprudence, la médecine, la chirurgie et la pharmacie... devront faire viser et enregistrer leurs titres et diplômes par les subdélégués correspondants ou les secrétaires des collèges d'avocats, formalités à accomplir en cas de décès ou de perte de diplôme, publication au *J. O.* (la « Gaceta »).

ORDONNANCE ROYALE DU 8 JUIN 1867

1° Chaque fois que les subdélégués de santé devront, sur ordre du gouverneur de la province, sortir des limites de la juridiction de la localité où ils résident, pour remplir une commission sanitaire administrative, ils toucheront pour une durée qui ne sera pas supérieure à quatre jours et pour chaque nuit passée hors de leur domicile, les médecins 12 écus, les chirurgiens, pharmaciens et vétérinaires : 10. S'ils couchent chez eux on réduira l'indemnité à 8 écus pour les premiers et 6 pour les autres.

2° Si pour des raisons particulières il n'était pas possible aux subdélégués de satisfaire en temps voulu aux commissions qu'on leur aurait confiées, ils le feront savoir au gouverneur. Celui-ci fera savoir s'ils doivent ou non continuer. Dans l'affirmative, ils continueront en touchant les mêmes honoraires.

3° Dans les honoraires, ne sont pas compris les frais d'analyses, de désinfection, d'autres remèdes ou ustensiles nécessaires et les frais de voyage et de manutention, qu'ils toucheront séparément au moyen d'un compte dûment justifié.

4° Pour remplir ces commissions confiées aux subdélégués, on nommera précisément ceux de l'arrondissement auxquels appartiennent les localités nécessitant ces commissions.

5° Ces commissions n'auront lieu que dans des cas purement administratifs sanitaires, de reconnaissance ou d'assistance aux maladies reconnues ou suspectées populaires comme les épidémies endémiques, épi-zootiques, enzootiques et contagieuses ou pour inspecter des localités notoirement insalubres, comme des lagunes, marais et établissements réputés insalubres.

Etc...

.....

ORDONNANCE ROYALE DU 14 JANVIER 1916

1° L'enregistrement de chaque profession doit être faite par les subdélégués sur le modèle suivant :

Province de

Subdélégation de, du district de

Subdélégué : M.

Celui qui exerce : M.

Age :

Diplôme qu'il présente.....

Folio et numéro du diplôme.....
Date de sa délivrance.....
Autorité qui l'a délivré.....
Université où il a été validé.....
Enregistrements qu'il porte.....
Localité où il a exercé en dernier lieu.....
Ville où il exerce.....
Lieu de sa résidence.....
Date à laquelle il a commencé à exercer dans ce district.....
Fonction qu'il remplit.....
Observations.... le.... (19..). Le Subdélégué...

Date de la cessation.....
Cause de la cessation.....
Le (19..). Le Subdélégué.....

ORDONNANCE ROYALE DU 5 FEVRIER 1931

Règlement organique du corps des subdélégués de santé du royaume

(Ce règlement comporte 33 articles et 4 dispositions transitoires. Il précise et modifie dans le détail l'ordonnance du 24 juillet 1848. Le nombre des subdélégués est diminué mais leur rôle est développé.)

DECRET DU 3 SEPTEMBRE 1933

Suppression du corps des subdélégués de santé

(Le corps des subdélégués de santé est supprimé. L'enregistrement des diplômes sera fait gratis par les inspections provinciales de santé. Une partie des attributions des subdélégués sera transférée aux bureaux de pharmacie dépendant des inspections provinciales de santé.)

CHAPITRE V

Pharmaciens titulaires et pharmaciens inspecteurs de santé

Voir : INSTRUCTION GENERALE DE SANTE DU 12 JANVIER 1904
(Articles 93 et 94) (Voir aux lois organiques sur la pharmacie.)

REGLEMENT DU 14 FEVRIER 1905 sur les pharmaciens titulaires

(A été remplacé par celui du 16 août 1930.)

ORDONNANCE ROYALE DU 3 JANVIER 1923 Sur la désinfection et la désinsection

(Les mesures les plus sévères pour la lutte contre les maladies doivent être prises par les Municipalités. Elles doivent posséder un local et un service pour la désinfection, si possible un appareil formogène, à défaut une chambre à anhydride sulfureux. L'inspecteur provincial de santé dirigera ce service. Les mesures les plus sévères doivent être prises aux domiciles des contagieux ; destruction des excréta, désinfection, etc... Lutte également contre les rats, mouches, moustiques et larves diverses, etc.....)

REGLEMENT MUNICIPAL DE SANTE DU 9 FEVRIER 1925 Sur les services d'assistance

..... ART. 37. — Toute Municipalité quel que soit le chiffre de sa population, devra obligatoirement pourvoir à l'assistance médico-pharmaceutique des familles pauvres résidant sur sa juridiction.

ART. 38. — L'organisation de tout ce qui concerne les services et le personnel diplômé de l'assistance appartient aux Municipalités.

Le corps des médecins, pharmaciens et vétérinaires titulaires subsistera cependant dans la forme établie par le règlement des employés municipaux. On respectera les droits acquis par ceux qui remplissent ces emplois.

..... ART. 40. — On établira également le service pharmaceutique pour les familles indigentes, avec droit à la délivrance gratuite de médicaments dans la pharmacie désignée à cet effet par la Municipalité.....
etc.,...

REGLEMENT DU 16 AOUT 1930 sur les services pharmaceutiques du Ministère de l'Intérieur et les pharmaciens inspecteurs municipaux

(Le terme de pharmacien-inspecteur municipal remplace celui de pharmacien titulaire. Ce règlement remplaçant celui du 14 février 1905 a été à son tour abrogé et remplacé par celui du 14 juin 1935.)

REGLEMENT DU 31 JANVIER 1933

sur les accidents du travail

(Prévoit les droits et les devoirs des employeurs et des employés en cas d'accidents de travail.)

..... ART. 59. — Quand le médecin ou le pharmacien rendent à un ouvrier le service qu'ils sont obligés de lui rendre, soit parce que cet ouvrier appartient à la bienfaisance municipale, soit parce qu'ils ont été payés par le système des « iguales » (égalités), l'intéressé ou le médecin le feront savoir à la compagnie d'assurance. Dans ce cas, si cette dernière doit rétribuer les diplômés pour leurs services et non frauduleusement, la somme attribuée à ce service servira à augmenter l'indemnisation.....

..... ART. 74. — Le droit de la victime d'un accident du travail comprend :

- a) Le matériel jugé nécessaire par le médecin.
- b) Les médicaments que le médecin prescrit sur ordonnance.
- c) Les analyses nécessaires.

ART. 75. — L'ouvrier peut se fournir dans la pharmacie de son choix.....

REGLEMENT DU 14 JUIN 1935

du corps des pharmaciens-inspecteurs municipaux (ex-pharmaciens titulaires)

I

Constitution du corps

ARTICLE PREMIER. — Conformément à la base XIX de la loi de coordination sanitaire du 11 juillet 1934, le corps des inspecteurs-pharmaciens municipaux est constitué. Ses membres, quand ils seront en exercice, auront à leur charge les services qui leur sont dévolus par le règlement du 16 août 1930 et tous les services dont ils pourront être ultérieurement chargés.

ART. 2. — Constitueront ce corps : tous les pharmaciens qui, à la date de la publication de ce présent règlement, rempliront ou auront rempli en propriété, à n'importe quelle époque, une inspection pharmaceutique municipale, soit de façon intérimaire, soit comme gérants pendant un an ; ceux qui appartiennent à l'ancien corps des pharmaciens titulaires, ceux qui auraient rempli ou rempliraient une charge technique dans des laboratoires officiels d'analyses et ceux qui auraient suivi le cours institué par l'ordonnance royale du 17 décembre 1930.

II

Obligations et services des inspecteurs municipaux

ART. 9. — Les pharmaciens-inspecteurs municipaux seront considérés comme fonctionnaires techniques de l'Etat, en vertu de la loi de coordination sanitaire.

Leurs obligations et services sont les suivants :

a) Résider dans la localité ou arrondissement pharmaceutique où ils assurent leur service. La pharmacie ne peut être transférée sans avis préalable des autorités, et ce, au moins deux mois d'avance.

b) Délivrer les médicaments pour les familles pauvres de la bienfaisance municipale, et au jour prévu pour le secours aux maladies.

Les pharmaciens qui assurent une inspection pharmaceutique municipale et seraient gérants d'une pharmacie légale, pourront remplir cette obligation dans la pharmacie qu'ils gèrent.

c) Réassortir avec privilège exclusif les médicaments nécessaires aux boîtes de secours et aux « botiquines » de leur circonscription.

d) Faire, sur demande des médecins de la bienfaisance, les analyses cliniques qu'ils leurs demandent pour les malades de la bienfaisance, en vue d'un diagnostic et qu'ils peuvent effectuer avec les moyens dont dispose le pharmacien.

e) Réaliser les analyses chimiques des aliments, condiments et ustensiles en rapport avec l'alimentation, quant à leurs conditions hygiéniques de consommation, dans les localités où n'existent pas de laboratoires municipaux.

Pour ce qui est du lait, le contrôle des conditions hygiéno-chimiques de consommation de cet aliment appartiendra au pharmacien.

f) Exercer l'inspection et la surveillance auxquelles se rapporte l'art. 11 du règlement du 22 décembre 1908 et celle des aliments d'origine végétale. En général, il exercera l'inspection et l'analyse de toutes les autres substances ou aliments pour lesquelles il est suffisamment qualifié par les disciplines spéciales de sa charge.

g) Remettre aux autorités supérieures tous les rapports qu'elles lui demandent sur les services qu'il assure.

h) Diriger la désinfection et la « désinsectation » des locaux et des vêtements, dans le cas où les communes où ils exercent n'auraient pas établi de service spécial pour cela.

i) Inspecter et surveiller, là où il n'y a pas de subdélégué de pharmacie, les drogueries, magasins de droguerie, produits chimiques et spécialités pharmaceutiques et les laboratoires destinés à leur préparation, par délégation des autorités sanitaires auxquelles incombent ces fonctions.

j) De même, inspecter et surveiller le trafic, particulièrement le trafic clandestin, des stupéfiants, toujours par délégation des autorités compétentes.

Tous les services précédents auront lieu en coordination et sous la dépendance de l'institut provincial d'hygiène correspondant et de l'inspection provinciale de santé.

ART. 10. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les pharmaciens-inspecteurs seront considérés comme des autorités sanitaires. A cet effet, pour assurer ce dernier point, on les pourvoira du carnet spécial autorisé par le gouverneur civil de la province et enregistré par l'inspection provinciale de santé et par le collège correspondant.

Les chefs provinciaux des services pharmaceutiques jouiront du même caractère d'autorité et seront pourvus du carnet.

III

Délivrance des médicaments à la bienfaisance municipale

ART. 11. — La juste estimation des médicaments délivrés pour la bienfaisance municipale sera faite conformément au tarif de bienfaisance approuvé par ordonnance royale du Ministère de l'Intérieur du 31 juillet 1923. Périodiquement, ce tarif sera révisé par la section des pharmaciens-inspecteurs municipaux de la U. F. N. et soumis à l'approbation de sous-secrétariat de santé et d'assistance publique.

ART. 12. — La délivrance des médicaments pour les familles nécessiteuses inscrites à la bienfaisance municipale pourra également être faite par les autres pharmaciens de la localité ou de l'arrondissement pharmaceutique qui le demandent. Il leur faut être établi dans cette résidence depuis trois ans au moins. On appliquera le tarif ci-dessus pour la tarification des prescriptions.

Les Municipalités ne pourront refuser leur demande que pour des motifs logiques et estimés comme tels par l'inspection provinciale de santé.

ART. 13. — Les pharmaciens-inspecteurs municipaux devront obligatoirement surveiller la délivrance de tous les médicaments indiqués au tarif ci-dessus. Ils ne seront pas tenus de délivrer les spécialités pharmaceutiques, produits opothérapiques, sérums et vaccins différents de ceux qui y sont mentionnés, sauf en ce qui concerne les produits nominalement adoptés par accord municipal ou décret signé du maire.

ART. 14. — Le commerce des stupéfiants et les conditions auxquelles doivent être assujetties les ordonnances qui en prescrivent, seront régis par la législation spéciale promulguée à cet effet.

ART. 15. — Les communes délivreront obligatoirement, à tous les pharmaciens assurant la délivrance des médicaments pour la bienfaisance municipale, la liste des familles pauvres. On ne délivrera des médicaments, à ces dernières, qu'exclusivement au tarif de la bienfaisance.

ART. 16. — La délivrance des médicaments pour la bienfaisance municipale ne pourra se faire que sous la forme prévue par le décret royal du 13 mars 1928, le règlement du 16 août 1930 et le présent règlement.

Les sommes prévues pour le paiement de ces médicaments seront versées aux unions correspondantes, conformément aux dispositions de la loi de coordination sanitaire du 11 juillet 1934.

IV

Inspection et prix d'échantillons pour analyses

ART. 17. — L'inspection et la surveillance auxquelles se rapporte l'art. 11 du règlement du 22 décembre 1908, doit être permanente pour les établissements se trouvant dans la localité où le pharmacien-inspecteur municipal exerce ses fonctions, et, périodiques et circonstanciées, quand les drogueries ou magasins soumis à sa surveillance ou à son inspection sont situés dans des localités distinctes de celle où l'inspecteur réside.

Dans ce dernier cas, les municipalités devront fournir au pharmacien-inspecteur municipal, les moyens de locomotion convenables pour se rendre à la localité voisine.

ART. 18. — La quantité de produits devant être prélevée comme échantillon, et, les formalités à accomplir dans ce cas seront celles fixées par le règlement mentionné à l'article précédent.

V

Analyses chimiques

ART. 19. — Les pharmaciens-inspecteurs municipaux seront les chimistes municipaux. Ils disposeront du matériel nécessaire pour effectuer le travail analytique qui leur sera confié. Ils seront également chargés de son entretien, en harmonie avec les procédés officiels d'analyse, auxquels se rapporte l'art. 21.

ART. 20. — Les pharmaciens-inspecteurs municipaux feront les analyses nécessaires pour prouver la pureté et rechercheront les fraudes propres à chaque substance. Pour cela, ils prélèveront personnellement ou feront prélever avec les garanties dues, les échantillons, dans la localité où ils résident. Pour les autres localités, les maires devront les leur procurer avec toutes les garanties nécessaires. La surveillance et l'analyse chimique destinées à la consommation publique et l'épuration des eaux résiduelles mériteront une attention toute spéciale.

ART. 21. — Pour les analyses bromatologiques de leur compétence, les pharmaciens-inspecteurs municipaux suivront les procédés officiels déclarés par la direction générale de santé.

ART. 22. — Les pharmaciens-inspecteurs municipaux rendront immédiatement compte aux maires des municipalités où ils remplissent leurs fonctions, du résultat de leurs recherches analytiques et de leurs inspections pour que l'autorité municipale inflige les sanctions convenables s'ils ont trouvé des altérations, des adultérations ou des falsifications de substances alimentaires ou des contaminations des eaux. Ils le feront également savoir à l'inspection provinciale de santé.

Quand l'analyse ne décelera aucune anomalie, ils n'en rendront compte que dans leur mémoire annuel.

VI

Nomination aux emplois vacants

(Les pharmaciens-inspecteurs municipaux seront nommés d'après leur mérite. Chacun de leurs titres ou de leurs qualités correspondra à un nombre déterminé de points concourant à leur nomination. La nomi-

nation sera faite par un tribunal composé d'autorités administratives et d'autres pharmaciens-inspecteurs.)

VII

Classification des arrondissements pharmaceutiques et dotations minima

ART. 32. — Par arrondissement pharmaceutique on entendra la Municipalité ou la réunion concertée de Municipalités, soit sous le régime des agrégats (« agregados »), soit comme groupements obligatoires, soit enfin comme unions, entretenant un pharmacien-inspecteur municipal.

ART. 33. — Les arrondissements pharmaceutiques seront classés en quatre catégories ainsi qu'il suit :

1° Municipalités ou réunions de Municipalités de plus de 5.000 habitants.

2° Municipalités ou réunions de Municipalités de 3.500 à 5.000 habitants.

3° Municipalités ou réunions de Municipalités de 2.500 à 3.500 habitants.

4° Municipalités ou réunions de Municipalités jusqu'à 2.500 habitants.

ART. 34. — Les Municipalités ou réunions de Municipalités de la première catégorie assureront à l'inspecteur-pharmacien municipal une dotation « minima » de 2.750 pesetas.

Ceux de seconde catégorie : 2.200 pesetas.

Ceux de troisième catégorie : 1.650 pesetas.

Ceux de quatrième catégorie : 1.100 pesetas.

Les Municipalités incluront ces sommes dans les unions respectives, conformément aux dispositions de la loi de coordination sanitaire du 11 juillet 1934.

ART. 35. — Les Municipalités ou groupes de Municipalités de plus de 5.000 habitants auront un pharmacien-inspecteur municipal jusqu'à 10.000. Passé ce chiffre ils en auront un autre par chaque 10.000 ou fraction de 10.000 au-dessus de 5.000.

Feront exception à ces obligations les Municipalités de plus de 10.000 habitants qui, conformément au règlement du 16 août 1930, auraient un laboratoire municipal. Elles y seraient soumises si postérieurement ce laboratoire se trouvait supprimé.

ART. 42. — Les pharmacies municipales devront être dirigées par un, deux ou plusieurs pharmaciens, selon les heures d'ouverture, de façon à ce que en tout moment il y ait un pharmacien délivrant les médicaments par lui-même ou sous sa surveillance immédiate.

ART. 43. — Dans les pharmacies municipales ne pourront être délivrés que les médicaments figurant au tarif de la bienfaisance municipale et ceux qui sont obligatoirement imposés par ordonnance ministérielle. Cela exclusivement pour les familles inscrites au recensement des pauvres.

L'établissement d'une pharmacie municipale ne sera pas un obstacle à ce que les autres pharmaciens de la localité puissent également délivrer les prescriptions des médecins de la bienfaisance municipale.

ART. 44. — Les pharmacies municipales seront soumises à la surveillance et à l'inspection du subdélégué correspondant et de l'inspection provinciale de santé dont le chef des services pharmaceutiques fera d'urgence un ample rapport sur leur fonctionnement. Une copie de ce rapport sera transmise à la direction générale de santé.

ART. 45. — Les Municipalités qui auraient établi des pharmacies municipales ne seront pas exemptées d'avoir le nombre de places de pharmaciens-inspecteurs municipaux qui leur est dévolu. Le pharmacien chargé de diriger la pharmacie sera considéré, au point de vue financier, comme un pharmacien-inspecteur municipal.

Pour établir une pharmacie municipale, les Municipalités devront solliciter l'autorisation nécessaire à l'inspection provinciale de santé, qui lui donnera la suite prévue par les dispositions légales.

ART. 46. — Les pharmaciens chargés de diriger les pharmacies municipales faciliteront aux inspections provinciales de santé et aux sub-

délégués de pharmacie, et, en général, au personnel technique délégué par la direction générale de santé, les inspections qui seront jugées nécessaires.

ART. 47. — Les pharmaciens chargés de diriger les pharmacies municipales seront désignés par concours entre les pharmaciens-inspecteurs municipaux.

ART. 48. — Dans chaque province, il y aura un pharmacien chef de la section de pharmacie, dépendant des inspections provinciales respectives. Sa mission sera d'intervenir et de surveiller, dans sa province, tout ce qui concerne la section qui lui est attribuée par la direction générale de santé. Cet emploi sera rempli par les chefs actuels des services pharmaceutiques. Dans les provinces qui en seraient actuellement dépourvues, ils seront désignés par la direction générale de santé sur la proposition unipersonnelle des inspections provinciales de santé respectives. Elle devra obligatoirement désigner l'un des trois pharmaciens proposés d'un commun accord par les présidents du collège de pharmaciens et la section des pharmaciens titulaires de la province. Si l'on ne peut se décider entre deux candidats, l'inspection provinciale de santé décidera librement.

VIII

Congés, permutations, doubles emplois et sanctions

ART. 49. — Une commission de discipline sera constituée dans chaque capitale de province....

ART. 50. — Cette commission de discipline surveillera la conduite de tous les pharmaciens-inspecteurs municipaux de la province. Elle fera les enquêtes sur les destitutions et les substitutions et pourra infliger, après audition de l'intéressé, des amendes montant jusqu'à quinze jours de traitement.

(Etc.,... toutes sanctions contre les divers délits, modalités à accomplir par les pharmaciens-inspecteurs municipaux pour obtenir un congé, etc...).

IX

Retraites, pensions, secours d'invalidité professionnelle, pensions aux veuves et orphelins

ART. 56. — Les dispositions sur les retraites et pensions aux secrétaires municipaux seront applicables aux pharmaciens-inspecteurs municipaux, sauf si les Municipalités ont approuvé les règlements sur les employés techniques visés par ces dispositions.

ART. 57. — Tout exercice d'inspecteur-pharmacien municipal d'une durée de cinq ans dans le même arrondissement donne droit à la perception d'un « lustre » déterminé par l'échelle ci-dessous :

Pour le premier lustre on percevra 20 % en sus de la dotation (non compris les 10 % de résidence).

Pour le second lustre, augmentation de 20 % de la dotation.

Pour le troisième lustre 10 % le maximum de 50 % ne pouvant être dépassé.

.... ART. 59. — L'entrée obligatoire des pharmaciens dans la prévision médicale nationale ayant été décrétée, les pharmaciens-inspecteurs verseront à leurs collèges respectifs 10 % de leurs dotations à cet effet. Si cela n'est pas suffisant, ils verseront le complément de leur quote-part de leur propre poche.

Les membres du collège verseront directement ces 10 % au délégué comptable correspondant. Ce dernier ne pourra faire remise de ces sommes qu'au collège.

X

Du délégué comptable

ART. 60. — Les pharmaciens-inspecteurs municipaux de chaque province nommeront leurs délégués comptables pour le recouvrement de leurs dotations et de la délivrance des médicaments à la bienfaisance municipale et fixeront les conditions de la délégation, en assemblée générale, convoquée pour cette élection.

Madrid 14 juin 1935.

CHAPITRE VI

Instituts d'hygiène

Institut National d'Hygiène

DECRET ROYAL DU 27 AVRIL 1930

Réglementation

ARTICLE PREMIER. — L'Institut national d'hygiène d'Alphonse XIII, (en sus des fonctions qui lui sont dévolues par les dispositions en vigueur) aura les fonctions suivantes :

a) La préparation de solutions et de réactifs pour les pratiques de désinfection, dératissage et désinsectisation, quand ces opérations seront effectuées par des organismes officiels.

b) Le contrôle et l'étude de tous genres d'appareils, procédés et substances s'appliquant à des pratiques d'assainissement.

ART. 2. — Les instituts provinciaux d'hygiène, les dispensaires anti-vénériens, les dispensaires et les sanatoria antituberculeux, officiels ou subventionnés par l'Etat, les stations sanitaires des ports et frontières, les hôpitaux de bienfaisance générale, les préventoria d'enfants et en général toutes les entités dépendant de l'Etat ou subventionnées par lui, se fourniront obligatoirement et exclusivement à l'Institut national d'hygiène d'Alphonse XIII, de tous produits et choses nécessaires pour le traitement des malades, la prophylaxie, le diagnostic, les pratiques sanitaires, etc..... chaque fois que ce centre les produit.

Ministère de l'Intérieur

ORDONNANCE ROYALE N° 1228 DU 17 DECEMBRE 1930

1° Les *Instituts provinciaux d'hygiène*, dont les sections sont complètes, organiseront des *cours d'analyse clinique, sanitaire et de désinfection*, réservés aux pharmaciens titulaires. On donnera la préférence à ceux qui, résidant au centre d'agglomérations, sont obligés d'établir des laboratoires, sont désignés pour être leurs titulaires. Ces cours commenceront au plus tard en février 1931. La convocation opportune sera envoyée par ces centres en temps utile.

2° Tous les pharmaciens titulaires auront le droit d'assister à ces cours. A cet effet, les Instituts provinciaux d'hygiène devront les organiser de telle façon que puissent y assister, pendant un an, tous les pharmaciens de la province qui le demanderont. Ceux qui ne le feront pas ou n'obtiendront pas le certificat d'aptitude correspondant, seront considérés comme renonçant à se charger des fonctions qui leur sont dévolues par l'article 6 du règlement en ses paragraphes d) c) et h) et, l'art. 16 et les suivants du chapitre V. Seront cependant dispensés de ces obligations d'assistance, les pharmaciens qui justifient dûment devant l'Inspection provinciale de santé, d'avoir réalisé ces cours dans d'autres centres officiels antérieurement à cette disposition.

3° La Direction générale de santé indiquera les matières qui doivent être comprises dans ces cours et le nombre de leçons qui doivent être faites, ainsi que les autres règlements auxquels doivent être assujettis les Instituts provinciaux d'hygiène dans ces enseignements et dans les épreuves d'aptitude physique.

Egalement, S. M. veut que (pour que l'organisation sanitaire provinciale devienne plus efficace, dans les localités possédant actuellement des sous-brigades sanitaires créées par les instituts provinciaux d'hygiène et disposant de laboratoires chimico-bactériologiques et de moyens et appareils de désinfection) les Conseils municipaux soient relevés de l'obligation de créer un laboratoire municipal, afin que soit ainsi évité une dualité de services inutile et dispendieuse. De cette façon, les laboratoires municipaux créés, ou pouvant l'être en vertu des dispositions du décret royal du 9 février 1925 et du 16 août dernier, auront le caractère de sous-brigades sanitaires, filiales des instituts d'hygiène avec tous les avantages pouvant résulter de cette fusion.

Les cas douteux ou incidents pouvant se produire dans l'organisation et l'accouplement du personnel scientifique et technique auxiliaire de ces centres seront tranchés par la Direction générale de santé.

CIRCULAIRE DE LA DIRECTION GENERALE DE SANTE DU 8 JANVIER 1931

1° Les matières que doivent comprendre les *cours des Instituts provinciaux d'hygiène* aux pharmaciens-inspecteurs municipaux qui désirent les suivre seront :

a) *De bactériologie*. — Examen de bactéries fraîches ; colorations simples ; méthode de Gram ; acido et alcool-résistance ; montage et conservation des préparations ; milieux de culture, ensemencements et isollements, études de culture ; stérilisation ; inoculation et autopsies des animaux de laboratoires les plus courants ; études monographiques des bactéries pathogènes les plus communes.

b) *De parasitologie* : paludisme, fièvre récurrente, syphilis, kala-azar, ankylostome et ténia.

c) *De chimie clinique et sanitaire* : urines, suc gastrique ; liquide céphalo-rachidien ; sang ; pertes pathologiques ; farine, pain, chocolat, lait, vins, vinaigre, huile, etc...

d) *De désinfection et antiparasitaire*. — Connaissance et manipulation des appareils.

2° Les cours seront éminemment pratiques. On ne donnera que les explications théoriques indispensables.

3° Le nombre de leçons de cet enseignement ne sera pas inférieur à 50. Il ne durera pas plus de trente jours.

4° Les Instituts provinciaux d'hygiène percevront pour ces cours, un droit de 50 pesetas, dont 25 % resteront aux organismes sus-dits, comme frais de réparation et d'entretien. Le reste sera versé au personnel technique et auxiliaire ayant contribué à ces enseignements.

5° A l'achèvement du cours, les pharmaciens l'ayant suivi seront soumis à une épreuve d'aptitude passée devant le personnel technique. Cette épreuve, déterminée par l'Inspection générale de santé, consistera dans la résolution de deux problèmes pratiques et d'un travail écrit, égaux pour tous ceux qui auront suivi le cours, et, naturellement en relation avec les matières de l'enseignement, objet de la première instruction de cette circulaire.

Cette épreuve d'aptitude, passée devant le Tribunal désigné par la sus-dite Direction générale, sera également exigible des pharmaciens ayant accompli leur préparation hors des Instituts provinciaux d'hygiène. La certification correspondant à l'exercice des fonctions du règlement en vigueur, mentionnée dans la deuxième disposition de l'ordonnance royale sera inexcusable.

6° Les Inspecteurs provinciaux de santé, comme directeurs techniques des Instituts sus-dits, indiqueront le nombre de pharmaciens titulaires pouvant participer à chaque cours spécial. Ils tiendront compte du total

de ceux qui exercent dans la province, des conditions du local, du matériel, etc... et de ce dont ils disposent.

7° A l'achèvement de chaque cours, les sus-dits inspecteurs provinciaux remettront à cette Direction une relation nominale des pharmaciens agréés ayant passé avec succès l'épreuve d'aptitude.

Madrid, 8 janvier 1931.

ORDONNANCE DU 22 AVRIL 1932
Sur les centres secondaires d'hygiène

(Porte la création de plusieurs de ces centres et indique la façon dont ils devront être administrés.)

CHAPITRE VII

Lutte contre le paludisme

(Quinine)

REGLEMENT POUR LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME DU 13 DECEMBRE 1924

..... ART. 41. — Quand un grand nombre de personnes se réunissent toute l'année ou une partie de l'année dans des zones de culture ou autour d'industries, mines, travaux du génie ou autres travaux de genres divers, on devra, chaque fois qu'il n'existe pas de pharmacie dans cette colonie, installer dans l'exploitation, au compte du propriétaire du terrain ou de la compagnie exploitante, un dépôt de quinine pour la consommation de tous ses habitants.

..... ART. 60. — Pendant les travaux et études antérieurs à la déclaration d'une zone de paludisme, et, la première année à partir de la date de la déclaration, la commission centrale ou les commissions provinciales ou locales d'accord avec la première, pourront remettre gratuitement et directement de la quinine à tous les paludéens au moyen de ses représentants. De même, quand se présentent des malades soumis à l'art. 63, venant de zones non déclarées atteintes de paludisme, le dispensaire délivrera de la quinine directement et gratuitement.

ART. 61. — Pendant ce temps, on organisera :

1° Le traitement des pauvres de chaque agglomération, quand ils ne sont pas visés par le paragraphe 3 de cet article. On leur remettra la quinine payée par la Municipalité sur ordonnance de ses médecins ou des médecins des commissions anti-paludéennes.

Sur cette ordonnance, le médecin fera constater qu'il s'agit d'un malade paludéen ou à la charge de la bienfaisance municipale.

La quinine sera délivrée dans les pharmacies voisines ou dans les « botiquines » ⁽¹⁾ légalement constitués. La commission devra la délivrer à prix coûtant (ports, récipients et préparation compris). Les pharmaciens seront autorisés à majorer le prix d'achat de dix pour cent.

2° Le traitement des employés de l'Etat et de leurs familles, soit avec la quinine de la bienfaisance municipale, soit avec des médicaments délivrés directement par les services anti-paludéens.

3° Le traitement dans les conditions stipulées aux art. 64, 65 et 66 de tous les employés et de leurs familles.

..... ART. 64. — Le paiement aux pharmaciens des médicaments visés par l'art. 61, paragraphes 1 et 3, se fera par les Municipalités sous la même forme que celle prévue pour le règlement des ordonnances de bienfaisance.

ART. 65. — Dans les zones de paludisme déclaré, les frais occasionnés pour la quinine délivrée par les pharmaciens seront payés ainsi :

20 % par la bienfaisance municipale,

80 % par les propriétaires du terrain.

Le total dû par les propriétaires sera réparti entre eux au prorata de leur cadastre....

..... ART. 69. — Dans les cas où le paludisme se manifesterait avec une intensité exceptionnelle, constituant un grave problème sanitaire

(1) Voir ordonnance du 26 juin 1915.

et causant l'émigration des habitants, la commission centrale prendra des mesures extraordinaires allant jusqu'à la répartition gratuite de la quinine, si cela était nécessaire, même après avoir dépassé le délai du temps prévu à l'art. 60.

..... ART. 73. — Est formellement interdite la revente de la quinine, remise gratuitement par les commissions, municipalités ou particuliers. Cette vente sera punie en vertu de l'art. 77 de ce règlement.

.....

ORDONNANCE DU 16 JUILLET 1931 Acquisition et administration de la quinine

(Cette ordonnance développe et confirme celle du 13 décembre 1924.)

ARTICLE PREMIER. — L'organisation du traitement des malades paludéens par l'Etat commencera par la province de Caceres, qui peut être actuellement considérée comme entièrement paludéenne. On l'étendra les années suivantes aux autres régions désignées par la commission centrale.....

..... ART. 6. — La commission centrale fixera le prix de vente de la quinine sous ses différentes formes. Ce prix sera le prix coûtant compris la préparation, le conditionnement et le port), majoré de 20 % au bénéfice de la pharmacie distributrice.

ART. 7. — Pour avoir droit aux bénéfices de la quinine d'Etat, il sera nécessaire de présenter à la pharmacie ou aux « botiquines » légalement constitués, une ordonnance officielle attestant du résultat positif des recherches effectuées dans un service antipaludique central, provincial, municipal ou particulier, officiellement qualifié pour cela.

ART. 8. — Ont droit au bénéfice de la quinine d'Etat :

- a) Les pauvres et leur famille,
- b) Les employés des services officiels,
- c) Les employés particuliers et leur famille.

Les définitions d'employés et de pauvres seront celles déterminées par les art. 62 et 63 du décret royal du 13 décembre 1924.

.....

CHAPITRE VIII

Spécialités pharmaceutiques

DECRET ROYAL DU 9 FEVRIER 1924

Règlement pour la préparation et la vente des spécialités pharmaceutiques

CHAPITRE PREMIER

Des spécialités pharmaceutiques et de leur classe

ARTICLE PREMIER. — En vertu de ce règlement, on entend par spécialité pharmaceutique tout médicament de composition connue, se distinguant par le nom de son auteur et une dénomination conventionnelle, mis dans des récipients particuliers, uniformes, et clos pour la vente au public, et sur les étiquettes, conditionnements ou imprimés desquels se traite de leurs vertus curatives (1).

Devant l'impossibilité de fixer une limite précise entre l'aliment et le médicament, on ne considérera pas comme spécialités, les produits souvent employés en thérapeutique dont l'action est essentiellement alimentaire (lait ou ses sous-produits, farines, extraits et jus de viande, eaux de table, sirops rafraîchissants, liqueurs et vins, dont la préparation est à base de substances amères ou aromatiques, et qui sont utilisés comme apéritifs) dont la vente est déclarée libre, bien qu'ils adoptent la forme de spécialités et que leur préparation doive être confiée à un chimiste-pharmacien.

Sera libre également la vente des produits destinés à l'hygiène de la peau, cheveux, dents, etc... On ne les considérera pas comme des spécialités s'il n'entre pas dans leur composition quelque substance dont la toxicité est manifestement évidente.

Les préparations à composition totalement ou partiellement inconnue, ainsi que celles ne portant que les phrases « à base de... » « traitement pour telle ou telle maladie... », « fortifiant pour... », etc., seront considérées comme des remèdes secrets et leur vente restera formellement interdite.

ART. 2. — Aucune spécialité pharmaceutique ne pourra être préparée ni mise en vente sans avoir été préalablement enregistrée à la Direction générale de santé. Toutes celles qui ne se conformeront pas à ces prescriptions seront considérées comme clandestines et confisquées, sans préjudice des sanctions s'y appliquant.

Toute spécialité dont la formule sera l'œuvre de son auteur, qui ne sera inscrite à aucune des pharmacopées officielles ou qui représentera une modification, quant aux constituants, ou à la dose ou aux méthodes de préparation consignées pour chaque préparation officielle, et qui, à part les caractéristiques signalées à l'art. 1, seront élaborées et exploitées industriellement, acquitteront les droits d'inscriptions signalés à l'art. 24.

On classera, cependant, pour être enregistrées, en bénéficiant du tarif spécial de l'article cité :

a) Les spécialités d'auteurs espagnols, constituées de formules officielles, nationales ou étrangères, littéralement reproduites. Il faut mentionner sur les conditionnements, étiquettes et prospectus de quelle

(1) Les sérums et vaccins seront enregistrés indépendamment des spécialités et les produits opothérapiques seront enregistrés encore autrement.

pharmacopée elles sont originaires et conserver le nom sous lequel on les désigne sans y substituer ni ajouter aucun autre de fantaisie.

b) Celles qui consistent simplement en formules pharmaceutiques ne comprenant qu'un seul élément, soigneusement dosé à condition que cette dose soit notée sur les imprimés joints et qu'elles ne soient pas désignées sous des dénominations conventionnelles.

c) Celles que les pharmaciens préparent dans leurs officines pour la vente au détail à condition qu'ils se conforment aux prescriptions de ce règlement quant à ce qui se rapporte aux conditionnements, étiquettes et prospectus.

d) Les groupes de spécialités (comprimés, pastilles, dragées, grains, ovules, etc...) réunissant les conditions précisées aux paragraphes a) et b). Mais, si entre elles il y en a une de formule originale, elle devra être considérée comme une spécialité indépendante des autres du même groupe et elle sera inscrite à part sur le Registre général.

e) Les médicaments devant être employés par voie hypodermique, appelés injectables, et sur les étiquettes desquels on mentionnera nécessairement la date de préparation et la limite de conservation au delà de laquelle ils pourront être retournés au laboratoire producteur. Cette disposition se rapporte uniquement aux produits altérables.

ART. 3. — Toutes les spécialités préparées en Espagne, quelle que soit leur provenance, même si leur auteur est étranger et a cédé ou autorisé leur préparation pour l'Espagne, devront avoir leurs étiquettes, conditionnements et prospectus rédigés en espagnol. On n'admettra que la traduction complémentaire du prospectus en d'autres langues, en conservant à la meilleure place, le texte espagnol. On devra également consigner en un endroit très visible des étiquettes, le prix de vente au public en pesetas, sans que le vendeur ne puisse, sous aucun prétexte, modifier ce prix.

CHAPITRE II

Lieux de préparation

Pharmacies - Laboratoires - Laboratoires collectifs

ART. 4. — Tous les laboratoires destinés à la préparation des spécialités pharmaceutiques, devront nécessairement avoir à leur tête un pharmacien espagnol dont le diplôme sera enregistré. Leurs spécialités seront préparées sous sa direction et sous sa responsabilité.

Les propriétaires de laboratoires feront savoir par écrit à la Direction générale de santé : le lieu où est établi le laboratoire, les spécialités qui s'y préparent en indiquant leur composition respective et le nom du pharmacien chargé des préparations et dirigeant le laboratoire.

Les laboratoires, annexes de pharmacies ⁽¹⁾ ne pourront préparer que des spécialités à leur compte.

ART. 5. — Les sociétés autorisées par la loi pour avoir des pharmacies, ne pourront préparer pour la vente aucune spécialité, ni à leur nom, ni au nom du pharmacien gérant. Ne feront exception que les veuves et orphelins de pharmaciens, dans les officines desquels ne sont préparées que des spécialités ayant appartenu au défunt. Ils pourront les préparer, même s'ils ne conservent pas l'officine, dans un laboratoire spécial, sous la direction d'un pharmacien gérant, dont le subdélégué prendra connaissance pour l'enregistrer à la Direction générale de santé. On devra constater sur les étiquettes et imprimés de ce genre de spécialités, la condition du laboratoire et le nom du pharmacien qui le gère.

Pour l'enregistrement de ces spécialités, la veuve et les orphelins disposeront d'un délai de six mois, à dater du décès du pharmacien. Ne pourront en aucun cas être préparées des spécialités enregistrées postérieurement à ce délai.

Le gérant d'une officine de pharmacie pourra indépendamment établir pour la préparation de ses propres spécialités, un laboratoire lui appartenant. Il devra avoir l'autorisation de la Direction générale de santé.

ART. 6. — Pour établir des laboratoires collectifs, il faudra solliciter une autorisation spéciale de la Direction générale de santé. La demande

(1) Voir l'ordonnance du 23 juillet 1925.

sera accompagnée d'un exemplaire du projet approuvé pour l'organisation et le fonctionnement de la Société. Elle indiquera, en outre, les noms et conditions des fondateurs, propriétaires et les noms de ceux qui dirigeront la préparation, en spécifiant qu'ils sont responsables des spécialités qu'ils préparent.

Le directeur et tous ceux qui exercent des fonctions techniques devront toujours être pharmaciens. La demande sera examinée par le subdélégué correspondant.

Ces laboratoires devront rendre compte à la Direction des spécialités qu'ils se proposent de préparer. Une notice à leur sujet accompagnera la demande. Elle spécifiera leurs compositions respectives, en conformité avec ce règlement. Les spécialités groupées au catalogue d'origine, seront enregistrées de même manière.

CHAPITRE III Vente et importation

ART. 7. — Seront prohibées: la préparation et l'introduction en Espagne de spécialités originales, œuvres d'auteurs étrangers, à moins que ceux-ci n'aient légalisé leur situation professionnelle en se conformant aux lois du royaume, et, qu'ils n'aient concédé leur droit de fabrication ou en tout cas le droit de les préparer en Espagne, selon les conditions stipulées en règlement.

Les Douanes interdiront l'importation de spécialités en vrac ou en récipients n'ayant pas la présentation définitive pour la vente, telle qu'elle devra être livrée au public même s'il s'agit de spécialités enregistrées.

Les autorités sanitaires veilleront à ce que, sans exception, les spécialistes étrangers possédant actuellement des laboratoires en Espagne, se conforment aux conditions énoncées.

Conformément à l'art. 2 de la Constitution qui l'affirme et à la théorie judiciaire de l'irrévocabilité qui le corrobore, continueront à fonctionner conformément aux dispositions en vigueur lors de leur établissement, les laboratoires qui, s'étant conformés à ces dispositions, avaient été autorisés à préparer des spécialités étrangères en Espagne.

Tous les laboratoires qui seront ultérieurement autorisés dans le même but, seront soumis aux prescriptions de ce règlement.

Toute cession, transmission ou modification, altérant en tout ou en partie la constitution de la Société, ou la qualité, ou le numéro des spécialités enregistrées, obligera à un nouvel enregistrement. On devra rendre compte à la Direction générale des changements de personnel dans la direction technique des fabrications.

ART. 8. — La vente des spécialités étrangères sera soumise, pour ses auteurs et importateurs, aux mêmes dispositions que celles des spécialités nationales. Les étrangers pourront indiquer, leurs noms, prospectus, mode d'emploi, etc..., en leur langue d'origine, mais, ils devront visiblement mettre en évidence, la traduction espagnole conformément à ce règlement.

Pour l'admission en Espagne d'une spécialité étrangère, sa légitimité devra être garantie par un pharmacien espagnol, dont le nom figurera sur les étiquettes après inscription portée au registre à cet effet, par la Direction générale. Il figurera également au dossier de cette spécialité. A ce dossier sera jointe la nomination de ce pharmacien, et son certificat d'inscription de diplôme, délivré par le subdélégué de pharmacie correspondant.

Ce pharmacien espagnol sera responsable des inconvénients que leur circulation et emploi pourraient occasionner.

Malgré la garantie que l'on exige au nom de la santé publique, comme il est impossible de prévoir si un médicament clos dans un récipient pourra indéfiniment conserver l'intégrité de ses vertus médicinales, toute spécialité qui, au moment de son administration montrera des signes d'altération (changement de couleur, de goût, de transparence, etc...), pourra être retournée au lieu de son acquisition. Sa valeur sera remboursée de la pharmacie au client, et du magasin, fabrique ou laboratoire producteur à la pharmacie.

Répondront des accidents occasionnés lors de l'administration d'une spécialité altérée, son auteur, s'il est national, ou son représentant technique espagnol, s'il est étranger.

Le directeur du laboratoire préparateur et le chef de fabrication répondront des spécialités étrangères fabriquées en Espagne, devant les autorités sanitaires ou les tribunaux de justice du royaume.

ART. 9. — Dans l'esprit de ce règlement, on entendra par substance très active, celle dont la dose maxima initiale d'administration ira d'une fraction de milligramme à cinq centigrammes au plus, et toutes celles à action drastique, antithermique, émétique ou émménagogue, quand elles excèdent une dose thérapeutique moyenne et celles qui, également, peuvent, par leur altération, engendrer des produits nocifs.

Pour l'usage externe, on considérera comme très actives les préparations à action caustique ou vésicante, comprenant parmi celles-ci celles qui contiennent des substances absorbables, nommées au paragraphe précédent.

Seront exclues de ce règlement les préparations pour l'usage externe destinées à la médecine vétérinaire.

ART. 10. — Sur les étiquettes, aussi bien sur celles qui adhèrent à l'excipient, que sur les conditionnements et prospectus obligatoirement rédigés en espagnol (sauf leur traduction complémentaire), figurera d'une façon totalement visible et lisible, le nom sous lequel on distingue la spécialité, celui de son auteur ou préparateur, la composition de la préparation, sous la forme prévue à ce règlement, et le prix de vente au public en pesetas. Sur le conditionnement extérieur on mentionnera au moins, selon les cas, le nom de la spécialité, celui de son auteur, ou de son préparateur ou du pharmacien garantissant le produit, le numéro et la date d'enregistrement et le prix en pesetas.

Sur les spécialités ne pouvant être vendues que sur ordonnance, on ajoutera une petite étiquette en lettres rouges sur fond blanc, disant : « Cette spécialité ne peut être vendue que sur ordonnance ».

Les marques de fabrique, quand leur rédaction et leur idiome constituent une de leurs caractéristiques essentielles seront conservées telles qu'elles furent enregistrées dans leur nation d'origine. La traduction en espagnol devra toujours figurer à côté ou en un endroit bien visible de l'excipient.

ART. 11. — Ne pourront être débitées au public, sans ordonnance, les spécialités constituées exclusivement (à part l'excipient ou un véhicule inerte) par une ou plusieurs substances parmi celles portées ci-dessus comme très actives et dont l'administration peut être considérée comme un de leurs emplois isolés.

Les spécialités de composition complexe, dans lesquelles entrent les dites substances, pourront être débitées sans ordonnance quand, par la faiblesse de leur dose, elles n'offrent pas de dangers.

ART. 12. — Sont formellement prohibées la préparation et l'offre de spécialités qui, directement ou indirectement, sont destinées à éviter la procréation, ainsi que d'indiquer sous quelque forme d'annonce que ce soit, l'efficacité que peuvent avoir celles qui, par analogie d'action thérapeutique, pourraient servir aux mêmes fins.

Les délinquants encourront la peine prévue par la loi sur les attentats contre la santé publique.

La Direction générale de santé définira ces spécialités en indiquant son point de vue sur le récépissé qu'elle remettra à l'intéressé.

ART. 13. — La vente au détail de spécialités pharmaceutiques, sur prescription médicale est réservée exclusivement aux pharmaciens en officines. Les spécialités dont la délivrance au public, ne nécessite pas la présentation d'une ordonnance, pourront être distribuées au détail, indistinctement dans les pharmacies, drogueries et centres de spécialités (1).

(1) Voir ordonnance du 21 janvier 1931.

ART. 14. — La vente en gros se fera dans des établissements légalement destinés à cet usage, même quand leurs propriétaires ne seront pas pharmaciens. Mais, on ne pourra y débiter que des spécialités de vente autorisée. Les autorités sanitaires auront droit d'inspection et de dénonciation en cette classe d'établissements. Elles pourront séquestrer les produits auxquels manqueront les conditions requises.

En vertu de cet article, on considérera comme vente en gros, celle qui se fera aux pharmaciens établis ou à des centres de revente légalement autorisés, quelle que soit, dans tous les cas, la quantité de la demande.

ART. 15. — L'enregistrement des spécialités pharmaceutiques à la Direction générale de santé pourra être unique ou multiple, le premier étant réservé aux spécialités à formules originales et le second pour chacun des groupes compris aux paragraphes d) et e) de l'art. 2 et à l'art. 24.

CHAPITRE IV Enregistrement

ART. 16. — Pour obtenir l'enregistrement d'une spécialité pharmaceutique nationale, on sollicitera la Direction générale de santé, au moyen d'imprimés délivrés par elle. On y détaillera, sans aucune omission, tout ce qui y est détaillé.

Cette demande sera accompagnée d'une note très concise, détaillant la formule qualitative complète et la formule quantitative des éléments causants l'activité thérapeutique de la préparation, avec quelques considérations sur les raisons prises en considération pour la mettre sous forme de spécialité. Y ajouter un exemplaire du produit et séparément des modèles et des échantillons du conditionnement et des prospectus qui seront employés.

Au dos de la demande, le subdélégué correspondant enquêtera et mentionnera qu'il a enregistré le diplôme de l'auteur ou celui du pharmacien décédé et du gérant au cas signalé à l'art. 4.

Le sollicitant réglera la somme correspondante aux droits d'enregistrement et d'enquête, selon le tarif déterminé en ce règlement.

ART. 17. — Pour obtenir l'enregistrement d'une spécialité étrangère, on sollicitera la Direction générale de santé, en accompagnant l'imprimé de trois exemplaires du produit, et des modèles, échantillons et notices auxquels se réfère l'article précédent sur les spécialités nationales.

La demande devra être signée par l'auteur étranger, le préparateur national, si elle est préparée en Espagne, ou le pharmacien qui la garantit, l'autorité sanitaire compétente à cet effet dans le pays d'origine, certifiant au dos la qualité professionnelle du requérant.

ART. 18. — La Direction générale de santé remettra au sollicitant un récépissé portant : le numéro d'enregistrement de la spécialité, la date de son inscription, le nom et la forme pharmaceutique du produit ou groupe de produits, et, postérieurement, l'autorisation pour la préparation et la vente dans les conditions réglementaires. Elle l'établira au nom de l'intéressé, mentionnant si la spécialité a été ou non estimée de vente libre ou exclusive dans les pharmacies sur prescription médicale.

Cette autorisation personnelle ne peut être transférée. Si l'auteur cède ou transmet la propriété de la préparation, il devra en rendre compte à la Direction pour qu'elle annule l'enregistrement à son nom. L'acquéreur pour continuer à la vendre, devra l'enregistrer à nouveau, s'il est qualifié pour sa préparation.

Le récépissé provisoire n'autorise qu'à mentionner sur une étiquette, supplémentaire ou non, l'indication « présenté à l'Enregistrement de la Direction générale de santé, sous le numéro... ». Cela sera suffisant pour la préparation et la vente jusqu'à ce qu'elle soit classée et que l'autorisation définitive soit refusée ou accordée.

Si l'autorisation est refusée, l'auteur ne pourra réclamer le remboursement des droits d'inscription qui sont absorbés pour satisfaire aux frais d'information et d'analyse.

ART. 19. — Les spécialités devront être vendues sous le nom enregistré. Pour l'altérer en tout ou en partie, comme pour modifier la composition de la préparation ou pour changer quelqu'un des détails enregistrés, il faudra effectuer un nouvel enregistrement.

L'identité de nom entre des spécialités de différents auteurs ne sera pas un obstacle pour leur inscription au Registre. Mais, si le titre proposé donne lieu à confusion, avec des dénominations de médicaments, préparations officinales, produits pharmaceutiques ou spécialités chimiques définies et qu'ils ne le fussent pas, l'enregistrement au dit nom sera refusé.

ART. 20. — L'enregistrement des spécialités pharmaceutiques à l'Inspection générale de santé n'intervenant qu'à titre technique pour la préparation et la vente, ne donne pas droit d'empêcher un concurrent, antérieur ou postérieur (voir la loi sur la propriété industrielle).

L'enregistrement, à la direction, ne garantit pas l'exploitation exclusive par le premier enregistré, si un autre en acquière postérieurement le droit, conformément à cette loi. Mais, en ce cas, la concession faite au premier par la Direction générale de santé, deviendra nulle.

CHAPITRE V

Sanctions

ART. 21. — (Voir décret du 11 mai 1926).

.... Ces formalités n'entraîneront pour leurs auteurs aucune aggravation des frais.

On ne pourra ni publier ni mentionner les enquêtes de ces centres, tant sur les imprimés accompagnant la spécialité, que sur tout autre mode de publicité le concernant. Il suffit de consigner qu'elle a été réglementairement enregistrée.

Si après la concession de l'autorisation, on découvre quelque fausseté dans la composition déclarée, cette autorisation sera annulée. Elle ne pourra être à nouveau validée par un nouvel enregistrement au nom du même auteur ou du même préparateur.

L'infraction aux dispositions consignées à l'art. 4 entraînera avec elle la fermeture du laboratoire et la saisie des spécialités préparées, sans préjudice des autres responsabilités qui, conformément aux lois, sont infligées aux infracteurs.

Si l'on prouve qu'un laboratoire national ou étranger ne vit pas dans les conditions exigées pour son fonctionnement, il sera fermé.

ART. 22. — Les autorités sanitaires exerceront une étroite surveillance sur les spécialités, tant nationales qu'étrangères. Elles pourront à tout moment solliciter, dans les formes réglementaires, l'analyse de celles qu'elles estimeront devoir faire. Elles communiqueront, s'il y a lieu, les résultats à l'autorité supérieure et aux Tribunaux de Justice, sous forme de dénonciation en vue des corrections opportunes. La direction, avant de procéder à quelque acte exécutif, communiquera l'enquête à l'intéressé pour que celui-ci puisse y faire opposition et prouver légalement sa bonne foi. Pour en finir avec cette enquête, le Conseil Royal de Santé, au complet, jugera cette affaire.

ART. 23. — Les dépôts ou centres de vente de spécialités ne pourront vendre en gros à des personnes ou entités différentes de celles signalées à l'art. 13. Les délinquants encourront une amende de 250 pesetas la première fois, et de 500 pesetas en cas de récidive.

Toute personne ou entité autorisée pour la vente encourra une amende de 100 à 200 pesetas et la saisie des spécialités en sa possession, si l'on prouve que celles-ci ont été acquises dans des laboratoires ou établissements non autorisés par ce règlement ou délivrant des produits clandestins.

Les établissements vendant des spécialités de diffusion exclusivement pharmaceutique encourront la même pénalité, en sus de celles que de pareils agissements peuvent entraîner.

CHAPITRE VI

Tarifs

ART. 24. — Les droits d'enregistrement s'acquitteront en papier d'Etat, conformément aux tarifs suivants :

Autorisations de laboratoire

Annexé à une pharmacie pour la fabrication de leur auteur, 25 pesetas.
Indépendants pour des spécialités nationales d'un seul auteur, 100 pesetas.

Indépendants pour des spécialités nationales de différents auteurs, chacun : 100 pesetas.

Indépendants pour des spécialités étrangères (un seul auteur) : 250 pesetas.

Collectif ou d'entités sociales pour des préparations nationales : 250 pesetas.

Collectif pour des produits étrangers : 500 pesetas.

Collectif pour des produits nationaux et étrangers : 750 pesetas.

Enregistrement de spécialités

Tarif général

— De formule originale et d'auteur espagnol (articles 1 et 2) chacune (1) : 50 pesetas.

— De formule originale et d'auteur étranger, préparée en Espagne : 200 pesetas.

— De formule originale et d'auteur étranger, non préparée en Espagne : 350 pesetas.

Tarif spécial (2)

— Chacune de celles comprises aux paragraphes a) b) c) de l'art. 2 : 10 pesetas.

— Groupées sous une forme (paragraphe d) de une à dix : 25 pesetas.

— Groupées sous une forme de dix et au delà : chacune 5 pesetas.

— Injectables, d'un médicament à dose variable, de une à dix : 25 pes.

— Injectables, de formes variées, spécifiées en détail sur la demande et devant être enregistrées sous un numéro commun pour le même laboratoire :

De 1 à 10 : 50 pesetas.

De 10 à 25 : 100 —

De 25 à 50 : 200 —

De 50 à 100 : 250 —

Autres documents

Enquêtes ou certificats faits à la demande de l'intéressé : 25 pesetas.

Prises en note des nominations des pharmaciens qui garantissent la légitimité des spécialités étrangères et certificat correspondant : 15 pes.

ART. 25. — (Voir décret-loi du 11 mai 1926.)

DECRET-LOI ROYAL DU 11 MAI 1926

ARTICLE PREMIER. — Le premier paragraphe de l'art. 21 et l'art. 25 du règlement approuvé par le décret royal du 9 février 1924 pour la *préparation et la vente des spécialités pharmaceutiques* sont modifiés ainsi qu'il suit :

« **ART. 21.** — (1^{er} paragraphe). — Dans les cas douteux, tant en ce qui se rapporte aux spécialités enregistrées qu'à celles qui dans l'avenir seront soumises à l'enregistrement, la Direction générale de santé sollicitera l'enquête de l'Académie royale de Médecine sur le concept théra-

(1) Quand une même spécialité doit être répandue, en doses variables ou sous des formes distinctes, sans modification de la composition, on considérera qu'il n'y en a qu'une.

(2) N'est applicable qu'à des spécialités d'auteurs espagnols. Les étrangers verseront des droits doubles.

peutique et pharmacologique de ces spécialités. Chaque fois que cet organisme le jugera convenable, on les analysera à l'Institut de contrôle. »

« ART. 25. — Les droits perçus en vertu des mandements sus-dits, et dont on fera un compte spécial, seront réglés en faveur de la Direction générale de santé. On s'appliquera à satisfaire dans la forme accoutumée aux frais dus pour la fonction d'inspecteur et pour l'officine d'enregistrement, non prévus aux budgets généraux de l'Etat. Il en sera de même pour ceux des visites d'inspection que nécessite l'action fiscale permanente, pour les travaux extraordinaires du personnel technique et auxiliaire pour la publication de règlements, de modèles de certificats, d'enquêtes, imprimés, autorisations et tout ce qu'exige l'intérêt de la santé publique et le bon accomplissement des services sanitaires nationaux. »
Etc.....

ORDONNANCE DU 13 SEPTEMBRE 1926

..... 3° Les spécialités étrangères préparées en Espagne seront considérées, au point de vue sanitaire comme nationales, et par suite seront inscrites dans la classe de ces dernières leur correspondant.

4° Les échantillons gratuits, chaque fois que cette condition est clairement spécifiée sur leur conditionnement, et les produits destinés à l'exportation, sont exemptés de porter le cachet sanitaire.

ORDONNANCE DU 29 JANVIER 1925

..... « Le texte du dernier paragraphe de l'article 3 du règlement pour la préparation et la vente des spécialités pharmaceutiques, doit s'interpréter comme suit :

« Le prix de vente, en pesetas, au public, devra également être consigné en un endroit très visible des étiquettes. Ce prix ne pourra sous aucun prétexte être majoré par le vendeur... »

ORDONNANCE DU 24 AVRIL 1928

(Impose la vente obligatoire des spécialités au prix marqué sur l'étiquette) (sous peine d'amende).

Dérogation à l'article 13 du « Règlement des spécialités »

Ministère de l'Intérieur

DECRET N° 83 DU 6 JANVIER 1931

ARTICLE PREMIER. — Dans un délai de trois mois, l'Académie royale de médecine, déterminera les règles pour la classification des spécialités pharmaceutiques existantes. Elle mentionnera celles qui peuvent être vendues au détail dans des drogueries, en dérogation au principe de la délivrance des médicaments dans les officines de pharmacie.

ART. 2. — Les règles établies par l'Académie royale de Médecine serviront pour la classification des produits enregistrés dans la suite selon ce qui a été prévu à l'art. précédent.

ART. 3. — Entre temps, les spécialités pharmaceutiques ne pourront se vendre au détail que dans des pharmacies, restant autorisée la vente en droguerie des produits et articles mentionnés à l'art. 1, paragraphes 2 et 3 du décret royal du 9 février 1924.

..... ART. 5. — Sera abrogé, en tant qu'il y est contraire, l'art. 13 du décret royal du 9 février 1924.

ORDONNANCE ROYALE DU 21 JANVIER 1931

Accomplissement du décret du 6 janvier

1° A partir de la promulgation de cette ordonnance, les magasins de droguerie, produits chimiques et spécialités pharmaceutiques ne pourront faire le commerce des spécialités pharmaceutiques qu'entre eux et ne les délivrer qu'à des pharmaciens en exercice.

2° Les droguistes vendant à la fois des spécialités en gros et au détail devront cesser de les vendre au détail à la date indiquée ci-dessus.

..... 6° Il est formellement interdit à tous les pharmaciens ayant une officine ouverte au public de faire pression ou de modifier la volonté du public demandant des spécialités pharmaceutiques, car on ne peut, sous aucun prétexte montrer de préférence ni recommander l'acquisition d'aucune spécialité déterminée.

7° Les pharmaciens établis sont tenus de fournir toutes les spécialités enregistrées. Pour en rendre le contrôle facile, la Direction générale de santé leur délivrera un catalogue alphabétique des spécialités officiellement inscrites. Ils tiendront cette publication à la disposition des médecins et du public.

8° Si à quelque moment, le pharmacien manquait de la spécialité demandée, il sera tenu de la procurer dans les délais les plus courts possibles. Il pourra augmenter le prix de la spécialité des frais causés par cette acquisition urgente.

9° Les pharmaciens en exercice ne pourront exercer aucun genre de pression sur les laboratoires producteurs pour les remises que ceux-ci leur font.

Au cas où un producteur ou un groupe de producteurs seraient l'objet de préterition, ils pourraient, après contrôle de la Direction générale de santé, exempter leur préparation du prix marqué obligatoire, sans préjudice des mesures opportunes pour la défense de la santé publique.

DECRET DU 10 NOVEMBRE 1931

Les spécialités françaises seront soumises, au point de vue sanitaire aux mêmes réquisitions et préceptes réglementaires que les spécialités nationales.

ORDONNANCE DU 14 MAI 1934

Règlement sur la préparation et la vente des spécialités pharmaceutiques, désinfectants, sérums et vaccins pour l'usage vétérinaire

(Cette longue ordonnance contenant 58 articles réglemente tout ce qui a trait aux produits et spécialités vétérinaires. Les spécialités pour l'usage vétérinaire doivent être préparées, présentées et enregistrées comme les autres. — La vente au prix marqué est obligatoire. Comme les autres spécialités elles doivent être garanties par un pharmacien et donnent lieu aux mêmes formalités et aux mêmes garanties pour l'importation de l'étranger. Le nom du pharmacien espagnol importateur doit figurer sur le conditionnement. La mention « Spécialité pharmaceutique pour l'usage vétérinaire » en lettres rouges devra être très apparente. L'enregistrement, analogue à celui des autres spécialités se fera à la Direction générale de « Ganaderia ») (art vétérinaire).

« La préparation et la vente de ces spécialités pourra se faire dans toutes les pharmacies et laboratoires, à condition qu'ils soient dirigés par un pharmacien espagnol avec diplôme enregistré. »

(Cette loi détermine le tarif d'enregistrement des spécialités.)

(Les désinfectants, sérums et vaccins sont soumis à des règlements très précis et analogues aux règlements en vigueur pour les sérums et vaccins d'usage non vétérinaire.)

CHAPITRE IX

Vaccins et sérums

DECRET ROYAL DU 10 OCTOBRE 1919

Règlement pour la fabrication et la vente des vaccins et des sérums

ARTICLE PREMIER. — On ne pourra fabriquer de : virus, vaccins, toxines, sérums et produits similaires pour la prophylaxie, le diagnostic et traitement des maladies, sans une autorisation préalable de l'Inspection générale de santé ⁽¹⁾.

ART. 2. — Ladite autorisation sera sollicitée par le directeur du Laboratoire producteur, en indiquant le ou les produits qu'il se propose de fabriquer et les fondements scientifiques de leur préparation. La demande sera accompagnée d'un mémoire descriptif et des plans du laboratoire, de l'indication : de la forme sous laquelle les préparations seront mises en vente, des moyens de conservation, de la dose, des caractères de l'activité des différents produits et finalement de leur durée maxima.

ART. 3. — Pour les produits nouveaux, on devra indiquer sur la demande, outre les données consignées en l'article ci-dessus, quelles sont, d'après l'opinion de l'auteur les propriétés justifiant l'emploi de la préparation, pour la présentation, le traitement ou le diagnostic d'une maladie déterminée.

Au moment de présenter sa demande, le laboratoire producteur versera 25 pesetas, comme droit d'inscription pour chaque produit. L'inscription sera gratuite pour les laboratoires officiels.

ART. 4. — Pour obtenir l'autorisation, il sera nécessaire :

a) Que la direction technique soit confiée à un médecin, à un pharmacien ou à un vétérinaire de compétence reconnue.

b) Que le personnel soit suffisant et sain. Il sera isolé du laboratoire, durant ses maladies ou celles de sa famille si elles sont de caractère contagieux.

c) Que les animaux employés réunissent les conditions générales de santé nécessaires pour l'emploi auquel on les destine, étant sous la surveillance d'un vétérinaire.

d) D'avoir des locaux appropriés dotés des appareils et des ustensiles pour la fabrication et la conservation des produits.

ART. 5. — Avant que l'autorisation ne soit accordée, l'Inspection générale de santé ordonnera qu'une visite d'inspection soit faite par un délégué spécial qu'elle désignera. Celui-ci enquêtera sur l'accomplissement des conditions ci-dessus mentionnées et sur tout ce qui pourra être intéressant pour la délivrance de l'autorisation.

ART. 6. — Quand toutes ces prescriptions seront satisfaites, l'Inspection générale de santé accordera l'autorisation dans les délais les plus brefs. Cette autorisation sera valable en tant que les produits resteront conformes aux conditions requises et que, au cours des inspections réalisées par le délégué ne se trouve violée quelqueune des conditions exigées lors de l'autorisation.

(1) Voir l'ordonnance royale du 5 novembre 1920 et le règlement du 14 mai 1934.

ART. 7. — Si le producteur vient à changer quelques-unes des conditions mentionnées à la délivrance de l'autorisation, il lui faudra une autre autorisation comme s'il s'agissait d'un nouveau produit.

ART. 8. — Chaque produit nécessitera une autorisation spéciale. Tout produit nouveau nécessitera également une autorisation.

ART. 9. — Pour l'introduction en Espagne de : virus, vaccins, toxines, sérums et produits similaires fabriqués à l'étranger, il faudra :

a) L'autorisation du gouvernement d'origine,

b) Se soumettre à toutes les prescriptions édictées pour le contrôle et la vente des produits nationaux.

c) Une autorisation spéciale délivrée par l'Inspection générale à la requête de l'Institut producteur ou des entités introductrices en prenant avis de l'officine technique dont il est parlé à l'article suivant.

ART. 10. — L'Etat veillera constamment à la pureté et à l'efficacité des produits visés par ce règlement. A cet effet, sera créée une officine technique de contrôle, dépendant de la sus-dite Inspection générale. Elle aura un personnel technique nommé par examen-concours.

ART. 11. — L'Inspection générale prenant avis des laboratoires et des corporations scientifiques, qu'elle jugera utiles, délimitera dans le délai le plus court possible, le cadre des conditions auxquelles doit se soumettre chaque produit, la durée maxima de son activité et la quantité nécessaire pour le contrôle.

ART. 12. — Quand elle le jugera utile, l'Inspection générale ordonnera que ses délégués spéciaux prélèvent des échantillons des produits d'un laboratoire déterminé directement dans ce laboratoire ou en les acquérant dans les dépôts de vente parmi les quantités marquées de chaque produit par l'officine technique de contrôle, et, en tout cas, avec les garanties nécessaires qui seront requises pour son essai à ladite officine. Celle-ci, le plus rapidement possible, renseignera l'inspection sur l'activité des produits conformément aux procédés de mesure adoptés.

ART. 13. — Si à l'examen, l'officine de contrôle trouve violées quelques-unes des conditions requises pour la fabrication et la vente dans des limites non préjudiciables à la santé publique, le laboratoire correspondant sera mis en présence du fait. On lui fera savoir que si cette faute se renouvelle sur les produits sortant du laboratoire après cet avertissement, elle deviendra un cas de récidive et les produits ne seront pas livrés à l'usage prévu.

ART. 14. — Si les manquements observés sur le produit préparé, peuvent constituer un danger pour la santé publique, tant par leur inactivité que pour contenir quelque produit nocif, l'autorisation correspondant au produit incriminé sera annulée. On ordonnera que soient recueillis rapidement tous les produits du lot examiné et tous ceux du même laboratoire se trouvant sur le marché avant ou après. On exigera les responsabilités auxquelles il y aurait lieu.

ART. 15. — Tout laboratoire qui, pour une cause quelconque, aurait été privé d'autorisation, ne pourra reprendre sa fabrication sans solliciter une nouvelle autorisation. Il prouvera qu'il a remédié aux fautes antérieurement commises et s'engagera à ne mettre en vente aucun produit de sa fabrication sans avoir préalablement obtenu avis conforme de l'officine technique de contrôle.

ART. 16. — La récidive entraînera l'annulation temporaire pour les fautes légères et l'annulation définitive des autorisations pour des fautes graves. Dans le cas où le préparateur ne se serait pas conformé aux prescriptions de l'Inspection générale de santé, il sera d'abord entendu dans l'enquête faite, puis il aura le droit de recourir devant le Ministre de l'Intérieur.

ART. 17. — La vente des produits visés par ce règlement ne pourra s'effectuer que dans les laboratoires producteurs ou dans des pharmacies.

ART. 18. — Sur le conditionnement de toute préparation, devra se trouver : le nom du laboratoire producteur et celui de son directeur, le nom du produit, la quantité contenue, la date de sa fabrication et

sa durée maxima. Pour les produits des Instituts qui par des manquements antérieurs auraient été soumis à un contrôle préalable, on devra porter la date de ce dernier et le numéro du lot.

ART. 19. — Ceux qui ont en dépôt des produits visés par ce règlement se conformeront à toutes les prescriptions pour leur conservation. Ils ne vendront ni produits altérés, ni ceux qui ont dépassé leur limite de conservation, ni ceux qui ne sont pas conformes aux prescriptions antérieures.

Madrid, 10 octobre 1919.

ORDONNANCE DU 5 NOVEMBRE 1920

Les sérums et vaccins doivent porter la date de leur autorisation

1° Les sérums, vaccins et produits similaires devront porter sur leur étiquetage ou sur un papillon, la date de la concession de leur autorisation par l'« Inspection générale de santé ».

2° Les pharmaciens-inspecteurs des douanes surveilleront l'introduction des sérums et des vaccins des laboratoires étrangers. Ils empêcheront l'entrée, en territoire espagnol, des produits qui n'auraient pas l'autorisation de l'« Inspection générale de santé ».

3° Les inspecteurs provinciaux visiteront, en personne, une fois par an, les laboratoires producteurs de sérums ou de vaccins situés sur leur province. Ils s'assureront de ce qu'ils sont autorisés et de ce que les préceptes du règlement en question y soient respectés.

4° Les subdélégués de pharmacie veilleront à ce qu'il ne soit vendu que des vaccins et sérums de laboratoires autorisés et que ces produits soient conformes aux stipulations des art. 18 et 19 du règlement.

5° Les infractions à ce qui a été ordonné seront punies comme des fautes sanitaires, sans préjudice des sanctions prévues par le règlement sur les sérums et vaccins, et s'il y a lieu, de celles du Code pénal.

ORDONNANCE DU 30 JANVIER 1929

Indication des unités toxiques

1° Toute ampoule de sérum antidiphthérique ou antitétanique portera mentionné très clairement, tant sur son conditionnement que sur l'étiquette de l'ampoule, outre les indications prescrites à l'art. 18 mentionné, celle des unités antitoxiques contenues dans l'ampoule.

2° La quantité d'unités antitoxiques du sérum antidiphthérique ne pourra être inférieure à 200 U. A. Ehrlich par centimètre cube. Pour le sérum antitétanique elle ne sera pas inférieure à 150 U. A. américaines par centimètre cube ou à leur équivalent dans les unités internationales acceptées. On admettra que pour l'usage curatif, la valeur totale du sérum contenu dans l'ampoule ne pourra être inférieure à 2.000 U. A. pour le sérum antidiphthérique ni à 1.500 U. A. pour l'antitétanique.

3° Quand un sérum ne contiendra pas le minimum d'unités antitoxiques exigé, on procédera à l'interdiction immédiate de sa vente et à l'application des sanctions établies à la base 17 de l'ordonnance royale du 29 juillet 1927...

ORDONNANCE DU 23 MAI 1929

1° La limite de durée pour l'efficacité thérapeutique des sérums antitoxiques emmagasinés dans de bonnes conditions, sera de cinq ans, à compter de la date de la saignée, chaque fois que les producteurs donnent à ces sérums l'excès d'unités antitoxiques calculable pour que pendant les cinq ans, et nonobstant la perte normale d'antitoxines, ils restent compris dans la limite indiquée par l'ordonnance royale du 30 janvier 1929.

2° Afin d'opérer sur des données certaines, l'Institut technique de contrôle étudiera spécialement ce problème, tant sur des échantillons de sérums espagnols que sur des sérums étrangers. D'après les résultats le délai de cinq ans pourra être modifié dans le sens indiqué par ces observations... etc...

CHAPITRE X

Instituts de contrôle et de pharmacobiologie

ORDONNANCE ROYALE N° 858 DU 9 JUILLET 1927

Projet de base pour l'organisation et la réglementation des fonctions
et services de l'Institut de contrôle

I. — Fonctions

BASE 1. — L'Institut national de contrôle aura pour objet, conformément au décret royal le créant (22 déc. 1925), l'examen, la mise en valeur et le contrôle des sérums, vaccins, spécialités pharmaceutiques, succédanés du lait maternel, des désinfectants et l'étude expérimentale de la pharmacodynamie, afin de rechercher les propriétés thérapeutiques des médicaments et des associations de médicaments nouveaux, et de provoquer, dans la mesure du possible, la découverte de nouveaux médicaments.

BASE 2. — La section de sérologie estimera tous les sérums et vaccins nationaux et étrangers que l'on rencontre actuellement sur le marché, et les produits similaires qui apparaîtront ultérieurement pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire.

Les conditions générales que doivent réunir les sérums sont :

- a) L'efficacité pour l'usage prévu ;
- b) L'innocuité (vérification de la stérilité, la proportion de produit actif, l'absence de toxines, de spores, etc.).

Pour les sérums et vaccins, pour la diffusion desquels est exigée une valeur déterminée, l'Institut publiera la méthode d'appréciation adoptée, en recommandant son acceptation aux laboratoires particuliers en vue de faciliter la concordance des divers résultats. Il fera également connaître la technique générale pour l'examen de l'innocuité.

L'Institut procurera, moyennant le versement du prix coûtant, les modèles qui seraient nécessaires pour l'appréciation de ces sérums et produits biologiques qui jouiraient d'une méthode de contrôle reconnue et recommandée par des accords internationaux ou seraient accrédités d'une expérience indubitable.

BASE 3. — Les conditions générales requises pour les vaccins seront :

- a) Innocuité,
 - b) Contenir la quantité et la qualité de germes indiquées sur l'étiquette et la proportion des extraits ou produits qui y sont intégrés.
- Pour la détermination de l'innocuité, on suivra les méthodes généralement en usage, et pour l'appréciation du reste, l'Institut signalera en temps voulu, d'après études comparatives préalables et les résultats obtenus, les méthodes les plus recommandables.

BASE 4. — La section de physiologie pharmacologique contrôlera l'efficacité thérapeutique des produits opothérapiques par les procédés que les progrès de la technique indiqueront être les plus efficaces.

On appréciera également dans cette section les antigènes, anticorps et réactifs vendus dans le commerce pour le diagnostic biologique.

BASE 5. — La section d'analyses chimiques contrôlera la formule déclarée sur les spécialités pharmaceutiques, produits désinfectants et succédanés du lait. Elle appréciera le plus possible la qualité et la quantité des substances qui pourraient exister sans avoir été déclarées.

BASE 6. — L'Institut de contrôle fixera le contenu minimum de substances actives garantissant en pratique l'efficacité des produits biologiques mesurables, à action thérapeutique certaine.

II. — Prise d'échantillons

BASE 7. — La prise d'échantillons pour les travaux de contrôle, s'effectuera aux centres de production ou dans des dépôts ou lieux de vente. On doit, dans ces derniers cas, les recueillir avec la plus grande garantie de légitimité.

Quand la prise d'échantillons aura lieu dans les laboratoires producteurs, leurs propriétaires les fourniront gratis.

BASE 8. — Au passage en douane des sérums, vaccins et produits opothérapiques, l'Inspecteur de pharmacie désigné, communiquera télégraphiquement à la Préfecture des Services pharmaceutiques, leur qualité et leur quantité. Il spécifiera également la personne ou l'entité à laquelle ils sont consignés et destinés.

A réception des marchandises dans les dépôts, leurs consignataires ou propriétaires en aviseront la direction de l'Institut. Celle-ci ordonnera immédiatement la prise d'échantillons, qui devra être faite en présence des intéressés ou de personnes les représentant légalement. On procédera ensuite à la mise sous scellés des paquets jusqu'à achèvement de l'analyse de l'Institut qui délivrera ou refusera la licence correspondante.

Quand les produits biologiques ne réuniront pas les conditions requises, on procédera à leur destruction. Quand ils y seront conformes, on leur opposera une contremarque spéciale pour qu'ils puissent circuler librement sur le marché.

Afin de causer le préjudice le plus faible possible, les analyses de ces produits biologiques étrangers seront préférées.

BASE 9. — Sera généralisé pour les produits opothérapiques nationaux et étrangers, ce qui est actuellement en vigueur pour les sérums et vaccins, en ce qui se rapporte à la mention sur les conditionnements, et en un endroit bien visible, de la date de fabrication, durée maxima, laboratoire fabriquant et nom de son directeur.

III. — Règles à suivre dans ses travaux par l'Institut de contrôle

BASE 10. — Dans l'impossibilité, vu le grand nombre de produits inscrits, de contrôler leur composition dans un délai assez court, l'Institut procédera, de préférence à l'analyse et à l'appréciation de tous les produits nouveaux offerts sur le marché après la publication de ces bases, sans préjudice de soumettre à un examen urgent tout produit de composition douteuse.

A cette fin, toutes les spécialités pharmaceutiques, sérums, vaccins, produits opothérapiques, désinfectants et succédanés du lait, que leurs propriétaires veulent répandre en Espagne, devront faire l'objet d'une demande sous la forme actuellement en vigueur. La Préfecture des Services pharmaceutiques se réserve, cependant, de leur donner le numéro d'enregistrement et l'autorisation correspondante jusqu'à ce que l'Institut confirme la composition ou l'activité déclarées. Ces enquêtes de l'Institut ne dépasseront pas trois mois à dater du jour de la demande d'inscription, sauf pour des cas exceptionnels qu'il y aurait lieu de justifier.

BASE 11. — Ce travail s'effectuera en même temps que le contrôle de la formule et de l'activité des produits antérieurement enregistrés. On suivra dans ces travaux, l'ordre que la direction de l'Institut établira et les demandes émanant des autorités sanitaires.

BASE 12. — La Direction générale de santé, en envoyant à l'Institut de contrôle, les échantillons pour l'analyse, y ajoutera copie de la formule ou de l'activité déclarées par les auteurs de la préparation.

IV. — Discordance entre les formules ou activités déclarées et les résultats d'analyses

BASE 13. — Quand il s'agit de spécialités pharmaceutiques, on considérera la déclaration de l'auteur inexacte dans les cas suivants :

a) Quand la quantité entre les principes actifs déclarés et ceux trouvés dépassera les limites dues aux erreurs d'analyse.

b) Quand les préparations contiendront une quantité quelconque, non déclarée, des substances figurant au règlement des toxiques.

c) Quand manquera quelque-une des substances déclarées.

Pour ce qui se rapporte aux produits désinfectants et aux succédanés de l'allaitement maternel, on estimera comme exacte la formule déclarée, si elle ne diffère pas, commercialement, de la composition indiquée par le producteur.

Dans le cas de produits biologiques mesurables, leur contenu minimum en principes actifs ne pourra être inférieur à celui fixé comme limite par l'Institut de contrôle.

Quant à ces produits biologiques, pour lesquels l'Institut ne signale pas de méthodes spéciales d'appréciation, et en tant que l'on peut découvrir de ces méthodes, l'Institut se limitera à contrôler la qualité, la valeur immunisante et les propriétés thérapeutiques assignées par les producteurs.

Pour les produits biologiques, on tolérera une valeur inférieure à 10 % de celle indiquée quand l'influence des agents extérieurs à l'endroit de la prise d'échantillons, ou le temps passé depuis leur préparation, ou pour les deux causes, peuvent justifier l'atténuation de l'activité déclarée.

BASE 14. — Quand la différence entre l'analyse officielle et la formule déclarée par l'auteur n'est pas conforme aux limites fixées, la direction de l'Institut de contrôle le fera savoir par un rapport justifié aux intéressés, pour qu'ils fassent par écrit autant de déclarations qu'ils le jugent utile pour la justification de la formule présentée.

Dans le cas où l'intéressé serait en défaut, il pourra demander pour sa défense, une analyse contradictoire dans un délai de 30 jours, à partir de cette dernière communication. Il sera réservé à la Direction de l'Institut de fixer la date où devront commencer les travaux.

V. — Garantie des propriétaires

BASE 15. — En prévision des discordances possibles, l'Institut de contrôle conservera pendant deux mois deux exemplaires de tout échantillon analysé. Un de ces exemplaires sera réservé pour que, dans le cas sus-dit, le propriétaire s'il est technicien ou quelqu'un désigné par lui effectue l'analyse en présence du chef de la section correspondante. L'autre échantillon sera gardé pour que, si la discordance subsiste, l'expert, que la Direction de santé nommera, puisse exécuter une nouvelle analyse, en présence de tous les techniciens ayant antérieurement intervenu.

Pour être désigné comme expert de partie, il faudra seulement être en possession d'un titre académique en relation avec la branche dont il s'agira, c'est-à-dire être médecin, pharmacien ou vétérinaire.

VI. — Amendes et recours

(Les amendes s'échelonnent entre 100 et 1.000 pesetas.)

Bases additionnelles

1° Dans l'impossibilité pour tous les services mentionnés de l'Institut de contrôle, de commencer simultanément leurs travaux respectifs, les sections de sérologie et d'analyse chimique commenceront immédiatement leur office. Pendant ce temps la section de physiologie pharmacologique s'organisera. Elle commencera à fonctionner aussitôt que le local le permettra.

2° Par ordre royal, sur la proposition du directeur général de santé, on nommera une commission composée de personnalités notoires dans l'ordre technique ou industriel. Elle aidera l'Institut dans les matières de sa compétence. Son rôle sera fixé par le règlement de ce centre.

Madrid, 9 juillet 1927.

INSTITUT TECHNIQUE DE PHARMACOBIOLOGIE

DECRET ROYAL DU 25 JANVIER 1931

Création de ce Centre
en remplacement de l'Institut technique de contrôle

(A dater de ce jour l'Institut technique de contrôle est supprimé. L'enregistrement des spécialités dépendra directement de la Direction générale de santé. L'Etat versera une subvention annuelle de 500.000 pesetas à cet institut, etc.....)

ORDONNANCE DU 3 JUIN 1931

Règlement de l'Institut technique de pharmacobiologie

CHAPITRE I

Dépendance et fonctions de l'Institut

ARTICLE PREMIER. — L'Institut technique de pharmacobiologie dépendra exclusivement du Ministère de l'Intérieur, sous les ordres immédiats de la Direction générale de santé.

ART. 2. — Ses fonctions seront les suivantes :

a) Le contrôle des sérums, vaccins, réactifs sérologiques, produits opothérapiques et de tous les médicaments nécessitant pour leur appréciation l'emploi seul ou combiné de méthodes biologiques.

b) L'examen des succédanés du lait maternel, l'étude des désinfectants et l'analyse des médicaments et des spécialités pharmaceutiques que l'on jugera utile de soumettre à un examen chimique.

c) La conservation des « types » ou « standards » fournis par les organismes internationaux de contrôle et devant servir d'étalons pour ceux que l'Institut préparera pour les distribuer aux autres centres officiels ou industriels pour doser et estimer leur propre production.

d) Le perfectionnement ou l'essai de nouvelles méthodes ainsi que l'examen de celles déjà établies ; travail qui sera effectué d'accord avec les autres centres similaires étrangers.

Cet Institut entretiendra des relations avec la commission permanente pour la standardisation des sérums, des réactions sérologiques et des produits biologiques de la Société des Nations.

e) Conseiller techniquement la Direction générale de santé sur les problèmes relatifs aux fonctions de l'Institut.

f) Collaborer avec l'industrie nationale afin de diriger son activité, pour qu'en unifiant les techniques et en perfectionnant les méthodes de préparation des produits biologiques, ceux-ci réduisent toutes les conditions requises pour atteindre l'indépendance économique dans cet ordre.

g) Mener à bonne fin les investigations et les expérimentations de technique expérimentale, pour donner une idée de la valeur des médicaments et des nouvelles associations médicamenteuses.

ART. 3. — L'Institut pourra effectuer d'autres analyses et entreprendre des enquêtes de tous genres qui lui seront demandées par la Direction de santé à la requête des autorités, chaque fois qu'elles rentrent dans ses attributions.

ART. 4. — Sous aucun prétexte, l'Institut ne rendra de services de caractère particulier.

ART. 5. — Dans des cas spéciaux, l'Institut pourra autoriser l'enseignement des techniques qu'il utilise et qui pourraient contribuer à la mission qui lui est confiée.

CHAPITRE II

Organisation de l'Institut

ART. 6. — Il sera constitué des sections suivantes :

- 1° De sérologie,
- 2° De physiologie pharmacologique.
- 3° De chimie.

ART. 7. — La mission de la section de sérologie sera :

a) Contrôle des sérums, vaccins, filtrats, ou extraits bactériens, et autres produits de même genre.

b) Préparation et conservation des « types » ou « standards » de sérums et toxines adoptés par des accords internationaux et distribution des « types » aux centres qui les demandent.

c) Préparation et conservation des antigènes et autres éléments à réaction sérologique et contrôle de ceux préparés par l'industrie particulière.

d) Mener à bonne fin les essais et travaux de recherche conduisant au progrès des problèmes techniques et scientifiques propres à la section.

ART. 8. — Pour le contrôle des sérums, vaccins, etc... on suivra les méthodes et techniques sanctionnées par des accords internationaux, et en leur absence on adoptera celles jugées les plus adéquates par l'assemblée technique inspirée par le chef de la section.

ART. 9. — Dans la section de sérologie existera la sous-section d'art vétérinaire chargée du contrôle des sérums, vaccins et autres remèdes ainsi que de toutes les fonctions de l'Institut pouvant se rapporter à l'art vétérinaire.

ART. 10. — La fonction de la section de physiologie pharmacologique sera :

a) Contrôle de l'efficacité thérapeutique des produits pharmacologiques dont la valeur ne pourrait être appréciée que par des méthodes biologiques.

b) Contrôle de l'efficacité des produits qui, bien que pouvant être appréciés chimiquement, exigeraient pour leur emploi le contrôle biologique.

c) Préparation et conservation des « standards » ou modèles de contrôle adoptés par des accords internationaux et délivrés aux centres officiels et particuliers qui les demandent, afin de contrôler leurs propres modèles.

d) Les méthodes et techniques de mise en valeur employées seront celles adoptées par des accords internationaux, et, à leur défaut, celles que l'assemblée technique estimera les plus adéquates d'après l'avis du chef de section.

e) Exécuter des travaux de recherche, étudier de nouvelles méthodes de mise en valeur, modifier celles qui existent, et, entreprendre tous les travaux de thérapeutique expérimentale que le chef de la section jugera utiles pour le progrès des problèmes afférents.

ART. 11. — La fonction de la section de chimie sera :

a) Analyser les succédanés du lait maternel, les désinfectants, médicaments et spécialités pharmaceutiques que l'on jugera utile de soumettre à une analyse chimique.

b) Réaliser les travaux de recherche en rapport avec les fonctions de l'Institut.

CHAPITRE III

ART. 12. — L'Institut technique de pharmacobiologie possédera le personnel nécessaire pour remplir les charges suivantes :

Un directeur, premier chef.

Un chef pour chaque section.

Des auxiliaires techniques de sections en nombre suffisant pour les travaux que chaque section a à réaliser.

ART. 13. — Le personnel subalterne des sections sera constitué du nombre d'aides et de garçons nécessaires pour les travaux de chaque section.

ART. 14. — Le personnel administratif se composera d'un administrateur et du personnel auxiliaire nécessaire pour le service administratif et les services généraux.

ART. 15. — Tout le personnel visé par les articles antérieurs devra être fixé sur le modèle qui, approuvé et publié par le Ministère de l'Intérieur, ne pourra être modifié que sur la proposition de l'assemblée technique de l'Institut ainsi que l'accorde la Supériorité.

.....
(Les articles suivants traitent des attributions du directeur, des chefs de section, des auxiliaires techniques des sections, du secrétaire.)
.....

CHAPITRE IV

De l'assemblée technique et économique

(Deux sections : l'assemblée technique et l'assemblée économique comprennent divers membres (un administrateur dirige l'assemblée économique). Ces membres assurent la bonne marche de l'office.)

CHAPITRE V

Des commandes de matériel

(Toutes les commandes de l'Institut seront faites d'après leur nature, par les chefs de section, le directeur ou l'administrateur, d'accord avec l'assemblée technique et économique.)

CHAPITRE VI

Du régime des analyses

ART. 34. — Chaque section fournira une relation des produits qui doivent être soumis au contrôle officiel, en tenant compte de ce qu'à cet effet existent des méthodes permettant d'avoir un jugement défini sur la valeur et les conditions des produits.

Cette relation, soumise à l'étude de l'assemblée technique et approuvée par elle, sera publiée, modifiée ou amplifiée à mesure que les progrès scientifiques la nécessiteront.

ART. 35. — Les produits biologiques seront soumis au contrôle pour tous les nouveaux lots élaborés. A cet effet, la Direction de santé établira les dispositions nécessaires à la bonne réalisation pratique de ce mandement.

ART. 36. — Les essais de contrôle officiels terminés, les chefs de section en communiqueront le résultat au directeur de l'Institut, qui, à son tour, le fera connaître au directeur général de santé en proposant par la même occasion les mesures que le résultat des analyses doit faire adopter.

ART. 37. — Pour l'enregistrement des spécialités, on enverra à l'Institut trois échantillons des produits enregistrés afin que l'on procède à leur contrôle, s'ils sont compris dans la relation à laquelle se rapporte l'art. 34 ou si l'assemblée technique le juge utile.

D'autre part, afin d'accomplir d'une façon satisfaisante la mission informatrice dont il a été chargé, l'Institut pourra se procurer dans les centres même de production ou dans les établissements qui les délivrent, les échantillons qu'il jugera nécessaires.

ART. 38. — Les envois d'échantillons seront toujours accompagnés d'une note en double exemplaire, signée par le chef de l'enregistrement des spécialités. L'une de ces notes sera archivée dans l'officine de la Direction de l'Institut et l'autre, avec reçu signé du directeur, sera retournée à l'enregistrement des spécialités.

ART. 39. — Les échantillons seront toujours accompagnés d'une copie du contenu de la préparation et du procédé suivi pour mesurer son activité portée sur la note de l'enregistrement.

ART. 40. — Les examens de contrôle seront faits le plus tôt possible, et ne devront pas, en général, dépasser le délai de trois mois, sauf

pour des cas spéciaux où ce délai devra être augmenté à cause du caractère spécial de l'essai expérimental. Dans ce cas, le chef de la section devra le faire savoir à l'assemblée pour que celle-ci donne son autorisation.

ORDONNANCE DU 3 DECEMBRE 1931

Contrôle de différents produits

1° Seront soumis à l'examen de l'Institut technique de pharmacobiologie tous les lots nouveaux des produits suivants, importés ou fabriqués en Espagne :

Sérums thérapeutiques, anatoxines, vaccins microbiens, vaccins anti-varioliqnes, filtrats bactériens, bactériophages, tuberculines, maléines, ferments lactiques, antigènes et autres éléments de sérodiagnostic ; virus immunisants (virus de la peste porcine, etc...), préparations d'arséno-benzol, préparations de glande thyroïde, de glande parathyroïde, adrénaline (supprerénine, épiphedrine), préparations hipophysaires (lobe antérieur et postérieur), insuline, préparation décélant la gestation (folliculine, estrine, etc...), corps digitaliques (préparation de digitale, strophanthus, scille, etc...) préparation d'ergot de seigle, préparation de fougère mâle et d'huile de chenopodium, vitamines.

2° Les instituts et laboratoires producteurs remettront à l'Institut technique de pharmacobiologie, aux fins de contrôle, trois échantillons de tout lot nouveau des préparations ci-dessus mentionnées, accompagnés d'une feuille indiquant :

- a) Le genre de produit,
- b) Le numéro de préparation du lot,
- c) La date de préparation,
- d) La quantité préparée,
- e) Le milieu de conservation et sa proportion,
- f) La valeur donnée au produit (exprimée en unités, quantité de principe actif, activité comparée au standard, etc... selon les cas).
- g) L'épreuve biologique ou chimique employée pour la détermination.
- h) Dans des cas spéciaux comme ceux où, dans une préparation, on aurait employé plusieurs antigènes (par exemple des sérums polyvalents) on énumérerait ceux-ci.

3° Les maisons importatrices de produits biologiques ou opothérapiques étrangers compris dans les indications ci-dessus, devront également remettre trois échantillons dans les conditions sus-dites, de tout nouveau lot qu'elles recevraient.

4° On ne pourra délivrer dans le commerce aucun des produits antérieurement mentionnés avant que l'Institut de pharmacobiologie n'ait porté son jugement sur les échantillons envoyés.

5° L'Institut technique de pharmacobiologie procédera à l'examen des échantillons dans le délai le plus court possible. Quand le résultat sera favorable, il le fera savoir directement à l'entité intéressée en autorisant la vente libre du produit. Dans le cas contraire, il fera un rapport à la direction de santé pour que celle-ci prenne les mesures qu'elle jugera utiles.

6° Nonobstant les dispositions des paragraphes antérieurs, l'Institut technique de pharmacobiologie pourra recueillir des échantillons dans le commerce, dans les instituts, les laboratoires ou dépôts à tous les moments qu'elle jugera utiles.

7° Tous les produits biologiques ou opothérapiques nationaux et étrangers, outre les indications qu'ils doivent porter sur leurs conditionnements en vertu des dispositions en vigueur, devront porter en un endroit bien visible le numéro du lot auquel ils correspondent.

8° Pour les analyses effectuées par la section de chimie, les bases approuvées par l'ordonnance royale du 9 juillet 1927 resteront en vigueur.

La prise d'échantillons, l'analyse, l'interprétation des divergences entre la formule déclarée et contrôlée analytiquement et la garantie des propriétaires se feront comme il a été fait jusqu'à maintenant.

9° Les préparateurs de préparations, quelle que soit leur nature, destinées au traitement de la tuberculose, de la lèpre, du diabète et des néoplasmes, outre qu'ils se conformeront aux dispositions en vigueur, ajouteront des rapports expérimentaux ou cliniques démontrant leur efficacité.

10° En aucun cas on ne pourra utiliser l'opinion de l'Institut de pharmacologie comme réclame pour la vente, toute allusion dans ce sens restant formellement prohibée.

La présente ordonnance entrera en vigueur dès la date de sa publication.

CHAPITRE XI

Eaux minérales et boissons

ORDONNANCE DU 20 AVRIL 1842

Préparation des eaux minérales artificielles dans les Etablissements dirigés par un pharmacien et vente libre des boissons gazeuses

1° Les eaux minérales artificielles doivent être préparées dans des officines ou des établissements dirigés par des pharmaciens.

2° Le directeur ou chef de ces établissements avant de préparer les eaux sus-dites, doit informer l'autorité de l'établissement de la fabrique et indiquer les recettes adoptées pour la préparation de chacune des eaux.

3° Les vases qui sortent de la fabrique avec l'eau ainsi préparée, doivent porter, de façon apparente, une étiquette ou note portant la formule et le cachet de la fabrique sur le bouchon du récipient.

4° On ne peut faire aucune publicité pour ces eaux minérales sans y mentionner la formule.

5° Ces eaux minérales artificielles doivent être en tous temps sujettes à l'inspection de l'autorité, pour que, si elle le désire, elle puisse vérifier la conformité de la composition et de la formule.

6° Ces eaux ne peuvent être vendues que dans des officines.

7° Elles ne peuvent être délivrées sans formule d'un professeur connu.

8° Restent libres la préparation et la vente des orangeades et limonades gazeuses ainsi que de tous autres rafraîchissements dont l'Assemblée suprême donnera la liste. Leur nombre et leur composition ne pourront être modifiés. Les gouverneurs de..... en attendant que ladite liste soit publiée veilleront à ce que, dans les établissements ouverts dans leurs capitales, sans reconnaissance ou autorisation du gouvernement suprême, ne soient plus délivrées que des orangeades ou limonades gazeuses. Ils y porteront la plus grande vigilance.

ORDONNANCE DU 15 JUIN 1842

Sur la préparation et la vente des sirops non proprement médicaux

1° Est libre la vente des sirops de verjus, orgeat, limons, oranges, fraises, framboises, café et thé, etc.....

..... 3° La vente de tous les autres sirops est interdite hors des officines.....

ORDONNANCE DU 14 OCTOBRE 1860

(déclare que la préparation des limonades gazeuses est libre)

DECRET DU 12 JUIN 1894

L'art. 2 des Ordonnances de pharmacie sera modifié dans les termes suivants :

« La vente des eaux minérales et des spécifiques, quand elle a lieu hors des établissements balnéaires, fabriques et pharmacies, pourra se faire

dans des dépôts autorisés par l'administration, après avoir acquitté envers cette dernière les mêmes droits que les propriétaires ou les fabricants.

Ces dépôts seront soumis à l'inspection et aux visites administratives ainsi qu'aux dispositions du chapitre 8 des ordonnances précitées.

Voir : *L'Instruction générale de santé* du 12 janvier 1904 (Chap. XIII).

ORDONNANCE DU 26 JUIN 1911

1° Le bouchage des bouteilles d'eaux minéro-médicinales avec des bouchons de porcelaine ou de caoutchouc est interdit. Il devra s'effectuer uniquement avec un liège aseptique.

.....

ORDONNANCE DU 5 MARS 1912

..... 2° « Est interdite la vente à domicile d'eaux provenant d'établissements ou de puits plus ou moins minéralisés, déclarés ou non d'utilité publique, exploités par des sociétés ou des particuliers si cette eau n'est pas préalablement mise en bouteilles et bouchée au pied de la source minérale ou du puits d'origine. En aucun cas ne sera autorisée la distribution ou la vente de ces eaux en carafon ou tout autre vase. »

ORDONNANCE DU 12 FEVRIER 1925

Vente libre des eaux déclarées d'utilité publique

1° Les eaux minéro-médicinales déclarées d'utilité publique ou dont la vente en bouteilles est autorisée, pourront être vendues librement, tant dans les pharmacies et drogueries que dans les dépôts autorisés.

2° On entend par dépôt autorisé tout établissement marchand payant les impôts *ad hoc* et ayant l'autorisation du propriétaire des eaux.

3° L'unique intervention de caractère sanitaire exigible pour l'embouteillement est l'inspection établie par les art. 40, 169 et 176 de l'Instruction générale de santé. On doit tenir compte quant à la forme des bouteilles, des dispositions des ordonnances du 26 juin 1911 et du 5 mars 1912.

4° Tout établissement vendant des eaux minéro-médicinales devront les placer sur des étagères ou des rayons séparés des autres produits.

ORDONNANCE DU 27 JUIN 1925

(Enonce toutes les formalités à remplir par le propriétaire d'une source d'eau minérale pour être autorisé à mettre cette eau en vente.)

ORDONNANCE DU 14 NOVEMBRE 1932

(Les spécialités et eaux minérales françaises sont soumises aux mêmes droits, taxes et impôts que les spécialités et eaux minérales espagnoles.)

CHAPITRE XII

Saccharine

ORDONNANCE DU 3 AVRIL 1889

1° La saccharine sera considérée comme un médicament dans tous les cas où elle pourra avoir un rapport quelconque avec la législation sanitaire.

2° Est prohibée en Espagne l'introduction de toute substance, qui, destinée à l'alimentation, contiendra de la saccharine en proportion quelconque.

.....

LOI DU 19 DECEMBRE 1899

..... ART. 14. — Sont formellement prohibées, l'importation, la fabrication, la circulation, l'existence et la vente dans le royaume, des substances alimentaires contenant de la saccharine et ses succédanés et les mélanges de glucose et de sucre.

Lesdits produits adultérés seront saisis où ils se trouveront et rendus inutilisables. Ce fait sera immédiatement porté à la connaissance de l'autorité compétente en vue des sanctions prévues au Code pénal et des autres dispositions applicables en ce cas.

Sont également prohibés dans les fabriques et raffineries de sucre la préparation ou le stockage de glucose, saccharine et autres substances analogues.

LOI DU 24 DECEMBRE 1903

(Confirme celle du 19 déc. 1899.)

..... ART. 2. — L'importation de ces produits (saccharine et succédanés) pour des usages médicaux ne pourra s'effectuer que par les douanes expressément désignées. Leur fabrication, leur existence, leur vente et leur circulation sera soumise à des formalités que le gouvernement déterminera pour assurer leur existence légale.

ORDONNANCE ROYALE DU 9 JANVIER 1904

Sur l'importation et la vente de la saccharine

1° Les douanes de: Irun, Port-Bou, Barcelone, Séville, Bilbao et Grao de Valence sont seules désignées pour l'importation de la saccharine et des produits analogues destinés à des usages médicaux. L'addenda 1° des ordonnances de douanes est modifié dans ce sens.

2° Les importations de ces produits ne pourront se faire qu'au nom et pour le compte de pharmaciens.

Pour effectuer ces envois, il sera nécessaire que l'agent expéditeur prouve en douane que le destinataire exerce légalement la profession indiquée, et qu'il présente en outre une autorisation signée de ce dernier, jointe à la déclaration d'expédition, faute de quoi l'expédition ne sera pas acceptée.

3° Ceci fait, les douanes, pour légaliser la circulation de la saccharine et produits analogues importés, expédieront une formule modèle C n° 9.

..... 9° Il ne sera pas ouvert aux pharmaciens un compte spécial pour les quantités de saccharine et autres produits analogues qu'ils importent. Mais, afin qu'ils ne puissent dépasser les quantités prévues à l'art. 4 (1), et pour se conformer au règlement ci-joint, la direction tiendra un registre général des importations réalisées. A cet effet, les douanes devront rendre compte de tous les envois qui ont lieu selon les instructions de ce décret, pour qu'en vertu de ces documents puissent être faites les comparaisons nécessaires et que soient prises les mesures jugées utiles.

ORDONNANCE ROYALE DU 24 NOVEMBRE 1921

Quantité de saccharine que peuvent importer les pharmaciens

1° La quantité maxima de saccharine et de produits analogues à importer doit être de deux kilos par expédition. Les pharmaciens ne peuvent stocker plus de quatre kilos.

2° Si dans certains cas on est obligé de posséder une plus grande quantité de saccharine ou de produits analogues, on sollicitera une autorisation spéciale du Ministère. Elle sera accordée après justification de l'emploi de ces produits, et toutes les mesures utiles seront prises pour éviter qu'ils ne soient destinés à un autre emploi que l'usage médical.

ORDONNANCE ROYALE DU 7 JANVIER 1928

Autorise l'établissement d'une fabrique de saccharine en Espagne.

..... 2° Le fonctionnement de la fabrique sera soumis aux règles suivantes :

a) Le fabricant présentera chaque jour au contrôleur un bulletin indiquant la nature et la quantité de matières premières entrées la veille dans la fabrique et la quantité de saccharine ou de son sel de soude obtenu..., etc...

..... d) La saccharine et son sel sodique pourront être vendus aux pharmaciens et aux fabricants de papier à cigarette. Les premiers ne pourront en acquérir chaque fois plus de deux kilos. Ils devront se conformer à tous les mandements de l'ordonnance royale du 9 janvier 1903 et justifier que le destinataire exerce, avec aptitude légale, la profession indiquée. La demande de saccharine devra être jointe à la déclaration de débit et à la justification citée ou à sa copie autorisée.....

Etc..... (plusieurs articles déterminant très sévèrement la fabrication et le commerce de la saccharine).

(1) Art. 4 : Une expédition ne pourra pas atteindre plus de deux kilogs. et chaque pharmacie ne pourra détenir plus de quatre kilogs.

CHAPITRE XIII

Alcool

ORDONNANCE ROYALE DU 18 AOUT 1917

Fixation de la quantité soumise à l'impôt quand on exporte des produits pharmaceutiques

1° Sera fixée comme maximum la quantité de 28 litres d'alcool pour 100 litres de produit. On en réglera l'impôt en vertu des dispositions de l'ordonnance royale du 17 mars dernier, appliquant des catégories à 25 ou à 40 pesetas par hectolitre.

2° L'exportation se fera par une douane autorisée pour l'importation des alcools.

3° La quantité exportée ne sera pas inférieure à dix litres par expédition.

4° Chaque fois que l'on fera une expédition, on en prélèvera deux échantillons en se conformant au règlement. Un échantillon sera remis à la direction générale aux fins d'analyses.

5° Les autres préceptes du règlement de l'impôt sur les alcools applicable aux quantités dévolues, devront être strictement observés.

LOI SUR L'IMPOSITION DES ALCOOLS DU 28 JUILLET 1920

..... ART. 11. —

4° Les exportateurs de produits chimiques, parfumerie, vernis et médicaments préparés avec de l'alcool auront droit à la dévolution de l'impôt qu'ils auraient versé pour leur contenu, dans les formes prévues par le règlement.....

DECRET ROYAL DU 4 OCTOBRE 1924

Règlement pour « l'administration de l'impôt sur l'alcool » (la « Renta »)

(Ce règlement, modifiant et amplifiant un règlement du 10 décembre 1908, comprend près de 200 articles. Voici quelques passages concernant plus particulièrement la pharmacie.)

..... ART. 4. — Ne seront pas compris dans ce règlement : la préparation des vins (y compris les vermouths), le cidre, la bière, les éthers, les médicaments et autres produits contenant de l'alcool ou se préparant avec. Sera exceptée la fabrication de l'éther quand elle doit être faite avec de l'alcool sortant des fabriques avec l'impôt garanti en vue de la dénaturation.

Ceux qui préparent ces produits devront conserver les laisser-passer ou bordereaux des alcools qu'ils auront reçu dans leurs établissements pour justifier l'origine de ces mêmes alcools. Ils tiendront un comptecourant où ils noteront les quantités reçues et celles transformées.

Ces comptes se feront sur les livres fournis par l'Administration de l'impôt sur les alcools (la « Renta ») et pourront être examinés en tous temps par les agents de l'administration.

Si ces industriels préféraient se faire ristourner l'impôt qu'ils avaient payé pour l'exportation, ils accompliraient les formalités prévues à l'art. 109.

On ne permettra pas l'emploi pour l'usage de bouche des alcools de vins faits avec du marc, des résidus de vinification ou de vins piqués, à moins qu'ils n'aient été préalablement rectifiés dans des appareils pourvus de séparateurs de têtes et de queues ou ne soient neutres et potables avec une graduation de 96 à 97°.

..... ART. 16. — Le pharmacien-inspecteur assistera à l'acte de reconnaissance des produits alcooliques destinés à la boisson pour examiner s'ils sont ou non nocifs à la santé. Par une démarche faite à la suite du jaugeage, il fera connaître le résultat de son examen, sauf dans le cas où il existerait dans la localité une station sanitaire dotée du personnel et du matériel nécessaires à cet usage. Cette dernière remplirait alors les fonctions attribuées ci-dessus aux pharmaciens-inspecteurs.

..... ART. 60. —

4° Dans les fabriques d'éther, la dénaturation de l'alcool employé dans la fabrication, doit se faire au cours de la préparation du produit à cause du danger présenté. Mais ces fabriques seront autorisées dans les mêmes conditions que celles d'alcool dénaturé. Elles seront soumises, dans leur fonctionnement, à toutes les mêmes formalités que ces dernières.

..... ART. 64. — (Prévoit toutes les formes de dénaturation : par exemple : 4 litres de : alcool méthylique, acétone et benzine mélangés en parties égales pour un hectolitre d'alcool, etc...)

..... ART. 77. — L'importation des essences d'anis ou d'anethol, de rhum, de cognac, de gingembre, d'absinthe, d'anisette, de curaçao, de marasquin, de whisky et autres qui seraient propres à la préparation des eaux de vie composées et des liqueurs, devra précisément se faire par les douanes désignées pour le transit des produits alcooliques, spécifiées à l'art. 15 de ce règlement. Pour autoriser l'importation, les douanes exigeront que les importateurs eux-mêmes ou leurs agents prouvent qu'ils sont inscrits comme fabricants d'eaux-de-vie composées ou de liqueurs, parfumeurs, pharmaciens ou confiseurs.

Les premiers justifieront leur qualité de fabricants de composés ou liqueur en exhibant la patente ou son duplicata délivré par l'administration de la « Renta », et les autres, sur présentation d'un certificat de cette administration, assurant qu'ils exercent la profession ou les industries mentionnées avec l'aptitude légale. A défaut, ils présenteront le reçu de la contribution du trimestre en cours.

Les pharmaciens et confiseurs ne pourront pas importer plus de trois kilos de chaque catégorie d'essence dans une même expédition.

..... ART. 83. — Les fabricants d'eaux-de-vie composées et de liqueurs, les parfumeurs, les pharmaciens et confiseurs utilisant des essences peuvent s'approvisionner de celles nécessaires à la préparation des produits de leur fabrication, soit en les faisant directement venir de l'étranger, soit en les achetant à des fabriques nationales, dûment inscrites et contrôlées, moyennant justification de leur qualité de fabricants.....

..... Les fabricants d'eaux-de-vie composées et de liqueurs, les parfumeurs, les pharmaciens et confiseurs ne peuvent vendre, céder ou transférer des essences que dans le cas de cessation d'industrie et avec l'autorisation de la direction générale des douanes.

Les premiers à la fin de chaque trimestre, fourniront à l'administration principale de la « Renta » de la province, un résumé compréhensif des essences reçues dans le trimestre, de celles consommées dans la fabrique et du stock restant.

Les autres devront conserver les bordereaux qu'ils reçoivent avec les essences afin de justifier leur provenance légale.

..... ART. 118. — Ont droit au remboursement de l'impôt.....

4° Les exportateurs de produits chimiques, de parfumerie, de vernis et de médicaments à base d'alcool, à raison de 70 pesetas par hectolitre, d'alcool contenu correspondant à la somme versée pour les produits qu'ils exportent.

Etc.....

CHAPITRE XIV

Stupéfiants

DECRET ROYAL DU 31 JUILLET 1918

Règlement pour le commerce et la délivrance des substances toxiques et spécialement de celles exerçant une action narcotique, antithermique ou anesthésique ⁽¹⁾

ART. PREMIER. — Le commerce de l'opium, aussi bien brut qu'élaboré, et de ses alcaloïdes, et de toutes les préparations contenant ces principes sous quelque forme que ce soit, ainsi que celui de toutes les substances contenant des alcaloïdes glucosides, ou tout autre principe à action narcotique anesthésique ou antithermique, sera soumis aux dispositions de ce règlement dans un délai de trois mois à dater de sa publication dans la « Gazette de Madrid ».

Les préparations auxquelles se rapporte ce règlement sont celles qui contiennent les substances les plus actives, seules ou combinées entre elles et les complexes qui par leur faible quantité de coadjuvant peuvent être considérés comme des formes pharmaceutiques des toxiques isolément employés.

ART. 2. — En vertu de cette disposition, on entendra par opium le produit naturel de ce nom, qu'il se présente en pains, en poudre ou en granulés, les extraits d'opium et de narcotiques, le marc d'opium et tout résidu contenant l'un ou plusieurs de ses alcaloïdes.

ART. 3. — Devront être considérés comme des dérivés de l'opium, tous les produits, solides ou liquides, contenant de la morphine, codéïne, dionine, diacétylmorphine, héroïne, péronine ou tout autre composé salin de ces alcaloïdes.

ART. 4. — L'introduction de ces produits opiacés en Espagne ne pourra se faire qu'en expéditions d'un poids minimum de trois kilogrammes, quand il s'agit de l'opium, de son extrait ou marc, et de un demi-kilogramme pour les alcaloïdes, leurs mélanges ou leurs sels ⁽²⁾.

ART. 5. — L'introduction de ces expéditions commerciales ne pourra se faire que par les douanes de : Irun, Santander, Gijon, La Corogne, Vigo, Valence d'Alcantara, Cadix, Malaga, Carthagène Alicante, Valence, Barcelone, Port Bou, Séville, Saint-Sébastien, Huelva, Bilbao et Palma.

ART. 6. — L'introduction en Espagne de la coca du Pérou, de la cocaïne, de l'antipyrine et des corps à action analogue, ne pourra s'effectuer que par les douanes mentionnées dans l'article antérieur, et toujours en paquets d'au moins trois kilogrammes pour la coca et d'un demi-kilogramme pour les deux autres drogues ci-dessus et avec visa de l'inspecteur des produits pharmaceutiques ⁽³⁾.

ART. 7. — Les expéditions dont il s'agit aux articles 4, 5 et 6 ne pourront être remises en douanes qu'exclusivement aux agents représentant les collèges de pharmaciens, à des personnes notoirement connues et immatriculées, avec maison ouverte, telles que fournisseurs des pharmacies, laboratoires de spécialités pharmaceutiques et centres pharmaceutiques.

(1) Voir convention du 28 mars 1933, réglementation des toxiques et restriction des stupéfiants.

(2) Voir la réglementation des toxiques et des stupéfiants.

(3) Voir l'ordonnance du 2 septembre 1922.

Les personnes ne remplissant aucun de ces cas et ayant besoin d'acquérir des quantités de ces substances pour quelque fabrication industrielle, pourront les recevoir dans l'une quelconque des douanes mentionnées à l'article 5, en se servant d'un agent qui, nécessairement devra être autorisé par l'Inspection générale de santé.

ART. 8. — Les importateurs des matières mentionnées aux articles 4 et 6 devront fournir un registre spécial numéroté afin d'y porter les noms des acheteurs en gros, ou par paquets entiers, et de leurs destinataires, en spécifiant toujours si les portions vendues sont destinées à des usages médicaux ou à la fabrication de produits chimiques.

ART. 9. — Ces livres seront toujours à la disposition des inspecteurs provinciaux de santé, des subdélégués de médecine et de pharmacie, et à celle des inspecteurs spéciaux, qu'en cas de besoin désigne parfois l'Inspection générale de santé. La résistance ou la dissimulation seront punies par une amende de 50 à 250 pesetas, et la récidive par l'annulation du titre d'agent agréé pour le commerce de ces substances.

ART. 10. — Si les agents agréés pour ce commerce destinent quelques paquets des substances sus-dites à la réexportation vers l'un des états signataires de la convention de La Haye (Allemagne, Etats-Unis, Argentine, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Danemark, Saint-Domingue, France, Guatemala, Hollande, Angleterre, Italie, Japon, Luxembourg, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède, Suisse, Uruguay et Vénézuëla) ou vers tout autre état ayant ultérieurement adhéré à ladite convention, ils devront remettre les paquets intacts et soumettre le produit aux règles légalement établies dans le pays récepteur, pour assurer l'efficacité de la convention mentionnée.

ART. 11. — La possession de l'opium et de ses dérivés et alcaloïdes ainsi que celle de la coca, de la cocaïne, de l'antipyrine, et, en général, celle des alcaloïdes, glucosides et principes connus comme narcotiques, anesthésiques, antithermiques, antigénésiques et abortifs, en quantité ne pouvant se justifier pour l'usage médical et à défaut de l'ordonnance correspondante, sera punie par les délégués sanitaires et par les autorités gouvernementales, d'amendes de 50 à 500 pesetas, selon l'importance du cas (1).

ART. 12. — La récidive dans le commerce illégal des substances mentionnées à l'article antérieur, sera dénoncée par les délégués sanitaires ou par les autorités gouvernementales devant les tribunaux de justice pour qu'ils infligent la sanction due.

ART. 13. — L'introduction, la circulation et la vente de l'opium préparé pour fumer et de tout produit opiacé destiné à cet usage sont absolument prohibés. Les fonctionnaires des douanes, ceux de l'octroi et des autorités gouvernementales confisqueront ces produits comme provenant de l'importation illégale et procéderont immédiatement à leur destruction, sans avoir besoin de recourir pour cela à la procédure judiciaire, mais sur accord de l'autorité compétente et de la reconnaissance professionnelle.

ART. 14. — La vente au détail des médicaments opiacés et de préparation contenant, sous quelque forme que ce soit (extraits, extraits fluides, pastilles, pilules, cachets, teintures, potions, injections, etc...) des principes narcotiques, anesthésiques antithermiques, antigénésiques ou abortifs, s'effectuera exclusivement dans les officines de pharmacie. Les subdélégués de médecine et de pharmacie devront dénoncer comme débitant illégal de médicaments, tout vendeur qui agira hors des sus-dites officines.

ART. 15. — Pour la vente des substances sus-dites, dans les officines de pharmacie, l'ordonnance, écrite et signée par le médecin, sera obligatoirement exigée. L'ordonnance restera en possession du pharmacien et devra être renouvelée si, de l'avis du diplômé, la prescription doit être renouvelée une ou plusieurs fois.

(1) Voir l'ordonnance du 25 janvier 1923 et la réglementation des stupéfiants.

En ce qui concerne la vente des spécialités, contenant de ces substances, on suivra les règlements prévus pour la préparation et la vente des spécialités pharmaceutiques.

ART. 16. — Les drogueries, magasins de parfumerie et autres établissements où par une négligence dangereuse pour la santé publique l'on débite des cachets et autres formes médicamenteuses de certains médicaments inclus dans l'art. 14 et les autres articles de ce règlement, ou des matières premières pour leur préparation, seront l'objet d'une surveillance spéciale de la part des autorités sanitaires, avec la rigueur nécessaire pour empêcher la continuation du commerce illégal de ces médicaments dangereux.

ART. 17. — Pour assurer l'accomplissement des dispositions de l'article précédent, les inspecteurs de santé et les subdélégués de médecine et de pharmacie seront considérés comme des autorités sanitaires. Pour l'accomplissement de leur mission, ils pourront requérir le concours des agents gouvernementaux de police et de sécurité, chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire : et ils dénonceront devant les autorités judiciaires ceux qui récidivent dans ce commerce illégal des médicaments.

ART. 18. — Quand les subdélégués ne pourront pas eux-mêmes assurer entièrement ce service, l'Inspection générale de santé pourra nommer le personnel technique nécessaire pour l'exécution satisfaisante de ce règlement.

ART. 19. — Les paquets ou boîtes de pilules, pastilles, comprimés, cachets et papiers, ainsi que les ampoules à injections, les potions et boissons, chaque fois qu'ils contiennent des principes énoncés à l'article 11, devront porter extérieurement une indication évidente indiquant qu'il s'agit d'un médicament dont l'usage prolongé peut être dangereux et qu'il ne peut être délivré sans ordonnance.

ART. 20. — Les préparations qui, par leur contenu, peuvent entrer dans le cadre de l'art. 11, bien qu'il ne soit pas indiqué qu'elles soient destinées à l'usage médical, et bien qu'il soit indiqué, pour mieux les dissimuler qu'elles soient destinées à un autre usage, ne pourront cependant être vendues que dans des officines pharmaceutiques et seront soumises aux règles établies comme prudentes en de tels cas, sous la responsabilité du pharmacien.

ART. 21. — Ces médicaments dangereux ne pourront être expédiés par courrier en paquets même recommandés, s'il s'agit du commerce en gros, quand ils sont destinés à une officine de pharmacie, laboratoire de spécialités ou personnalité autorisée en vertu de ce qui est mentionné à l'art. 7. Pour la circulation de ces substances dangereuses, en paquets recommandés, au détail, on exigera de l'expéditeur qu'il soit directeur ou gérant d'une officine de pharmacie.

ART. 22. — Le commerce de l'éther éthylique au détail ne pourra s'effectuer que dans des officines de pharmacie. Dans les cas d'urgence on peut en délivrer sans ordonnance, mais si les demandes en sont renouvelées et fréquentes il faut suspecter qu'il s'en fait un emploi abusif.

ART. 23. — Les dispositions antérieurement en vigueur se rapportant au commerce des substances toxiques en général et au transport des médicaments, ne seront abrogées qu'en tant qu'elles s'opposent aux règlements ci-dessus énoncés.

Madrid, 31 juillet 1918.

DECRET-LOI N° 824 DU 30 AVRIL 1928

Sur la Restriction de l'Etat pour la distribution et la vente des stupéfiants

BASE 1. — La « Restriction de l'Etat pour la distribution et la vente des stupéfiants » est établie afin d'éviter la libre circulation de ces substances et ne permettre leur délivrance que sur prescription médicale justifiée. Elle est établie également afin d'assurer le strict accomplissement des obligations dérivées des traités internationaux, et par

suite, pour que le Statut, en vue de la défense de la santé publique, lutte efficacement contre le mal social de la toxicomanie.

BASE 2. — La restriction des stupéfiants sera un service public qui s'établira au Ministère de l'Intérieur. Elle dépendra de la Direction générale de l'Institut technique de contrôle. Elle sera administrée par une Assemblée sociale administrative, aidée d'une inspection en dépendant. Toutes deux jouiront des attributions fixées par ce décret-loi, avec les fonctions organisées par la réglementation édictée.

Ses attributions s'étendront à tout le territoire de l'Etat espagnol, à ses colonies et à ses possessions Nord-Africaines.

BASE 3. — Dès maintenant appartient à la « Restriction des stupéfiants » le droit exclusif d'importation et de répartition des substances et préparations nationales ou étrangères présentant ce caractère déterminé et relaté par la commission dont il est parlé dans la base transitoire, selon publication dans la « Gazette de Madrid ».

BASE 4. — L'éther éthylique industriel sera dénaturé au moment de son importation ou au sortir de la fabrique, s'il a été préparé en Espagne, de telle façon que cette substance devienne impropre à des fins illégales, et compatible, par contre, avec les usages auxquels il est rationnellement destiné.

S'il y a quelque nécessité industrielle d'employer l'éther éthylique pur, on en délivrera la quantité nécessaire sur justification indiquant chaque usage, en prenant les garanties estimées sur son emploi.

BASE 5. — Toute entité légalement établie pourra demander l'abolition à la liste promulguée par la commission mentionnée en la base transitoire, de n'importe quel stupéfiant. Cette demande sera soumise à une enquête de l'Académie royale de médecine et à l'approbation du Conseil royal de santé en session plénière. Sur avis favorable de cette Académie et approbation du Conseil, le Ministère de l'Intérieur édictera et publiera l'ordonnance royale se référant à cette demande.

Ce Ministère pourra provoquer l'enquête sus-dite, sans qu'aucune entité ne l'ait demandé. Sur avis favorable, elle édictera et publiera l'ordonnance royale d'inclusion correspondante.

II

De l'assemblée sociale et administrative

BASE 6. — L'assemblée sociale et administrative sera une entité publique avec personnalité juridique autonome, et capacité spéciale pour les fonctions déclarées et réglementées dans ce décret-loi.

BASE 10. — L'Assemblée administrative sociale de restriction acquerra les substances stupéfiantes nécessaires pour la fourniture nationale, moyennant un concours dont les conditions seront publiées dans la « Gazette de Madrid ».

BASE 11. — L'Assemblée pourra surélever le prix d'acquisition par une surtaxe qui n'excédera jamais 20 % et qui sera destinée :

1° Aux frais de restriction et d'inspection des stupéfiants qui ne seront pas subventionnés par l'Etat.

2° A l'amortissement du prêt de l'Institut technique de contrôle, et par suite à la formation d'un fonds destiné à constituer le capital liquide nécessaire pour acheter, en se servant le moins possible du crédit. Ce sera un fonds convenable pour faciliter aux pharmaciens le paiement de leurs marchandises.

3° A subventionner et primer les études et expériences pour remplacer par d'autres inoffensifs, les médicaments produisant une accoutumance dangereuse ; à protéger les institutions sanitaires adéquates pour la lutte contre la toxicomanie ; à subventionner des délégations aux congrès et conférences qui essaient de rendre cette lutte plus efficace et à subventionner les autres entités sociales qui se destinent aux mêmes fins.

BASE 12. — L'Assemblée au complet établira annuellement un projet de budget pour l'année suivante. Elle le soumettra au Ministre de l'In-

térieur qui l'approuvera après avoir pris avis du Conseil royal de santé.

III

Vente de stupéfiants

BASE 14. — La restriction de l'Etat pour la distribution et la vente des stupéfiants ne satisfera qu'aux demandes des pharmaciens établis en Espagne, des laboratoires pharmaceutiques et des laboratoires d'enseignement ou de recherches, sur justification de leur nécessité. Pour les demandes d'éther on satisfera également à celles des laboratoires d'analyses et de biologie fonctionnant légalement.

BASE 15. — Les demandes à la « Restriction » se feront en utilisant des imprimés à souche qui seront distribués gratuitement à tous les pharmaciens et laboratoires autorisés pour la possession de ces substances. L'organisme sus-nommé et les subdélégués de pharmacie seront chargés de diffuser lesdits imprimés.

BASE 16. — Dans tous les cas où la « Restriction » l'estimera nécessaire, les demandes de substances soumises à la restriction, porteront l'« avis favorable » du subdélégué de pharmacie correspondant. Quand la demande sera formulée par des laboratoires d'enseignement ou de recherche, on mentionnera sur l'imprimé le certificat du chef du centre auquel le produit est destiné.

BASE 17. — La « Restriction » des stupéfiants fera les envois par le procédé et avec les garanties déterminées par la réglementation, afin d'éviter le stockage illicite de la marchandise.

BASE 18. — Reste prohibée l'exportation des substances autorisées par la commission mentionnée à la base transitoire. On n'autorisera leur sortie de la péninsule, dans les conditions réglementaires que pour les Canaries, les Baléares, les possessions Nord-Africaines et les colonies espagnoles.

IV

Ordonnance officielle

BASE 19. — A dater de la publication de ce décret-loi, les pharmaciens ne pourront délivrer au public, sans que la demande en soit formulée sur un imprimé créé spécialement sous le nom « d'ordonnance officielle », aucune des substances ou préparations désignées par la Commission mentionnée dans la base transitoire.

BASE 20. — Cette ordonnance sera délivrée aux collèges dépendant de la Direction générale de santé, conformément aux dispositions de la réglementation pour la « Restriction des stupéfiants ». Les dentistes feront usage de leurs attributions pour formuler conformément aux limitations établies légalement.

Lesdits collèges, demanderont par écrit à la « Restriction » les carnets à souche d'ordonnances. Ils noteront sur leur livre d'enregistrement le nom et l'adresse des diplômés à qui ils les remettent. Sur la demande on devra obligatoirement consigner si l'un des diplômés sollicitant s'adonne au traitement des toxicomanes.

BASE 21. — Sur la souche du carnet spécial d'ordonnances, le diplômé mentionnera la prescription de toute substance, objet de restriction, le nom du client, et son domicile.

BASE 22. — Les ordonnances pour stupéfiants seront uniquement valables pour la province où réside le collègue les ayant délivrées.

BASE 23. — Les collèges de diplômés pouvant prescrire des stupéfiants communiqueront à tous les pharmaciens de la province le nom et la résidence de leurs adhérents et le numéro du carnet à souche attribué à chacun. Ils communiqueront également tous les détails pouvant faciliter la restriction des stupéfiants, à la délivrance de l'ordonnance.

BASE 24. — L'intéressé ou le subdélégué correspondant porteront à la connaissance du collègue respectif, la cessation de l'exercice de la pro-

fession par tout diplômé possesseur d'un carnet à souche de stupéfiants. Le collègue à son tour, en fera part au gouverneur civil et à la « Restriction des stupéfiants », en annulant et en mettant aux archives le talonnaire en question.

BASE 25. — Exceptionnellement, en cas d'urgence, les diplômés pourront prescrire à la dose habituelle, quelques-unes des substances, objet de la « Restriction » sans utiliser l'ordonnance officielle créée à cet usage, chaque fois que l'authenticité de la demande ne peut être mise en doute. Le remplacement de l'ordonnance ordinaire par l'ordonnance officielle devra se faire dans un délai n'excédant pas 48 heures.

Si l'échange n'est pas réalisé dans le temps prévu, le pharmacien le portera à la connaissance de l'Inspection provinciale de santé qui recherchera d'urgence le motif du retard.

BASE 26. — Quand le diplômé égarera le « talonnaire » d'ordonnances officielles, il le fera immédiatement savoir au gouverneur civil de la province, pour que l'ordre d'inutilisation de ce carnet à souche soit publié au bulletin officiel. Il communiquera également cet accident à l'Inspecteur principal de santé qui immédiatement portera ce fait à la connaissance de la « Restriction des Stupéfiants ».

Les pharmaciens feront les mêmes déclarations au gouverneur civil et au subdélégué de pharmacie, lorsqu'ils égareront un de leurs carnets à souche.

BASE 27. — A l'épuisement du carnet à souche, le diplômé présentera personnellement le talon au collègue le lui ayant délivré. On lui délivrera immédiatement un nouveau carnet à souche et on conservera aux archives le talon de l'ancien.

V

Le commerce des stupéfiants en général

BASE 28. — Les pharmaciens en exercice sont exclusivement qualifiés pour la vente au public des stupéfiants, à condition d'avoir une pharmacie ouverte et d'y effectuer la vente.

BASE 29. — Les laboratoires inscrits à la Direction générale de santé fourniront exclusivement aux pharmacies les spécialités préparées par eux, quand elles réuniront les conditions fixées par la Commission nommée à la base transitoire, sans pouvoir, sous aucun prétexte étendre ce commerce hors des limites indiquées.

A part ces restrictions, toutes les autres spécialités pharmaceutiques qui ne seraient pas comprises parmi celles surtaxées par la « Restriction », continueront à être vendues en se conformant au décret royal du 9 février 1924 et à toute autre législation régissant leur préparation et leur commerce. Les échantillons ne pourront être répartis que par la même « restriction » des stupéfiants.

BASE 30. — Dans toutes les pharmacies et laboratoires autorisés pour préparer, vendre ou utiliser des stupéfiants soumis à la restriction, et également dans tous les laboratoires d'enseignement ou de recherches, on tiendra un livre spécial, numéroté et parafé, exclusivement destiné à la comptabilité de ces substances. Il sera délivré par la « Restriction » des stupéfiants. Chaque jour on annotera sur le livre la qualité et la quantité de stupéfiants que les pharmacies et laboratoires recevront de la « Restriction ». On notera les quantités que les laboratoires délivrent sous forme de spécialités, et, pour les pharmacies, les quantités qu'elles délivrent, sur ordonnance spéciale, soit sous forme de spécialités assujetties à la prescription, soit les produits nécessaires pour exécuter les formules.

BASE 31. — Les demandes de stupéfiants des laboratoires et des pharmacies à la « Restriction » et des pharmacies aux laboratoires (dans le cas de spécialités constituées essentiellement de stupéfiants et préparées par eux), porteront obligatoirement : le cachet, la signature et le paraphe du demandeur. L'authenticité de la demande devra être contrôlée avant de satisfaire à cette demande.

BASE 32. — Les pharmaciens conserveront les ordonnances de stupéfiants qui resteront à la disposition des autorités sanitaires pour jus-

tifier l'emploi des substances soumises à la « Restriction ». Les laboratoires d'enseignement et de recherches agiront de même avec les documents assurant l'emploi légitime des stupéfiants reçus.

VI

De l'inspection

BASE 33. — L'Assemblée de la « Restriction » organisera et régira une « inspection technique », composée d'inspecteurs régionaux qui devront être licenciés en pharmacie, et de subdélégués de pharmacie. Les licenciés ne devront avoir ni officine ni laboratoire à eux ni aucun intérêt dans d'autres officines ou laboratoires.

Le « Règlement » indiquera les autres organisations de ce service et les dispositions pour la rétribution du personnel.

BASE 34. — Dans chaque province, l'« Inspection » aura à sa charge le service de la statistique annuelle :

1° De la consommation légitime, régularisée par une ordonnance officielle ou une autorisation équivalente.

2° Des substances confisquées,

3° Des substances consommées illégalement, mais d'une façon certaine.

BASE 35. — La Direction générale de sécurité destinera à l'Inspection du trafic et à la répression de la contrebande des substances soumises à la restriction, une brigade spéciale d'agents qui, sans préjudice de leurs services et sans abandonner leurs rapports avec l'organisme cité, dépendront de la « Restriction » des stupéfiants et recevront à cet effet une instruction spéciale,

Les agents composant cette brigade, outre les émoluments de leur profession, recevront, pour les charges de ce service, la rétribution extraordinaire méritée par leurs travaux.

BASE 36. — Indépendamment de cette brigade, les carabiniers, agents de surveillance en général et les gardes civils surveilleront scrupuleusement le commerce clandestin de ces substances. Conformément aux stipulations de la « Réglementation », on instituera des prix en espèces pour ceux qui auront rendu les meilleurs services, sur les fonds prévus au premier paragraphe de la base 11.

BASE 37. — Les pharmaciens-inspecteurs des douanes examineront scrupuleusement tous les médicaments et produits importés en Espagne pour éviter que, sous de fausses dénominations ou d'autres formes de contrebande, l'on expédie des substances soumises à la « Restriction », aux particuliers ou à des entités quelconques. Dans les douanes des postes, l'on exercera également une minutieuse surveillance dans le même sens. A cet effet, on nommera le personnel compétent nécessaire. On pourra limiter le nombre des douanes pour cette importation.

BASE 38. — On assimilera les stupéfiants, objet de la restriction, aux substances qui ne peuvent être admises dans les ports francs, conformément au paragraphe 11 de l'« Arancel » (1). On ne fera exclusivement exception que pour celles remises au nom de la « Restriction » de l'Etat même si c'est pour un simple transit.

BASE 39. — Tous ceux qui assurent ces services, auront des attributions pour confisquer les stupéfiants qui ne peuvent circuler librement. Les saisies seront emmagasinées à la « Restriction ».

VII

Sanctions

BASE 40. — Sont sujettes à sanctions, toutes les actions ou omissions volontaires favorisant la production illicite, l'importation, le commerce et la circulation des substances soumises à la « Restriction » des stupéfiants, la simple possession illicite des substances ou l'inobservation des stipulations de ce décret-loi. Chaque fois qu'on ne pourra prouver le contraire, ces actions ou omissions seront considérées comme volon-

(1) Tarif officiel des douanes.

taires. Les sanctions consisteront en amendes ou en suspension de l'exercice professionnel ou en fermeture de l'établissement. A part ces sanctions, la « Restriction » aura le devoir de rendre compte aux Tribunaux de tous les faits prévus dans la législation comme fautes ou délits.

BASE 41. — Les amendes seront infligées par le Ministère de l'Intérieur, sur la proposition de l'Inspection, après ratification de la commission permanente à la majorité de ses membres. La suspension de l'exercice de la profession ou la fermeture de l'établissement seront prononcées par la même autorité, sur la proposition de la commission permanente après avis favorable de l'Assemblée, pris à la majorité des membres.

BASE 42. — Au diplômé qui favorisera l'acquisition ou la consommation des stupéfiants pour des fins illégales, on infligera : la première fois une amende de 1.000 à 20.000 pesetas. La deuxième fois une amende de 10.000 à 50.000 pesetas. La troisième fois, outre l'amende, on lui imposera la suspension de l'exercice de la profession, et la fermeture de l'établissement, s'il y a lieu, durant au moins trois mois.

BASE 43. — A tous ceux qui interviendraient dans la production, l'importation le commerce ou la circulation de l'une quelconque des substances objet de cette restriction, on infligera la première fois une amende de 5 à 100 pesetas pour chaque gramme de substance saisie. Si l'on peut prouver la répétition d'une faute semblable ou analogue, l'amende pour la possession de chaque gramme de substance pourra être élevée jusqu'à 500 pesetas. Si l'acte illicite a eu lieu dans l'établissement du délinquant, cet établissement pourra être temporairement fermé. Les mêmes sanctions seront infligées aux responsables de simple possession ou de consommation illicite, et à ceux qui viendraient à ouvrir clandestinement l'établissement dont la fermeture aurait été imposée comme sanction, avant le délai fixé pour sa réouverture.

Pour infliger ces amendes on considérera comme substances pures : les mélanges de morphine et de cocaïne avec d'autres substances ajoutées comme falsifications.

BASE 44. — Les envois de substances auxquelles est applicable cette « Restriction », destinés à des entités ou à des personnes non autorisées, seront confisqués. On infligera au consignataire les amendes énumérées à la base précédente, chaque fois qu'il sera prouvable que le produit a été envoyé sur sa demande, sans préjudice des sanctions qui, conformément à la base antérieure seront infligées à l'expéditeur.

Selon les dispositions de la base 39, les produits saisis seront remis à la « Restriction ».

BASE 45. — Celui qui violera les emballages employés par la « Restriction » des stupéfiants sera passible d'une amende de 10.000 à 25.000 pesetas. Le délit sera porté devant les Tribunaux de justice, et les emballages violés ne seront pas utilisés.

BASE 46. — Celui qui enfreindra quelque'une des prescriptions de ce décret-loi, incluses dans les bases additionnelles et non sanctionnées dans les bases antérieures, sera passible d'une amende de 50 à 500 pesetas. S'il récidive, l'amende sera de 100 à 10.000 pesetas, et, s'il est habituellement coutumier du fait, on pourra lui interdire l'exercice de la profession ou fermer son établissement pour un mois au moins.

BASE 47. — Les amendes pourront être payables dans un délai fixé. Si passé ce délai elles ne sont pas soldées, elles entraîneront la privation de la liberté. Dans ce cas, on appliquera, comme législation supplémentaire, les dispositions pénales de la loi sur les fraudes et contrebande (Contrabando y Defraudación).

Le montant des amendes sera mis à la disposition de l'Assemblée pour satisfaire aux emplois prévus au paragraphe 3 de la base 11.

VIII

De la coopération internationale

BASE 48. — L'Assemblée de la « Restriction » des stupéfiants veillera à l'accomplissement de toutes les obligations relatives à la lutte contre

la toxicomanie qui sont dévolues à l'Espagne par des traités internationaux.

BASE 49. — Au catalogue des substances soumises à la restriction, établi par la Commission nommée selon les dispositions de la base transitoire, on mentionnera chacune des déclarations de stupéfiants faites par les organismes internationaux qui agissent conformément aux conventions souscrites par l'Espagne.

BASE 50. — On promulguera les dispositions nécessaires pour que les navires sous pavillon espagnol ne puissent être utilisés pour le trafic illégal des stupéfiants, d'origine ou d'application illicite.

BASE 51. — L'Assemblée de la « Restriction » communiquera chaque année au Ministère des Affaires étrangères la statistique de l'année précédente, élaborée par l'Inspection, en vertu de la base 34.

A dates déterminées, on ajoutera les chiffres des stupéfiants acquis l'année antérieure, ceux du stock à la fin de l'année, et ceux qu'il faut acquérir. On précisera où peut se faire l'approvisionnement pour que le Ministère en question puisse communiquer cette information aux États ou aux institutions internationales, avec lesquels l'Espagne est d'accord pour éviter l'abus des stupéfiants et qui réciproquement nous communiquent la même information.

BASE 52. — L'Assemblée de la « Restriction » publiera chaque année un mémoire, relatant les mesures prises dans d'autres pays pour éviter l'abus des stupéfiants. Par la même occasion, il fournira la publicité due au labeur réalisé à cette fin en Espagne par cette « Restriction ».

Base transitoire

...La Direction de santé, aidée de l'Institut technique de contrôle, déterminera les substances ou formules qui, étant considérées comme dérivés de celles signalées à la base 3, devront être ajoutées au régime de la « Restriction ». A ces organismes, pour toutes fins utiles, seront incorporés: un médecin, désigné par l'Académie royale de médecine, un professeur de la Faculté des sciences (section chimie)..., un pharmacien, élu par l'Union pharmaceutique nationale, et un délégué de chacune des associations de droguistes, produits chimiques et spécialités pharmaceutiques de Madrid et de Barcelone. Cette commission est également chargée d'établir, grosso modo, le prix de vente aux pharmaciens.

Base finale

Sont abrogées toutes les dispositions s'opposant à l'accomplissement de ce décret-loi.

Séville : 30 avril 1928.

DECRET-LOI ROYAL N° 2045 DU 13 NOVEMBRE 1928

donnant la liste des stupéfiants soumis à la restriction

A) *Opium* : Ses extraits, teintures, électuaires, poudres et pilules. La morphine et ses sels. La diacétylmorphine et son chlorhydrate (héroïne), Narcéine. Feuilles de coca et leurs extraits. *Cocaïne* et ses sels. Ecgonine. *Chanvre* indien, sa résine, ses extraits. *Ether éthylique* médicinal.

B) Toutes les formes pharmaceutiques étrangères (comprimés, granules, poudres, granulés, injections, pilules, solutions, etc...) composées exclusivement d'une ou de plusieurs des substances citées ci-dessus, avec un véhicule inerte servant d'excipient, chaque fois que leur concentration dépasse 0,2 % de morphine, 0,1 % de cocaïne ou contient de l'héroïne quelle qu'en soit la proportion.

C) Les spécialités pharmaceutiques étrangères ci-dessous énumérées : Anesthésique local de Winter (chlorhydrate de cocaïne et adrénaline). Dicodide (hydrocodéine).. Didial (diéthylbarbiturate d'éthylmorphine). Dilaudio (chlorhydrate de dihydromorphine).

Eucodal (chlorhydrate de dihydroxycodéine).
Holopan (alcaloïdes de l'opium).
Hipecopan (alcaloïdes de l'opium, chlorhydrate de morphine, émétine).
Laudanum (alcaloïdes de l'opium sous forme de chlorhydrates).
Narcotine (méconates de morphine et de narcotine).
Narcotal (mélange d'opium de dextrine et de lactose).
Opiosan (alcaloïdes de l'opium).
Pantopon (alcaloïdes de l'opium sous forme de chlorhydrates) ⁽¹⁾.
Paracodine (opiacé obtenu par hydratation de la codéine) ⁽²⁾.
Paveron (alcaloïdes de l'opium).
Sedopon (alcaloïdes de l'opium, scopolamine et spartéine).

Ont été ultérieurement soumis à la restriction :

La méthylecgonine et la benzoylecgonine (le 30 avril 1929).

La benzoylmorphine et les autres esters de la morphine (le 24 février 1930).

Le sédol et la spasmalgine (le 24 février 1931).

REGLEMENT PROVISOIRE SUR LA RESTRICTION DES STUPEFIANTS DU 8 JUILLET 1930

(Malgré son titre de provisoire ce long règlement n'a été jusqu'à présent suivi d'aucun règlement définitif. Il ne modifie qu'en partie l'ordonnance d'avril 1928 qui reste en vigueur sur plusieurs points.)

CHAPITRE I

But, régime et limites de la « Restriction des stupéfiants »

..... ART. 3. — ... L'Assemblée sociale et administrative de la Restriction sera spécialement aidée par une inspection technique et une brigade d'agents dont la procédure sera déterminée par les règles fixées par le décret-loi royal n° 824, et celles fixées par ce règlement.

ART. 4. — Cet organisme agira sur tout le territoire de l'Etat espagnol, sur ses colonies et possessions nord-africaines.

CHAPITRE II

Substances soumises à la restriction et normes à suivre pour réduire ou augmenter leur nombre

..... ART. 7. — L'éther éthylique destiné à des usages industriels sera dénaturé par addition de 2 % d'éthylmercaptan....

CHAPITRE IV

Le président et le secrétaire de la Restriction

ART. 21 (attributions du directeur général de santé).

ART. 22 (attributions du secrétaire général de santé).

CHAPITRE V

Importation, exportation et transit des stupéfiants

ART. 23. — L'introduction en Espagne, la circulation, la vente et la détention de l'opium à fumer, quelle que soit sa préparation et sa quantité est absolument interdite. On appliquera aux contrevenants les sanctions fixées par le décret-loi n° 824 et par le Code pénal.

ART. 24. — L'importation des stupéfiants et des spécialités étrangères en contenant, appartient exclusivement à la Restriction des stupéfiants, dont l'organisme interviendra dans la distribution, le dépôt et la vente.

ART. 25. — Pour le transit des produits ou des spécialités à base de stupéfiants en Espagne, par voie terrestre ou maritime, il sera nécessaire d'avoir un permis spécial que l'on devra demander avec une anticipation

(1) Le sirop de Pantopon a été exclu le 15 juin 1932.

(2) Exclu le 14 février 1933.

suffisante à la Restriction des stupéfiants. Pour en obtenir la délivrance, il faudra faire savoir préalablement et officiellement que le transport en est autorisé par les pays destinataires et d'origine.

ART. 26. — Si à quelque moment et dans des circonstances spéciales, il était nécessaire d'exporter ou de réexpédier quelque produit ou spécialité soumis à la restriction, cet envoi se ferait en accomplissant les formalités internationales régissant ce trafic.

CHAPITRE VI

Acquisition et dépôt de stupéfiants

ART. 27. — L'acquisition des produits et des spécialités étrangères nécessaires à l'approvisionnement national soumis à la Restriction se fera par concours, dont les conditions seront publiées dans la « Gazette de Madrid », sauf s'il s'agit de produits patentés, qui seront acquis directement en fabrique, cette procédure ne leur étant pas applicable.

ART. 28. — Dans les concours on fixera la quantité de produit ou de produits nécessaires et les conditions qu'au point de vue chimique doivent remplir les récipients qui sont présentés. On indiquera également à quelle date doit commencer la soumission, et l'on spécifiera si les livraisons doivent être faites en une fois ou périodiquement.

Autant que possible, les concours auront lieu semestriellement à une date fixe, permettant aux centres manufacturiers de calculer le volume de la production.

ART. 29. — Pour la répartition convenable des stupéfiants, l'assemblée établira les dépôts qu'elle jugera nécessaires.

A cet effet, on préférera les collèges de pharmaciens. On déterminera avec eux les conditions dans lesquelles on leur confiera le dépôt et le pourcentage que la Restriction leur cèdera chaque fois que s'accompliront les dispositions mercantiles en vigueur.

Ces dépôts ne pourront, sous aucun prétexte, majorer le prix des produits et des spécialités. On ne devra tenir compte pour la vente à des personnes autorisées que du prix fixé par la Restriction et des frais occasionnés par l'emballage et l'envoi.

ART. 30. — Pour l'approvisionnement en stupéfiants et en spécialités étrangères en contenant, la Restriction possédera de quoi satisfaire la consommation nationale. A cet effet, les personnes et entités autorisées pour leur trafic devront s'adresser à cet organisme au moins trois mois d'avance, en spécifiant quels produits et quelles spécialités étrangères leurs sont nécessaires.

ART. 31. — Quand les demandes de spécialités étrangères faites à la Restriction n'auront pas été satisfaites dans le délai minimum fixé à l'article antérieur, les personnes autorisées pour leur trafic pourront s'adresser aux laboratoires producteurs. Pour cela, elles devront se procurer un certificat de cet organisme. Il est bien entendu que la marchandise sera reçue par la Restriction qui la remettra aux demandeurs après y avoir apposé son cachet.

CHAPITRE VII

Vente et distribution des stupéfiants

ART. 32. — La Restriction des stupéfiants délivrera les substances et spécialités contrôlées :

- a) Aux dépôts qu'établira cet organisme.
- b) Aux pharmaciens établis.
- c) Aux directeurs des laboratoires enregistrés à la Direction générale de santé.
- d) Aux chefs des laboratoires d'enseignement et de recherches qui en ont besoin.
- e) Aux droguistes autorisés.

ART. 33. — Les demandes de stupéfiants que présentent les personnes ou entités citées à l'art. précédent seront rédigées sur un talonaire spécial fourni par la Restriction aux subdélégués de pharmacie. Ces demandes porteront indfectiblement la signature, la raison commerciale et le

cachet du demandeur et l'avis favorable du subdélégué de pharmacie correspondant. Ce dernier indiquera sur la souche du talonnaire la qualité et la quantité de stupéfiants et de spécialités, la date de la demande, le nom et la résidence du demandeur.

Quand la demande de substances contrôlées sera faite par les laboratoires officiels s'adonnant à l'enseignement et aux recherches, on notera sur les imprimés mentionnés, outre la signature, le paraphe et le sceau du chef de laboratoire, l'avis favorable du directeur du centre dont il dépend.

ART. 34. — La Restriction des stupéfiants fera les envois par poste recommandée, chaque fois que cela sera possible, de même que pour la correspondance officielle. La franchise est concédée à cet organisme.

ART. 35. — Les marchands autorisés par le Ministère de l'Intérieur, sur la proposition de l'Assemblée sociale et administrative, pourront faire le commerce de ces spécialités et produits stupéfiants aux effets et en se conformant aux mandements de ce Règlement. La Restriction leur délivrera les stupéfiants et les spécialités étrangères sollicités par eux.

Chaque mois, ils communiqueront à cet organisme la quantité et la qualité de stupéfiants délivrés en indiquant la résidence et le nom du demandeur. Il est bien entendu que l'on ne pourra, sous aucun prétexte, délivrer des stupéfiants à des personnes ou à des entités non autorisées par les dispositions en vigueur.

ART. 36. — Les magasins de droguerie, produits chimiques et spécialités pharmaceutiques autorisés, devront avoir un pharmacien solidairement responsable des transactions effectuées avec ces stupéfiants. ,

ART. 37. — Les laboratoires établis en Espagne et destinés à la préparation des spécialités contenant de l'héroïne, plus de 2 % de morphine et plus de 0,1 % de cocaïne, pourront délivrer directement les commandes aux pharmaciens établis, aux dépôts officiels et aux magasins de droguerie, produits chimiques et spécialités pharmaceutiques autorisés pour le trafic de ces substances. Les directeurs de ces laboratoires devront obligatoirement communiquer chaque mois à la Restriction le nom et la résidence du pharmacien, dépositaire ou droguiste auxquels auraient été délivrées des spécialités, ainsi que leur genre, leur quantité et leur contenu en substance active.

ART. 38. — A réception des commandes de la Restriction et des factures correspondantes, le consignataire recevra une lettre de valeur équivalente à celle de la marchandise avec échéance à quatre-vingt dix jours. Les frais de recouvrement, de transport et d'emballage seront à sa charge.

ART. 39. — Les produits et spécialités étrangères seront fractionnés ainsi qu'il suit :

Opium : en récipients de capacité suffisante pour contenir 100, 250, 500, 1.000, 2.000 et 3.000 grammes.

Morphine, diacétylmorphine, cocaïne, narcéine et leurs sels, résine de chanvre indien, son extrait et extrait d'opium, seront expédiés en récipients de capacité suffisante pour contenir 2, 5, 10, 20, 25 et 100 grammes.

Les feuilles de coca seront remises en boîtes d'une contenance suffisante pour 100, 250, 500, 1.000, 2.000, 3.000 et 4.000 grammes.

L'éther sera délivré en récipients de 50, 100, 500 et 1.000 grammes, et, quand il s'agira de produits d'origine par 6, 12, 24 et 48 exemplaires.

Les spécialités pharmaceutiques étrangères énumérées au paragraphe c) de l'art. 1 du décret royal n° 2.045 seront expédiées en boîtes de capacité suffisante pour 2, 4, 6, 12, 24, 48 et 96 exemplaires.

ART. 40. — Les étiquettes des emballages indiqueront le contenu total en grammes et le genre des substances contenues.

Ces emballages seront clos. Leur enveloppe portera en évidence « Restriction des stupéfiants ». Ce détail a pour but d'indiquer la provenance du paquet, pour le cas imprévu où l'étiquette serait égarée, qu'il puisse être retourné à son expéditeur.

CHAPITRE VIII

Distribution d'échantillons de stupéfiants

ART. 41. — Les spécialités nommées au décret-loi n° 2.045, et les spécialités nationales ou préparées en Espagne contenant de l'héroïne, plus de 0,2 % de morphine ou plus de 0,1 % de cocaïne ne pourront être envoyées comme échantillon à aucun diplômé.

ART. 42. — Quand un laboratoire producteur désire soumettre à l'expérimentation clinique quelque produit contenant des stupéfiants ou à action stupéfiante soumis à l'article précédent, il devra le demander aux hôpitaux ou aux institutions de bienfaisance officielles. Une fois l'autorisation concédée par le directeur de ces organismes, les échantillons nécessaires seront envoyés par l'intermédiaire de la Restriction.

CHAPITRE IX

Revenus et dépenses

ART. 43. — Les revenus de la Restriction sont constitués par :

La surtaxe, **strictement indispensable**, qui ne sera jamais supérieure à 10 %. Elle défalquera cet organisme de l'acquisition des produits et des spécialités importés.

Quand l'acquisition de spécialités étrangères sera réalisée dans les conditions prévues à l'art. 31, la Restriction percevra seulement 2 % sur la quantité consignée sur les factures se rapportant à l'importation et sur les frais d'emballage et d'envoi.

b) Les sommes prévues au budget général de l'Etat et destinées à ce service.

c) Le montant des amendes.

ART. 44. — Les revenus serviront à subventionner les frais de la Restriction et de l'Inspection des stupéfiants non couverts par l'Etat et à amortir l'emprunt de l'Institut technique de contrôle.

CHAPITRE X

Ordonnance officielle

ART. 45. — La délivrance au public de substances et de spécialités contenant des stupéfiants, dans les cas fixés par le décret-loi n° 2.045, ne peut être faite que par des pharmaciens ayant officine ouverte, et que sur ordonnance officielle.

Ces ordonnances seront fournies par la Restriction aux collèges de médecins et de vétérinaires. Ces entités seront chargées de les mettre en possession de leurs membres, si possible, personnellement.

ART. 46. — S'il n'est pas possible de remettre personnellement ces carnets à souche pour stupéfiants aux membres du collège et qu'ils ne puissent pour leur part remettre la souche du carnet épuisé, les présidents des collèges de médecins et de vétérinaires, d'accord avec le gouverneur de la province adopteront les mesures offrant les plus grandes garanties pour assurer ces envois et retours.

ART. 47. — La demande d'ordonnance sera faite par ces entités sous la forme établie à la base 20 du décret-loi royal n° 824 (du 30 avril 1928). L'enregistrement sera fait sous la forme prévue à cette base.

ART. 48. — Sur les ordonnances officielles, on ne pourra prescrire des stupéfiants qu'à dose thérapeutique, sauf s'il s'agit de traiter des malades accoutumés, on pourra alors prescrire les doses nécessaires mais, toujours sous la responsabilité du médecin de chevet, en ce qui se rapporte à l'usage du médicament.

ART. 49. — L'ordonnance officielle pour les stupéfiants est indispensable :

a) Pour prescrire les produits compris au paragraphe a) de l'art. 1 du décret-loi royal n° 2.045 chaque fois que la teneur en stupéfiants sera supérieure à 0,20 % de morphine, 0,10 % de cocaïne ou contiendra de l'héroïne.

b) Pour les solutions de morphine, héroïne et cocaïne, en toutes proportions.

c) Pour les spécialités étrangères décrites au paragraphe c) de l'art. 1 du décret-loi royal n° 2.045.

d) Pour les spécialités nationales et étrangères préparées en Espagne, contenant de l'héroïne ou d'une teneur en morphine ou en cocaïne supérieure à celle indiquée au paragraphe a) de cet article et avec excipient inerte.

ART. 50. — Dans les hôpitaux, la prescription des stupéfiants se fera sur un livret spécial que les médecins de salle conserveront spécialement et soigneusement. Ses annotations spéciales serviront pour contrôler la sortie des stupéfiants de la pharmacie où ce livret sera archivé à son épuisement.

ART. 51. — Pour les médecins assurant le service des maisons de secours, la Restriction éditera des carnets à souche spéciaux d'ordonnances, qu'elle délivrera à prix coûtant aux chefs diplômés de ces établissements, pour que ceux-ci à leur tour les remettent personnellement aux diplômés correspondants.

Ces carnets à souche porteront le sceau de la Restriction des stupéfiants et celui de la maison de secours à laquelle ils sont destinés. Ils ne seront valables que pour les services de bienfaisance.

ART. 52. — Les pharmaciens dans les officines desquels sont délivrées des ordonnances de stupéfiants rédigées par des médecins appartenant aux maisons de secours, les présenteront au collège provincial de pharmaciens, accompagnées de leur copie textuelle.

L'Assemblée directrice de cette entité, après avoir contrôlé l'exactitude de la copie, remettra un certificat qui, après les confrontations jugées nécessaires par les Municipalités, servira au recouvrement des ordonnances qui seront archivées à la pharmacie les ayant délivrées.

Là où le collège local aurait un contrat avec la Municipalité pour assurer la bienfaisance, ce collège délivrerait les certificats susdits.

Les formalités seront précédées de celles établies par les Municipalités pour assurer l'exacte délivrance des ordonnances.

ART. 53. — Pour que les prescriptions de stupéfiants des médecins et vétérinaires militaires soient prises en considération dans les pharmacies civiles, il faudra obligatoirement qu'elles soient faites sur les ordonnances officielles créées dans ce but, et pour lesquelles les Ministres de la guerre et de la marine éditeront les dispositions opportunes.

ART. 54. — Dans le cas où des prescriptions de stupéfiants devraient être exécutées dans des pharmacies d'une autre province, les carnets à souche des médecins se trouvant dans ce cas seraient visés par le collège les ayant délivrés et par celui de la province où se trouve la pharmacie. On aviserait expressément les pharmaciens du numéro de ces carnets à souche pour qu'ils ne mettent pas d'obstacles à la délivrance des formules prescrites.

ART. 55. — Les médecins qui, en raison de leurs charges officielles se verraient octroyer des services pour lesquels il leur faudrait prescrire des stupéfiants, et d'autre part ne paieraient pas de patente, s'adresseront à l'entité susdite pour acquérir le carnet à souche pour stupéfiants. Ils indiqueront sur la demande le lieu de leur résidence et la charge qu'ils remplissent.

ART. 56. — Les « botiquines » ⁽¹⁾ légalement autorisés devront se fournir dans les pharmacies, et justifier de l'entrée et de la sortie des stupéfiants par des annotations sur un livre folioté, portant le sceau de la subdélégation correspondante et, sur le premier folio, la signature de cette autorité sanitaire.

Les demandes aux pharmacies se feront sur les ordonnances officielles pour stupéfiants.

(1) Voir ordonnance du 26 juin 1915.

CHAPITRE XI

Livre de comptabilité des stupéfiants

ART. 57. — Dans toutes les pharmacies, y compris les pharmacies militaires et dans les laboratoires préparant des produits ou des spécialités à base de stupéfiants, il existera un livre spécial pour leur comptabilité. Il sera délivré par la Restriction, par l'intermédiaire des collèges de pharmaciens.

ART. 58. — Sur ce livre, on notera toutes les prescriptions formulées sur l'ordonnance officielle en se conformant pour celles-ci aux cas fixés à l'art. 49.

ART. 59. — Quand les prescriptions contiennent des stupéfiants qui ne seraient pas précisés sur l'ordonnance officielle, ceux-ci seront notés sur le livre d'ordonnances ordinaire et recopiés sur le livre de comptabilité pour stupéfiants au numéro de cette prescription, pour justifier les sorties de stupéfiants nécessitées par cette formule.

Pour les spécialités dont le contenu en stupéfiants serait inférieur à celui nécessitant une ordonnance officielle, il n'y aura pas besoin d'une comptabilité spéciale, celle-ci étant tenue par le laboratoire qui les fabrique.

ART. 60. — Dans la case d'observations du livre de comptabilité, on notera les cas où la prescription serait destinée à la médecine vétérinaire. Dans les cases réservées pour noter le nom du médecin et du malade on noterait dans ce dernier cas, le nom du vétérinaire, celui du propriétaire et celui de l'espèce animale à laquelle le médicament est destiné.

ART. 61. — On notera également dans les cases d'observation les diminutions naturelles de produits, les pertes causées par la manipulation, les quantités employées à la reconnaissance de l'identification et de la pureté du médicament et celles utilisées pour les préparations officielles.

ART. 62. — Les pharmaciens pourront réserver un ou plusieurs folios du livre spécial de comptabilité à chacun des produits soumis à la Restriction, ou, employer pour les annotations le procédé que la pratique leur suggérera pour que l'on puisse faire la balance des stupéfiants à tout moment et de la façon la plus rapide possible.

CHAPITRE XII

Inspection du trafic des stupéfiants

ART. 63. — L'inspection et la surveillance du commerce clandestin des stupéfiants sera, en général, à la charge des entités gouvernementales et sanitaires, des agents de police, des carabiniers et des gardes civils, et spécialement de la brigade d'agents qui se constituera pour ce service.

ART. 64. — Cette brigade se composera du nombre d'agents exigé par la nécessité. Ces agents recevront des instructions par l'intermédiaire du représentant de la Direction générale de sécurité à l'assemblée sociale et administrative.

ART. 65. — Les frais occasionnés à ces fonctionnaires pour raison de service, vie spéciale et active due à leurs fonctions, absence de leur résidence habituelle, voyages, et tous ceux qui, en général seraient inhérents à la mission qui leur est confiée, seront payés, après approbation de l'assemblée, en tenant compte de l'importance du service, du soin mis en œuvre et du résultat obtenu.

ART. 66. — L'inspection technique sera faite par des pharmaciens ou des subdélégués de pharmacie qui, à leur entrée en fonctions, ne seraient pas établis et n'auraient aucun intérêt dans des laboratoires pharmaceutiques ou dans des officines de pharmacie.

Les inspecteurs résideront obligatoirement dans la région où ils exerceront leurs fonctions.

ART. 67. — La désignation des inspecteurs techniques et celle de leur chef immédiat sera faite par le Ministre de l'Intérieur, sur la proposi-

tion de la Direction générale de santé. Les nominations et leur nombre seront déterminées par les nécessités du service et les disponibilités économiques de la Restriction.

ART. 68. — Chaque semestre, les inspecteurs techniques enverront à la Restriction des stupéfiants une statistique compréhensive de la quantité de stupéfiants légitimement consommée dans leur circonscription, et des substances confisquées.

ART. 69. — On surveillera scrupuleusement les navires à leur entrée, durant leur séjour et à leur sortie des ports.

Les pharmaciens-inspecteurs des douanes, et, dans les ports où il n'y en aurait pas, les subdélégués de pharmacie les plus anciens, accompagnés d'un agent de police, autant que possible affecté à la Restriction, seront chargés de ce service.

Les pharmaciens-inspecteurs ou les subdélégués effectuant ces visites feront un certificat en triple exemplaire. Ils y noteront la qualité et la quantité de stupéfiants destinés au botiquin du navire et de celles se trouvant en transit qui seront emballées.

L'un de ces exemplaires sera remis au capitaine du navire qui le montrera à l'entrée de chaque port espagnol. Un autre sera envoyé à la Restriction et la dernière sera gardée par le fonctionnaire ayant assuré ce service.

Les certificats envoyés à la Restriction mentionneront, en outre, la provenance et la destination du navire.

ART. 70. — Les honoraires des inspecteurs ou des subdélégués et des agents de police effectuant ces visites d'inspection seront payés par la Restriction.

Ces fonctionnaires toucheront en outre un tiers des amendes qu'ils auraient infligées au cours de leurs fonctions.

ART. 71. — La Restriction créera annuellement des prix en argent pour ceux qui auraient rendu les meilleurs services pour la répression du trafic illégal des stupéfiants. Ils seront attribués sur la proposition de l'Assemblée sociale et administrative au complet.

CHAPITRE XIII

Douanes

ART. 72. — Les inspecteurs des douanes et des postes apporteront toutes les facilités possibles à la reconnaissance et à l'investigation des marchandises suspectes, sans tenir compte de la déclaration qui les autorise.

Ce service sera de préférence effectué par les pharmaciens-inspecteurs des douanes et là où il n'y en a pas par les subdélégués de pharmacie les plus anciens.

En cas de nécessité, l'autorité gouvernementale de la province aidera à l'investigation en procurant les agents de police requis.

ART. 73. — A partir de la date de publication de ce règlement, les importations de spécialités et de stupéfiants soumis à la restriction ne pourront se faire que par les douanes de Barcelone, Bilbao, Port-Bou, Irún et Vigo.

ART. 74. — Les spécialités et produits stupéfiants soumis à la Restriction ne pourront être admis dans les ports francs, même sous le concept de marchandises en transit.

ART. 75. — Afin que le débit des stupéfiants dans ces douanes s'effectue avec les garanties dues, la Restriction des stupéfiants communiquera à la direction générale des douanes la qualité du produit à importer, le poids net et brut, le numéro des bulletins, ses marques et la douane par laquelle arrivera l'expédition.

Les mêmes détails seront communiqués à l'inspecteur de pharmacie correspondant.

ART. 76. — Le pharmacien-inspecteur des douanes effectuera la reconnaissance des stupéfiants d'accord avec l'expert désigné par l'administrateur. Après avoir terminé l'expédition et après avoir rédigé l'acte corres-

pondant, il sera témoin de l'emballage des marchandises, et, en sa présence, l'agent chargé de l'expédition (représentant la maison expéditrice) fera la facture.

Le pharmacien-inspecteur rendra immédiatement compte à la Restriction du service réalisé et communiquera tous les détails qu'il jugera utiles.

ART. 77. — Tous les produits soumis à l'inspection de la Direction générale dans les postes devront, sans que l'on tienne compte de leur dénomination, être scrupuleusement reconnus avant d'être remis à leurs destinataires, par les pharmaciens dépendant de la Restriction, nommés à cet effet.

CHAPITRE XIV

Confiscations et sanctions

ART. 78. — Toutes les autorités sont tenues d'aider dans la mesure du possible, tous les fonctionnaires intervenant dans la surveillance, la poursuite et le trafic illégal des spécialités et des substances stupéfiants. On devra de même aider efficacement le travail de tous les particuliers coopérant aux mêmes buts.

ART. 79. — Les spécialités et produits stupéfiants d'importation, de commerce et de préparation illicites seront obligatoirement saisis et remis à la Restriction.

ART. 80. — Dans l'acte de saisie, on signera en double exemplaire un acte rédigé par le fonctionnaire ou le particulier assurant le service et la personne ou le propriétaire de l'établissement en possession duquel furent trouvées les spécialités ou substances stupéfiants.

Si le possesseur se refuse à cette formalité, on le notera sur le document, que signeront si possible un ou deux témoins.

L'un des actes sera remis, le plus rapidement possible, avec les spécialités ou les substances saisies, au président de la Restriction des stupéfiants. L'autre sera transmis avec le rapport correspondant, à l'autorité de justice dont dépend la localité.

ART. 81. — La Restriction des stupéfiants ayant reçu la saisie la conservera en dépôt jusqu'à la fin des formalités judiciaires. Cet organisme pourra en ce cas, proposer au Ministre de l'Intérieur l'application des sanctions prévues aux bases 40 à 47 du décret-loi royal n° 824 (du 30 avril 1928).

ART. 82. — La Restriction des stupéfiants s'adressera aux tribunaux de justice pour leur exposer tous les faits prouvant ou induisant à suspecter l'existence de quelque infraction aux dispositions des décrets-lois royaux nos 824 et 2.045, de ce règlement et du Code pénal.

ART. 83. — Pour la représentation de la Restriction dans les jugements, on suivra les normes établies par l'Etat.

CHAPITRE XV

Coopération internationale

ART. 84. — La Restriction des stupéfiants veillera à l'exact accomplissement de la convention de La Haye de 1912, de celle de Genève et de tous les accords internationaux de même caractère pouvant engager l'Espagne.

Il incombera à l'Assemblée sociale et administrative de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères, afin que celui-ci formule les réclamations opportunes, tous les cas d'inobservation de la part d'autres puissances signataires de ces conventions et dont l'application serait très nuisible à l'Espagne.

ART. 85. — En échange de la documentation que la Société des Nations fournit à l'Assemblée sociale et administrative, on communiquera à cette dernière les Mémoires mentionnés à la base 51 du décret-loi royal n° 824 ainsi que tous les documents non confidentiels de la Restriction des stupéfiants.

ART. 86. — Pour le concours d'acquisition de stupéfiants, on n'admettra aucune fabrique de ces substances soumises à la Restriction, coupable de leur introduction ou de leur commerce illicite.

On considérera comme de graves indices de culpabilité les divergences accusées entre les chiffres autorisés pour l'importation et ceux que d'autres gouvernements fournissent pour contrôler leur exportation en Espagne.

ARTICLE ADDITIONNEL

Le présent règlement ne s'oppose pas à l'accomplissement des dispositions du décret-loi royal du 30 juillet 1918 se rapportant aux alcaloïdes, glucosides, narcotiques, anesthésiques et antithermiques avec l'exception pour la quinine. Pour ses annotations, on devra suivre les règlements en vigueur.....

DECRET DU 3 AOUT 1932

Sur l'héroïne et d'autres toxiques

ARTICLE PREMIER. — Sont interdites l'importation et la fabrication sur le territoire espagnol, colonies et possessions nord-africaines, de la diacétylmorphine (dimorphine, héroïne) et son chlorhydrate. ,

ART. 3. — La cocaïne et ses sels ne pourront être utilisés qu'en otologie (anesthésie du tympan et de l'oreille moyenne, mélange de Bonnain), laryngologie (chirurgie endo-laryngienne : concentration maxima : 20 %, odontologie (anesthésie de la pulpe dentaire : comprimés à un centigramme, anesthésie de la muqueuse buccale entière et extractions dentaires en tissus enflammés : respectivement en solutés à 10 et à 15 % et ophtalmologie (solutés à 5 % pour instillations).

ART. 4. — Sur les prescriptions de cocaïne et de ses sels le diplômé inscrira le nom du malade, son domicile, l'intervention justifiant son emploi, la forme pharmaceutique sous laquelle elle doit être délivrée. La vente de ces produits non manipulés reste formellement interdite.....

LOI DU 28 MARS 1933

(Approuve et applique à l'Espagne la convention de Genève du 19 février 1925 sur les stupéfiants. Cette convention n'étant pas particulière à l'Espagne il paraît inutile de la reproduire ici.)

ORDONNANCE DU 10 AOUT 1933

(Confirme l'art. 1 du décret du 3 août 1932 sur l'héroïne et dispose qu'il est interdit aux médecins de prescrire et aux pharmaciens de délivrer ce produit.)

ORDONNANCE DU 10 AOUT 1933

Sur les toxiques

1° Les laboratoires autorisés pour la préparation de spécialités contenant des stupéfiants devront remettre mensuellement et directement à la Direction générale les états détaillés du mouvement et du stock de leurs stupéfiants, à l'exclusion de toute autre entité ou organisme intermédiaire. Sur ces états on devra consigner spécialement les quantités de toxiques, entrées, unités préparées, unités sorties du laboratoire personnes autorisées à qui aurait été remise la quantité de toxique em-

ployée par unité et le résidu existant à la clôture de la relation des spécialités préparées et le degré de toxicité.

2° On rappelle à tous les pharmaciens en exercice l'obligation où ils se trouvent de remettre semestriellement par l'intermédiaire de leurs subdélégués, leur rapport sur le mouvement des produits et spécialités à base de stupéfiants.....

DECRET DU 2 SEPTEMBRE 1933

Incluant la codéine dans la restriction des stupéfiants

ARTICLE PREMIER. — La méthylmorphine (codéine) et ses sels, ainsi que l'éthylmorphine et ses sels et parmi eux la dionine, sont soumises à un contrôle pour l'importation et la circulation sur le territoire national et aux préceptes légaux en vigueur sur les stupéfiants, conformément aux prescriptions de la convention générale du 23 février 1925.

ART. 2. — Cependant, l'usage de l'ordonnance officielle établie pour les stupéfiants par cette convention n'est pas obligatoire.

ART. 3. — En vertu des prescriptions de l'art. 1, les droguistes autorisés, les laboratoires et les pharmacies remettront des rapports certifiés exacts de ce qu'ils possèdent et du mouvement des produits visés par ce décret. Ils les ajouteront aux rapports qu'ils sont obligés d'envoyer périodiquement, conformément aux dispositions légales....

..... ART. 5. — Par extension on considérera soumis à ce décret tous les produits dérivés des alcaloïdes phénanthréniques de l'opium ou des alcaloïdes ecgoniniques de la coca. Le conseil technique national pour la restriction des stupéfiants prendra les décisions en ce sens.

CHAPITRE XV

Douanes

Voir : Législation des divers chapitres précédents.

ORDONNANCE DU 29 AOUT 1864

(Les médicaments que les voyageurs malades ont avec eux pour se soigner peuvent entrer librement en Espagne.)

ORDONNANCE DU 7 NOVEMBRE 1871

(Déclare que les médicaments ayant déjà été inspectés par une douane espagnole ne doivent pas l'être à nouveau et que les inspecteurs ne doivent percevoir aucun droit.)

ORDONNANCE DU 26 DECEMBRE 1922

(Il est interdit d'importer les spécialités en vrac (par exemple en pilules ou comprimés) pour les conditionner ensuite en Espagne avant de les vendre.)

DECRET-LOI DU 14 NOVEMBRE 1924

(Ce décret comprenant plusieurs centaines d'articles détermine l'entrée en Espagne de tous les produits. Il spécifie notamment que l'entrée des spécialités et produits pharmaceutiques en Espagne doit se faire sous la surveillance d'un pharmacien-inspecteur. A défaut d'inspecteur, on doit prévenir le gouverneur de la province qui fait faire une visite au domicile du destinataire. Les inspecteurs de santé doivent refuser l'entrée ou ordonner la destruction des produits destinés à la consommation (parmi eux, les produits pharmaceutiques) quand ils sont avariés).

CHAPITRE XVI

Résumé

de diverses ordonnances, lois, décrets et règlements
concernant la pharmacie

ORDONNANCE DU 3 SEPTEMBRE 1860

(Indique que l'article 23 des ordonnances (de pharmacie de 1860) s'applique aux filles de pharmaciens.)

ORDONNANCE DU 12 AVRIL 1865

La publicité se rapportant à des remèdes et des médicaments est interdite dans les journaux non professionnels de médecine ou pharmacie (voir art. 21 des ordonnances). (Abrogé).

ORDONNANCE DU 8 MAI 1871

Interdit de débiter une « tisanne rafraîchissante » par une personne qui n'a pas le diplôme de pharmacien.

ORDONNANCE DU 9 JANVIER 1880

La visite exigée par les art. 5 et 42 des ordonnances de pharmacie devra aussi se faire en cas de changement de domicile.

ORDONNANCE DU 16 JUILLET 1880

La prohibition de l'art. 13 des ordonnances de pharmacie ne s'applique pas aux pharmaciens des établissements officiels ou de l'Etat ou d'une Municipalité n'ayant pas d'officine ouverte au public.

ORDONNANCE DU 4 JUIN 1881

Les subdélégués sont autorisés à porter un insigne distinctif (une médaille d'or).

ORDONNANCE DU 27 JUILLET 1882

Une pharmacie changeant de résidence sans changer de localité sera soumise à la visite prévue à l'art. 42 des ordonnances, si elle change de localité le pharmacien paiera une pesète par kilomètre parcouru par le subdélégué pour effectuer cette visite.

ORDONNANCE DU 27 NOVEMBRE 1893

Autorise les veuves et orphelins de pharmaciens à transférer leurs pharmacies dans d'autres localités.

DECRET DU 13 AOUT 1894

Les pharmaciens ne doivent sous peine d'amende, délivrer aucune « formule, prescription ou ordonnance ne portant pas consigné le numéro et la classe de patente du médecin les ayant délivré ».

ORDONNANCE DU 7 DECEMBRE 1899

Les pharmaciens militaires en disponibilité ont le droit d'exercer à titre civil.

ORDONNANCE DU 31 DECEMBRE 1901

Interdit aux pharmacies d'hôpitaux la vente au public.

ORDONNANCE DU 23 JANVIER 1905

Autorise un pharmacien dément à prendre un gérant.

ORDONNANCE DU 17 JANVIER 1907

On ne peut obliger un pharmacien à fermer son officine le dimanche.

ORDONNANCE DU 21 FEVRIER 1907

Un emploi d'Etat n'est pas incompatible avec l'exercice de la profession pharmaceutique.

... « La présence constante du titulaire dans son officine n'étant pas absolument nécessaire... » (confirmé par la résolution du 16 mai 1911).

ORDONNANCE DU 28 AOUT 1909

Les pharmaciens sont obligés (sous peine d'amende) d'inscrire en toutes lettres sur leur pharmacie : « Pharmacie du docteur (ou du licencié) X... ». Ils devront reproduire cette phrase sur leurs entêtes, étiquettes, récépits, etc...

ORDONNANCE DU 2 JUIN 1910

Autorise les médecins à délivrer les médicaments homéopathiques, à condition que ce soit gratis et qu'ils aient acheté leurs matières premières en pharmacie. (Annulée par ordonnance du 1^{er} décembre 1932).

ORDONNANCE DU 7 DECEMBRE 1910

... « La propriété et la direction d'une pharmacie... peuvent appartenir à un ou à plusieurs pharmaciens à condition qu'ils se conforment aux règlements en vigueur. »

REGLEMENT DU 8 JUILLET 1892 PUBLIE LE 4 MAI 1917 !

Les pharmaciens devront posséder une balance de force de 1 kilo et une autre de force de 20 gr. munies des poids nécessaires. Elles seront soumises à une vérification périodique.

ORDONNANCE DU 3 SEPTEMBRE 1917

Les pharmacies seront séparées de toutes autres catégories d'établissements (même s'il s'agit d'une droguerie).

ORDONNANCE DU 29 SEPTEMBRE 1917

Précise que les subdélégués de santé doivent limiter leurs enquêtes aux questions prévues pour autoriser l'ouverture des pharmacies. Il en résulte que le pharmacien désirant s'établir n'est astreint à aucune limite d'âge.

ORDONNANCE DU 11 AVRIL 1918

Les Chambres d'agriculture peuvent acquérir en droguerie de l'arsenate de soude (voir art. 57 des ordonnances de pharmacie).

ORDONNANCE DU 6 AOUT 1921

Les employés des pharmacies seront astreints à la journée de huit heures. Exceptionnellement, ils pourront travailler dix heures.

ORDONNANCE DU 19 SEPTEMBRE 1921

Un pharmacien ayant officine ouverte peut en même temps gérer un « botiquin » même s'il s'agit d'un « botiquin » d'hôpital (1).

RESOLUTION DU 18 DECEMBRE 1922

Stipule par contre qu'un pharmacien ayant officine ouverte ne peut être en même temps pharmacien d'un hôpital car : « ...il est interdit de posséder ou de gérer plus d'une seule officine... »

ORDONNANCE DU 30 DECEMBRE 1922

Les « charges techniques des laboratoires chimiques d'hygiène » seront données de préférence à des pharmaciens, vu leur compétence, plutôt qu'à des médecins.

ORDONNANCE DU 21 DECEMBRE 1923

Cette ordonnance, après de nombreuses autres, cherche à réprimer les abus de l'intrusion (c'est-à-dire de l'exercice illégal) entre les diverses professions médicales. Elle rappelle les règles à suivre pour la répression (voir le Code pénal et les lois organiques sur la pharmacie). Les subdélégués devront infliger une amende de 125 à 250 pesetas.

(1) Voir décret du 26 juin 1915.

ORDONNANCE DU 11 JANVIER 1924

Annule les règlements antérieurs sur la durée du travail dans les pharmacies (voir ordonnance du 6 août 1921). Ces questions devront être réglées par des accords locaux facultatifs sous le patronage des collèges de pharmacie et des syndicats professionnels.

ORDONNANCE DU 3 OCTOBRE 1924

Interdit l'exploitation d'une société de secours mutuels, car « les établissements de pharmacie doivent être la propriété des pharmaciens les dirigeant » (contredit par le décret du 2 octobre 1931).

ORDONNANCE DU 21 NOVEMBRE 1924

Les produits chimiques vendus exclusivement aux pharmaciens pour la préparation des ordonnances n'ont pas à être enregistrés et passent librement en douane.

ORDONNANCE DU 26 NOVEMBRE 1924

Les veuves et orphelins n'ont pas le droit de préparer de nouvelles spécialités pharmaceutiques.

ORDONNANCE DU 29 JANVIER 1925

Le prix de vente au public, en pesetas, sera obligatoirement marqué sur les spécialités. Il ne pourra pas être majoré par le vendeur (confirmé par l'ordonnance du 21 avril 1928).

ORDONNANCE DU 8 JUIN 1925

Institue le repos dominical obligatoire.

ORDONNANCE DU 26 NOVEMBRE 1926

Les dentifrices et produits similaires doivent être inscrits à la Direction générale de santé et porter le sceau sanitaire sur leur conditionnement.

ORDONNANCE DU 9 JUIN 1927

Interdit l'importation de la coque du Levant en Espagne.

ORDONNANCE DU 3 DECEMBRE 1929

Tous les échantillons devront porter en lettres rouges très apparentes, la motion : « Echantillon gratuit, vente interdite », sinon ils devront porter le sceau sanitaire et acquitter l'impôt. Les échantillons de stupéfiants sont toujours interdits.

ORDONNANCE DU 29 JANVIER 1930

Les femmes enceintes ou accouchées ont droit à l'assistance médicale gratuite. Sur ordonnance, le pharmacien doit fournir matériel et médicaments et faire les analyses nécessaires.

CONVENTION DU 21 SEPTEMBRE 1931 AVEC L'UNION PHARMACEUTIQUE NATIONALE POUR LES SECOURS AUX FEMMES EN COUCHES

Ce service d'assistance sera assuré par tous les pharmaciens titulaires et d'autres nommés par les collèges de pharmacie.

La bénéficiaire choisit son pharmacien à condition qu'il soit agréé pour ce service spécial. Elle a droit à tous les médicaments, analyses et accessoires nécessités par son état, et une fourniture fixe estimée en 1931 à 8 pesetas. Voici en quoi consiste ce trousseau :

- Un paquet de coton stérilisé de 250 gr.
- 8 compresses de gaze stérilisées de 33×33 .
- Un cordonnet ombilical en tube, stérilisé.
- Un flacon de 150 gr. d'alcool à 95 c.
- 1 boîte 20 gr. de talc stérilisé.
- Un tube de vaseline stérilisée.
- Une ampoule d'ergotine Ivon.
- Une ampoule d'huile camphrée à 0,20.
- Un flacon de 5 cc. de soluté d'argyrol.

LOI DU 21 NOVEMBRE 1931

Etablit des *contrats de travail* pour toutes les catégories d'employés.

LOI DU 8 AVRIL 1932

Cette loi sur les *accidents du travail* rend obligatoire les soins gratuits aux blessés et parfois à leurs familles.

LOI DU 18 AVRIL 1932

Sur le *timbre d'état* : fixe le montant des taxes, impôts et droits d'enregistrement appliqués aux produits et spécialités pharmaceutiques et à l'enregistrement des diplômes.

ORDONNANCE DU 20 JUIN 1932

Cette ordonnance sur le « timbre » complète la loi du 18 avril 1932 : un timbre mobile sera apposé sur les spécialités d'après le prix de vente au public. Les spécialités devront obligatoirement porter le prix de vente de façon apparente (prix global, impôt compris ou les deux prix : spécialité et impôt marqués tous deux).

Une ordonnance du 28 juin 1932 rend les dispositions ci-dessus applicables aux spécialités françaises.

LOI DU 8 OCTOBRE 1932

Sur les accidents du travail. L'ouvrier accidenté peut se fournir dans la pharmacie de son choix, etc....

BIBLIOGRAPHIE (1)

- 1 Pierre ALLARD-LATOUR. — *La spécialité pharmaceutique*. 1 vol., Dijon, Belvet 1933.
- 2 L. ANDRÉ-PONTHIER. — *Histoire de la pharmacie*. Origines. Moyen-âge. Temps modernes, 1 vol., 10 pl. gr. in 8, Paris, O. Doin 1900.
- 3 Dr BLAS Y MANADA. — *Legislación de Farmacia vigente en España*. 1 vol., 728 p., Madrid : *El Monitor de la Farmacia y de la terapéutica*, 2^e édit. 1935.
- 4 Le BOTTIN. — Paris 1936.
- 5 Raphaël BRU. — De quelques documents intéressant l'histoire de la pharmacie catalane et les anciens apothicaires catalans. — Notes et documents inédits (1207-1789). — *Thèse pour le doctorat en pharmacie soutenue à Montpellier le 7 juin 1932*. 1 vol., 109 pages, in 8°, Perpignan, Imprimerie de l'Indépendant. 1932.
- 6 BULLETINS de la Société d'Histoire de la pharmacie. — Paris, Années 1913 à 1929.
- 7 D. Quintin CHIARLONE y D. Carlos MALLAINA. — *Historia de la Farmacia*, 1 vol. in 4°. 2^e édit. Madrid, 1865.
- 8 D. Anastasio CHINCHILLA. — *Historia de la Medicina Española*, 4 vol. in 4°, Valencia. Lopez y Compañía, 1841-1846.
- 9 CODE *pharmaceutique*, traduction de l'ouvrage rédigé en latin sous le titre de « Codex medicamentarius » par Leroux, Vauquelin, Deyeux, Jussieu, Richard, Percy, Hallé, Henri, Vallée, Bouillon La Grange et Chéradame et publié conformément à l'ordonnance royale du 8 août 1816 par la Faculté de Médecine de Paris, par A.-J.-L. Jourdan, 1 vol. in 8°. Paris J.-B. Baillière et Compère Jeune, 1821.
- 10 CODEX medicamentarius sive Pharmacopœa Gallica, jussu Regis optimi et ex mandato summi rerum internarum regni Administris, editus a facultate medica Parisiensi. 1 vol. in 8°. Paris Hacquart 1818.
- 11 CODEX medicamentarius Gallicus-pharmacopée française, rédigée par ordre du gouvernement. 1 vol., 999 p. in 8°. Paris. Masson 1908. — Suppléments au Codex. Paris, Masson 1920, 1922, 1926.
- 12 Anthoine COLIN. — Histoire des drogues, épiceries et de certains médicaments simples qui naissent es Indes, tant Orientales qu'Occidentales, divisée en deux parties. La première composée de trois livres, les deux premiers de MM. Garcie du Jardin (Orta) et le troisième de M. Christophe de la Coste (Acosta). La seconde composée de deux livres de M. Nicolas Monard (Monardes). Le tout fidèlement translaté en nostre vulgaire François sur la traduction latine de Clusius, par Anthoine Colin et par lui augmenté de plusieurs figures. 1 vol. in 8°, Lyon, Jean Pillement, 1602.

(1) Dans le texte, le premier chiffre (caractères gras) indique l'ouvrage, le dernier la page, s'il y a lieu le chiffre romain est celui du tome. Ex.: [34 - I - 50] veut dire : Reutter de Rosement, histoire de la pharmacie, tome I, page 50.

- 13 Paul DELMAS et Ch. GUÉRIN-VALMALE. — L'Hippocratismes à Montpellier ses origines, rôle prépondérant des fils de l'Islam et des enfants d'Israël, in *Æsculape*, année 1923, n^{os} 1 à 7. Paris.
- 14 François, L., M. DORVAULT. — *L'Officine, ou répertoire général de pharmacie pratique*. 1 vol. 2.040 pages. in 8°. 17^e édition, 3^e tirage par Ed. Defacqz. R. Weitz, Paris, Vigot 1936.
- 15 Abdalmalik FARAJ. — *Relations médicales hispano-magrebines au xii^e siècle*. — Thèse présentée à la Faculté de Médecine de Paris. 1 vol. Paris, Véga 1935. Extraits publiés par *L'Echo de Paris*, du 19 octobre 1935.
- 16 LA FARMACIA ESPANOLA. — *Revista científica y profesional*. — Directeur Francisco Marin y Sancho. Vol. gr. in 8°. Madrid año 1880 à 1935 (textes des lois).
- 17 FARMACOPEA OFICIAL ESPANOLA. — 1 Vol. 1037 pages, in-8° 8^e édition. Bilbao. Madrid. Espasa. Calpe, 1930.
- 18 Jules FINOT. — *Etude historique sur les relations commerciales entre la Flandre et l'Espagne au moyen âge*. 1 vol. in-8°, Paris A. Picard et fils, 1899.
- 19 Rafael FOLCH Y ANDREU. — *Elementos de historia de la Farmacia*. 1 vol., 620 pages, in 8°. Segunda edición. Madrid. Imprenta de la viuda de A.-G. Izquierdo, 1927.
- 20 Rafael FOLCH Y ANDREU. — *Un formulario preterito y desconocido del hospital general de Barcelona*, 1 vol. in 8°, Madrid, 1923.
- 21 Rafael FOLCH Y ANDREU. — *Real colegio de Farmaceuticos de Madrid in « Farmacia Española »*. — Numéro du 6 octobre 1930.
- 22 Dr D. Eduardo GARCIA DEL REAL. — *Historia de la medicina en España*, 1 vol. in 8°. — Bibliotheca de autores Españoles y extranjeros. Vol. XXIII. Madrid. Editorial Reus, 1921.
- 23 Francisco GELPE. — *Ensayo biografico de Pedro Benedicto Matheo, precedido de algunos datos historicos sobre et ejercicio de la farmacia durante la edad media*. 1 vol. in 8°. Barcelone. Gracia y Miguel, 1892.
- 24 C. LABELONYE. — *De l'organisation de la pharmacie dans les principaux Etats de l'Europe*. 1 vol. in 8°. Paris Asselin, 1863.
- 25 Albert MALET. — *Histoire de France et notions sommaires d'histoire générale jusqu'en 1610*. 1^{re} année, 5^e édit. 1 vol. 500 p. in 8°. Paris, Hachette, 1913.
- 26 P. MÉNÉTRIER. — *Le millénaire de Razès, la médecine arabe, son rôle dans l'histoire et son influence sur la médecine française*, in « *Le Progrès Médical* », n^o 14, 4 avril 1931. Paris A. Rouzaud.
- 27 Jacques MOUILLESUX DE BERNIÈRES. — *Le régime juridique des remèdes spécialisés*. 1 vol., 214 p. in 8°, Paris Dalloz 1924.
- 28 PHARMACOPEA HISPANA. — *Editio tertia auctior*. 1 vol. in 4°. Matriti 1803.
- 29 A. PHILIPPE. — *Histoire des apothicaires chez les principaux peuples du monde, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, suivie du tableau actuel de la pharmacie en Europe, en Asie en Afrique et en Amérique*. 1 vol. in 8°. Paris 1853.

- 30 Dr Louis PLANCHON. — *Précis de matière médicale*. Nouvelle édition entièrement refondue et mise à jour par le Dr Ph. Bretin. 2 vol. 1.548 p., 469 fig. in 8°. Paris N. Maloine 1928.
- 31 Dr Eugenio REDONET MAURA. — *Legislacion Farmaceutica Española*, in « *Farmacia Española* », n° du 16 avril 1930, page 156.
- 32 Georges RENARD. — *Le Droit de la profession pharmaceutique*. 1 vol. 252 p. in 8°. Paris. Librairie du Recueil Sirey, 1924.
- 33 Louis REUTTER. — *Des médicaments d'origine humaine et animale prescrits en Europe au moyen âge et pendant la Renaissance*, in « *La France Médicale* », 1 vol. in 8°. Paris, H. Champion, 1913.
- 34 Louis REUTTER DE ROSEMONT. — *Histoire de la pharmacie à travers les âges*, 2 vol. in 8°. Paris. J. Peyronnet, 1931.
- 35 REVUE d'histoire de la pharmacie (Bulletin de la Société d'Histoire de la pharmacie. Directeur-Fondateur : E.-H. Guittard. Paris. Occitane n°s 67 à 93 (n°s 1 à 27 de la série Revue), années 1930 à 1936.
- 36 D. SERO Y BADIA. — *Comment vendre nos spécialités pharmaceutiques à l'étranger*, in revue « *Vendre* » n°s 129 et 130 (vol. XXI), août et septembre 1934. Paris.
- 37 Service des statistiques du Ministère des Finances sur le commerce extérieur français.
- 38 Statistique générale du commerce extérieur d'Espagne (Estadística general, comercio exterior de España) et renseignements divers communiqués par la Chambre de Commerce franco-espagnole (Paris).
- 39 F. STERNON. — *Quelques aspects de l'art pharmaceutique et du médicament à travers les âges*. 1 vol., in 16°. Paris. Masson, 1933.
- 40 F. STERNON. — *L'évolution de l'esprit pharmaceutique au cours des siècles*, in : « *Journal de pharmacie de Belgique* », année 1931, page 91, Bruxelles.
- 41 TABLEAUX généraux du commerce extérieur (publiés par la Direction générale des douanes). Paris.
- 42 TARIF général des douanes.
- 43 F.-A. VERWAEST. — *Etude générale et comparative des pharmacopées d'Europe et d'Amérique*. — *Thèse soutenue à l'Ecole Supérieure de Pharmacie de Paris le 13 août 1872*. 1 vol. 70 p. in 4°, Paris, 1872.
- 44 Dr M. WOLGEMUTH. — *Exposé critique du mouvement des changes sur les prix de vente, à la fin de 1926, des spécialités pharmaceutiques*. 1 vol. in 8°. Paris, 1927.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	1
INTRODUCTION.....	2
I. — LA PERIODE HISTORIQUE.....	3
Chapitre I. — La civilisation avant les Arabes.....	5
Chapitre II. — Les Arabes.....	8
A. — Les Arabes en Orient et en Espagne.....	8
B. — Auteurs arabes d'Orient et d'Espagne.....	11
C. — La civilisation hispano-arabe en France.....	14
D. — La pharmacie en Espagne des Arabes aux grandes découvertes.....	18
Chapitre III. — La pharmacie espagnole après la découverte de l'Amérique.....	23
II. — L'EPOQUE ACTUELLE.....	31
Chapitre I. — L'Espagne du xvr ^e siècle à nos jours.....	33
Chapitre II. — Le protomedicato.....	34
Chapitre III. — Les collèges de pharmacie.....	35
Chapitre IV. — Les études en pharmacie.....	38
Chapitre V. — Lois et règlements régissant l'exercice de la pharmacie en Espagne.....	40
A. — Lois organiques.....	40
1° Antérieures à 1904.....	40
2° Instruction générale de santé de 1904 et règlements ultérieurs.....	41
B. — Spécialités pharmaceutiques.....	46
C. — Vaccins et sérums.....	47
D. — Eaux minérales, saccharine, alcool.....	47
E. — Stupéfiants.....	48
Chapitre VI. — Pharmacopées.....	52
Chapitre VII. — La pharmacie contemporaine.....	57
Chapitre VIII. — Le commerce pharmaceutique.....	59
CONCLUSION.....	67
III. — TRADUCTION DES TEXTES LES PLUS IMPORTANTS CONCERNANT LA LEGISLATION PHARMACEUTIQUE ESPAGNOLE.....	69
Chapitre I. — Collèges et Académie de pharmacie.....	71
Chapitre II. — Etudes en pharmacie.....	81
Chapitre III. — Lois constitutionnelles de la profession pharmaceutique.....	84
Chapitre IV. — Subdélégués de pharmacie.....	106
Chapitre V. — Pharmaciens titulaires.....	110
Chapitre VI. — Instituts d'hygiène.....	116
Chapitre VII. — Lutte contre le paludisme.....	119
Chapitre VIII. — Spécialités pharmaceutiques.....	121
Chapitre IX. — Vaccins et sérums.....	130
Chapitre X. — Instituts de contrôle et de pharmacobiologie.....	133
Chapitre XI. — Eaux minérales et boissons.....	141
Chapitre XII. — Saccharine.....	143
Chapitre XIII. — Alcool.....	145
Chapitre XIV. — Stupéfiants.....	147
Chapitre XV. — Douanes.....	166
Chapitre XVI. — Résumé de diverses ordonnances, lois et règlements concernant la pharmacie.....	167
BIBLIOGRAPHIE.....	172
TABLE DES MATIERES.....	175

VU ET APPROUVÉ

NANCY, LE 5 JANVIER 1938

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DE PHARMACIE :

P. PASTUREAU

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

NANCY, LE 6 JANVIER 1938

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE :

L. BRUNTZ

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ

